



HAL
open science

Le “ long mai ” des soixante-huitards ordinaires (et de leurs enfants). A propos de la lecture de Mai 68, un pavé dans leur histoire

Paolo Stuppia

► **To cite this version:**

Paolo Stuppia. Le “ long mai ” des soixante-huitards ordinaires (et de leurs enfants). A propos de la lecture de Mai 68, un pavé dans leur histoire. Les Cahiers du GERME, 2016, 31, pp.106-111. hal-03539893

HAL Id: hal-03539893

<https://hal.science/hal-03539893>

Submitted on 6 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

les cahiers du **GERME**

groupe d'études et
de recherche sur les
mouvements
étudiants

N° 31
2014-2016
10 Euros

les objectifs du GERME :

- "promouvoir la recherche sur les mouvements et organisations d'étudiants et de jeunes à l'époque contemporaine, en France, en Europe et dans le monde
Elle vise notamment à
- la collecte des documents, archives, et veille à ce que leur traitement et conservation soit assurée dans les lieux et institutions adaptés
 - établir un inventaire des sources et l'actualiser
 - organiser, participer, aider des manifestations de tous ordres : colloques, expositions, rencontres, séminaires
 - favoriser la publication des actes de colloques, catalogues, articles, ouvrages
 - et utiliser tous moyens pour permettre l'accomplissement de son objet social."

Dans ce numéro, un
**DOSSIER ARCHIVES ET
MEMOIRES ETUDIANTES**
avec le témoignage de
**Francis Kутten (Reims) «Les
saints de Paille, chronique des
années militantes. Eléments
pour une histoire du maoïsme
rémois»,**
présenté par Jean-Philippe
Legois.

Ioanna Kasapi, «Sauvegarder la mémoire des citoyennetés étudiantes et universitaires: quelles sélections et quels accès pour quels usages.»

Jean-Philippe Legois: «De la misère (archivistique) en milieu étudiant... et de quelques moyens pour y remédier».

SOMMAIRE

Editorial.

Vie du Germe, de la Cité, de la recherche et des archives.

Le nouveau site du Germe - Soutenances de thèses

ARCHIVES

Leslie Casasnovas, Jean-Philippe Legois et Ioanna Kasapi, «Le «mouvement Devaquet»: quelques ressources à découvrir à la Cité des mémoires étudiantes».

REPERES

Il y a 30 ans, le mouvement contre la réforme Devaquet: Robi Morder, «30 ans, l'espace d'une génération»- Repères chronologiques et bibliographiques.

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Pierre Daix. Louis Laisney. Yves Moreau. Charles Najman. Pierre Sicard.

DOSSIER ARCHIVES ET MEMOIRES ETUDIANTES

(voir encadré)

70 ANS DE LA CHARTE DE GRENOBLE

Robi Morder «Grenoble 46: héritage? Succession?». Paul Bouchet «La charte de Grenoble, l'esprit en héritage».

Annexes et documents.

CONTRIBUTION

Youssef Boussalam et Bénédicte Vidaillet «Mutuelles étudiantes et concurrence: le pêché originel»

OBSERVATOIRE DES MOUVEMENTS ETUDIANTS

Elections au CNESER, aux CROUS et CNOUS, Etudiants et «loi travail», Sécurité sociale étudiante.

LIVRES, THESES, MEMOIRES

Christophe Charle et Charles Soulié, *La dérégulation universitaire, la construction «étatisée» des marchés universitaires dans le monde*. Danièle Tartakowsky, *Les droites et la rue, histoire d'une ambivalence de 1848 à nos jours*. Lionel Courtaut, *Une histoire d'Alsace, l'AFGES, 90 ans au service des jeunes*. Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Evénements et socialisation politique*. Dominique Wallon, *Combats étudiants pour l'indépendance de l'Algérie, UNEF-UGEMA 1955-1962*.

EDITORIAL

Si entre les n° 30 et 31 des *Cahiers du Germe* il s'est écoulé plus de trois ans, ce n'est pas que la recherche et le travail sur les archives aient marqué le pas. La rubrique « Vie du Germe, de la Cité, de la recherche et des archives » atteste bien que nous n'avons pas chômé, et comme développé dans la rubrique « archives » la Cité des mémoires étudiantes a bien avancé et nous ne ménages pas notre appui tant la recherche a besoin de s'appuyer sur des sources, des archives, témoignages, iconographies et en retour de favoriser sa valorisation auprès tant des chercheurs chevronnés que d'un large public.

En 2013 nous nous sommes attachés à la réfection du site du Germe. En quelques semaines, nous avons pu publier « germe-inform.fr » et depuis nous menons à la fois l'actualisation avec informations, notes de lecture, biographies, contributions et dossiers et à la mise en ligne des productions antérieures du Germe et de ses chercheurs.

Deux nouveaux livres sont parus dans la collection Germe, celui coordonné par Valérie Becquet (*Jeunesses engagées*) en 2014 et celui coordonné par Aurélien Casta et Emmanuel Porte (*Revendications syndicales et mobilisations étudiantes, L'autonomie en mouvements*) en 2015 avec une constante pluridisciplinaire – puisqu'il s'agit d'ouvrages collectifs - qui est notre « marque de fabrique » mais une dominante cette fois-ci sociologique et sciences politiques. Deux autres ouvrages sont bien avancés pour 2016/2017 par le Germe et la Cité : *Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968* issu notamment du colloque éponyme dans le cadre du programme « PICRI », et celui de Paolo Stuppia à partir de sa thèse sur les mobilisations du CPE fortement documenté par les fonds de la Cité des mémoires étudiantes.

Utiles pour la recherche, nos travaux et activités sont aussi utiles pour les acteurs, les citoyens. La production scientifique et les documents peuvent aider les uns et les autres à mieux se repérer. C'est ainsi qu'au cours du mouvement relatif à la « loi travail », reconnus pour leur expertise dans les réseaux du Germe et la Cité des mémoires étudiantes ont été sollicités par les médias. Sur le site du Germe nous avons constitué un dossier comprenant notamment les prises de position des organisations étudiantes à vocation représentative, avec des liens vers leurs sites et communiqués, ainsi que différents appels, les motions des coordinations nationales et des « points de repère » pouvant permettre à des observateurs, journalistes, acteurs de mieux s'y reconnaître (voir plus de détails dans la rubrique « Observatoire des mouvements étudiants »). Ceci sera également utile au chercheur qui voudra ensuite travailler sur l'évènement. Et nous avons continué à participer, à chaque fois sous les formes adaptées et dans l'indépendance et la liberté du chercheur, à des congrès ou des formations syndicales, des colloques avec des « anciens ». Les anniversaires et commémorations – charte de Grenoble, Devaquet, etc. sont certes des occasions d'attirer l'attention, mais la condition première c'est que chacun comprenne que notre démarche sur les deux « jambes », recherches et archives, doit avoir les moyens de continuer que ce soit sous ou hors les projecteurs.

Robi Morder

Ont collaboré à ce numéro : **Paul Bouchet**, co-rédacteur de la « charte de Grenoble », **Youssef Boussalam**, docteur en sciences de gestion. **Leslie Casasnovas**, archiviste à la Cité des mémoires étudiantes, **Didier Epszajn**, rédacteur du blog *Entre les lignes, entre les mots*, **Ioana Kasapi**, responsable des archives à la Cité des mémoires étudiantes. **Francis Kuttén**, ancien de l'AGER (Reims), **Jean-Philippe Legois**, président de la Cité des mémoires étudiantes, **Marina Marchal**, archiviste et ancienne responsable des archives de la Cité des mémoires étudiantes, **Alain Monchablon**, agrégé d'histoire, Germe, **Robi Morder**, juriste et politiste, président du Germe, **Pierre Moulinier**, historien, ancien conservateur à la Bibliothèque nationale, **Paolo Stuppia**, docteur en sciences-politiques. **Bénédicte Vidaillet**, professeur à Paris Est Créteil.

Vie du Germe, de la Cité, de la recherche et des archives

2013

12 février séminaire Ludovic Bouvier, Gérard et Tristan Haute : « Œuvres universitaires et mouvements étudiants » Introduction par le professeur Jean-Noël Luc. En partenariat avec l'école doctorale « Histoire moderne et contemporaine » de Paris-Sorbonne.

13 février Tatiana Smirnova (EHESS, RIAE), Mouvement étudiant et politisation des oeuvres universitaires au Niger des années 1980 au début des années 2000.

17 avril MIE Paris, Mathieu Guy (Paris 8), Le mouvement lycéen contre la Loi Debré (1973) Discutant : Didier Leschi (Paris 10).

18 au 21 avril Toulouse congrès UNEF Marina Marchal intervient dans un atelier sur l'extrême-droite chez les étudiants.

13 mai rencontre à la Cité des mémoires étudiantes avec Giulia Strippoli, docteure italienne menant un post-doctorat au Portugal (thèse à l'Università degli Studi di Torino sur « Partito Comunisti e Movimenti. PCI, PCF e PCP nel Sesantotto »).

22 mai séminaire Marie Prieur (Paris 8), « Les rapports de genre dans le syndicalisme étudiant, à travers l'exemple de la période 1976-1986 ».

22 mai Maison de quartier du 37, cours du Rû Monfort à Saint-Denis. La Cité des mémoires étudiantes participe à une demi-journée d'étude sur la presse associative organisée par le Réseau Mémoires-Histoires en Ile-de-France dans le cadre de sa biennale 2013.

6 et 7 juin à Paris (siège du CNRS), journées de l'IHTP sur "la guerre froide vue d'en bas", avec une intervention de notre ami Alain Monchablon sur « La

19 juin séminaire Lila Chouli, auteure de *Burkina Faso 2011, chronique d'un mouvement social* (Tahin party), « La place de l'Association nationale des étudiants burkinabè (ANEB) dans les mouvements sociaux depuis 1987 ».

19 au 21 juin Helsinki, Jean-Philippe Legois et Alain Monchablon participent à un séminaire international « Student Revolt, City and Society - From the Middle Ages until Today ».

1^{er} octobre Besançon, dans le cadre d'une exposition proposée par le CROUS (avec le concours des Archives Départementales), sur l'histoire de la Cité Canot conférence de Robi Morder « l'histoire de la vie étudiante et des œuvres universitaires ».

26 au 29 septembre Lyon, congrès Fage. Avec Paul Bouchet sur la charte de Grenoble, Robi Morder sur l'histoire des mouvements étudiants.

29 octobre Tom Madden à la Cité des mémoires étudiantes ».

30 octobre Séminaire spécial co-organisé avec l'AAUNEF, la Cité et le Germe, avec Tom Madden et Paul Bouchet « Un pont entre l'Est et l'Ouest. L'UIE ou

le pari étudiant ».

13 novembre séminaire Jean-Jacques Becker (Université Paris 10-Nanterre), « Il y a cent ans, « Agathon » : jeunes, étudiants et enquête ».

27 novembre séminaire Bernard Giroux (Science-po Paris) « La JEC et la guerre d'Algérie ».

10 décembre « 50 ans après « Les héritiers », la question étudiante des années 1960 à aujourd'hui CURAPP Amiens ».

13 décembre 5e journée « Archives et mémoires étudiantes » aux Archives nationales Les archives (militantes) étudiantes entrent aux Archives nationales »

14 décembre journée d'étude « L'AG ou la démocratie étudiante dans le second vingtième siècle, de l'AGE à l'AG » organisée par la Cité des mémoires étudiantes avec le Centre d'histoire sociale du 20e siècle et le GERME (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants) dans le cadre du programme PICRI (Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation, soutenus par la région Île-de-France sur le thème de la démocratie étudiante après 1968. Cette première journée du programme PICRI a permis d'aborder le passage de l'Association générale des étudiants (AGE) à l'Assemblée générale (AG) dans les années 1960, mais aussi dans une perspective plus longue. Publication dans les *Cahiers du Germe* n° 32.

2014

30 et 31 janvier 2014 « De l'université de Paris aux universités franciliennes ». Avec pour la session « Acteurs et luttes », avec les interventions de : Jean-Philippe Legois (GERME) : *Le rôle des mouvements étudiants dans l'éclatement de l'université de Paris en lettres et sciences* Emmanuelle Picard (ENS Lyon) : *Les conseillers du prince : analyses des acteurs universitaires franciliens et provinciaux impliqués dans les réformes des universités préparées par la direction de l'enseignement supérieur (années 1960)* Guy Briot (UP8) et Charles Soulié (UP8) : *Histoire des BIATOSS de Vincennes* Marina Marchal (Cité des mémoires étudiantes) : *Tolbiac, haut-lieu des luttes étudiantes, 1973-1989* Robi Morder (GERME) : *La grève des étudiants en droit de l'université de Paris 4 à Saint-Denis en 1983. Une filière juridique originale dans une université de lettres et de sciences humaines atypique*. Les actes ont été publiés aux PU de Rennes.

31 janvier Intervention de Robi Morder aux « Etats généraux de la santé et de la protection sociale des étudiants » organisés par l'UNEF à l'INALCO lors de la table-ronde de conclusion.

26 février séminaire Lucia Tenconi et Jean-Louis Violeau, « Ecoles d'architecture, années 68 France/Italie »?

5 mars séminaire Nicolas Carboni « Le mouvement étudiant à Clermont-Ferrand après 68 ».

9 avril séminaire David Colon « La place des mouvements étudiants à Sciences Po Paris après 1968 ».

23 avril séminaire Marie Prieur « Les rapports de genre dans le syndicalisme étudiant ».

14 mai séminaire Valérie Becquet, présentation du travail autour de *Jeunesses engagées*.

Guerre Froide vue des campus ».

11 juin séminaire Astrea Pejovic et Jovana Papovic (Université de Belgrade), « Démocratie directe et mouvements étudiants : moteurs de l'éveil de la conscience politique et citoyenne, Etude comparative des cas croates et serbes ».

23-27 juin Université d'été jeunes chercheurs : « Liberté académique ou insolence estudiantine? » Identité étudiante, contestation universitaire et disciplinarisation par les autorités du Moyen-Age à nos jours. Jean-Philippe Legois intervient le 26 juin sur « l'historiographie française de l'époque contemporaine sur les mouvements étudiants »;

30 juin – 2 juillet Séminaire international /workshop « Citoyennetés et mouvements étudiants : Amériques et Europe(s) », Centre d'histoire sociale XXe s. (Paris 1/CNRS) – Cité des mémoires étudiantes, en partenariat avec : Archives nationales – GERME – Centre de recherches historiques (Paris 8)

3-5 juillet Colloque international Mouvements étudiants en Afrique francophone Paris 1 Pantheon Sorbonne

25 au 28 septembre Strasbourg congrès de la Fage. Robi Morder à la table ronde « Transformer la société, quelle responsabilité pour un corps intermédiaire ? ».

4 novembre Tom Madden de passage à Paris participe au groupe de travail (Paul Bouchet, Jean-Paul Delbègue, Marina Marchal, Alain Monchablon, Robi Morder) qui continue à fonctionner à partir des documents et témoignages déjà recueillis, et d'autres éléments, nous échangeons questions et réponses en vue d'approfondir la connaissance d'une période charnière dans l'histoire du mouvement étudiant international.

17-18 novembre 6èmes journées « Archives et mémoires étudiantes » Présentation de fonds d'archives entrant aux Archives nationales et projet d'exposition itinérante de la Cité des mémoires étudiantes : la dimension internationale des engagements étudiants.

2015

28 janvier séminaire Natalia Tikhonov Sigris, « Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968 : l'exemple de Paris 1 ».

29 janvier Projection-débat à Nantes avec le Centre d'histoire du travail (CHT), la Cité et le Germe. Soirée ciné-débat autour du film *L'Unef et les frondes étudiantes*. Débat avec Marina Marchal (de la Cité) et Robi Morder.

12 février : présentation de la *Gazette de l'Association des archivistes français* n°235 « Archives des jeunesses, jeunesses des archives » à l'INJEP (95 avenue de France - 750013 Paris).

18 février séminaire Thibault Pinatel « Aspects juridiques du mouvement étudiant », autour de sa thèse (publiée depuis aux PU d'Aix-Marseille).

7 mars Musée de l'histoire de l'immigration, Avec Maria Fernanda Rollo & Giulia Strippoli (Institut d'Histoire Contemporaine de l'Université Nouvelle de Lisbonne), « Mémoires étudiantes » « franco-portugaises » (séminaire « Campus Condorcet ») Conférence-débat : Les citoyennetés étudiantes au Portugal avant, pendant, après la « révolution des œillets ».

8 avril séminaire Le mouvement « anti-CPE » de 2006, au « Café Grand Bouillon » à Aubervilliers, avec Paolo Stuppia.

9-12 avril Nantes. Présence d'une table Cité/Germe et participation au débat historique sur la guerre d'Algérie au congrès de l'UNEF avec Dominique Wallon, ancien président de l'UNEF.

16 avril 2015 L'Institut Tribune socialiste a organisé une soirée-débat, « L'UNEF en mai 68 », avec Cédric Le Coq auteur d'un mémoire de master, *Tenter la révolution : l'UNEF en mai 68*.

22 avril séminaire Pierre Moulinier « Les étudiants dans la Grande guerre ».

4 mai 8ème séance du Séminaire public GTM « Socialisations, désocialisations et rapports sociaux » consacrée à « La souffrance au travail des étudiants ».

6 mai A la Fonderie (Paris) la Cité des mémoires étudiantes a présenté son portail des mémoires étudiantes « www.studens.info » en partenariat avec la Région Ile-de-France.

21 mai A l'occasion de la parution du numéro 70 de la revue *Agora débats/jeunesses* intitulé « Les émeutes de 2005, 10 ans après : rétrospective et perspectives », l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) a organisé une conférence-débat au Labo 13 de la Maison des Initiatives étudiantes.

27 mai séminaire Marie-Elise Hunyadi « Les étudiantes de l'Université de Paris de 1918 à 1968 ».

4 et 5 juin Colloque international « Jeunesse(s), Engagement(s), Association(s) et Participation(s) », Figeac, Lot, Midi-Pyrénées (IUT de Figeac).

10 juin séminaire Lucie Martin (EHESS/ Universität Heidelberg) & Antonin Dubois (EHESS-IRIS/ Universität Heidelberg), « Les mondes étudiants franco-allemands de 1871 à 1914 ».

23 septembre Evénement organisé avec le soutien de l'IDHES et de l'école doctorale EOS, Université Paris Ouest Nanterre. *L'autonomie en mouvements. Revendications syndicales et mobilisations étudiantes* avec les auteurs.

23 octobre Sur les archives du MJCF, Colonel Fabien. Jean-Philippe Legois pour la Cité des mémoires étudiantes et Robi Morder pour le Germe sont intervenus sur « les fonds de l'UEC et les mémoires étudiantes »

24 juin 20 ans du Germe à la MIE Paris 13, avec la présentation du numéro spécial de *La Gazette des Archives*, « Archives des jeunesses, jeunesses des Archives » ainsi que celle du nouveau livre de la Collection Germe aux éditions Syllepse *Mouvement étudiant et autonomie*.

1er, 2 et 3 juillet Colloque « Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968 : jeux d'échelles » dans le cadre du programme de recherche sur les

citoyennetés étudiantes depuis 1968, au Conseil régional d'Île-de-France, et à l'Université Paris VIII-Vincennes-Saint-Denis.

2 octobre Alain Monchablon et Robi Morder étaient présents à la pose de la plaque mémorielle sur l'immeuble du boulevard Poniatowsky qui fut la Maison des étudiants des Etats d'Afrique de l'Ouest.

4 novembre séminaire Anna Trespeuch-Berthelot, autour de son livre sur l'Internationale situationniste, PUF 2015.

7 novembre Colloque de l'AAUNEF sur le logement étudiant avec le concours de la Cité des mémoires étudiantes du Germe, notamment pour la matinée consacrée à l'histoire avec les contributions de Cécile Hochard, Matthieu Gillibert, Jean-Philippe Legois, Robi Morder, Pierre Moulinier. Les actes de la journée ont été publiés.

17-18 novembre 7e journées Archives et mémoires étudiantes En cette année du 150e anniversaire du Congrès de Liège et du 70e anniversaire de la création de l'UIE, c'est la dimension internationale qui s'imposait. Avec Paul Bouchet et Tom Madden (en vidéo-conférence depuis les USA).

2 décembre 2015 séminaire Jean-Philippe Legois et Robi Morder, « Actualités et enjeux de la recherche sur les mouvements étudiants ».

2016

6 janvier séminaire Angelica Müller (Université Salgado de Oliveira -Rio de Janeiro), « Le Brésil des années 1968 à la Cité internationale universitaire de Paris ».

13 janvier visite guidée de l'exposition *150 ans d'engagements étudiants à l'international* avec Ioanna Kasapi (Cité), Jean-Philippe Legois (Cité/ GERME) et Robi Morder (GERME) à la MIE (Maison des initiatives

étudiantes) de Paris.

3 février séminaire Kostis Kornetis (Université Carols III de Madrid) et Jean-Philippe Legois « Des années 1968 à la Maison de la Fondation hellénique, en particulier, et dans toute la Cité internationale universitaire de Paris, en général ».

3 mars 10 ans de la lutte du CPE conférence débat Rennes 2 avec Hugo Melchior et Francois Lopez.

22 mars « De la Sorbonne au Lendit : quelle place pour les mémoires étudiantes dans le Grand Paris ? », vernissage de l'exposition 150 ans d'engagements étudiants à l'international à la MSH Paris Nord.

6 avril séminaire Adélaïde Gregorio-Fins (Universités Paris-Sorbonne/ Coïmbra), « autour des étudiants portugais déserteurs en exil ».

15 avril MSH Paris Nord, table « La charte de Grenoble, 70 ans après, quel héritage » avec Paul Bouchet (voir textes dans ce numéro).

1er juin séminaire Matthieu Gillibert (Université de Fribourg), « Les sociabilités étudiantes dans les « francophonies périphériques » à la CIUP de 1945 à 1968 ».

7 juillet Université Concordia, Montréal, « Les circulations étudiantes dans l'espace francophone au XXe siècle : institutions, parcours et sociabilités », partie I.

29-30 septembre, Université de Fribourg, « Les circulations étudiantes dans l'espace francophone au XXe siècle : institutions, parcours et sociabilités », partie II et exposition « 150 ans.... ».

3 octobre 2016, Clermont-Ferrand, conférence-débat de Robi Morder, « Etudiant.e.s du monde en mouvement », animée par Mathias Bernard, président de l'Université Blaise Pascal suivie d'une visite guidée de l'exposition « 150 ans... » qui est restée 10 jours.

Le nouveau site du Germe.

Inauguré en octobre 2013 à l'occasion de la conférence avec Tom Madden, en trois ans ont été mis en ligne 240 articles, notes, contributions, informations, et plusieurs dizaines de documents, illustrations, etc. On compte 140 éléments « anciens » permettant de rendre disponible notre production antérieure (anciens numéros des Cahiers en PDF, toutes les notes de lecture et biographiques, certaines contributions) et il reste encore du travail. Pour les 100 éléments nouveaux, nous sommes passés de 15 en 2013/2014 puis 18 en 2014/2015 (essentiellement quelques notes de lecture, biographiques et beaucoup d'annonces) à 42 en 2015/2016 avec un contenu de type « dossier » (charte de Grenoble, Mutualité étudiante, CPE) venant alimenter en synthèses, témoignages et documents des initiatives (colloque logement de novembre 2015, 70 ans charte de Grenoble), l'actualité (« Loi travail »), des commémorations (CPE, UIE, Devaquet).

En retour, les notes faites pour le site peuvent servir ensuite (en l'état ou retravaillées selon les réactions suscitées ou les éléments nouveaux) à l'édition papier des *Cahiers du Germe*.

Soutenances de thèse

Kady Marie-Danielle Body, Étude micro-économétrique de l'impact du travail salarié étudiant sur la réussite à l'université / ; thèse de doctorat en sciences économiques Poitiers 2014

L'emploi salarié hors cursus durant l'année universitaire peut-il affecter les résultats universitaires ? A partir des données tirées d'enquêtes nationales (les enquêtes « conditions de vie » de l'Observatoire national de la Vie Etudiante (OVE) et Panel 1995 du ministère de l'Education nationale), cette thèse a pour ambition d'analyser à l'échelle de la France, le travail salarié des étudiants sous toutes ses formes et de relever les différents impacts qu'il pourrait avoir sur la réussite universitaire. Il ressort de l'analyse que le travail salarié a une influence négative et significative sur les résultats académiques. Cependant, ce n'est pas le travail en lui-même qui porte préjudice aux étudiants mais plutôt tout un ensemble de caractéristiques propres à l'emploi telles que l'intensité du temps accordée à l'emploi et le secteur

d'embauche. De plus, il semblerait que ce soient les meilleurs étudiants qui font le choix de travailler pendant les études tandis que les étudiants non-salariés n'auraient pas intérêt à cumuler emploi et études. En somme, l'exercice d'une activité professionnelle pendant les études peut constituer une première expérience professionnelle utile, à condition qu'elle n'empiète pas trop sur le temps d'études et qu'elle soit liée aux études. Une politique publique qui inciterait les étudiants à ne pas travailler au-delà du temps partiel pourrait leur être favorable. Enfin, l'étude particulière des étudiants de première année de Licence nous montre que la majorité des étudiants-travailleurs inscrits en L1 et ayant abandonné leur année universitaire ne travaillait pas de manière intensive. L'activité professionnelle hors cursus n'est donc pas le seul élément qui peut justifier du taux d'échec alarmant des L1.

Fayçal Izedaren, *Les formes de la contestation sociale en milieu universitaire e Algérie*, thèse de doctorat en sociologie, Paris 8, 2014

Comme le nom de la thèse l'indique, on aborde dans ce document la contestation sociale en milieu universitaire en Algérie. Nous avons abordé l'institution dans sa globalité, notamment le processus de l'élargissement du réseau universitaire, ainsi que le processus des réformes universitaires et les transformations sociopolitiques de l'université en rapport avec la société, en adoptant une approche descriptive et historique. Il s'agit d'analyser le processus de la cristallisation des formes de contestation sociales dans le champ universitaire, à travers l'action des organisations étudiantes, ainsi que les syndicats des enseignants, et de repérer les formes nouvelles. Celles-ci manifestent une ampleur sans précédent de l'anomie de l'université. Cette recherche se focalisera également sur les rapports des mouvements contestataires avec les institutions et les pouvoirs en montrant les effets notamment à travers les transformations sociopolitiques. Seront utilisées les méthodes d'analyse descriptive et historique, pour rendre compte du milieu universitaire étudié aussi bien que les antécédents historiques des événements, il s'agit aussi d'éclairer sur les processus de l'enseignement et de formation, ainsi que la formation des structures de contestation en milieu universitaire en Algérie.

Julie Le Mazier, *Pas de mouvement sans AG* » : *Les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010). Contribution à l'étude des répertoires contestataires* ; thèse de doctorat de sciences politiques. 12 novembre 2015 Paris 1

Résumé : la thèse s'attache à rendre compte des conditions pratiques et symboliques d'appropriation par les étudiants grévistes de la seconde moitié des années 2000 en France d'une forme d'organisation, l'assemblée générale (AG), qui fait partie de leur répertoire contestataire depuis les années 1960. Il s'agit ainsi de comprendre comment des formes d'action se reproduisent d'une mobilisation à l'autre, c'est-à-dire comment des acteurs en viennent à avoir recours à l'une plutôt qu'à d'autres qu'ils connaissent, comment ils en font l'apprentissage et comment ils la transforment à la marge en la pratiquant. Elle s'appuie principalement sur une enquête ethnographique menée sur les mobilisations qu'ont connu trois sites universitaires entre 2006 et 2010. Les usages des AG sont façonnés par les luttes internes aux groupes sociaux, politiques et syndicaux impliqués dans l'espace de ces mobilisations, de sorte que leur succès tient à la fois à une entreprise symbolique de justification de ces dernières au nom de la « démocratie » par des courants minoritaires, et à leur plasticité. Elles sont en effet investies de toute une palette de rôles – qui n'ont parfois rien à voir avec des normes « démocratiques ». Elles sont ainsi promues par des militants auxquels elles permettent d'avoir le sentiment de peser sur une masse d'étudiants, et cela d'autant plus qu'ils appartiennent à de petites organisations qui sont loin de pouvoir mobiliser autant d'adhérents.

Thibault Pinatel, *Les organisations étudiantes à vocation représentative : un modèle de représentation atypique sous influence du droit social*, thèse de doctorat de droit social, 12 décembre 2014, Aix-en-Provence.

L'augmentation croissante du nombre d'étudiants en France initiée au cours de la seconde moitié du XXème siècle a progressivement projeté les thématiques relatives à leur situation sociale et à l'enseignement supérieur au centre du débat politique. Afin de défendre les intérêts matériels et moraux de cette catégorie de la population, plusieurs organisations ont émergé. Longtemps cantonné à l'UNEF, le paysage de la représentation étudiante est dorénavant pluriel et divisé. Ces organisations étudiantes à vocation représentative, plus connues sous l'appellation de « syndicats étudiants », constituent un modèle atypique de représentation locale et nationale. Bien que structurées en tant qu'associations relevant de la loi de 1901, elles subissent l'influence indéniable du droit social. Cette influence se matérialise notamment par l'émergence d'un modèle associatif ambigu, oscillant volontiers entre syndicalisme et associacionnisme, et par une dimension concurrentielle prégnante, articulée autour d'un système électoral visant à déterminer la représentativité de chaque organisation. L'attraction opérée par le droit social est également perceptible en ce que le droit positif reconnaît aux étudiants un droit d'action collectif permettant aux organisations de déployer une action militante et revendicative comparable à celle des

syndicats professionnels. La présence étude a donc pour objet de proposer une analyse juridique globale des organisations étudiantes à vocation représentative et des normes qui leur sont applicables tout en s'appuyant sur l'attraction que constitue le droit social.

Romain Robinet : *L'esprit et la race : le mouvement étudiant face à la Révolution mexicaine (1910-1945)*, thèse de doctorat d'histoire, IEP Paris, 9 juin 2015

Au Mexique, comme en Amérique latine, le cycle contestataire des années 1960-1970 a consacré la figure de « l'étudiant révolutionnaire ». À l'inverse, « l'étudiant en situation révolutionnaire » n'a fait l'objet que de bien peu d'analyses. La Révolution mexicaine, de la fin des années 1910 au début des années 1940, vit pourtant l'éclosion d'un puissant mouvement étudiant, organisé et représentatif, inséré dans les relations internationales, semblable en apparence à ses homologues européens ou latino-américains. Toutefois, à la différence de ces derniers, le mouvement étudiant mexicain se conçut et se forma en relation étroite avec un phénomène majeur : la Révolution.

Durant cette période, les étudiants s'organisèrent au nom de la Revolución, la critiquèrent, la défendirent et la propagèrent, par leurs voyages, leurs congrès et leurs organisations, au Mexique et dans l'espace ibéro-américain. Ils formulèrent, dans le même temps, une vision révolutionnaire de la réforme des universités et des écoles, insistant sur l'éducation populaire et sur la politisation des savoirs. Animés par une vision raciale du monde social, ces étudiants se mobilisèrent aussi au nom de la « race ibéro-américaine », à laquelle la patrie mexicaine appartenait. La révolution fut pour eux autant un phénomène de régénération raciale qu'une expérience politique inspirée de modèles européens parfois contradictoires, tels que le nationalisme, le socialisme, le coopérativisme ou le catholicisme social. La radicalisation de la révolution et le projet d'« éducation socialiste », durant les années 1930, contribuèrent toutefois à diviser grandement le mouvement étudiant. Sa désagrégation progressive correspondit à la fin de la Révolution.

S'inscrivant dans une histoire globale, cette thèse invite à repenser la formation des mouvements étudiants dans l'espace euro-américain et est autant une contribution à la dénationalisation du récit révolutionnaire, qu'une analyse du concept de « race » au Mexique.

Tatiana Smirnova. *L'action publique saisie par des mouvements étudiants et scolaires : l'enseignement supérieur, la vie politique et l'expérience militante au Niger (1960-2010)* /; thèse de doctorat d'anthropologie sociale, EHESS 2015

A l'intersection de la sociologie des mouvements sociaux et des politiques publiques, cette recherche étudie, à partir de l'enseignement supérieur au Niger, le processus de la régulation politique et s'intéresse au rôle de la contestation dans les interactions entre politics et polities. Le travail s'appuie sur les documents concernant le développement du système d'enseignement supérieur au Niger, la littérature militante, journaux, rapports ainsi que sur soixante-quinze entretiens semi-directifs. La thèse examine l'action publique à travers les mobilisations des scolaires et étudiants nigériens depuis les années 1960 et jusqu'à l'année 2010. Elle étudie l'histoire mal connue mais importante de l'Union des scolaires nigériens ; les paradoxes de son émergence et de son renforcement dans le contexte des régimes de Diouri Hamani et de Seyni Kountché, peu propices à la contestation, ainsi que son rôle dans l'avènement de la Conférence Nationale en 1991 et dans la vie politique du Niger par la suite. La recherche propose de saisir l'action publique en matière de l'enseignement supérieur à partir de l'analyse des rapports entre les autorités et les mouvements de contestation. Elle montre une continuité entre l'époque considérée comme "autoritaire" et la période "démocratique" en termes de production des politiques publiques lesquelles reposent sur la routinisation de la répression, de la rétribution, de la redistribution et du contrôle dans un contexte de réformes néolibérales. La recherche s'interroge par ailleurs sur les pratiques de violence au sein des structures militantes, utilisées par elles comme une stratégie de subversion de l'ordre politique dominant.

Paolo Stuppia, *Les tracts du mouvement « anti CPE » de 2006. Sociologie d'une technologie militante*, thèse de doctorat de sciences politiques, Paris 1, 2014.

Soutenue le 3 décembre 2014, cette thèse sous la direction d'Isabelle Sommier a également été présentée lors de notre séminaire du 8 avril 2015. Partant d'une large collection et analyse des tracts tant de leur forme que de leur vocabulaire, la thèse de notre ami Paolo Stuppia a été retravaillée en tenant compte des discussions devant le jury et nos séminaires en vue de sa publication dans la collection Germe. Elle sera ainsi accessible à un large public en 2017.

Guillaume Tronchet, *Savoirs en diplomatie. Une histoire sociale et transnationale de la politique universitaire internationale de la France (années 1870 –années 1930)*. Thèse d'histoire contemporaine, Paris 1. Thèse soutenue en décembre 2014.

ARCHIVES

« *Le mouvement Devaquet* » : *quelques ressources à découvrir à la Cité des mémoires étudiantes*

Leslie Casasnovas, Ioanna Kasapi, Jean-Philippe Legois

30 ans après les nombreuses manifestations des étudiant.e.s et des lycéen.ne.s de novembre et décembre 1986, le mouvement contre le projet de loi dite *loi Devaquet* est bien un sujet qui mérite d'être étudié encore davantage ! Si le mouvement fut important, quelles sont les ressources disponibles dans les archives classées et conservées à la Cité des mémoires étudiantes, y compris celles en cours de traitement par notre équipe ?

Nous mettrons, d'abord, la focale sur deux fonds d'archives avant de présenter quelques témoignages oraux.

Le fonds de l'Unef-Indépendante et démocratique

Dans le cadre de la convention signée avec le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (DEGESIP/ vie étudiante), la Cité a pu commencer le classement de ce fonds important tant quantitativement (100 ml) que qualitativement.

Il s'agit d'un dépôt de l'actuelle UNEF qui s'est fait en deux, voire trois temps : une partie du fonds est arrivée à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (Nanterre), en 1988-89, avec les fonds UNEF et UNEF-US ; une partie a été déposée, en 2007, auprès de la mission de préfiguration (ex-CAARME) de la Cité des mémoires étudiantes ; la dernière étant déposée auprès de la Cité, suite au déménagement de l'UNEF de ces locaux du boulevard de La Villette, en mars 2014.

Deux parties de ce fonds nous intéressent ici : le dossier sur ce mouvement au sein de la sous-série organique sur les lois et réformes pédagogiques qui avait pu être pré-classé par Aurélie Mazet (dans le cadre du partenariat avec la BDIC) ; les dossiers de suivi d'AGE (Associations générales d'étudiants, restées structures de base de l'UNEF-ID) qui ont pu être classés par Aboubakr Chaib dans le cadre d'un stage de master 2 (Université de Bourgogne).

Premièrement, commençons par le dossier sur le mouvement même. Parmi les textes officiels, rapports, signalons des tableaux comparatifs entre le texte en vigueur de 1948, le texte de projet de loi et les propositions de commission.

Parmi les documents issus de la mobilisation, signalons des recueils de chansons populaires, appels des élus étudiants, un bandeau en tissu « Sorbonne en grève », des notes manuscrites, motions, communiqués, procès-verbaux de réunions, périodiques, recueils de tracts, pétitions, affiches, ... Des documents concernent aussi les états généraux de l'enseignement supérieur qui se sont tenus du 27 au 29 mars 1987 à Paris 8 (Saint-Denis).

Remarquons également les motions, tracts communiqués, télégrammes, correspondance de soutien d'autres organisations nationales et internationales ; FO Ile-de-France, Comité national d'action laïque (CNAL), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), FEN, Syndicat général des personnels de l'éducation nationale-Confédération générale du travail (SGPEN-CGT), Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, Confédération française démocratique du travail (CFDT), FCPE, Union nationale des associations familiales (UNAF), associations d'étudiants d'autres pays.

Deuxièmement, le suivi d'AGE permet au bureau national (BN) de l'UNEF-ID de faire remonter des informations de chacune des villes universitaires où elle est implantée - en plus de développer ces implantations. Mais, en fonction de l'activité - y compris de représentation - de chaque équipe militante locale, du renouvellement de celle-ci et de leur lien avec le membre du BN chargé du suivi de leur AGE, les informations recueillies sont plus ou moins riches ; simple écho de la composition de l'équipe au moment de la mobilisation, données sur l'université au même moment, voire activité syndicale générale, voire pendant le mouvement.

Ce fonds extrêmement riche en documents et informations reste à classer dans sa totalité pour le rendre accessible au grand public ainsi qu'aux chercheurs-chercheuses en sciences humaines et sociales !

Le fonds Sorbonne(s)Nouvelles

Ce fonds, classé par Marina Marchal, a été donné à la Cité en août 2010 : journal étudiant, ayant existé de 1986 à 2004, il s'ancre dans les quatre universités parisiennes présentes « en Sorbonne » (Paris 1, 3, 4 et 5) et a donc une forte dimension régionale.

Sorbonne(s) Nouvelles est un journal étudiant né en décembre 1986, du « mouvement Devaquet ». Les quatre premières publications sont des journaux de grève, l'idée initiale étant de lancer des pistes de réflexions sur le mouvement, mais aussi de coordonner et renseigner sur les actions menées par les grévistes.

Au-delà du journal lui-même, ce fonds est encore plus riche de la documentation accumulée par l'équipe de rédaction : des tracts, affichettes et autres journaux, dont, pendant la mobilisation, d'autres journaux de grève, notamment d'Ile-de-France, comme *Le pavé* de Tolbiac/Paris 1 (4 numéros) ou *La Gazette Hebdo* de Nanterre /Paris 10 (affichant la « colère de Nanterre »). On y trouve aussi des journaux de grève de « province », comme *La grève de Strasbourg* qui, par exemple, explique le départ des étudiants de province à Paris pour les manifestations nationales, invitant ceux qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le mouvement ; le journal *Café aux fruits* de décembre 1986 offre de même un reportage photo sur les manifestations, offrant donc un recueil iconographique du mouvement. Concernant le mouvement Devaquet, et particulièrement à la Sorbonne, signalons que le fonds contient un important recueil de documents du « Comité des fêtes de la Sorbonne » qui a compilé chants, tracts, dessins, articles de presse, slogans et autres inscriptions murales ayant animé ces 3 semaines de mobilisation.

Quelques témoignages oraux

La Cité des mémoires étudiantes continue toujours sa politique de collecte de témoignages oraux afin, d'une part, de combler les lacunes des archives papiers et, d'autre part, d'enrichir les corpus de nos ressources documentaires sur le patrimoine étudiant. Plusieurs militant.e.s ont accepté de nous confier, non seulement leurs archives mais aussi, leur témoignage. Ils sont disponibles en ligne, notamment sur notre nouveau portail documentaire *studens.info*. Plus particulièrement, trois témoignages traitent du mouvement de novembre-décembre 1986.

Parmi les témoignages collectés dans le cadre de notre campagne permanente, signalons celui de Pascal Cherki. Etudiant en droit à Sceaux, il participe aux états généraux de l'UNEF-ID qui, en octobre, lancent nationalement la mobilisation et il est un des animateurs de la grève à Sceaux. Il participe activement également aux coordinations nationales et manifestations.

Le témoignage d'Isabelle Pautrat est aussi celui d'une militante qui anime la grève sur son université et qui participe aux coordinations et manifestations nationales. Mais l'université d'Angers est alors encore relativement jeune et l'UNEF-ID n'y est pas encore présente : Isabelle Pautrat, étudiante en psychologie, la créera, avec d'autres militants, à l'issue du mouvement de 1986.

Celui de Frédérick Genevée illustre bien l'intérêt du témoignage oral pour compléter des archives papier ; ce militant de l'Union des étudiants communistes et de l'Union nationale des étudiants de France, étudiant en histoire à Paris 1, a participé activement au mouvement contre la loi Devaquet et a fait don de ses archives à la Cité des mémoires étudiantes, mais, à part quelques documents, dont le projet de loi, son fonds d'archives est quasiment silencieux sur cette mobilisation. C'est son témoignage qui permet de resituer ce mouvement dans son parcours militant.

Les chercheurs-chercheuses peuvent donc croiser ces archives militantes avec d'autres et les archives publiques. De nombreux fonds, documents et témoignages restent à collecter et à valoriser sur cette période extrêmement riche ... et sur bien d'autres !!! Que les 8^e journées « Archives et mémoires étudiantes » puissent amplifier ces démarches, à l'instar du recueil donné tout récemment à la Cité par « l'archiviste fou » de PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire), Arnaud Moyencourt ! A découvrir dans le prochain numéro des *Cahiers*...

1986 : DEVAQUET

1986-2016 : Trente ans : l'espace d'une génération.

Robi Morder

1986, avec la victoire de la droite aux législatives du printemps, vient une réforme universitaire, d'abord proposition de loi des « ultras », - qui provoque quelques réactions en mai - puis projet du ministre Devaquet, qui semble n'être confronté qu'à une passivité du mouvement étudiant, et à la routine syndicale. Fruit d'un travail militant en profondeur marqué par des débats et controverses, la grève se généralise en tâche d'huile dans les universités à partir de la mi-novembre entraînant dans son sillage une déferlante lycéenne. En à peine moins d'un mois ce mouvement obtient le retrait du projet Devaquet, sa démission et donne un coup d'arrêt aux réformes que Chirac avait promis de faire « en cent jours »¹.

Ce mouvement contre le projet de loi dit « Réforme Devaquet » de novembre-décembre 1986 s'est déroulé il y a trente ans. Trente ans c'est en général dans la société l'espace d'une génération, mais pour les étudiants le cycle des générations – ou des cohortes, est bien plus bref : 5 ans en général, à 10 ans même parfois. L'espace d'une génération au sens des démographes est donc celui de 5 à 6 générations étudiantes. Pour ceux qui ont vécu l'évènement – la discussion demeure ouverte pour savoir si l'on peut parler d'une « génération » Devaquet comme l'on parle d'une « génération 68 » ou « génération des tranchées » - le sentiment n'est évidemment pas le même que pour les cohortes ou générations suivantes pour qui il s'agit d'évènements de l'histoire et non de leur histoire individuelle. Et il faut prendre en compte la distinction entre militants et non militants, puisque pour les premiers ce sont aussi des enjeux collectifs, le mouvement étant une référence (ou contre-référence) identitaire de leurs organisations.

1986 dans le « roman national étudiant » ?

A une moindre échelle que pour le « roman national » sans cesse réécrit, Devaquet serait-il un moment du « roman étudiant » comme le printemps 1968 ou le CPE de 2006 ? Et pourquoi alors 1973, 1976, 1984 (Savary), le LMD, peut-être la LRU ne rentrent pas dans ce roman ?

Le film « Devaquet si tu savais » a été projeté à plusieurs reprises lors de commémorations mais il a aussi servi durant des années à animer les réunions de rentrée de nombreuses AGE de l'UNEF ID, puis de l'UNEF, constituant une sorte de ciment identitaire commun jusqu'à ce que la bataille, et la victoire du CPE devienne la dernière référence du « roman syndical étudiant » sans que le moment Devaquet ne tombe dans l'oubli.

D'une commémoration à l'autre

Il est intéressant de se retourner sur les commémorations précédentes, puisqu'il y en eût sous des formes et des publics différents. Dix ans jour pour jour après l'assassinat de Malik Oussékine, le 6 décembre 1996 l'UNEF ID, présidée par Pouria Amirshahi, organisait à Paris une projection de « Devaquet si tu savais » au Panthéon (Paris 1) suivie d'un débat avec Francis Kandel, David Assouline, Philippe Darriulat, Malik Larabi, Robi Morder et Isabelle Thomas. Cette réunion visait donc un public militant, de surcroît d'une seule organisation, l'UNEF-ID. L'écrasante majorité dans la salle n'avait pas vécu 1986 (ou parfois comme jeunes lycéens, tel Pouria Amirshahi lui-même) mais venait d'être confrontée à une mobilisation à la fois étudiante et de salariés de novembre-décembre 1995. En 2006, soit 20 ans après, c'est à « l'espace Confluences » dans le 20^{ème} arrondissement de Paris (dirigé à l'époque par Frédéric Hocquard, lycéen en 1986 il fut président de la FIDL en 1987/1988 puis à la direction de l'UNEF-ID) qu'à nouveau une projection de « Devaquet si tu savais » suivie de quelques échanges avec Francis

¹ Voir chronologie et bibliographie ci-après, ainsi que les différents articles et documents dans le « dossier 1986-2016 les 30 ans du mouvement contre la réforme Devaquet » sur le site www.germe-inform.fr.

Kandel, Bruno Juillard, président de l'UNEF (les deux branches de l'UNEF de 1986 ayant fusionné en 2001), Sylvia Zappi, devenue journaliste au *Monde* et David Assouline, devenu sénateur en 2004 après avoir été adjoint à la vie étudiante à Paris depuis que la gauche avait pris l'Hôtel de Ville en 2001 et d'un pot convivial. Ce n'est pas en décembre mais le 15 avril que cet évènement avait lieu, juste après la grève contre le CPE et la victoire puisque c'est le 13 avril que le Sénat confirme le vote de l'Assemblée nationale du 12 remplaçant le CPE. En octobre, dans le programme « Mémoires vives étudiantes en Rhône-Alpes » promu par la future Cité des mémoires étudiantes et le Germe, nous projetions le film. La même année, c'est sous l'impulsion de David Assouline que le 7 décembre 2006 la Mairie de Paris faisait apposer une plaque devant le lieu du supplice de Malik Oussékine rue Monsieur le Prince en présence de la famille Oussékine, du Maire de Paris Bertrand Delanöe, et de nombreux responsables. La plaque indique que Malik Oussékine a été « frappé à mort » mais ne mentionne pas les auteurs – policiers – des coups mortels. En 2011, un quart de siècle s'est écoulé, et au cinéma la Clef près du centre Censier la Cité des mémoires étudiantes dans le cadre d'un cycle de projections-débats programmait à nouveau « Devaquet si tu savais » et un débat préparé avec le Germe, en présence de Francis Kandel, discussion mêlant des anciens, des chercheurs, des citoyens non engagés dans le mouvement à l'époque, séance se situant dans une dynamique d'analyse plus que de commémorations.

Novembre-décembre 2016

Enfin, en 2016 plusieurs initiatives rythment les trente ans : les 8èmes journées archives et mémoires étudiantes du 17 au 19 novembre en Ile de France et à Reims, une projection de *Devaquet si tu savais* à Saint-Denis le 1^{er} décembre, un évènement convivial le 3 décembre précédé d'une table ronde (avec d'ailleurs quasiment les mêmes acteurs qu'en 2006) coorganisé par l'AAUNEF, la Cité des mémoires étudiantes et le Germe, et une cérémonie le 6 décembre en mémoire de Malik Oussékine avec dépôt de gerbe de l'AAUNEF, un panneau de la Cité des mémoires étudiantes rédigé avec le Germe, et des prises de parole et puis sans doute d'autres initiatives.

C'est pour être utile aux chercheurs, aux acteurs d'hier et d'aujourd'hui, aux observateurs, aux citoyens que nous ouvrons ce nouveau dossier sur notre site, comportant des outils de référence (chronologie, bibliographie, présentation et liens vers sources archivistiques et documentaires et notamment vers la Cité des mémoires étudiantes), avec des documents attachés pour aller plus loin. En retour, les lectrices et lecteurs sont invité-e-s à réagir, corriger, rajouter des dates, des références, et bien sûr à verser leurs archives, photos à la Cité des mémoires étudiantes.

Quelques éléments de synthèse et de réflexion pour ce 30^{ème} anniversaire.²

Un contexte national et international

Il convient de rappeler d'abord le contexte dans lequel se développe le mouvement contre la réforme Devaquet. Au plan politique d'abord en France, en mars, défaite de la gauche. En emportant les législatives la droite reprend le pouvoir gouvernemental et le président François Mitterand nomme Jacques Chirac premier ministre. C'est la « cohabitation » entre un président de gauche et un gouvernement de droite, c'est une première en France sous la Vème République. Avec la proportionnelle le Front national peut constituer un groupe parlementaire. Dans une conjoncture marquée par les attentats, un climat sécuritaire et des développements racistes et xénophobes et un chômage pesant et persistant l'idéologie libérale semble dominer la société. « Créer son entreprise », Tapie pris en modèle, tel semble être le credo de ce que des journalistes appellent la « bof génération », individualiste, uniquement intéressés par obtenir les diplômes « passeport pour l'emploi ». C'est dans ce contexte que la droite se prépare à « se venger » de la réforme Savary et à instaurer plus d'autonomie, de concurrence, de rentabilité dans l'enseignement supérieur. C'est dès 1985 le projet du GERUF³ porté en proposition de loi en mai 1986, qui débouchera sur le projet de réforme Devaquet plus nuancé en la matière, mais

² Il ne s'agit ici que d'aborder brièvement des points qui sont plus développés en plusieurs articles sur le site du Germe, et qui méritent bien évidemment des approfondissements.

³ Groupe réunissant des universitaires de droite, et notamment de l'UNI, avec des parlementaires.

qui doit tenir compte de ses « ultras » de la majorité parlementaire.

Ce mouvement de libéralisation n'est évidemment pas restreint à la France. Au plan international de multiples réformes du même type sont projetées, qui ne vont pas tarder – stimulés par le mouvement français – à se heurter à des résistances étudiantes en Espagne, Italie, Mexique, Allemagne, etc. en cette fin des années 1980. A l'Est, le mur de Berlin et le rideau de fer sont toujours là, et en URSS Gorbatchev entame le processus de réformes, avec notamment la *perestroïka*.

La masse étudiante et lycéenne en mouvement

Le mouvement Devaquet est un mouvement exceptionnel d'abord par son ampleur, les autorités donnent le chiffre officiel de 1 576 manifestations réunissant 495 000 manifestants à Paris et 1 870 000 en province du 18 novembre au 10 décembre⁴. L'effet masse est en grande partie du à la « déferlante lycéenne » (lycéens qui composaient entre les deux tiers et les trois quarts des cortèges) se joignant à la grève générale des universités. En France l'on avait connu un précédent, c'est le mouvement lycéen contre la Loi Debré (1973)⁵ qui avait entraîné les étudiants et les jeunes élèves du technique, mais pour les jeunes, y compris les jeunes militants c'est lointain et... inconnu. La masse scolarisée est évidemment plus importante qu'en 1973, la massification des manifestations est allée grandissant au cours des années 1980 (que l'on pense aux manifestations vécues par celles et ceux qui font 1986 : « marche des beurs », concerts de SOS racisme, manifestations pour l'école privée en 1984) sur des thématiques apparemment moins « politiques » et plus sociétales qui amèneront ceux qui critiquaient en septembre 1986 la passivité de la « bof génération » à évoquer en décembre la « génération morale » !

« Apolitisme », en êtes-vous certains ?

Justement la revendication semble plus « autolimitée » (le retrait), et « l'apolitisme » paraît dominer. En y regardant de plus près, l'on s'aperçoit à la lecture des motions et plate-formes de la coordination nationale que si le retrait est l'objectif de la grève elle-même (et il sera obtenu mettant fin à la grève elle-même) il y a beaucoup d'éléments d'alternatives car le mouvement ne défend pas le *statu quo*, il écarte une menace considérée comme fondamentale. Quant à l'apolitisme, c'est d'abord une volonté d'indépendance vis-à-vis des partis et des syndicats, mais ces soi-disant « apolitiques » confient en toute connaissance de cause à des militants connus pour être syndicalistes, voire politiques, le soin de les représenter... du moment qu'ils « respectent le mandat » d'une démocratie directe (AG, coordinations). Enfin, la « politisation » vient par la confrontation avec l'Etat et notamment ses forces de répression. Le mouvement « bon enfant » est surpris, et bascule, dès le 4 décembre. Là où les AG sifflaient au nom de « pas de politique » quiconque annonçait une couleur – même syndicale⁶ – on entend le 5 décembre au matin « Chirac Démission » !

Les organisations syndicales et politiques, pour une population étudiante quasiment deux fois supérieure à 1976, disposent d'un nombre réduit de militants (l'on parle ici des actifs réguliers et pas des simples adhérents) est bien inférieur. Sans doute moins d'un millier⁷ au total là où l'on en comptait plusieurs milliers dix ans auparavant. Les changements qui ont affecté la majorité de l'UNEF ID (sortie du PCI) confrontée à une situation nouvelle – saut vers l'inconnu – rendent le syndicat plus fragilisé⁸, d'autant que dans la minorité une partie des militants se montre moins disposée à y rester⁹. Avant la grève, courant octobre, à Jussieu une réunion sur la réforme réunit une quinzaine de personnes¹⁰. Ceci explique que le mouvement soit difficile à

⁴ Emmanuel Aubert, rapport au nom de la commission d'enquête, Assemblée nationale n° 850 *Journal officiel* du 17 juin 1987.

⁵ Didier Leschi, *1968-1973, 5 ans de contestation dans les lycées. Contribution à l'étude des mouvements lycéens des CAL à la loi Debré*, maîtrise d'histoire contemporaine, Paris X, 1986. Robi Morder, « La grève lycéenne contre la loi Debré : une mobilisation de la jeunesse contre toutes les casernes » in *Autopsie du service militaire*, Autrement, 2002. Karel Yon, *La Ligue communiste et le mouvement lycéen contre la loi Debré (printemps 1973) : rôle et place d'une "avant-garde" dans le mouvement de masse*, mémoire de sciences politiques IEP Paris 1999.

⁶ C'est par exemple le cas de Nanterre quand l'intersyndicale du personnel, et même une délégation de syndicats des postiers, viennent apporter un message de soutien.

⁷ Michel Dobry, « Calcul, concurrence et gestion du sens : quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in FAVRE Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

⁸ Ce que confirment le 6 décembre 2006 Philippe Darriulat et Malik Larabi.

⁹ Au stage étudiant de rentrée des JCR des voix s'élèvent pour relativiser l'UNEF ID au profit de l'UNEF SE, d'autres préfèrent se consacrer à d'autres activités.

¹⁰ David Assouline, 6 décembre 2006.

« encadrer », et surtout impossible à « contrôler » selon une vision policière qui voit des manipulations. En revanche une fois la mobilisation enclenchée, les militants ont – de par leur expérience – une influence réelle et un apport pour donner corps, forme, efficacité à cette énergie qui se manifeste chez des centaines de milliers de jeunes pour qui ce mouvement est le premier.

Un répertoire en réinvention permanente

Le répertoire d'action se modifie peu, il s'adapte évidemment au milieu et à son environnement. Ainsi, le rapport avec la presse est bien différent de celui de 1968 : les étudiants se montrent, tiennent compte de l'impact médiatique. 68 avait les radios périphériques, 86 a le minitel (mis à disposition par *Libération*), les journalistes sont souvent des anciens de 68¹¹. Beaucoup n'ont que peu à perdre, pensant qu'ils seront placardisés ou évincés par le nouveau pouvoir et ses projets de privatisations ou de reprise en mains, ils s'en donnent « à cœur joie » et jouent un rôle par exemple dans la dénonciation des provocations policières (« l'homme à l'écharpe jaune »). La multiplication des filières « Info com » permet à leurs étudiants d'animer les « commissions media » et certains journaux de la grève se maintiendront, tels *La Gazette* à Nanterre, ou *Sorbonne(s) nouvelles* qui aura une longévité importante.

C'est dans ces conditions que la coordination est, non pas inventée (elle fait partie du répertoire lycéen et étudiant depuis l'après 1968¹²) mais confortée puisqu'aucun syndicat n'en conteste la légitimité, ni ne cherche ouvertement à la contourner alors qu'en 1976 les deux UNEF sont « un pied dedans, un pied dehors ». Le refus de négocier, et même de rencontrer le gouvernement, de la majorité de la coordination nationale de 1976 laisse une marge aux syndicats étudiants. Les deux UNEF rencontrent alors la ministre et en font des comptes-rendus publics (toutefois l'UNEF US s'en remet à la décision des AG et de la coordination, alors que l'UNEF renouveau appelle à la reprise des cours). Dix ans plus tard aucune des organisations ne peut réitérer. Seuls des contacts informels (dits « secrets ») ont lieu, mais ils n'engagent à rien et surtout – étant « secrets » - s'annulent d'autant qu'aucun des protagonistes ne contrôle le mouvement d'une part, ni ne dispose d'une autorité réelle au point de vue gouvernemental. Mais ceci ne vaut que parce que le mouvement est massif et homogène : durant ces trois semaines et demi la grève est générale. Les conflits de légitimité reviennent dès lors que l'on a des mobilisations plus hétérogènes, restreintes. C'était le cas en 1980, ce sera le cas en 1987, en 1995, et dans les années 2000 au moment du LMD ou de la LRU. Le schéma ci-après en donne une description. De même c'est la masse mobilisée qui donne à la revendication du retrait son caractère réaliste. La divergence de départ entre partisans de la revendication du retrait et ceux plus timorés ne tenait pas à l'analyse de la loi, mais à la possibilité d'avoir un mouvement de masse sur ce sujet. La peur d'une partie des directions syndicales était de « perdre la face » (tant vis-à-vis des étudiants que des pouvoirs publics) si la mobilisation n'était pas au rendez-vous de l'enjeu affiché. Les minorités n'avaient pas les mêmes enjeux, mais au bout du compte l'ensemble des composantes tenait « sa place » dans un dispositif finalement commun.

86, Et après ?

Toutes les mobilisations étudiantes ne « restent pas » dans l'histoire au même titre. Les seules mobilisations étudiantes réduites à leur champ, ou à leur territoire sont en règle générale « oubliées » - même si le travail de recherche peut les rendre accessibles et encore faut-il que des acteurs s'en saisissent, et quand ils le font c'est avec un intérêt propre, en fonction des besoins du moment. 1968 demeure non parce que ce fût un mouvement étudiant en soi, mais par la crise sociale, politique, par la grève générale de millions de salariés dont les manifestations étudiantes furent non la cause mais le point de départ.

¹¹ Marc Coutty, ancien des JCR et du CAL Turgot, est alors journaliste au *Matin de Paris*. Gérard Courtois du *Monde* est un ancien rédacteur d'un journal local du 14^{ème} arrondissement.

¹² Jean-Daniel Lévy, *Les coordinations, émergence et développement. Etude à partir des mobilisations de la jeunesse scolarisée* DEA de sociologie politique (Isabelle Sommier dir.) Paris 1 ? 1997 ; Didier Leschi, *Un aspect particulier des mobilisations, les coordinations : étude comparative du phénomène des coordinations*, DEA de politique comparée, (Michel Dobry dir.) Paris 10, 1989. Didier Leschi « Les coordinations, filles des années 1968 », *Clio*, n° 3, 1996. Didier Leschi « La coordination nationale étudiante dans la grève générale de 1986 », *Les Cahiers du Germe*, spécial n° 4, 2003-2004. Robi Morder *Revendications-négociations : débats et pratiques dans le syndicalisme étudiant en France (1976-1989)*, DEA de sciences politiques, (Michel Dobry dir.) Paris X 1989

Evènement (re)fondateur ?

1986 demeure et on peut émettre quelques hypothèses. D'abord par la masse mobilisée – millions d'étudiants et lycéens – au contact avec les personnels, les parents (eux-mêmes salariés pour la plupart, et ayant « fait » 68), et par la victoire (le retrait obtenu), première fois depuis au moins 68 – sinon plus loin encore – que le mouvement étudiant obtenait satisfaction sur sa revendication. Il y a la mort de Malik Oussékine qui reste dans les mémoires, et l'on parlera même du « syndrome » 1986 pour évoquer la peur qu'ont les gouvernements de voir le danger de mort des mobilisations de jeunes. Il y a une confusion (une condensation au sens freudien) comme si le retrait du projet était dû à la mort de Malik Oussékine. C'est oublier que début décembre la crise étudiante était en train de devenir crise politique, avec danger de crise sociale. Crise politique car – dans la cohabitation avec Mitterrand en embuscade qui soutient quasi ouvertement le mouvement – le gouvernement et la majorité se délitent. Chaque composante, chaque ministre joue sa carte indépendamment des autres. Quand à la situation sociale, Edmond Maire (CFDT) et André Bergeron (FO) évoquent sans doute dans leur visite respective à Chirac pour tirer une sonnette d'alarme. Dans les entreprises, les salariés commencent à regarder le mouvement étudiant avec plus que de la sympathie. Rappelons que Chirac (comme Balladur) étaient avec Pompidou à Grenelle en 68, et que la crainte de jonction étudiants/salariés demeure pour eux constante. 1986, puis le retrait du CIP en 1994 doivent quelque chose à cette expérience. Le développement du mouvement des cheminots dès le 18 décembre rendait *a posteriori* la crainte justifiée. 1968 n'était pas si loin.

Sur la société

Beaucoup d'étudiants et de lycéens de 1986 – moment fondateur pour eux – qui ont commencé à s'engager cet automne là ont continué dans les associations, syndicats, partis. Mais ce n'est pas quelque chose d'inédit : il en est allé de même de la génération des « années 1968 », comme auparavant de la « génération algérienne ». Pour beaucoup de militants déjà engagés, que ce soit dans les UNEF, les mouvements antiracistes, ce fut aussi un moment fondateur. « Plus jamais ça » est un slogan qui visait la répression, la mort de Malik Oussékine, mais aussi la volonté de renouveler, de recomposer la vie politique. La réussite a-t-elle été au rendez-vous ? Une « génération 86 » aurait-elle réussi là où la génération de la résistance a échoué ? Renouveau de la vie politique ou rajeunissement/rafraichissement des structures traditionnelles ? Il faudrait des études prosopographiques à grande échelle pour savoir si les cohortes de 1986 ont une spécificité de trajectoires, d'engagements en comparaison de leurs aînés afin de ne pas en rester à une vision impressionniste. Ce qui est certain, c'est que comme leurs prédécesseurs, de plus en plus salariés à la suite de leurs études, ces étudiants et lycéens ont renouvelé les répertoires d'action du mouvement social. Dès 1988 coordination cheminots, et en 1989 infirmières, instituteurs... populations formées dans l'enseignement post-baccalauréat.

Sur les mouvements étudiants

Dans le mouvement étudiant, l'UNEF ID se voit confirmée à la première place. Les Etats généraux de mars 1987 ne débouchent pas sur une « grande UNEF » s'appuyant sur les nouvelles couches engagées. Et si les deux UNEF fusionnent en 2001, cela n'a que peu à voir avec les effets de 1986, mais plutôt avec l'évolution du paysage politique et syndical général. Le mur de Berlin tombe en 1989, la FAGE émerge et dans les années 1990 l'UNEF ID est à nouveau en difficulté¹³ sans que cela renforce l'UNEF SE. Le PCF et/ou la CGT ont-ils un intérêt, ou une volonté de l'appuyer en ces années Jospin de gauche plurielle ?¹⁴ On est bien loin de 1986.

Les effets sur la politique universitaire

En tout état de cause, le mouvement Devaquet a eu un effet sur les politiques universitaires : c'est la dernière tentative de sélection à l'entrée en faculté, et le début d'une nouvelle vague de massification que le gouvernement de gauche après 1988 va cette fois-ci accompagner et encourager (Plan université 2000 notamment). Il y a 863 000 étudiants dans le supérieur en 1976, 1 040 000 en 1981, 1 230 000 en 1986 soit à chaque fois 200 000 de plus tous les 5 ans. En 1991

¹³ En 1989 l'UNEF ID a 35% des voix au CNESER devant l'UNEF SE avec 16,38% ; en 1994, la liste présentée par la FAGE (29,12%) passe devant l'UNEF ID (25,98%), l'UNEF SE étant à 16,46%.

¹⁴ Lucas Jourdain, *Comment s'est opérée la réunification de l'UNEF dite SE et de l'UNEF-ID*, dossier de recherche de M1 de sciences politiques, Paris 1, 2007.

on en compte quasiment 500 000 de plus (1 700 000) et 2 150 000 en 1996, soit 450 000 supplémentaires¹⁵.

Même si la sélection est passée par d'autres voies, et l'autonomie par plusieurs vagues avec de réformes par « morceaux », on imagine que si la réforme Devaquet avait été adoptée et mise en pratique, l'enseignement supérieur n'aurait ni le même visage, ni accueilli les nouvelles couches de « primo-étudiants ».

ANNEXES

4 MOUVEMENTS, 4 CONFIGURATIONS

1976 la grève générale de trois mois contre la réforme du deuxième cycle (Soisson et Saunier Séité)¹⁶

La grève générale étudiante de 1976 est le mouvement étudiant qui aura duré le plus longtemps, plus de trois mois de fin février à fin mai. C'est sous la présidence de Giscard d'Estaing, dans le gouvernement de Jacques Chirac, en décembre 1975 que le secrétaire d'Etat aux universités Jean-Pierre Soisson élabore un projet de réforme des deuxièmes cycles universitaires. Le 18 janvier 1976, soit deux jours après sa nomination, la nouvelle secrétaire d'Etat, Alice Saunier-Séité, publie un arrêté de création de nouvelles filières. Le caractère national des diplômes est menacé et la sélection à l'entrée de la quatrième année (année de la maîtrise) envisagé. A partir de là, pendant plusieurs semaines les organisations étudiantes, principalement les deux UNEF, le MARC (Mouvement d'action et de recherche critique) comme les mouvements politiques non syndiqués, tels la LCR ou « Révolution », font monter la pression : informations, tracts, meetings et AG, rassemblements. Les syndicats universitaires : SNESUP, FEN, SGEN, etc. prennent position contre la réforme, ainsi que la CPU (Conférence des présidents d'universités). Les grèves commencent en région, c'est le cas à Nantes dès janvier, et se généralisent notamment à partir d'une manifestation nationale à la mi-mars à Paris.

Une **coordination nationale étudiante** se met en place. La question de la négociation se pose, et les différents acteurs y apportent des réponses différentes. Le mouvement s'achève sans retrait de la réforme, mais avec de nombreuses modifications. Les deux UNEF se renforcent, le MAS (Mouvement d'action syndicale) est fondé et la LCR décide de revenir dans le syndicalisme étudiant. Le cycle des « années 68 » s'achève dans le mouvement étudiant, la « génération » 76 sera celle qui fera la « réunification » de 1980 et l'UNEF ID.

Schéma¹⁷

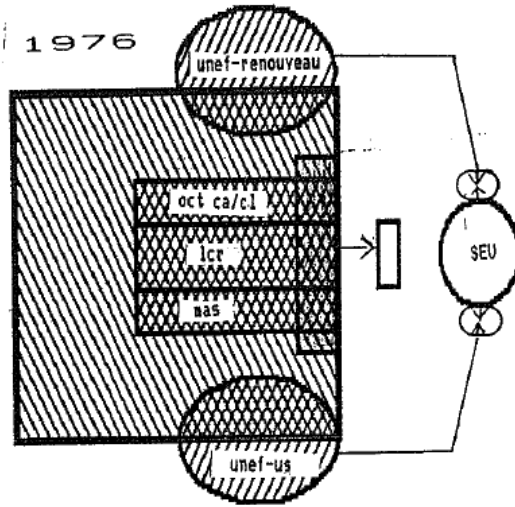
A gauche, 1976, les 2 UNEF sont dans la coordination mais rencontrent le ministère de manière autonome. L'extrême-gauche, majoritaire, refuse toute rencontre. A droite, 1986, officiellement tous les courants se soumettent aux décisions de la coordination, qui rencontre le ministère. Mais divers courants de la majorité de l'UNEF ID ont des contacts avancés avec divers interlocuteurs. En bas, des mouvements plus hétérogènes. 1980 (carte universitaire), l'UNEF ID anime la coordination et rencontre le ministère avec des délégués des facs en grève, l'UNEF RE est en dehors. A droite, 1989 (budget) une configuration quasiment inverse.

¹⁵ Il faut bien sûr sortir des grandes masses et aller dans le détail, selon les filières, hors de l'Université, car il y a massification et diversification, ainsi que féminisation. Voir Antoine Prost, Jean-Richard Cytermann, « Une histoire en chiffres de l'enseignement supérieur en France », *Le Mouvement Social* 2010/4 (n° 233).

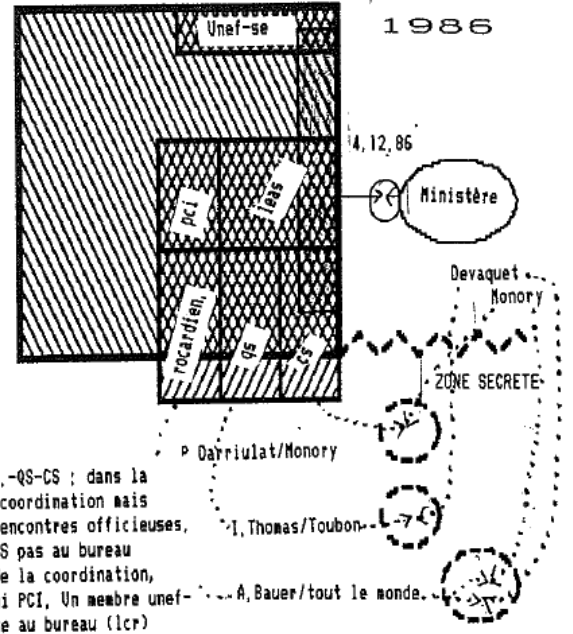
¹⁶ Voir le texte complet et les documents attachés sur le site du Germe.

¹⁷ In Robi Morder, *Revendications-négociations : débat et pratiques dans le mouvement syndical étudiant en France 1976-1988*, DEA de science politique, Michel Dobry (dir.), Paris 10-Nanterre, 1989

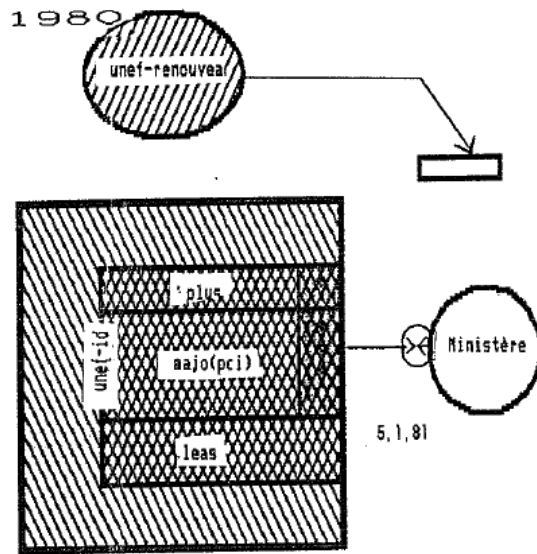
4 MOUVEMENTS, 4 CONFIGURATIONS



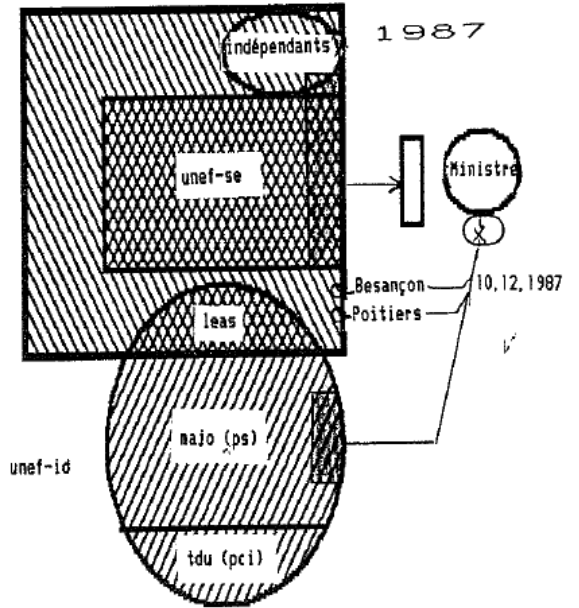
.Unef-us et unef-renouveau : rencontres officielles avec le secrétariat d'Etat. Un pied dans, un pied hors la coordination
 .Oct-lcr-mas : totalement dans la coordination, pas de rencontre.



R.-QS-CS : dans la coordination mais rencontres officielles.
 QS pas au bureau de la coordination, ni PCI. Un membre unef-... A. Bauer/tout le monde.
 se au bureau (lcr)



La leas n'est pas au BN de l'UNEF-id en décembre/janvier 1980.



leas dans coord, mais pas au bureau. Comités de grève Besançon et Poitiers dans la coordination, mais aussi dans délégation unef-id le 10,12,1987

	coordination		syndicats dans "bureaux"		syndicats dans "coordination"		refus de rencontre		rencontre a lieu
	syndicats								

Repères chronologiques

Le contexte antérieur

1982/1984 : élaboration et adoption sous le gouvernement de gauche de la Loi Savary de réforme de l'enseignement supérieur.

Manifestations de masse pour « l'École libre » (privée) débouchant sur un retrait.

Manifestations de jeunes pour la radio NRJ.

Manifestations, rassemblements, développement de SOS Racisme, notamment dans les lycées.

Avril 1986 : la droite RPR-UDF (gaullistes et centristes) gagne les élections législatives. Cohabitation

Mitterrand (président), Chirac (Premier ministre).

Plusieurs dossiers : Chirac promet l'abrogation de la loi Savary, vers un Code de la nationalité, etc.

Les membres du PCI (trotskyste « lambertiste ») qui constituent la majorité de l'UNEF ID quittent le PCI.

Processus de réforme et mobilisations

Avril 2016. Dès le début de la législature :

11 avril. Dépôt de la proposition de loi (reprise pure et simple du texte élaboré bien avant les élections par le Groupe d'études pour la rénovation de l'Université française (GERUF), qui rassemble plusieurs organisations d'universitaires de droite) :

30 avril à fin mai. Manifestations et AG contre le projet du GERUF dans plusieurs villes de province (Brest, Bordeaux, Marseille, Montpellier, Quimper).

Mai/juin : Le ministère reprend la main et s'engage dans l'élaboration d'un projet de loi.

9 juin : projet soumis au Conseil d'Etat

12 juin : présentation à la réunion de la Conférence des présidents d'université, conférence de presse d'Alain Devaquet.

14 juin : 200 000 personnes pour un rassemblement de SOS Racisme à la Bastille.

11 juillet projet adopté au Conseil des ministres et dépôt du projet de loi au Sénat.

La rentrée 1986/1987

6 et 7 septembre : Conseil national des JCR.

4 octobre : CN de l'UNEF ID, décide

○ de convoquer des AG d'information dans les universités le 16 octobre

○ la participation à la journée de grève fonction publique du 21 octobre

○ l'organisation d'états généraux étudiants le 22 novembre

A partir d'octobre, mise en place de comités (d'information, de mobilisation, etc. contre le

projet Devaquet).

21 octobre : journée de grève dans la fonction publique, à Caen AG de 400 étudiants réunis par l'UNEF ID lancent un appel national pour le retrait du projet et la constitution de comités unitaires syndiqués et non syndiqués

23 au 29 octobre : examen du projet de loi au Sénat

24 octobre : BN de l'UNEF ID, proposition par I. Thomas d'un mot d'ordre de grève, rejeté par la majorité.

6 novembre : contacts entre comités de Caen, Rouen, Nantes, Lille, Le Mans pour coordonner leurs actions sur la base de l'appel de Caen.

10 novembre : convocation par Caen d'une coordination nationale

15 novembre : « coordination de Caen » avec une dizaine de villes, proposition de grève générale, participation décidée aux états généraux du 22 novembre, et appel à une coordination à Jussieu la veille, le 21 novembre.

16 novembre : journée nationale de SOS Racisme ; colloque du MJS sur l'ordre moral.

La grève générale

17 novembre : vote de la grève à Villetaneuse

18 novembre : vote de la grève à Caen

Extension aux facs de l'Île de France et en région

21 novembre : réunion nationale des 10 comités de grève à Jussieu, dont Caen et Le Mans

22 novembre : Etats généraux de l'UNEF ID qui se transforment en Etats généraux du mouvement étudiant, avec les 10 facs en grève à la tribune. Le lycée Jules Ferry appelle à une coordination lycéenne.

23 novembre : cortège étudiant dans la manifestation de 100 000 personnes de la FEN

24 au 27 : généralisation de la grève étudiante, extension aux lycéens (réunion d'une coordination lycéenne le 25 novembre).

27 novembre : première grande manifestation nationale, s'achève pacifiquement à l'Assemblée nationale, les délégations étudiantes reçues par les groupes parlementaires, coordination au Panthéon qui décide

○ se prononce pour le retrait du projet

○ appel à manifester le 4 décembre

○ élection d'un bureau de la coordination

28 novembre : Monory annonce le réexamen de points litigieux du projet.

2 décembre : coordination nationale à Jussieu, mise en place d'un bureau de coordination, adoption d'une plate-forme en 10 points

4 décembre 2^{ème} manifestation nationale. 19 h Rencontre entre le bureau de coordination et

Devaquet et Monory, précédée à 17 h par la réception par Monory de « non grévistes ». Répression Place des Invalides.

5 décembre : occupation et évacuation de la Sorbonne,

○ conférence de presse de la coordination au centre Censier

○ manifestations au Quartier latin

○ A 20 h, annonce par Monory du retrait de la réforme des lycées

5/6 décembre : décès de Malik Oussekiné dans la nuit du 5 au 6

6 décembre,

○ démission d'Alain Devaquet et annonce du retrait du projet

○ manifestation de la Sorbonne à la Pitié-Salpêtrière avec parents d'élèves, salariés, etc.

○ Fête des dix ans du RPR, discours de Pasqua

6/7 décembre : Coordination nationale étudiante à Jussieu avec appel à manifestation le 10 décembre s'adressant à toutes la population, les confédérations

7 décembre : dans la soirée, entretien Mitterrand / Chirac

Lundi 8 décembre : Au cours de la journée, Des minutes de silence, des prises de parole, des arrêts de travail également dans de nombreuses entreprises pour protester contre la repression.. 13 h Annonce par Chirac du retrait du projet de loi. (Au cours des jours précédents, selon eux, Edmond Maire (CFDT) et André Bergeron (FO) rencontrent Jacques Chirac pour le convaincre de retirer le projet de Loi.)

Mercredi 10 décembre :

○ La CGT, la FEN, la FCPE maintiennent leur appel à manifester

○ manifestation silencieuse : 300 000 à 400 000 entre Denfert et Nation sur le thème « plus jamais ça »

Jeudi 11/vendredi 12 décembre :

○ Dissolution de la coordination nationale

○ après avoir adopté un appel à des Etats généraux au printemps 1987 (A préciser les divers préparatifs, depuis « Matière Grise » en janvier à la Sorbonne jusqu'aux Etats généraux eux-mêmes en mars 1987 à Saint-Denis).

18 décembre, début de la plus longue grève à la SNCF depuis 1968.

Repères bibliographiques

Travaux de recherche et de chercheurs

BAUBY Pierre, GERBER Thierry, *Singulière jeunesse plurielle*, Paris, Publisud, 1996.

CHAMBRAUD Cécile, *L'UNEF-ID et le mouvement étudiant de l'automne 1986*, mémoire, IEP Paris, 1987.

CARBONI Nicolas, *L'agitation étudiante et lycéenne de l'après-Mai 1968 à 1986. Du cadre national à l'exemple clermontois*, thèse de doctorat en histoire, (Mathias Bernard dir.), Clermont-Ferrand, Université Blaise Pascal, 1992. (voir p 674 à 790)

DENIS, Jean-Michel, KARSENTI Bruno, ROZENBLATT Patrick, « À propos de la coordination étudiante, ou l'émergence d'un sujet virtuel », *Futur antérieur*, septembre 1994.

DOBRY Michel, « Calcul, concurrence et gestion du sens : quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 » in FAVRE Pierre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

FRISQUE Cécolène, *syndicalisme étudiant et politique : les syndicats étudiants à l'IEP de Paris 1978-1991*, mémoire IEP, 1992

HENRY Sylvain, *L'AGEL-UNEF, 1971-1994, aspects de la recomposition du syndicalisme étudiant à Lyon après la scission de l'UNEF*, mémoire de maîtrise, histoire contemporaine, R. Estier (dir.), Lyon 2, 1999.

HUDON Raymond, *Représentations de la crise de la représentation : quelques dimensions poli-*

tiques du mouvement étudiant de l'automne 1986 en France, Québec, Université Laval, 1987.

JUHEM Philippe, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, n° 1-2, 2001, p. 131-153.

KERNIVINEN Cécile, *Le syndicalisme étudiant comme cadre de socialisation politique ? L'exemple de la « génération 86 » des militants de l'UNEF-ID Grenoble*, mémoire, Grenoble, 1997.

LAPEYRONNIE Didier, « Le mouvement étudiant de l'automne 1986 », in CHAZEL François (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.

LESCHI Didier, *Les stratégies syndicales étudiantes : l'UNEF-ID dans la crise de novembre-décembre 1986*, DEA d'histoire, J.-J. Becker (dir.), Paris 10, 1987.

LESCHI Didier, *Un aspect particulier des mobilisations, les coordinations : étude comparative du phénomène des coordinations*, DEA de politique comparée, Michel Dobry (dir.), Paris 10, 1989.

LESCHI Didier, « Les coordinations, filles des années 1968 », *Clio*, n° 3, 1996.

LESCHI Didier, « La coordination nationale étudiante dans la grève générale de 1986 », *Les Cahiers du Germe*, spécial n° 4, 2003-2004.

LÉVY Jean Daniel, *Les coordinations, naissance et développement. Étude à partir des mobilisations*

de la jeunesse scolarisée, DEA de sociologie politique, Isabelle Sommier (dir.), Paris 1, 1997..

MOLINARI Jean-Paul « Dix ans de mouvements étudiants », in MORDER Robi (coord.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant*, Paris, Syllepse, 2006.

MORDER Robi, *Revendications-négociations : débat et pratiques dans le mouvement syndical étudiant en France 1976-1988*, DEA de science politique, Michel Dobry (dir.), Paris 10-Nanterre, 1989.Extraits

NAMER Gérard, *Mémoires et projet du mouvement lycéen-étudiant de 1986-1988*, Paris, L'Harmattan,1990.

Politix, « Mobilisations étudiantes, automne 1986 », n° 1, 1988.

PORTE Emmanuel, *Mouvements étudiants : construction, enjeux et modes de transmission des références collectives. Retour croisé sur les mobilisations de 1986 et de 1995*, mémoire de master 2 en science politique, Sophie Bérout (dir.), Université Lyon 2, 2006.

RAME Sébastien, « journal d'un manifestant », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, juin 1988.

RENOU Xavier, « Changer l'image d'Assas, la mobilisation étudiante contre l'extrême droite à Paris 2, 1986-1998, le cas PSA/UNEF-ID », *Les Cahiers du Germe*, n° 22-23-24, 2002, p 14.

VILA Romain, *Les relations entre les UNEF et la CGT : méfiance, polarisation, convergence*, mémoire de master de sciences politiques, (Sophie Bérout dir.), IEP Lyon, 2008. (p 63 à 78).

SOULIE Charles, « La crise de 1986 à l'UFR de philosophie de Paris 1 », *Les Cahiers du Germe*, n° 22-23-24, 2002, p 25.

SYNGLY De François « Le temps des études interrompu. À propos du mouvement étudiant de novembre- décembre 1986 » *Philographie. Mélanges offerts à Michel Verret* Saint-Sébastien, ACL Éditions, 1987.

SKALSKI Frédéric, *Mouvements étudiants et lycéens, 1986-1994*, mémoire de master 1, Mathias Bernard (dir.), Clermont-Ferrand, 2005.

TREVES Guillaume, *Du trotskysme au Parti socialiste*, mémoire IEP, Paris, 1992.

YON Karel, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Étude du courant « Convergences socialistes »*, mémoire de DEA, Jacques Lagroye (dir.), Université Paris 1, 2001.

Ouvrages et publications d'acteurs et commentateurs, articles de presse sur le mouvement étudiant de 1986 et ses suites.

AUBERT Emmanuel, « Rapport de la Commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 », Assemblée Nationale, N° 850 (3 tomes dont deux d'annexes).

ASSOULINE David, ZAPPI Sylvia, *Notre printemps en hiver*, La Découverte, Paris 1987.

BOUMARD Patrick, HESS Remi, LAPASSADE Georges, *L'Université en transe*, Syros, Paris 1987.

BOUMARD Patrick, LAPASSADE Georges, CONEIN Bernard et alii, « Pour changer l'Université », N° Spécial de *Raison Présente*, N° 82, 2ème trimestre 1987.

CLEA, « 1986 un million, 1987 10 000, 1988 ? », *Anarfac*, N°2, janvier-février 1988.

« Comment les jeunes font de la politique », interview de Pierre-François Grond, in *Critique Communiste* N° 59, janvier 1987.

COQ Guy, « Mai 68 à l'envers », in *Esprit* N° 3, mars 1987.

COQ Guy, « L'exercice de la démocratie », in *Esprit*, N° 1, janvier 1987.

COCHIN Yann, « Vers un consensus universitaire », in *M*, N° 14, octobre 1987.

COURTOIS Gérard, « La vaine rencontre entre M. Monory et les étudiants », *Le Monde*, 6 décembre 1986.

COURTOIS Gérard, « Trois familles, trois tactiques », *Le Monde*, 28 novembre 1987.

DELANOE Nelcya, « Nanterre la Folie, complexe universitaire », in *Les Temps Modernes*, janvier 1987.

DEVAQUET Alain, *L'amibe et l'étudiant*, Odile Jacob, Paris 1988.

DRAY Julien, *SOS Génération*, Paris 1987.

Etats Généraux de l'Enseignement supérieur, brochure de compte-rendu. Université de Paris VIII à Saint-Denis, mars 1987.

FGA, « spécial lycées-facs », dossier in *Nouvelles Pratiques* N° 3, janvier 1987.

GLUCKSTEIN Daniel, *Qui dirige?... personne, on s'en charge nous-mêmes*, SELIO, Paris 1987.

JCR, *Devaquet, on n'attendra pas mai pour lancer des pavés*, Paris, novembre 1986.

JCR Collection du journal quotidien *Autre Chose* de novembre-décembre 1987.

JOFFRIN Laurent, *Un coup de jeune*, ARLEA, Paris 1987.

J.Y.G., « Une grève pas comme les autres », in *Esprit*, N°1, janvier 1987.

KONOPNICKY Guy, *L'âge démocratique*, Paris 1987.

LEAUTHIER Alain, SAMSON Michel, « la gauche étudiante s'est refait une santé », *Libération*, 12 décembre 1986.

LEQUENNE Michel, « Leur printemps, l'hiver dernier », in *Critique communiste*, N° 69, décembre 1987.

« Le mouvement lycéens-étudiants », dossier in *M*, N° 7, janvier 1987.

« Le mouvement étudiant et après ? » dossier in *IM'média magazine*, N° 5, printemps 1987.

LIVET Pierre, « Conflits sociaux, politique et communication », in *Esprit* N° 3, mars 1987.

MAIRE Edmond, « Les leçons du mouvement étudiant », *Le Matin*, 31 décembre 1986.

MASSON Paul, « Rapport de la Commission d'enquête », Sénat N° 270, annexe au procès-verbal de la séance du 12 juin 1987..

« La victoire des étudiants », *Le Monde campus* janvier 1987.

Le Monde de l'Education, dossiers dans les numéros de janvier et de novembre 1987.

Th., « Révolte et consensus », in *Esprit*, N° 1, janvier 1987.

« Rencontre autour du mouvement étudiant », in *Collectif*, N° 1, printemps 1987.

SEGRESTIN Denis, « L'hiver des corporations », in *Esprit* N° 3, mars 1987.

« Universités, Devaquet parle », interview, *L'Express*, 12-18 février 1988.


UNEF-ID : 70ème congrès (Paris, mai 1987), « rapport d'activité du bureau national », et « prise de position de la tendance LEAS sur le rapport d'activité », *Etudiants de France* N° 84, avril 1987.

UNEF (« solidarité ») : 72ème congrès (Saint-Etienne novembre 1987), « rapport introductif ».

POUR UN
SYNDICALISME
AUTOGESTIONNAIRE

infos

SILENCE ! ON
REFORME



Avez-vous entendu parler du projet de loi sur l'enseignement supérieur qui passera bientôt à l'Assemblée Nationale.

Ce mini-sondage vous concerne, à vous de répondre à ces questions !

1) Qui est Monsieur Devaquet?


- un moine bouddhiste
- un ministre de l'enseignement Supérieur
- un vendeur représentant placier (VRP)

2) Cette réforme va-t-elle concerner les étudiants

- de l'an 2000
- de la planète Mars
- de l'année 1987-1988

3) Les droits d'inscription seront-ils

- fixés par le cours du dollars
- librement fixés par l'université
- déterminés selon le sexe



Tract PSA 1986. Recueil Arnaud Moyencourt, Cité des mémoires étudiantes

VILLETANEUSE PARIS XIII CONTRE LA LOI DEVAQUET

- LUNDI : Début de grève à Villetaneuse-Paris XIII
- MARDI MATIN : Des délégations informent les étudiants de Paris XIII sur le contenu du projet Devaquet.
- MARDI APRES-MIDI : Le mouvement prend de l'ampleur. Une réunion à laquelle assistent 1200 étudiants est organisée. Délégation à Saint-Denis.
- MERCREDI : Le directeur de l'IUT de Villetaneuse soutient les étudiants dans le sens où il leur reconnaît le droit de grève, comme il est écrit dans notre Constitution. Cela implique qu'aucune sanction ne sera prise à l'encontre des étudiants quant à la poursuite de leurs études. Une délégation se rend à Nanterre. Les médias sont contactés. La fac de Saint-Denis est en grève.
- JEUDI : Le Président de l'université de Villetaneuse-Paris XIII déclare dans un communiqué être solidaire de tous les étudiants. Monsieur Devaquet déclare sur EUROPE 1 qu'il souhaite s'expliquer sur son projet, mais seulement après son adoption à l'Assemblée Nationale !!! Délégations à Censier et Tolbiac. Soutien des lycées.
- VENDREDI : L'IUT de Saint-Denis se joint à la grève. Délégations à la Sorbonne et à Descartes. Une délégation du Comité de grève rencontre le président de l'université Paris XIII. Celui-ci annonce qu'il rencontrera des responsables des UFR afin de prendre des mesures pédagogiques.
- SAMEDI : A la Sorbonne, les états généraux rassemblent un grand nombre d'étudiants de France. Ils ont pour but de faire le bilan : Recenser le nombre de facs en grève, établir une coordination nationale, mais surtout lancer un appel solennel, sous forme de motion, à tous les étudiants de France. Le mot d'ordre de grève est maintenu.
- LUNDI : Lors de l'A.G. , la grève est reconduite jusqu'à jeudi, jour de la manifestations. De nombreux lycées se joignent à la grève.

POURQUOI CETTE GREVE ?

Revendications diverses

Monsieur Devaquet, ancien universitaire et actuel Ministre Délégué à l'enseignement supérieur, propose une réforme complète de celui-ci.

1/ Il nous impose une sélection accentuée à l'entrée des universités : Le Bac ne suffira plus pour s'inscrire en faculté. Des barrages se dressent par des conditions d'accès limitées aux études supérieures. ART 31-Al. 2

2/ En tant qu'établissement public, l'enseignement supérieur fédéré, les universités, disposeraient d'une autonomie financière. De ce fait, une augmentation considérable des droits d'inscription est immanquablement envisageable. ART 17 et 18-Al. 3

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Pierre Daix

Pierre Daix (1922-2014) résistant communiste, journaliste, écrivain, critique d'art, qui vient de disparaître (le 2 novembre dernier) n'eut guère le temps de mener une vie d'étudiant. Celle-ci fut pourtant bien remplie, et il eut l'occasion d'y revenir à plusieurs reprises dans ses écrits ultérieurs, jusqu'au tout dernier (*Les Combattants de l'Impossible, la tragédie occultée des premiers résistants communistes*, Robert Laffont, 2013). Issu d'un milieu populaire et banlieusard, il est élève au lycée Henri IV ; à l'automne 1939, du fait de la guerre son hypokhâgne est repliée à Rennes ; c'est là qu'il adhère au Parti communiste français interdit, malgré le pacte germano-soviétique qu'il ne comprend pas : sa conviction reste celle de l'antnazisme, qu'il partage avec ses camarades étudiants, à preuve sa tentative de s'engager dans l'armée en mai 1940, engagement refusé faute d'avoir exactement les 18 ans requis. Rentré à Paris après la défaite, il est chargé à l'été 1940 de contrôler le cercle des auberges de jeunesse pour en faire un paravent des activités communistes clandestines. Actif au sein des Etudiants communistes clandestins, il ne réintègre pas le lycée Henri IV à la rentrée 1940, et s'inscrit en Sorbonne. C'est là qu'il participe à la manifestation de rue du 8 novembre, aux abords du Collège de France, contre l'arrestation par les Allemands du professeur Paul Langevin. Au sujet de la manifestation lycéenne et étudiante à l'Etoile du 11 novembre 1940, il dit n'y être finalement pas allé, mais avoir été de ceux chez les communistes qui soutinrent cette initiative, qu'il attribue aux « gaullistes ». Arrêté fin novembre par la police française avec une vingtaine d'autres étudiants communistes, accusé de reconstitution de ligue dissoute, il est condamné en février 1941 à trois mois de prison, peine couverte par son temps passé en détention préventive. Libéré, ne pouvant s'inscrire en Médecine, il s'inscrit en Sciences et vit de petits travaux de classement à la Bibliothèque Nationale. Mis à l'écart de l'organisation des Etudiants communistes pour raisons de sécurité, il est chargé de constituer chez les étudiants et jeunes l'Organisation spéciale (OS) qui encadre les manifestations interdites ; à ce titre il co-organise une manifestation antinazie au Quartier latin le 14 juillet 1941, puis rue du Faubourg du Temple le 27 juillet, et celle du 13 août au métro Strasbourg-Saint-Denis où il manque d'être arrêté. Son ami et camarade Henri Gautherot qui l'a alors sauvé de la police, est en revanche arrêté ainsi que Samuel Tyszelman. Tous deux sont les premiers fusillés communistes de l'été 1941, ce qui est à l'origine de l'attentat de Fabien au métro Barbès. Pierre Daix est ensuite en charge du Front national des étudiants, constitué à l'été 1941, en Lettres et Sciences. Arrêté une nouvelle fois en janvier 1942, condamné à trois ans de prison pour faux papiers, par la justice française, il échappe ainsi aux arrestations et exécutions comme otages qui touchent peu après ses camarades étudiants. Déporté à Mauthausen en avril 1944, il rentre en France en 1945. Sa vie d'étudiant est terminée, une autre vie commence, mais il n'aura eu de cesse, dans ses multiples écrits rétrospectifs, de rendre justice et hommage à ses camarades disparus.

Alain Monchablon

Louis Laisney

Louis Laisney, né en 1920 dans la Manche, à Ernée, est décédé le 28 février 2002. Fils d'un père professeur fortement laïque et d'une mère catholique, il est élève au lycée de Coutances, puis étudie le droit. Il se rend Place de l'Etoile à Paris en compagnie de De Lescure le 11 novembre 1940. Il devient président de l'AGE de Caen en 1941, puis secrétaire général de l'UNEF en 1942 jusqu'au congrès de Grenoble de 1946. Auteur avec son frère Jean et Georges Allix, du premier acte de résistance homologué dans le département, l'attaque à la fronde d'un éclaireur motocycliste allemand. Après avoir tenté sans succès d'embarquer pour l'Angleterre via Jersey, il entre dans la résistance au sein du groupe « Robert », ou réseau « Hector ». Il diffuse le journal clandestin *Les Petites ailes de France* du mouvement « Combat », et collecte des renseignements militaires, jusqu'au démantèlement du groupe à l'automne 1941. Au sein de l'OCM, puis du Front national, il poursuit son engagement en procurant des faux papiers aux étudiants et aux réfractaires. Alliant action illégale et action publique, c'est en tant que secrétaire général de l'UNEF qu'il tente d'obtenir l'autorisation pour l'UNEF d'éditer une affiche sur le STO ; (Voir le document et la note Monchablon dans *Les Cahiers du Germe* n° 17, 2001)

Il est l'auteur d'un article sur Charles François Lebrun dans la *Revue du département de la Manche* (Tome 15, Fasc. 59-60, juillet-octobre 1973).

Membre actif de l'Association des anciens de l'UNEF aux côtés de Pierre Rostini et de Paul Bouchet, compagnons de résistance et de reconstruction de l'UNEF et de l'internationale étudiante d'après-guerre. En 1997 au colloque des 90 ans de la naissance de l'UNEF il avait apporté son témoignage (voir dossier des *Cahiers du Germe* n° 25, 2005).

Louis Laisney a été décoré de la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur en 1999. A cette occasion il a prononcé un discours que nous avons reproduit dans *Les Cahiers du Germe* N°11/12.

Robi Morder

Yves Moreau

Yves Moreau, qui vient de mourir à l'âge de 97 ans a eu une longue vie de militant communiste, entamée comme militant étudiant.

Né en 1917, fils d'universitaires, il a fait ses études secondaires et supérieures au gré des mutations de ses parents. Précocement engagé, cet étudiant en allemand (alors à Strasbourg) est arrêté en 1934 par la Gestapo et condamné à dix mois de prison pour avoir en Allemagne même préparé le Congrès mondial des étudiants contre la guerre et le fascisme qui se tint à Bruxelles. Libéré après sa peine, il reprend ses études à Clermont Ferrand en 1935. Secrétaire local des étudiants communistes, il est membre du premier Bureau national des Etudiants communistes, formellement organisés aux côtés des JC au printemps 1939. Entre-temps, il avait en 1937 été élu président de l'Amicale des lettres au sein de l'AGE de Clermont Ferrand, membre de l'UNEF ; cela amorçait une évolution chez les étudiants communistes, jusqu'alors extérieurs et hostiles à l'UNEF, à qui ils préféraient l'Union fédérale des étudiants (UFE), qu'ils contrôlaient. Il est également membre de la direction du Rassemblement mondial des étudiants.

Mobilisé en 1939, prisonnier, évadé, il contribue à l'automne 1940 à l'organisation clandestine des étudiants communistes en zone Sud (il a repris ses études à Montpellier) avec Pierre Georges (futur colonel Fabien) et Yvon Djian. Arrêté à l'hiver 1941, il s'évade et rejoint les MUR (Mouvements unis de résistance).

Titulaire de la croix de guerre et de la médaille de la Résistance, il devient journaliste, principalement à *l'Humanité*, au service étranger, dont il assume la direction de 1963 à 1982, continuant à y travailler quotidiennement jusqu'en 1998.

Alain Monchablon

Charles Najman (Charlie), 1956-2016

Charles Najman est né le 17 avril 1956 au sein d'une famille juive polonaise. Son père fut un militant communiste, son frère aîné, Maurice Najman, qui rompt avec les Jeunesses communistes en 1966, est le principal initiateur des CAL (Comités d'action lycéens) en 1968. Charles – que l'on connaît comme Charlie – suit ses traces, devenant dans les années 1970-1974 le représentant lycéen de l'AMR (Alliance marxiste révolutionnaire), puis un des responsables étudiants du PSU auquel l'AMR a adhéré collectivement en 1974. Peu après la création des CCA en 1977, il s'éloigne du militantisme partisan et se consacre à des études de philosophie, à l'écriture, se passionne pour Haïti¹⁸, et à partir de 1996 utilise le cinéma¹⁹. Toujours présent dans ce parcours, la mémoire, la transmission.

Dans les lycées, il participe au nom de l'AMR activement à tous les mouvements d'ampleur nationale. Dans l'« Affaire Guiot » (février 1971) il fait adopter au nom du CLL (Centre de luttes lycéens associant entre autres l'AMR, la JEC, des lycéens du PSU) le principe d'un sit-in à Saint-Michel le jour du procès en appel de Gilles Guiot.

¹⁸ Charlie Najman, « Haïti intime, les raisons d'un engagement » *Africultures* 2004/1 N° 58

¹⁹ Voir filmographie sur le site Allocine.fr <http://www.allocine.fr/personne/fichepersonne-24890/filmographie/>

Présent dans la lutte contre la « circulaire Guichard » (novembre 1971) c'est principalement dans le mouvement contre la Loi Debré de réforme des sursis (printemps 1973) qu'il confirme comme d'autres militants ses capacités d'initiative ; il est membre du collectif de la coordination et passe dans plusieurs émissions d'actualité. Il est au cours de cette période sanctionné pour ses activités, passant de lycée en lycée : Jacques Decour, Balzac, Colbert, Voltaire.

Dans les universités il est un des leaders du mouvement contre la réforme du deuxième cycle, et un des dirigeants actifs du MAS (Mouvement d'action syndicale) syndicat « anticapitaliste et autogestionnaire » fondé en mai 1976. Avec le départ du PSU de la « tendance B » et la jonction avec le « groupe Carrefour » et d'autres « groupes de travail » issus de la LCR il est à la fondation des CCA (Comités communistes pour l'autogestion). Il y forme notamment un projet d'organisation révolutionnaire autonome de la jeunesse (ORAJ) qui n'aboutira finalement pas. Pendant toute cette période, il s'intéresse en effet à toutes les questions qui touchent la jeunesse : culture, musique, sexualité, « l'Appel du 18 joint ».

Robi Morder.

Voir aussi texte plus personnel de Robi Morder « Charlie Najman, années 68-70, du Sthetel à l'internationale, un cosmopolite. » paru sur *Mediapart* le 24 juillet 2016.

Pierre Sicard (1923-2016)

C'est le 4 juillet dernier que Pierre Sicard, âgé de 93 ans, est décédé.

Etudiant en architecture à Grenoble – ville ou fut adoptée la « charte » en 1946, non loin du sanatorium de Saint-Hilaire du Touvet, il est élu au bureau de l'AGE pour l'année 1949/1950 où il occupait le poste de délégué social²⁰. C'est la période de la mise en place de la sécurité sociale étudiante et de la MNEF dont il préside déjà la section locale de Grenoble. Au congrès d'Arcachon en 1950 il devient le deuxième président de la MNEF, succédant à Pierre Trouvat, pour un mandat de un an. Il en demeure ensuite conseiller technique. Quittant les facultés pour exercer son métier d'architecte, il n'en a pourtant pas cessé de s'intéresser à la vie étudiante, notamment sous l'angle de la santé, tout en restant fidèle à sa ville de Grenoble. En 1991 il devient ainsi président de la Fondation santé des étudiantes de France (FSEF) dont il était déjà membre du conseil d'administration depuis les années 1970. Il quitte la présidence en 1994, où l'on peut dire qu'il est évincé. En effet, c'est le moment où la MNEF arrive à imposer son directeur général, Olivier Spithakis à la présidence de la Fondation²¹, malgré les oppositions à cette prise de contrôle. Mais la fin de la MNEF n'a eu « finalement que peu de conséquences sur le corps sain de la Fondation qui a continué à accomplir et développer ses missions »²². Il était d'une génération de militants et d'individus engagés qui savaient prendre des responsabilités sans chercher ni honneurs, ni gloire et encore moins de tirer un profit matériel de leurs positions, tout entiers tournés vers l'action et les réalisations au service des intérêts collectifs.

En 1951 au nom du comité de l'AGE il fait adopter une motion plutôt réservée sur UIE dans un moment de grandes discussions au sein de l'UNEF²³ et il est aussi l'architecte de l'agrandissement de l'AGE, ce que rapporte Jean-Yves Sabot dans sa thèse.

En 2008, et en 2010 il nous accueillait à Grenoble, avec le sourire, à l'écoute. En juin 2008 à c'était à l'occasion des soixante ans de la Sécurité sociale étudiante quand Germe et Cité des mémoires étudiantes avaient organisé une table ronde aux Archives départementales. Le lien entre la charte de 1946 était bien sur évident et c'est avec Paul Bouchet que Pierre Sicard est intervenu. En 2010, pour la fermeture de Saint Hilaire du Touvet et la publication du livre *La fondation santé des étudiants de France au service des jeunes malades depuis 1923*, Pierre Sicard était venu à notre rencontre une nouvelle fois.

Robi Morder

²⁰ Liste établie par Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, l'Harmattan, 1995, à partir de sa thèse qui examine l'AGE de Grenoble. Voir aussi Jean-Jacques Hocquard, *Dictionnaire des 40 ans*, MNEF, 1988.

²¹ Fabien Cluzel, « La Fondation santé des étudiants de France », *La Revue de l'Université*, N° 14, 1998.

²² Didier Fischer et Robi Morder, *La FSEF, au service des jeunes malades depuis 1923*, Clermont-Ferrand, Un, deux, quatre éditions, 2010.

²³ « Passé- présent du mouvement étudiant », actes du colloque des 14 et 15 mai 1997, Paris, As. Traces, 1997.

LA GAZETTE

N°2

jeudi 4 -12-86

NANTERRE EN COLERE !

Editorial

Et oui, c'est déjà le troisième numéro de votre Gazette, mais peut-être le dernier numéro sous cette forme. En effet, il n'est pas certain que nous puissions sortir un numéro complet de la Gazette vendredi matin (pour des raisons de temps et de manifs).

De plus, dans la mesure où nous n'aurons plus la possibilité d'assurer un service de presse quotidien ad vitam eternam, nous avons décidé de transformer cette feuille (mais non, pas de chou...) en une publication hebdomadaire.

Cette nouvelle formule nous permettra d'ouvrir ces colonnes à des articles de fond plus nombreux, de donner la parole à un plus grand nombre de gens et enfin, d'aborder l'actualité avec un peu plus de recul et donc sous un angle plus large. (Que de "plus", mais c'est la condition à la réalisation d'un réel hebdo de qualité.)

Cependant, nous ne changeons pas d'objectifs: l'information sur le mouvement étudiant et l'examen du projet Devaquet.

Jusqu'à aujourd'hui, la Gazette se porte pas trop mal. Grâce à vous, nous avons tirés près de 1000 exemplaires!



L'OEIL DE LA GREVE

En grève depuis le Lundi 24 Novembre, les étudiants du DEUST de communication audiovisuelle, implanté à Mantes-La-Jolie, ont décidé de participer, à leur manière au mouvement amorcé à Nanterre.

Une équipe a choisit de participer à la rédaction de " La Gazette " alors qu'une autre, caméra au point, réalise un reportage sur les événements. Ils ont ainsi filmé différentes manifestations (concerts, occupations nocturnes, cortèges du 27 Novembre...). Quelques téméraires ont même pénétré dans l'enceinte de Assas afin de filmer et d'interroger les militants du GUD. D'autres se sont retrouvés au commissariat de police après avoir fait quelques prises de vue devant l'Assemblée Nationale.

L'image du mouvement est souvent déformée par les médias. Il est donc important pour les étudiants de faire valoir leur propre regard sur l'actualité, et de posséder leurs propres média.

COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE

GENERALE

Rien de nouveau ne s'est décaquée de cette assemblée : les étudiants maintiennent leurs positions vis-à-vis du projet Devaquet :

- Retrait total du projet.
- Opposition à l'esprit global et non à quelques sensibilisation des parents d'élèves, des enseignants, etc...

Le principal intérêt venait du fait que l'AG se tenait dans le bâtiment G afin de sensibiliser grévistes de droit et d'économie.

Les prochaines Assemblées Générales se tiendront jeudi 4 décembre à 11h et vendredi 5 décembre.

Cette dernière décidera de la suite du mouvement de grève.

CONTRIBUTIONS

Mutuelles étudiantes et concurrence : le péché originel

Youssef Bousalham et Bénédicte Vidaillet

Nous publions – avec leur autorisation, et nous les en remercions – l'article publié sur Médiapart le 9 mars dernier par Youcef Bousalham, maître de conférences à l'Université de Rouen et Bénédicte Vidaillet, professeure à l'Université Paris Est Créteil. Youcef Bousalham est l'auteur de Culture sociale et solidaire et valeurs commerciales dans l'organisation, entre cohérences et contradictions, le cas d'une mutuelle étudiante, thèse en sciences de gestion, université de Lille 1, 2012.

A quoi sert-il de créer des mutuelles si c'est ensuite pour les mettre dans des conditions concurrentielles qui ne peuvent que les conduire à s'éloigner du mutualisme et de ses valeurs ? La réflexion politique sur le mutualisme étudiant ne peut échapper à ce type de questionnement... Pendant trois ans, nous avons pu mener une recherche auprès de l'une des principales mutuelles étudiantes, notamment auprès des « développeurs » et « conseillers » chargés de préparer et mettre en oeuvre la « campagne » d'affiliation et d'adhésion des étudiants dans les universités. Certes, les pratiques commerciales et concurrentielles observées, de même que les modes de management (formation, recrutement, techniques d'incitation et de sanction, etc.) qui produisent ces pratiques, sont très loin des idéaux mutualistes. Mais le contexte de concurrence frontale dans lequel se trouve placées les mutuelles étudiantes est en grande partie à l'origine de ces évolutions, comme nous l'expliquons ci-dessous.

Une enquête d'*Envoyé spécial* diffusée le 12 février dernier posait la question dans son titre même : « Faut-il supprimer les mutuelles étudiantes ? ». **Une enquête qui omet un point essentiel : le contexte de concurrence et la rivalité que se livrent les mutuelles étudiantes sur le terrain**

Elle insistait sur les difficultés des mutuelles étudiantes – et notamment de la LMDE, première d'entre elles en France puisqu'elle affine la moitié des étudiants – à rembourser efficacement ses adhérents. Grâce à des techniques de caméra cachée au sein de la LMDE, l'enquête montrait inefficacité et incohérences organisationnelles, procédures défailtantes, personnel dépassé, etc. Posant la question d'une réforme nécessaire du mutualisme étudiant, et éventuellement d'une disparition de ces mutuelles, la journaliste attribuait la difficulté de poser sereinement ce débat aux relations consanguines entre la LMDE, l'UNEF, principal syndicat étudiant largement financé par la LMDE, et certains membres du gouvernement pour qui l'UNEF a servi de tremplin politique. Enfin, le coût de la gestion de ce régime spécifique, trois fois supérieur à celui de l'assurance maladie était également pointé du doigt.

Quelle que soit sa qualité, ce reportage, omet un aspect essentiel de ce qui se joue actuellement pour la LMDE – et plus largement pour les mutuelles étudiantes : la situation de concurrence effrénée dans laquelle elles sont mises. Un aspect qui devrait être pris en compte pour réfléchir à leur avenir et qui n'est pas sans lien avec leur coût de gestion élevé et la désaffection vis-à-vis du mutualisme étudiant à laquelle nous assistons indiscutablement. Les mutuelles étudiantes évoluent en effet dans une situation de duopole dans lequel, depuis le début des années 70, dans chaque région, deux organisations sociales, militantes et non lucratives se partagent le marché étudiant et réalisent plus de 90% de leur chiffre d'affaires en concurrence frontale sur un même lieu (établissements

d'enseignement supérieur) et sur une même période (la rentrée universitaire) : la période de « campagne ». Cette campagne entraîne des dépenses de communication considérables et fait l'objet d'une préparation minutieuse notamment par les personnes des départements dits de « développement » de ces mutuelles qui sont prêts à tous les excès pour « rabattre »²⁴ les étudiants, potentiels affiliés ou adhérents.

Rivalité concurrentielle et agressivité commerciale

Pendant trois ans, nous avons pu analyser la relation de concurrence entre deux des principales mutuelles étudiantes en concurrence sur le territoire (région anonyme) et observer, sur une vingtaine de sites universitaires, les pratiques commerciales mises en place par les « développeurs » et « conseillers » qui sont chargés, au moment de la rentrée, d'informer, d'affilier et de faire adhérer les étudiants, ainsi que leurs pratiques de rivalité concurrentielle vis-à-vis de leurs alter-ego concurrents. Etonnés, pour ne pas dire consternés par ces pratiques à l'opposé de leur mission de service public et des principes mutualistes affichés par ces organisations, nous avons décidé d'étudier les modes de management et de gestion des ressources humaines à l'origine de ces pratiques : recrutement, formation, techniques de motivation et d'incitation des conseillers, etc. Parce qu'il ne s'agit pas, pour nous, de pointer du doigt une mutuelle en particulier, mais bien de produire une réflexion générale sur le système de mise en concurrence des mutuelles étudiantes, nous avons choisi de respecter l'anonymat de ces organisations.

Concrètement, voici quelques éléments issus de nos observations qui illustrent clairement l'ambiance de concurrence entre elles.

Une rivalité très concrète

Déjà, en amont, la négociation de l'emplacement des stands avec les services de scolarité est stratégique, l'objectif étant de toucher le maximum d'étudiants. Les enjeux pour chaque mutuelle conduisent à des tensions très fortes entre concurrents et les développeurs négocient très durement les emplacements de leur stand avec les services de scolarité des universités. Ces négociations, que nous avons pu observer, peuvent amener à des situations où les responsables des services de scolarité, doivent parfois s'interposer, y compris physiquement, entre concurrents pour éviter des affrontements. Les développeurs interrogés expliquent qu'il s'agit de « ne pas céder un centimètre » et de ne pas perdre leur première confrontation directe avec leur concurrent à l'entame de la campagne.

Pendant la campagne, les tensions sont également manifestes entre les conseillers concurrents sur les sites. Tout d'abord, il faut « rabattre » les étudiants sur son stand. Les rabatteurs concurrents sont situés côte à côte et parfois amenés à entrer en contact physique pour diriger l'étudiant vers le bon stand. Les conseillers reçoivent en amont de la campagne une formation complète où ils apprennent comment « accompagner l'étudiant, le faire asseoir, le diriger vers l'inscription sans qu'il se fasse attraper par la concurrence » à l'aide de techniques variées : « rabattage statique », « assis », « statique debout », « mobile debout », tenant compte de la présence ou non des parents, etc.

Une fois l'étudiant « rabattu », les conseillers peuvent enfin commencer leur mission. En théorie, celle-ci est une mission d'information et de service public ; dans les faits, elle se résume souvent à vendre leur mutuelle par tous les moyens. La mitoyenneté des stands permet aux conseillers rivaux de s'observer en permanence, d'écouter les argumentaires de leurs concurrents et soit de les déconstruire ensuite auprès des étudiants, soit d'intervenir directement pour démontrer le caractère fallacieux de tel ou tel argument ou dénigrer la mutuelle rivale en dénonçant notamment les problèmes de qualité

²⁴ Terme utilisé en interne.

de service discutés plus haut. L'intensité du rabattage et l'exaspération qui résulte des jeux de déstabilisation entre conseillers concurrents, entraînent régulièrement des querelles et agressions physiques entre eux.

Des techniques de vente musclées

L'intensité concurrentielle et la primauté accordée à la vente sur les idéaux alternatifs se retrouvent également dans les pratiques de vente auprès des étudiants. Les conseillers, obnubilés par les objectifs qu'ils ont à réaliser, comprennent vite qu'ils peuvent exploiter le manque d'information des étudiants pour leur proposer des compléments santé ainsi que des services additionnels. En effet, les étudiants sont en général peu renseignés sur leur couverture médicale. Ils comprennent bien qu'il est obligatoire de s'affilier à une mutuelle étudiante pour la partie sécurité sociale (parce que cela est spécifié sur leur dossier d'inscription à l'université) mais ils ne sont pas toujours certains d'être couverts par la complémentaire santé de leurs parents. Sur les stands, les conseillers n'hésitent pas à exploiter ce déficit d'information et à laisser entendre que la souscription à une complémentaire santé est également obligatoire, selon un argumentaire bien rôdé.

Sur certains sites, en utilisant ces techniques de vente qui amènent l'étudiant à ne plus différencier sécurité sociale (obligatoire) et complémentaire (facultative), les conseillers sont capables de multiplier leurs ventes de compléments santé par trois. De plus, les mutuelles étudiantes, une fois admises sur le site d'inscription universitaire, n'hésitent pas à proposer de nombreux services additionnels tels que des contrats d'assurance, des ouvertures de comptes chez une banque partenaire, des cartes de réduction, etc. Le caractère alternatif de la mutuelle n'est alors non seulement plus rempli, mais surtout, il est instrumentalisé en étant réduit à un argument commercial pour convaincre, par exemple chez les étudiants dont la discipline peut les amener à apprécier ce type d'arguments (les étudiants en lettres ou en sociologie étant identifiés comme tels).

Des pratiques aux modes de management

Les observations menées et les témoignages recueillis montrent que ces pratiques, loin d'être contingentes ou de constituer des dérives locales non désirées, sont au contraire le produit de modes de management et de gestion des ressources humaines spécifiques, en amont de et pendant cette campagne : pilotage par les objectifs de vente ; recrutement sélectionnant les profils les plus agressifs et les plus à même de s'engager dans la rivalité concurrentielle et de ne pas la contester ; formation favorisant la vente au détriment de l'information ; préparation à l'utilisation de techniques de rivalité agressives (y compris physiquement) ; mise en concurrence des conseillers entre eux par des affectations « au mérite » et des « réunions de motivation » ; précarisation salariale des conseillers ; modes d'animation et de contrôle privilégiant la pression sur les conseillers et la reproduction des comportements attendus.

Les mutuelles étudiantes que nous avons observées sont des organisations à but non lucratif. Elles appartiennent à l'économie sociale et solidaire et se revendiquent officiellement comme des organisations alternatives (notamment par rapport aux assurances privées.). Pourtant, loin de se battre pour remettre en cause ce contexte concurrentiel et mener à bien leur mission d'information et de sensibilisation militante, elles s'engagent pleinement dans une lutte fratricide où tout travail d'information est rendu impossible. Une question essentielle est alors d'expliquer ce phénomène et de s'interroger sur la capacité de ces mutuelles étudiantes en particulier et des organisations alternatives en général à remplir leur mission sociale et alternative dans des contextes de concurrence frontale.

Le contexte concurrentiel : un élément déterminant pour les organisations sociales et solidaires en général et les mutuelles étudiantes en particulier

Le cas du mutualisme étudiant présente des conditions idéales pour réfléchir à cette question et remettre en cause des idées reçues. En effet, on peut ici difficilement se satisfaire de l'explication souvent invoquée selon laquelle c'est la concurrence d'organisations capitalistes classiques voire les effets de la mondialisation qui pervertissent les mutuelles et les forcent à développer des pratiques et modes de management incohérents. En l'espèce, seules deux mutuelles sont en situation de concurrence directe, elles opèrent sur un marché régulé par l'Etat, dans un contexte strictement français. C'est donc bien la situation de concurrence elle-même qu'il s'agit d'interroger, une situation concurrentielle particulière dont les acteurs des mutuelles étudiantes n'arrivent pas à s'extraire.

C'est d'ailleurs ce qu'avaient pressenti certains acteurs lors de la décision historique de créer un deuxième réseau mutualiste étudiant venant concurrencer la MNEF – initialement la seule mutuelle étudiante. Le risque induit par cette situation de concurrence inédite était alors pointé dans un rapport moral de 1972²⁵ par les adhérents qui craignaient une surenchère commerciale risquant « d'entraîner une désaffectation à l'égard de la mutualité ». Rappelons que dans les années 1970, plusieurs mutuelles régionales constituées en réseau souhaitaient jouir de la même prérogative de gestion de la sécurité sociale étudiante que celle accordée à la MNEF, ce qui leur avait été octroyé en 1972 par le gouvernement conservateur en place. Que cette décision soit motivée par une volonté libérale de mise en concurrence ou qu'elle soit une tentative d'affaiblir le pouvoir contestataire de l'UNEF dont les relations avec la MNEF étaient déjà très fortes, il semble quarante ans plus tard que ces inquiétudes étaient fondées. La concurrence entre mutuelles étudiantes a annihilé leur vocation de transformation sociale et leur a fait perdre progressivement toute forme de crédibilité vis-à-vis de leurs principales parties prenantes que sont les étudiants et leurs parents, discréditant ainsi l'ensemble du mutualisme étudiant.

Au plan politique, à l'heure où le premier ministre est directement interpellé sur le sujet et en quelques sortes sommé de prendre position²⁶, les enseignements de ce travail de recherche implique que la volonté de promouvoir l'existence du mutualisme étudiant doit s'accompagner d'une réflexion sur le contexte qui peut soutenir un tel projet. Une concurrence directe, même entre mutuelles, peut menacer la spécificité de ces organisations et la crédibilité de l'alternative dont elles sont porteuses. Plus largement, ce n'est plus seulement la pérennité des mutuelles étudiantes qui est en jeu ici, mais bien au-delà, la possibilité, pour toute une série d'initiatives originales de l'économie sociale et solidaire, de préserver les principes, valeurs et pratiques sociales et alternatives qui les caractérisent lorsqu'elles sont exposées aux logiques de concurrence sur leur marché.

Alors que l'enquête d'Envoyé Spécial insiste sur une gestion interne inadaptée et manquant de professionnalisme, ce qui pose le problème sous un angle technique pouvant éventuellement être résolu, la question essentielle est bien certainement celle-ci : dans quelles conditions concurrentielles le mutualisme étudiant pourrait-il survivre en restant fidèle à ses valeurs et à ses principes ?

²⁵ Rapport Moral de la MNEF, congrès de Thonon, 1972, cité par R. Morder, (2004), « Éléments pour une histoire politique de la mutuelle nationale des étudiants de France », *Cahiers du Germe* spécial n° 4.

²⁶ <http://www.fage.org/news/actualites-fage-federations/2015-02-13.mutuelles-etudiantes-le-gouvernement-ne-peut-plus-feindre-lignorance.htm>

Grenoble 1946 : Héritage ? Succession ?

Robi Morder

Le thème que nous avons retenu pour cette table ronde du 15 avril était celui de l'actualité de la charte, en revenant sur quelques éléments, étant entendu que nous avons traité à plusieurs reprises d'autres aspects de la charte²⁷. Nous revenons ici évidemment sur certaines questions, apparues dans les présentations et échanges et Paul Bouchet y revient de façon plus développée.

1946 Naissance ou renaissance ?

J'avais intitulé l'introduction à *Naissance d'un syndicalisme étudiant* « naissance ou renaissance ». J'y reviens en ce 15 avril, me permettant une digression personnelle sur ma mère. Le 15 avril c'est la journée de la libération des camps et c'est le 15 avril 1945 que ma mère considérait comme sa deuxième date d'anniversaire, expliquant que le 15 avril 1945, jour où Bergen Belsen a été libérée, fut une renaissance. L'UNEF a un acte de naissance, le congrès de Lille de mai 1907²⁸. Nous avons commémoré « cent ans de mouvements étudiants » en 2007²⁹, mais en 1996 l'on commémorait « 50 ans de syndicalisme étudiant » à l'occasion des 50 ans de la charte. C'est problématique car les générations étudiantes se succèdent rapidement, avec une mémoire partielle, voire partielle. Et pour la période 1939-1945 ce n'est pas seulement une succession routinière de générations étudiantes, cette succession est un renouvellement qui se fait dans un monde qui s'écroule d'abord, puis un nouveau monde qui renaît, en tous cas l'espoir d'un nouveau monde. Si on peut donc dire qu'il y bien une « renaissance » de l'UNEF après-guerre, c'est que la « vieille maison » est finalement acceptée en héritage, mais la nouvelle génération l'investit d'une mission syndicale.

La charte de Grenoble qui peut être présentée comme une nouveauté, quelque chose d'inédit – pour les jeunes acteurs de l'époque qui n'ont pas vécu étudiants l'avant-guerre, reprend sans le savoir des éléments anciens. Prenons les termes : « syndicat », « revendications », y compris la « rémunération étudiante », on les trouve déjà dans l'entre-deux-guerres. Et s'il y a réinvention il y a aussi nouveauté car ce qu'apporte la charte c'est la mise en forme doctrinale, au bon sens du terme, d'un corpus, d'un essai de synthèse de ce qu'il y avait de meilleur dans le passé sans que forcément les acteurs de l'époque en aient eu le savoir, et en même temps un constat, une prophétie pour l'avenir. Là je passe directement à la question de l'actualité. Il y a toute une série de choses dites dans la charte de Grenoble (« l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel », son « intégration dans la Nation », son lien avec les syndicalismes professionnels) qui sont quelque chose qui relève à l'époque de la volonté, d'une vision d'avenir, précédant la réalité sociale puisque la massification, la démocratisation vont arriver plus tard dans les années 1950. Un des exemples qui fait que nous – Paul Bouchet, Jean-Philippe Legois et moi-même, avons intitulé notre tribune « 70 ans et pas une ride »³⁰ c'est qu'en 2006, au moment des 60 ans de la charte, un peu avant la sortie de *Naissance...*, et de la table ronde tenue à Grenoble avec Paul Bouchet et Pierre Rostini, il y a le mouvement contre le CPE, et j'avais écrit une tribune dans *Le Monde* liant les deux³¹. Quand nous avons décidé en 2016 de faire une nouvelle tribune, nous avons regardé celle de 2006 et nous avons repris beaucoup d'éléments puisqu'elle n'avait pas vieilli. Mais ce n'est pas la tribune de 2006, c'est la charte de 1946 qui n'avait pas pris une ride malgré tout ce qui concerne une série de questions secondaires.

²⁷ Premier colloque du Germe 20 mai 1995, colloque RESSY « 50 ans de syndicalisme étudiant » avril 1996, 60 ans de la charte, avril 2006, 60 ans de la sécurité sociale étudiante, juin 2008 à Grenoble, etc.

²⁸ Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord.), « 1907 une union étudiante est née », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, in° 86, Nanterre, 2007.

²⁹ GERME, Jean-Philippe Legois, Alain Monchablon, Robi Morder (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007.

³⁰ Paul Bouchet, Jean-Philippe Legois, Robi Morder, « 70 ans et pas une ride », Mediapart, 7 avril 2016.

³¹ Robi Morder, « Quand l'UNEF se dotait d'une charte », *Le Monde*, 21 mars 2006.

L'internationale

L'on ne peut séparer la reconstruction syndicale de l'UNEF en France d'avec la construction d'une nouvelle internationale étudiante. En avril 1946 Paul Bouchet, siège à la troisième CPI qui met une dernière main au congrès constitutif de l'UIE. C'est donc à peine une dizaine de jours avant le congrès de Grenoble. C'est au CA de l'UNEF de janvier 1946 qu'il a été mandaté au titre de l'AGE de Lyon à la fois pour la rédaction du texte qui deviendra la charte, et pour remplacer Villedieu à la CPI. Il y a une interaction entre internationale et nationale. Bouchet est aussi celui qui fait le lien entre l'UIE et l'Entraide universitaire puisque l'UIE le mandate pour ce faire, et puis Lyon n'est pas très éloignée de Genève³².

Héritage et descendants

C'est un peu autour de cette actualité de la charte que l'on peut interpellier les organisations étudiantes. Qui dit actualité, peut poser la question de l'« héritage » et il n'est pas inintéressant d'entendre les organisations étudiantes d'aujourd'hui réagir. Commençons par écouter ce qu'elles disent. Un membre du BN de l'UNEF – qui fait de la charte un texte fondateur - et le président de PDE – organisation qui ne s'y réfère (reférait ?) pas, étaient présents le 15 avril. La FAGE n'a pu au dernier moment venir mais lors de son congrès de septembre 2016 à l'occasion de la séance consacrée à son histoire avec plusieurs de ses anciens présidents, il y eut des propos qui nous intéressent pour notre sujet.

Pour l'UNEF, la charte reste un texte qui a une valeur particulière. Dès les premières journées de formation des nouveaux adhérents – même si l'UNEF n'est pas la même qu'en 1945 – un temps est consacré à la charte, au « Jeune travailleur intellectuel » ce qui permet de poser la question jeunesse avec une vision active. La charte – et sa portée internationale - demeure encore aujourd'hui fondamentale pour guider son action, ce qui « fait de l'UNEF un vrai mouvement étudiant, un vrai mouvement syndical qui a vocation à transformer toute la société ». Si le syndicat doit pouvoir porter le discours de toute une génération, la vocation de l'UNEF aujourd'hui n'est pas de « reconstruire une grande UNEF » rassemblant tous les étudiants comme à l'époque, ni d'avoir une « organisation unique rassemblant tous les courants de pensée ». L'UNEF ne remplace pas les partis, mais il s'agit de « garder cette branche syndicale pour transformer la société ».

Le président de PDE, à partir du questionnement du « jeune travailleur intellectuel » admet une certaine pertinence : on ne peut ignorer les questions de jeunesse, la transformation du rôle des diplômés avec la massification et le chômage, et la recherche de la position de l'étudiant dans la société. Il explique l'intérêt que doivent porter les organisations de représentation étudiante à l'histoire de la renaissance de l'UNEF à la Libération. Car, estime-t-il, il y a une crise de la représentation, il y a une perte générale de confiance envers la représentation. Cette crise, qui englobe d'ailleurs la situation délicate de PDE, a pour son organisation un effet de remises en cause. « Si au départ on peut parler d'une naissance de PDE sur la base d'un corporatisme » cela a évolué, « On n'en est plus là du tout ». Aujourd'hui il y a une préoccupation pour explorer des « pistes de recherche sur de nouvelles manières de faire la représentation étudiante sur la base d'un certain nombre de valeurs ». Plutôt « qu'apolitisme » (après tout on agit sur la politique universitaire, sur la politique jeunesse...) PDE irait vers « l'artisanisme » (sans le savoir, PDE « réinvente » le fameux « apartitisme » de Paul Bouchet 70 ans auparavant).

La FAGE, avait déjà fait référence (et révérence même) à la charte en invitant Paul Bouchet au congrès de Lyon en 2013. J'ai pu assister aux séances de formations historiques des congrès de 2014 et 2016. Dans ce dernier congrès un des anciens présidents explique « quand je suis arrivé à la FAGE, on m'a dit : « on vient de la grande UNEF ». S'étant renseigné, et ne voulant pas assumer l'héritage de « l'UNEF majo », il explique aujourd'hui « nous ne sommes pas les héritiers, nous sommes les descendants ». L'utilisation d'un vocabulaire « syndical » ne choque plus à la FAGE et l'un de ses fondateurs m'expliquait que son projet en 1989 était bien celui-là, mais il ne pouvait utiliser le mot syndical qui était alors quasiment « tabou » (assimilé à politique).

Le vocabulaire

Cela nous évoque les mots de Pierre Trouvat, président élu au congrès de l'UNEF de Grenoble

³² Fonds Paul Bouchet, inventaire CME 32, aux Archives nationales cote 203AS(IV)

en 1946 : « Il y a quelques années encore, ce mot de syndicat aurait sans doute fait bondir la majeure partie de nos adhérents car on a eu une tendance fâcheuse à concéder à ce terme une signification politique »³³.

Le mot « charte » lui-même a été beaucoup brandi sous le régime de Vichy, notamment avec la charte du travail. Il en va de même pour le terme de « statut ». Pendant toute la guerre il y a discussions sous (et dans) Vichy sur un « statut de l'étudiant », une « charte de l'étudiant »³⁴ ; c'est un enjeu entre Vichy et l'UNEF. Ce sont des termes – comme corporation, corporatisme – qui peuvent apparaître comme trop vichystes et ne sont pas systématiquement utilisés. Cela n'empêche pas Pierre Trouvat, dans le même article de défense du syndicalisme étudiant d'affirmer que l'UNEF doit « jouir d'une autorité incontestée en matière de corporatisme étudiant »³⁵.

C'est – il faut vérifier dans les archives – il semble après 1950 que la charte de l'étudiant devient la charte de Grenoble. C'est en vérité au moment où le texte, mais surtout son esprit sont contestés dans l'UNEF. On n'en parle pas en 1947 au vu des documents que nous possédons du congrès de Strasbourg. En 1948 on se réfère toujours à la charte de l'étudiant dans le discours au ministre lu par Paul Bouchet³⁶, et au cours des discussions sur la sécurité sociale étudiante, mais l'on sait que cela ne va pas de soi. Au congrès du Touquet en 1949 le compte-rendu de la délégation lyonnaise n'évoque pas la charte mais il est vrai que Lyon avait été chargée d'élaborer des propositions sur la réforme de l'enseignement et la démocratisation de l'université. Par contre, à Arcachon en 1950 la délégation lyonnaise note que « la charte de Grenoble » fut « contestée par quelques délégués » et, malgré le « malaise grave ainsi révélé » le « débat de fond n'a pas eu lieu ». Nous pouvons avoir l'impression qu'en systématisant la référence à la charte de Grenoble on « sacralise » (à l'instar de la charte d'Amiens) pour donner un côté plus solennel à la déclaration car cela permet peut-être une légitimité supplémentaire.

C'est pour cela qu'il faut toujours remettre les mots, les textes et leur utilisation dans leur contexte.

Pour le chercheur qui a travaillé sur les archives, les témoignages, les documents de la renaissance du syndicalisme étudiant après la Libération, et qui a observé depuis 25 ans les organisations étudiantes citées, il ne peut qu'être frappé par ces analogies (du « corporatisme » et de « l'apolitisme » à la référence au syndicalisme et au vocabulaire de « l'apartitisme », synonyme en fait d'indépendance). Mais évidemment tout ceci dans des contextes sociologiques (il y a vingt fois plus d'étudiants), politiques et de structuration des mouvements étudiants bien différents.

Il est toutefois extraordinaire de constater comment après la Libération, alors que la situation de l'UNEF est plutôt mauvaise, très fortement concurrencée par des mouvements politiques, confessionnels auréolés du prestige de la résistance, animés en fait d'un même esprit malgré les différences, plusieurs personnes dans plusieurs organisations, courants, mouvements ont convergé au point de faire de l'UNEF, avec et autour de la charte, le « syndicat unique de la classe étudiante » comme l'écrit *Le Figaro* en 1956 (ceci ne dure en réalité qu'entre 10 et 20 ans, ensuite il va en aller autrement dans une dynamique de dispersion). Quand quelques individus et courants réussissent à relever ensemble dans une conjoncture précise un défi et arrivent à constituer quelque chose qui n'est pas donnée d'avance cela constitue un véritable « coup de force », non au sens de coup d'état mais de « tour de force ». Et la question à se poser, et à poser, en donnant cet exemple, c'est qu'il a non seulement une valeur historique, mais aussi se demander pourquoi ce qui a été fait hier ne pourrait l'être aujourd'hui. Evidemment avec un monde qui a changé, dans le monde étudiant actuel, sans doute sous d'autres formes, que cela s'appelle syndicalisme ou autre chose, c'est cette idée que la volonté de quelques uns, une tactique adaptée, une situation favorable à un moment donné, quand tout cela arrive à une conjonction, cela peut donner des résultats, des transformations sur lesquels des « gens raisonnables » n'auraient pas parié quelque temps avant.

³³ « Que veut être l'UNEF », *Le Courrier de l'étudiant*, 1946.

³⁴ Voir un projet de corporation étudiante de 1941 in GERME, *Cent ans de mouvements étudiants*, op. cit.

³⁵ Pierre Trouvat, « Que veut être l'UNEF », idem

³⁶ Voir dans ce numéro, page 39.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Il est réconfortant de voir combien les perspectives de reprise des relations internationales entre étudiants ont soulevé l'intérêt des délégués réunis à Grenoble à l'occasion du XXXV^e Congrès de l'Union Nationale des Etudiants. Il est réconfortant de voir dans un monde où les perspectives de coopération internationale s'estompent de jour en jour, les étudiants français proclamer leur fraternité avec les étudiants du monde entier et leur volonté de travailler de toutes leurs forces à l'établissement d'un monde meilleur.

Dès le premier jour du Congrès une analyse pénétrante et infiniment lucide de la politique internationale du bureau sortant permit de préciser les fautes qui avaient été commises, les avantages que l'on avait pu enregistrer, et les enseignements que l'on pouvait en tirer pour l'avenir.

Il serait vain de refaire un historique des Conférences de Londres et de Prague, ainsi que des réunions du Comité Préparatoire du Congrès Constitutif de la nouvelle organisation internationale des Etudiants, Congrès qui doit se tenir à Prague au cours de l'été prochain.

La délégation française à Londres et à Prague, handicapée par la présence et les manœuvres de délégués n'appartenant pas à l'Union Nationale des Etudiants, se trouva, par surcroît, dans un climat bien différent de celui auquel l'avaient habitué les Congrès Internationaux d'avant-guerre. Venue pour débattre des questions corporatives précises, tels les échanges d'étudiants, l'organisation du tourisme universitaire international, l'assistance internationale universitaire, etc., la délégation de l'union Nationale se trouva, au grand étonnement de la plupart de ses membres, entraînée dans des discussions confuses où le syndicalisme étudiantin devait, le plus souvent, céder la place à des spéculations politiques.

Ayant très vite pris la température de l'assemblée la délégation, sans se mettre tout à fait au diapason, s'efforça de limiter les dégâts et d'entraîner l'assemblée vers un travail constructif beaucoup plus proche de l'intérêt des étudiants.

On a parfois reproché à la délégation française d'avoir négligé, sinon repoussé, les réalités immédiates nées de la guerre, de l'oppression et de la Résistance. Il s'agit là d'une absurdité, née d'une déformation partisane des faits. Il est évident que tous les étudiants français groupés au sein de l'U. N. sont unanimes à proclamer leur volonté d'empêcher toute renaissance de l'idéologie fasciste internationale et ils ont su le marquer fermement à deux reprises, au cours du Congrès de Grenoble. Mais cette prise de position ayant été clairement définie, ils se tournent résolument vers l'avenir et s'efforcent de mettre sur pied une organisation internationale qui réalise concrètement l'Union des Etudiants du monde entier pour la reconstruction d'un monde qui a besoin de leur jeunesse et de leur intelligence.

Il n'est pas besoin pour cela de soulever dix problèmes idéologiques et nous sommes nombreux dans le monde à penser qu'il vaut même mieux ne pas les soulever si nous voulons réellement travailler en confiance et nous donner sans arrière-pensées aux tâches qui nous attendent.

C'est ce que nos délégués sont arrivés à faire admettre aux membres du Comité Préparatoire. Nous avons pu ainsi obtenir que les Unions Nationales, lorsqu'elles groupent, comme en France, la majeure partie des Etudiants, représentent seules leur pays au sein de la future organisation — c'est là incontestablement un fait dans la direction du véritable syndicalisme étudiant, et il nous reste à souhaiter que le nouveau bureau de l'U. N., présidé d'ailleurs par un de nos délégués au Comité préparatoire, continue dans cette voie, pour le plus grand bien de l'U. N. et de la future organisation.

La charte de Grenoble : l'esprit en héritage

Paul Bouchet

A mes yeux le mot héritage est un mot pour le moins qu'on puisse dire ambigu pour parler de l'héritage de la charte de Grenoble. Tout héritage peut être ambigu mais celui-ci me le paraît être particulièrement. Pourquoi ? Parce qu'effectivement la charte, ce qu'on appelle la charte de Grenoble, c'est essentiellement le préambule, notamment « l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel ». C'est de là qu'ont découlé beaucoup de réformes et en premier lieu sur le plan de la santé le choix d'avoir un régime étudiant qui tienne compte à la fois de l'évolution générale de la Sécurité sociale qui se mettait alors en place, et en même temps la nécessité d'une autonomie des étudiants. Ce double choix n'était absolument pas évident, ni pour l'un, ni pour l'autre. Les alliés sur un des points se trouvaient être des adversaires sur l'autre. Donc ce qui est intéressant c'est de savoir pourquoi on a fait un choix, malgré les oppositions latentes ou exprimées, manifestant la volonté étudiante au sortir de la guerre de créer un nouveau mouvement.

« Charte » ? Pour autant que je m'en souviens, le mot charte n'est pas dans notre littérature et je ne me souviens pas qu'on ait parlé de la charte d'Amiens. Ensuite la référence est allée de soi sans doute, mais en 1946 on n'y a pas fait référence.

On porte des principes qui devaient être en tête des statuts de l'UNEF. « De Grenoble » ? C'est clair puisque le congrès se tenait à Grenoble et on avait choisi Grenoble pour ce congrès là car en arrière-plan c'était les Glières, le Vercors, c'était la Résistance. La décision d'écrire un texte avait été votée à Paris quand le Conseil d'administration de l'UNEF avait confié à la Commission d'études syndicales de Lyon le soin de présenter un texte. Ce texte commençait par « Nécessité d'une réforme de l'UNEF et des AG » et il comportait une partie de principes, car pour réformer l'UNEF et les AG il fallait des principes communs, et nous avons proposé le Jeune travailleur intellectuel. Le mot « charte de Grenoble » est venu après, mais déjà dans le texte le mot charte figure puisqu'à la fin de la « déclaration des droits et devoirs » (nous parlons de la déclaration de Grenoble) il est indiqué en gros caractères « cette déclaration constitue désormais la Charte de l'étudiant ». Ce n'est pas encore la charte de Grenoble, c'est la charte de l'étudiant, et l'on poursuit : « elle est placée en préambule des statuts de l'UN et de toutes les AG ».

Nécessité d'une réforme de l'UNEF et des AG

J'ai demandé à ce qu'on distribue aujourd'hui³⁷ le texte qui prélude à la charte proprement dite, texte qui s'intitule « projet de réforme de l'UNEF et des AG élaborée par la Commission d'études syndicales de l'AG de Lyon ». Je suis bien placé pour en parler, je présidais l'AG de Lyon, et le président de la Commission d'études syndicales était Jacques Miguet, issu et héritier d'un groupe de résistance, dont le frère avait été tué au maquis. Comment commence-t-on ? On ne va pas dire qu'on va se réunir pour faire une espèce de révolution intellectuelle. Ca, cela viendra plus tard.

Première partie : « nécessité (nécessité, je souligne) d'une réforme de l'UNEF et des AG ». La première question que je pose pour aujourd'hui est : est-ce qu'il y a dans l'héritage la conscience actuelle de la nécessité d'une réforme de l'UNEF et des AG ? Moi j'ai 92 ans, mais vu de l'extérieur je pense que oui, je pense qu'il y a nécessité d'une réforme du mouvement étudiant. Quels sont les premiers mots à l'époque, mots qui pourraient être repris aujourd'hui ? « Ce n'est pas la première fois que se pose le problème de la réforme des associations d'étudiants. Déjà avant la guerre au cours des congrès nationaux des discussions nombreuses s'étaient élevées relativement à la réforme de nos statuts. Les circonstances empêchèrent ces discussions d'aboutir. Cependant l'organisation actuelle de l'UNEF qui n'a qu'une quarantaine d'années, ne paraît plus exactement adaptée aux nécessités présentes ». On rappelle qu'au

³⁷ Voir annexe

départ il y a des AG, c'est l'esprit associatif, et on s'occupe des intérêts des adhérents. Le changement profond qui est en marche après la guerre c'était de prendre en charge non seulement les intérêts des adhérents des associations mais les intérêts de l'ensemble des étudiants.

Ce sont les étudiants existant à un moment donné de l'histoire, mais aussi étudiants potentiels. Ce sera une des dimensions préalables à la charte. On vient de rappeler les propos que j'ai moi-même tenus à l'époque en ce qui concerne l'avant décolonisation. La décolonisation va se faire après la charte pour l'essentiel. Mais on rappelle qu'il est bien beau de parler de l'étudiant, car l'étudiant dans la République française, il était absent dans un certain nombre de territoires. Il y avait très peu d'étudiants originaires des divers pays d'Outre-mer, des colonies, des protectorats selon les statuts. La charte avait comme premier objectif de reposer le problème, pas seulement de réformer les statuts de l'UNEF telle qu'elle existait, mais de remettre en cause l'objectif même de ce qu'on appelait « le monde étudiant », expression qui renvoyait aussi au, « monde du travail », un monde qui bougeait après la guerre.

La dimension internationale de la charte

Jiri Pelikan³⁸ avait lui-même expressément visé le rôle de la charte dans la formation des statuts de l'UIE. Du côté des Soviétiques on apprend maintenant notamment par les témoignages de Tom Madden³⁹, que la délégation soviétique au retour du congrès de l'UIE alors qu'elle s'attendait à être félicitée a été mise sur une voie de garage car elle avait accordé trop de place au « modèle occidental », en fait celui de la charte alors que la conception stalinienne était l'intégration des étudiants à la FMJD, qui était sous contrôle. Cette conception a été écartée à Prague.

J'ai raconté dans *Mes sept utopies*⁴⁰ l'ambiance extraordinaire du congrès de Prague de 1946. C'était une nouveauté, ces retrouvailles de la jeunesse du monde, et dans la charte il y avait cela. Une base corporatiste ou une base parlementaire purement française ne l'auraient pas permis.

Quand on a été à Prague on fraternisait avec les représentants vietnamiens, qui venaient à part, ils n'étaient pas dans la délégation française. Pour l'Algérie il y avait l'AG d'Alger mais il y avait déjà – et là l'UNEF a fait son devoir par la suite – ce qui allait devenir l'UGEMA⁴¹. J'ai entendu parler pour la première fois des événements de Sétif du 8 mai 1945 à Prague par ce que le représentant algérien - qui était simple observateur - racontait. Pour nous c'étaient des frères ce n'est pas un mot, c'était évident. Ils avaient fait 14-18, 39-45.

Sur l'Union française, la décolonisation

L'Union française était une espérance politique à l'époque. Les problèmes de la forme politique des pays d'outre métropole étaient abordés dans un débat tout à fait nouveau. Il ne faut pas oublier que même dans la résistance, et plus encore dans les Forces françaises libres qui allaient libérer la France, il y avait plus de non métropolitains que de métropolitains. Cette idée de droits du citoyen, ils devaient être accordés à tous ceux qui relevaient à un titre quelconque, quelque soient les évolutions institutionnelles, de la République française, Pourtant les droits du citoyen en Algérie posaient problème. A travers le système des collèges on ne donnait pas les droits du citoyen égaux à des gens qui versaient leur sang en métropole ; le retard intellectuel et civique était considérable. L'AG d'Alger, le moins qu'on puisse dire, n'était pas portée à une décolonisation générale. Il devait y avoir des droits du citoyen, pas seulement des droits de l'Homme. Et cela ouvrait la porte à une décolonisation. J'ai été avocat ensuite, j'ai plaidé beaucoup de procès de décolonisation, d'abord pour l'Indochine, ensuite pour l'Algérie

³⁸ Communiste tchécoslovaque, Jiri Pelikan préside l'Union internationale des étudiants après 1953. Il a apporté son témoignage, comme Paul Bouchet, au colloque du Germe de juin 1997, reproduit dans Robi Morder et Caroline Rolland Diamond, *Etudiant – e – s du monde en mouvement. Migrations, cosmopolitismes et internationales étudiantes*, Paris, Syllepse, 2012.

³⁹ Syndicaliste étudiant britannique, Tom Madden participe dès le congrès de 1945 de Prague au processus de construction de l'UIE, dont il devient le secrétaire général en 1946. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu avec le Germe, la Cité des mémoires étudiantes (où il a déposé ses archives), Paul Bouchet et Tom Madden, notamment lors du séminaire spécial AAUNEF, Cité des mémoires étudiantes et Germe du 30 octobre 2013 ;

⁴⁰ Paul Bouchet, *Mes sept utopies*, Paris, l'Atelier, 2010.

⁴¹ Union générale des étudiants musulmans d'Algérie. Voir dossier « Mouvements étudiants et guerre d'Algérie », *Les Cahiers du Germe* n° 30, 2013, accessible sur le site du Germe.

notamment. J'ai eu des discussions avec Ben Bella qui avait été arrêté par un détournement d'avion au mépris des règles du droit international, dont j'étais un des avocats. Il est ahurissant de voir le retard intellectuel, politique, civique, qu'avait l'immense majorité des gens, dont ceux de gauche, sur l'évolution générale du monde au lendemain de la guerre.

C'est vrai qu'il y avait dans la charte : « à l'heure où l'Union française élabore la nouvelle déclaration des droits de l'homme et du citoyen », la NOUVELLE DECLARATION ! La France, par la voix de René Cassin, luttait. Tout homme avait les mêmes droits en dignité, pas seulement les droits de la personne. La déclaration universelle des droits de l'homme a un préambule où le mot dignité figure tout au long. La France ne pouvant faire moins que ratifier la déclaration universelle, il y en a qui venaient dire que ce n'étaient pas des droits normatifs. Comme si la liberté, l'égalité, la fraternité étaient normatives par elles-mêmes. Elles le sont dans la mesure où on les applique. Le mot dignité, il est normatif, il est dans les textes, dans la déclaration universelle, que la République a ratifiée. Il est évident au départ, qu'on disait que l'on voulait une révolution économique et sociale au service de l'Homme (avec un grand H). Le privatisme, le nationalisme étroit de la France au sortir de la deuxième guerre mondiale n'a pas été à la hauteur de l'histoire. Ceux qui ont pris des risques et ont versé leur sang méritaient plus que le retour à une troisième voir même à une quatrième république. Les gens qui ont fait la charte de Grenoble avaient conscience de ça. L'engagement de l'UNEF pendant la guerre d'Algérie a été fidèle à l'esprit de la charte de Grenoble.

Les droits et devoirs de l'intellectuel

Les mots sont clairs. Pourquoi on fait une charte ? En gros caractères « aujourd'hui, plus que jamais l'UN et les AG prétendent être le seul grand organisme syndical capable de représenter les intérêts de tous les étudiants », y compris les étudiants potentiels, ceux qui auraient dû être étudiants et qui ne le pouvaient. Il s'agissait de repenser la fonction étudiante, le rôle même des étudiants. C'est là que les droits et les devoirs étaient une approche essentielle. On demandait des droits pour les jeunes, les étudiants à condition qu'ils aient des devoirs. Et en même temps on affirmait l'autonomie du mouvement étudiant par rapport à l'ensemble des jeunes travailleurs. C'était déjà nouveau de dire que c'était un devoir de participer à l'ensemble de la jeunesse nationale et mondiale, c'était tout à fait nouveau. Au surplus il faut compléter par ce qui faisait la caractéristique de l'étudiant, non pour l'isoler mais au contraire pour le caractériser, pour qu'il joue son vrai rôle. Ce sont les droits et devoirs en tant qu'intellectuel.

Il y a quelques jours on a vu le réveil de cette question. *Mediapart* a donné la possibilité d'un dialogue auquel Mireille Delmas Marty participait, et il y avait des questions du public. Une des questions était : « qu'est-ce que cela veut dire intellectuel ? ».

« L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel ». Quelle prétention !? Quelle aberration !? La charte tente de répondre. Elle répond avec des discussions dont j'aimerais bien qu'elles participent de l'héritage auquel nous consacrons cette après-midi. Qu'est-ce que c'est ? Je commence : avant tout c'est le droit à la liberté. Il n'y a pas de savoir dans un pays totalitaire, il y a des dogmes, il n'y a pas le savoir universaliste. L'intellectuel est celui qui n'accepte pas que le savoir soit dogmatique, quelles que soient les intentions. Ce n'était pas sans force de le dire. La Commission d'études syndicales de l'AG de Lyon avait eu beaucoup de discussions. Les mouvements principaux issus de la résistance c'étaient essentiellement les mouvements marxistes, avec la primauté du PC à l'époque compte-tenu de son rôle dans les FTP, etc. et de l'autre côté un certain renouveau de la jeunesse chrétienne, il y avait la JAC chez les paysans, la JOC chez les ouvriers, la JEC chez les étudiants. Cette nécessité que l'intellectuel n'accepte pas le dogme c'est qu'au contraire le droit à la liberté est fondé sur la liberté de recherche de la vérité. La vérité, même débat, fallait-il mettre un grand V. Il y avait une époque où certains étaient persuadés qu'il y avait UNE vérité, on rejoint l'esprit dogmatique. La vérité elle est toujours à chercher et à redécouvrir.

Ni corporatisme, ni parlementarisme : syndicalisme

C'était cela l'esprit qui animait la charte. J'ai souvent cité à l'époque une phrase d'un certain Paul de Tarse, citoyen romain, auteur d'épîtres qui sont redécouvertes notamment par Alain Badiou⁴², comme clerc de l'universalisme. Or cet universalisme là est toujours à créer. L'époque

⁴² Alain Badiou, *Saint Paul. La fondation de l'universalisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1997

à la Libération était hostile à tout universalisme enfermé et les dix membres de la Commission d'études syndicales étaient très différents. Il y a les représentants des deux grands courants que je viens de citer issus de la résistance, il y avait aussi les gestionnaires qui avaient travaillé pendant la guerre à nourrir les étudiants, sous Vichy, malgré les ostracismes partiels. C'était compliqué, le président sortant de l'AG de Lyon avait été épuré parce qu'il avait accepté de siéger dans le comité que Vichy avait créé⁴³. Mais il y avait aussi Monsieur Antoine Pinay qui a été ministre du Général de Gaulle. Passons. C'était une période où il fallait se méfier des étiquettes, il fallait aller au-delà. Rappeler le rôle des étudiants, jeunes et travailleurs, c'était déjà une extrême conquête, cela en reste sans doute une quand on voit la crise des mouvements de jeunesse de l'époque. L'UNEF était concurrencée comme organisme représentatif par l'UJRF d'une part, par la FFEC qui essayait de jouer le rôle d'une CFTC étudiante. En gros nous voulions une seule organisation syndicale capable de représenter tous les étudiants. Ce qui existait c'était un parlement. Je rappelle ça parce que c'est toujours valable.

Il y avait à choisir parmi plusieurs formules. Dans les corporatismes traditionnels, on ne s'occupe que des intérêts matériels et intellectuels des étudiants par rapport aux études ; il y a le parlementarisme, on regroupe sous un drapeau particulier les diverses organisations existantes, il y en avait un paquet, de 10 à 20 qui constituaient l'Union patriotique des organisations étudiantes. L'UNEF, grâce à Pierre Rostini⁴⁴, a réussi à être l'élément moteur qui a fait admettre qu'il fallait dépasser l'UPOE, le parlementarisme. Sinon on aurait des discussions perpétuelles entre les divers points de vue, et même pour la rédaction des textes il fallait voir comment c'était.

L'UNEF avait gagné la bataille d'une espèce d'unité syndicale. « Syndicat », « syndical », ce n'était pas simplement le passage d'un mot à un autre, du corporatisme et du parlementarisme au syndicalisme. C'était une nouvelle approche où effectivement les moyens d'action étaient déterminés en fonction des objectifs déterminés chaque année démocratiquement. A la suite de la charte il y a toute une partie sur les moyens d'action. Beaucoup en ont ri, on y parle des monômes y compris des monômes revendicatifs, des monômes dévastateurs... Le mot ne faisait pas peur. En réalité on voulait marquer justement dans l'emploi des moyens les moyens syndicaux. Les monômes, c'était la rue. On a mis l'AG de Lyon dans la rue. Cela veut dire quoi ? Cela voulait dire qu'on faisait un monôme pour éconduire le nouveau recteur qu'on voulait nous mettre après la Libération à la place du recteur de la Libération, André Alix, qui était un résistant. Surtout le monôme défilait dans les rues, passait place Bellecour au cœur de la ville, il s'arrêtait en posant une faluche symbolique, symbole de la tradition, au pied du lieu où avait été assassiné Gilbert Dru, qui était un dirigeant de l'AGE, dirigeant chrétien à l'origine de beaucoup d'évolutions du christianisme de la Libération, dont le cadavre était resté pendant des heures et des heures sur la place tandis que les tramways passaient à côté et les gens regardaient. A côté il y avait symboliquement le cadavre d'un jeune ouvrier et le cadavre de Chambonnet, un des résistants de l'Armée secrète. Avec ce symbole là, le monôme, il avait du sens à passer là. Et après il finissait aux marches de l'Hôtel de Ville après avoir traversé toute la ville et c'est là que je m'adressai à une foule. Ce jour là on a commencé justement ce qui allait devenir la charte de Grenoble.

La charte de Grenoble... J'ai parlé de Paul de Tarse qui a une phrase que j'ai fait graver dans divers lieux, « la lettre tue, l'esprit vivifie ». La lettre, c'est les institutions, ce sont les textes patiemment échafaudés qui à force de vouloir faire plaisir à tout le monde sont un exercice de grammaire et cachent les vrais enjeux. La charte a été rédigée dans un tout autre esprit. C'est vrai que les discussions ont été passionnées mais la notion de jeune travailleur intellectuel c'est l'expression d'un esprit. On ne voulait plus faire du simple corporatisme, s'occuper des adhérents pour les nourrir, les loger, procurer des places de cinéma quand ils avaient adhéré. C'était un moyen d'action, mais ce n'était qu'un moyen d'action. Ce n'était pas cela l'objectif. L'esprit nouveau était là : « constatant le caractère périmé des institutions qui régissent », c'est le début de la charte : « constatant le caractère périmé... » On voulait du nouveau, et le nouveau c'était à la fois avant la décolonisation, la défense des droits de l'homme et du citoyen qui

⁴³ Au congrès de novembre 1944 il y a eu trois étudiants « épurés » : un lyonnais, un malgache, un toulousain mais sans accusation de collaboration. Pierre Rostini présidait la commission d'épuration, dont nous ne disposons pas dans les archives de dossier.

⁴⁴ Sur Pierre Rostini et son témoignage, *Les Cahiers du Germe*, spécial n° 6, « Hommage à Pierre Rostini », 2010.

permettent aux gens autres que ceux de métropole de rejoindre les cohortes étudiantes. Et il y a surtout la fameuse phrase « à l'heure où le monde du travail et de la jeunesse jette les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'homme ». Ces mots peuvent paraître lyriques, ils étaient totalement nouveaux dans les discours étudiants. Une révolution économique et sociale au service de l'homme, là aussi bataille pour savoir s'il fallait mettre un grand H à homme ou pas. On a rediscuté de cela à Prague quand nous avons été membres du comité préparatoire de l'Union internationale des étudiants qui était une nouveauté, où l'Est et l'Ouest se retrouvaient. Il y avait ceux qui croyaient qu'il ne fallait pas mettre un H majuscule, c'était en général le courant marxiste. « Au service de l'homme », j'ai essayé d'en convaincre des membres de la délégation soviétique car il ne suffisait pas de mettre une « révolution économique et sociale ». Croyez-vous que ces termes étaient faciles à faire passer ? Pas du tout. Ils portaient un esprit nouveau.

L'amalgame et l'esprit en héritage

Cet esprit est-il hérité aujourd'hui. Je ne le sais pas. Il est dommage effectivement que l'ensemble des mouvements étudiants soit assez divisé aujourd'hui quand il y a près de 2 500 000 étudiants alors qu'il y en avait 100 000 à l'époque. Nous avons la volonté farouche qui était née de la résistance, nous savions le prix des divisions. Et là on avait posé le mythe de l'amalgame, pas l'union sacrée – cela faisait 14/18 – l'amalgame. L'amalgame, c'était les soldats de l'An II, « la Victoire en chantant nous ouvre la barrière ». Je vous dis cela de façon apparemment décousue, c'est pour cela que j'ai tenu à ce qu'on distribue les textes eux-mêmes qui reflètent un peu cela. Il y a eu un effort intellectuel considérable qui a précédé la rédaction de la charte. Cet effort il était conduit par des gens très différents d'origines. Impitoyables au-delà du lyrisme des mots sur la vérité des objectifs. Le syndicalisme c'était le refus encore une fois de se borner au corporatisme et d'y substituer une espèce de parlementarisme où chacun vient avec son propre drapeau, son langage, ses obédiences, etc.

La lettre tue, l'esprit vivifie. Quand j'entends les problèmes de divisions, de la FAGE, de l'UNEF, etc. c'est tout le problème de l'UNEF. Quand je suis arrivé à Lyon il y avait une association indépendante qui subsistait depuis des années. La division n'est pas nouvelle. Est-ce que la recherche est possible d'un esprit nouveau. Qu'on dise syndical ou pas, moi ce que je sais c'est que quand la question s'est posée de mon invitation au congrès de la FAGE j'ai consulté si je puis dire l'esprit de Grenoble. « Esprit es-tu là ? ». Pour moi j'ai dit oui, j'irai mais à une condition que j'ai mise au président de la FAGE, c'est que vous viendrez avec votre congrès Place Bellecour au lieu où est tombé Gilbert Dru, et vous verrez l'esprit de la charte de Grenoble. Le congrès y est allé, de même que le congrès de l'UNEF qui avait eu lieu à Lyon auparavant y était allé⁴⁵. L'esprit souffle où il peut. Peut-être que le mot héritier est ambigu. Le mot civique, à l'heure actuelle on le remplace par citoyen, est mis à toutes les sauces. Il n'en reste pas moins qu'il y a un esprit civique qui va au-delà de ce qui s'appelle le privé ou le public. Et me semble-t-il dans l'esprit issu de Grenoble il y a cette volonté de trouver les points où spirituellement, je ne crains pas le mot, l'état d'esprit, on pourrait refaire quelque chose de commun. Même en gardant les structures existantes provisoirement, mais comment faire admettre au grand public – même si les étudiants sont nombreux – que le nombre des citoyens qui font fonctionner la démocratie est plus grand que le nombre d'étudiants. Comment faire admettre qu'il puisse y avoir des structures différentes mais qu'il y a un esprit commun. Peut-être l'exemple de Grenoble peut vous servir. Vous savez les premières réunions au sortir de la guerre, l'UPOE, les gens – dont certains dans le maquis s'étaient disputés les armes qui tombaient du ciel avec les parachutages - les divisions étaient extrêmement profondes. L'UNEF pendant la guerre, elle n'a pas collaboré⁴⁶, ce n'est d'ailleurs pas ça qu'on lui reprochait, mais de ne pas avoir été présente dans la bataille civique essentielle qui était autre chose que le combat contre l'Allemagne, contre le nazisme, contre le totalitarisme. Or c'était possible ça. On peut retrouver l'esprit commun, et un esprit qui passe par-delà les individus, par-delà les structures. Nous avons quelque chose de commun, que l'on a retrouvé dans un esprit commun, un esprit civique qui fait que la charte existe et vous pouvez en parler aussi bien que moi, peut-être mieux, en tous cas de forme plus actualisée. Cela n'a pas été évident au départ, chacun avait

⁴⁵ L'Unef y a tenu son congrès en 2003 et la Fage en 2013.

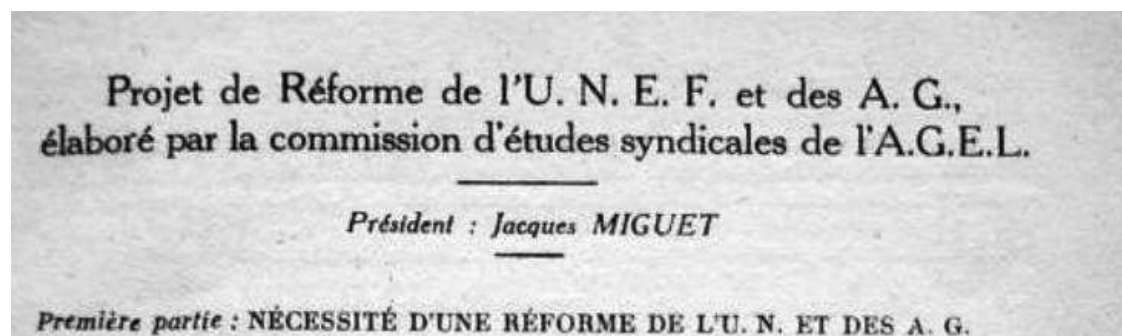
⁴⁶ Dossier « L'UNEF, les étudiants pendant la guerre de 1939-1945 et sous l'occupation: attentismes, collaborations et résistances ». Cahiers du Germe n° 25, 2005.

son langage, ses mots. Les mots trahissent souvent, unissent parfois. Le « miracle » de Grenoble a été d'arriver à un texte simple qui finalement n'a pas été démenti et qui a servi de point de repère à travers les diverses scissions qu'a connu l'UNEF et le mouvement étudiant comme un point de combat ; l'esprit a facilité les rassemblements, pas l'union sacrée mais les amalgames.

Ce n'est pas commode vous le savez de parler d'un esprit. La charte de Grenoble, beaucoup plus que des mots, c'est un esprit, c'est un esprit au sortir d'une guerre terrible qui a divisé le pays à un point extraordinaire. J'ai vécu la fin de deux républiques. Or l'esprit de la charte c'est l'esprit de la république tout court, de la première, celle de l'An II, celle que l'on publie, celle que l'on proclame le jour où on apprend la victoire de Valmy. La république c'est tout d'abord un esprit, la *res publica*. Le privé, quel qu'il soit de quelle qu'obédience qu'il se réclame n'est que le privé. La République elle est publique. Les droits de l'Homme ne sont pas que les droits de l'Homme, ce sont les droits de l'Homme ET du Citoyen, comme à l'origine, il est temps de s'en souvenir. Cela permet de voir autrement beaucoup de questions

Vive l'esprit de la charte ! Car c'était notre esprit civique à tous par-delà les structures.

ANNEXES



« Ce n'est pas la première fois que se pose le problème de la réforme des associations d'étudiants. Déjà, avant la guerre, au cours des congrès nationaux annuels de l'UN, des discussions nombreuses s'étaient élevées, relativement à la réforme de nos statuts. Les circonstances empêchèrent ces discussions d'aboutir.

Cependant, l'organisation actuelle de l'UN, qui date d'une quarantaine d'années, ne paraît plus exactement adaptée aux nécessités présentes. A ses débuts, l'UN, simple fédération des associations générales, avait pour mission et pour but de procurer des avantages multiples aux adhérents de ces associations. Mais l'UN sortit rapidement de ce cadre d'action réduit et entreprit de défendre les intérêts de tous les étudiants, *adhérant ou non à nos associations*.

AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS, L'UN ET LES AG PRETENDENT ETRE LE SEUL GRAND ORGANISME SYNDICAL CAPABLE DE REPRESENTER LES INTERETS DE TOUS LES ETUDIANTS.

nous avons gardé à peu près la même proportion d'étudiants. C'est un premier défaut. 2. On reconnaît certes que nous avons obtenu un

Cette légitime et nécessaire prétention fut contrebattue, au lendemain de la Libération, par les critiques nombreuses que nous adressèrent, aussi bien des étudiants isolés que de puissantes organisations étudiantes, confessionnelles ou politiques. Ces critiques correspondaient certainement à des défauts évidents et elles trouvèrent même crédit auprès d'un certain nombre de nos adhérents qui n'avaient oublié ni les années d'occupation, ni les leçons qu'on en pouvait tirer.

Nous allons examiner ici quelles sont ces critiques, et quels enseignements nous devons en tirer en vue d'une réforme qui fera de nous, aux yeux de tous, le grand organisme syndical que nous avons toujours prétendu être. »

[...] Ici, le texte est cité par Villequiez, qui préside la commission au congrès de Grenoble.

1. Que le nombre de nos adhérents ne se soit pas accru en fonction de notre importance. Nous avons eu un certain nombre de réalisations ? Nous avons été étudiants et cependant

certain nombre de réalisations dont la plus belle est le Sanatorium, ainsi que toutes les réalisations qui ont été faites dans l'intérêt de

nos adhérents et non pas dans l'intérêt de tous les étudiants en général, bien que chaque fois nous nous présentions en représentant les étudiants, nous nous sommes toujours efforcés de présenter le point de vue général plutôt que le particulier. On nous reproche d'avoir vu davantage le point de vue de nos étudiants.

3. Le manque de sérieux. On voit l'Union nationale comme un repaire des derniers bambocheurs. C'est un défaut, nous l'enregistrons.

4. On ne se prive pas de dire que ces derniers bambocheurs veulent représenter les étudiants et faire des étudiants une caste à l'intérieur de la Nation, qui aurait très peu de rapports avec l'ensemble de la population française, surtout dans l'évolution actuelle des choses. C'est un reproche qu'on nous a fait après la Libération.

Enfin, un autre inconvénient à signaler : c'est que notre caractère apolitique et areligieux nous laissait, surtout sur le plan politique, dans une certaine situation. On nous a reproché de n'avoir pas su devenir le foyer de la résistante étudiante au nazisme, qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur.

Ces critiques sont graves, et l'histoire récente de nos associations, pour un observateur impartial, ne peut les éluder complètement. Mais il y a plus grave encore : au lendemain de la Libération, ces objections étayèrent les manœuvres tentées par certains grands organismes étudiants, auprès du ministère de l'Education nationale, pour faire aboutir le projet de « bureaux de facultés ». Ce projet demandait l'installation d'une représentation étudiante élue, sur le plan national comme sur le plan local. Cela équivalait à signer l'arrêt de mort de l'UN et à condamner les associations générales à n'être plus que de joyeuses amicales d'anachroniques paillards.

Fort heureusement l'UN, grâce à de nombreux appuis ministériels, put faire échec à cette manœuvre sur le plan national, en demandant que ces représentations étudiantes élues ne fussent établies que sur le plan local, dans les villes universitaires. A la rentrée d'octobre, pour la première fois, ont eu lieu des élections auxquelles devaient participer tous les étudiants. Une leçon élémentaire peut être tirée de cette

expérience : les délégués étudiants ainsi élus firent double emploi avec les représentants des AG que les recteurs avaient pris l'habitude de consulter. Leur existence ne peut que limiter notre aspiration à demeurer le seul organisme syndical, habilité à représenter, partout où le besoin s'en fait sentir, tous les étudiants. En somme, un grave danger menace encore l'existence de nos AG.

Nous pensons que chacun voit mieux, maintenant, la nécessité qu'il y avait à rappeler les sérieuses critiques qui nous ont été adressées de toutes parts. Cet essai d'approcher la situation exacte qui nous est faite dans le monde étudiant montre quelles voies sont ouvertes à nos associations. En définitive l'UN et les AG se trouvent devant le dilemme suivant :

- ou bien ne tenir aucun compte des objections qui leur sont adressées, continuer leur politique conservatrice, et accepter ainsi que demain, se reproduisent et aboutissent, avec les mêmes arguments, des manœuvres aussi dangereuses pour nous.

- ou bien examiner, avec bonne foi, quels défauts internes se trouvent dénoncés par ces critiques ? et en utilisant les potentialités révolutionnaires qu'elles peuvent contenir, faire aboutir enfin, la réforme de l'UNEF.

A cette condition seulement, un pas immense sera accompli vers la réalisation d'une communauté étudiante nouvelle, en faisant de l'UN et des AG le grand syndicat étudiant seul capable de le promouvoir.

2^{ème} partie : esquisse d'une réforme de l'UN et des AG

Toute réforme de l'UN a sa source dans la réforme des AG. Cette réforme doit être à la fois *doctrinale* et *institutionnelle*. Elle doit viser surtout :

- à accroître la fonction représentative et syndicale de l'UN et des AG
- à réaliser une économie des forces sur le plan social et culturel.

[...] suit le texte de la charte

Texte lu par Paul Bouchet au congrès de Nice de 1948 devant le ministre⁴⁷

« l'Union nationale des étudiants de France a précisé la condition de tous les syndicats étudiants lorsqu'au cours de son congrès de Pâques 46 à Grenoble elle a défini dans sa charte de l'étudiant les droits et devoirs des étudiants en tant que jeunes, en tant que travailleurs, en tant qu'intellectuels. [...] *suit la lecture des articles de la charte...*] L'Union nationale des étudiants s'est efforcée de respecter les principes qu'elle avait ainsi posés et c'est ainsi qu'elle

⁴⁷ Fonds UNEF, BDIC, 4° delta 1159 (1948).

a été amenée à demander l'extension eux étudiants du bénéfice de la sécurité sociale, à réclamer que le taux des bourses soit aligné au moins sur le minimum vital légal, que l'on suive une politique tendant à la suppression des droits universitaires, et qu'on laisse enfin à l'étudiant une place toujours plus large dans le contrôle de la gestion de toutes les activités sociales entreprises en sa faveur. C'est ainsi qu'au sein de l'Union internationale des étudiants nous avons cru bon de dénoncer toute atteinte au libre exercice de la libre expression de la pensée, en quelque pays que ce soit.

Certes ce ne sont là que quelques exemples d'une activité que l'époque troublée que nous vivons rend particulièrement difficile ; mais au moment où tant de personnages universitaires se moquent éperdument des conditions de vie matérielles de l'Étudiant et doutent – au nom de quoi ? – de la maturité d'esprit de ceux qu'ils devraient contribuer à former, il était nécessaire que les étudiants s'unissent pour revendiquer leurs droits, et donner, le cas échéant, leur façon de voir sur le plan international, des grands problèmes qui actuellement conditionnent l'avenir de la Paix. Nous espérons de la sorte, traduire notre désir d'avoir les pieds sur terre, de les y avoir solidement, en sorte que, reconnaissant la primauté du spirituel, nous n'encourons pas le risque d'être considérés comme de vils matérialistes, tout en restant pourtant à respectueuse distance d'une université tardigrade, aux préoccupations d'un autre âge et aux préjugés qui dénotent qu'elle a dépassé depuis longtemps l'âge mur ».

LE CONGRÈS ET L'UNION FRANÇAISE

L'un des buts essentiels du Congrès annuel de l'U.N. est de mettre les dirigeants du monde étudiant au courant de tous les problèmes qui concernent notre Enseignement Supérieur.

L'importance des discussions échangées cette année au sein de la Commission des Affaires coloniales a été telle que les délégués ont accepté d'entendre, en Assemblée générale, un étudiant musulman et ont décidé que l'un des vice-présidents du bureau serait spécialement chargé des questions coloniales.

À côté de nos camarades des territoires d'Outre-Mer étudiant en France et régulièrement mandatés par différentes A.G., le Président de l'Association des Étudiants musulmans d'Afrique du Nord était venu à titre d'observateur pour poser très franchement le problème ; il n'eut d'ailleurs aucun mal à nous convaincre des déficiences de notre documentation en matière d'enseignement colonial, et tout le monde fut d'accord pour que des contacts permanents soient établis qui puissent prélever à une entente plus étroite.

Bien que certains points de détail aient été parfois contestés, nous rapporterons ici, en toute objectivité, les propos qui ont été tenus à Grenoble, soit qu'ils fassent comprendre la mentalité des intellectuels de l'Union Française, soit qu'ils provoquent, de la part des autorités responsables, une mise au point précise et des décisions rapides.

Les critiques qui ont été faites à l'Enseignement en Afrique du Nord atteignent à la fois l'étendue et la qualité de la mission éducatrice de la France. En effet, d'une part les écoles primaires et secondaires sont très insuffisamment développées (30.000 scolarisés au Maroc pour une population de plus de 6 millions d'habitants), et, d'autre part, les lois en vigueur ne tiennent pas assez compte de la culture locale les éducateurs les appliquent souvent dans un esprit qui n'est pas fait pour épanouir les qualités propres du caractère et de la psychologie arabe. Quant aux écoles libres musulmanes, elles seraient si peu favorisées qu'elles ne jouiraient pas même des libertés accordées aux écoles libres

de la métropole. Il ne saurait d'ailleurs être question pour un algérien, un marocain ou un tunisien de juger l'enseignement musulman comme un enseignement confessionnel, au sens où l'on entend ce mot en France.

Ainsi s'expliquerait le nombre dérisoire des bacheliers indigènes et le fait que l'administration française recrute surtout parmi eux des secrétaires et des traducteurs. Car la situation de l'Enseignement Supérieur n'est pas davantage brillante, puisque une seule Université existe à Alger, avec toutefois quelques écoles spécialisées au Maroc et en Tunisie. Pour se faire une idée des résultats obtenus dans le protectorat marocain, par exemple, il faut se rappeler qu'il n'y a eu depuis 1912 que 3 médecins, 4 avocats et une douzaine d'ingénieurs indigènes.

Comment pallier à cette carence, suivant les étudiants nord-africains du Congrès ? D'abord, en rendant l'Enseignement primaire gratuit et obligatoire en Afrique du Nord, puis en accroissant le nombre des bourses d'études dont le montant devrait être le même pour tous les étudiants, quelle que soit leur origine ; enfin, en réorganisant l'Université d'Alger. Il apparaît que trop souvent les professeurs nommés en Afrique du Nord s'arrangent pour rester en France ou retardent le plus possible leur entrée en fonctions. Ce qui complique encore cette situation, c'est qu'un professeur n'a le droit d'enseigner que s'il obtient l'assentiment du Gouvernement général.

On voit que tout cela mériterait d'être développé, mais tel est l'essentiel des desiderata qui ont été formulés au cours de différentes séances du Congrès par des représentants qui prétendaient refléter non seulement l'opinion des territoires africains, mais de toute la France d'Outre-Mer.

Il s'agit maintenant de décider les pouvoirs publics à faire une enquête et à réaliser des réformes. La liberté avec laquelle nos camarades ont pu s'exprimer, l'intérêt que tout le Congrès a montré à ce sujet sont déjà un succès à l'actif de l'U.N.

F. L.

DOSSIER ARCHIVES ET MEMOIRES ETUDIANTES

Présentation. Jean-Philippe Legois

Les Saints de Paille, chronique des années militantes. Eléments pour une histoire du maoïsme rémois.

Francis Kутten



Chapitres

0 - Changement d'adresse

1 - M'est advenu

2 - Nul Ptyx

3 - La tentation spontex

4 - L'ouvrier notre seigneur!

5 - La petite ville d'A

6 - Le chemin vers

7 - Trois fontaines en Afrique

8 - Le jour où la pluie viendra

« Sauvegarder la mémoire des citoyennetés étudiantes et universitaires: quelles sélections et quels accès pour quels usages ». Ioanna Kasapi

« De la misère (archivistique) en milieu étudiant... et de quelques moyens pour y remédier ». Jean-Philippe Legois.

Présentation

Jean-Philippe Legois

Archives et mémoires étudiantes

Depuis 2004, la Cité des mémoires étudiantes (et sa mission de préfiguration) œuvre à la sauvegarde et à la valorisation des ressources documentaires et des archives des engagements étudiants quel que soit leur support (papier, audiovisuel, numérique...) ou leur type de producteur (structures, mobilisations, militants...). Dans ce dossier, nous reviendrons sur l'articulation avec les archives des institutions universitaires et sur la démarche générale de la Cité, mais, en préambule, revenons un peu plus sur le témoignage écrit que nous propose Francis Kутten sur ses « années militantes » au cœur des « années 68 » à Reims. C'est l'occasion de situer ce témoignage parmi d'autres types de témoignages et de re-situer la place des archives orales dans l'histoire des « années 68 » qui « reste encore à faire ».

Témoignages et archives orales

Dès ses premiers pas, dès même sa préfiguration rémoise (ex-Mission CAARME), la Cité des mémoires étudiantes a complété son travail de collecte et traitement de fonds d'archives par la collecte de témoignages oraux. Une campagne permanente a été construite avec le réseau du GERME (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants) dans le cadre d'une prosopographie estudiantine (articulée, mais non réduite au "Maitron"), mais cette campagne permanente s'est aussi articulée et s'articule toujours à des campagnes ponctuelles liées à des projets spécifiques, comme nos expositions itinérantes sur "Cent ans de santé étudiante", "Mouvements étudiants et guerre d'Algérie" ou "150 ans d'engagements étudiants à l'international", mais aussi comme des démarches de valorisation des mémoires étudiantes de telle ou telle région.

La mise en archives de ces témoignages oraux les distingue de tout témoignage, écrit ou oral (sonore ou vidéo), mis en récit par la/le témoin lui/elle-même. Le style et les commentaires de chacun.e lui sont propres et marquent de leur empreinte ces Mémoires militants, alors que notre collecte de témoignages oraux se fonde sur la démarche du parcours de vie, même si la phase étudiante de chaque individu est plus développée ; les éventuelles relances des « enquêteurs »/ « collecteurs » scrutent les faits ou les ambiances.

Chaque témoignage fait l'objet d'un traitement documentaire et multimédia pour être mis en ligne. Ici, le témoignage écrit de Francis Kутten a ajouté une autre dimension, celle de la pseudonymisation (pour une meilleure compréhension, révélons juste que le GPLR est en fait l'UCF-ml – Union des communistes de France – marxistes-léninistes et Alban Bayoux ... Alain Badiou). Et, en plus de celui de Francis, nous avons aussi recueilli le témoignage oral de son épouse, Christiane Kутten, tout en oeuvrant à la collecte d'autres témoignages complémentaires.

Archives orales et « années 1968 »

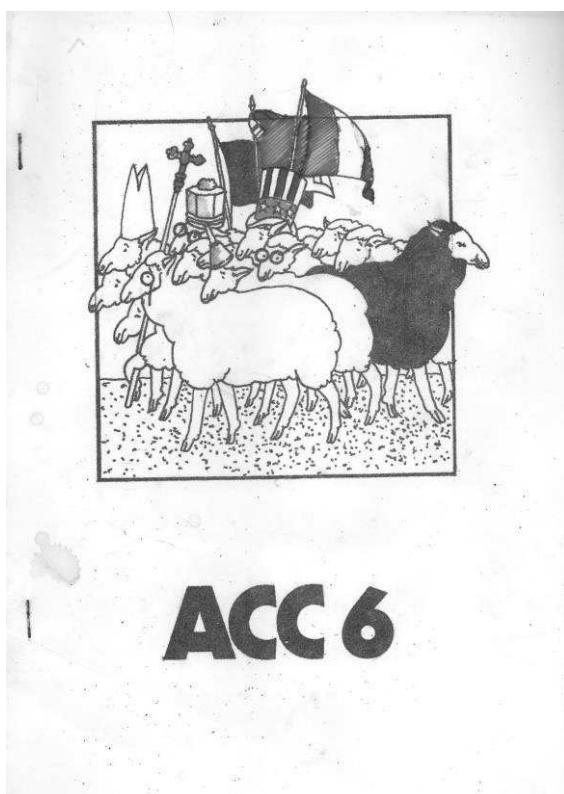
Ces collectes complémentaires pourront nourrir une campagne spécifique pour les 50 ans de mai 68 et de ce que la communauté historique a appelé, en France, les « années 68 », temps moyen entourant le « moment 68 ». Jusqu'à présent, la Cité ne menait qu'une campagne permanente, ne reposant que sur ses moyens associatifs, et des campagnes ponctuelles, elles financées dans le cadre de projets englobant cette collecte d'archives orales, mais ne s'y réduisant pas... Une recherche doctorale (Université d'Angers/ CERHIO) menée au sein de l'équipe de la Cité accompagnera cette campagne spécifique.

Sur ces « années 1968 » étudiantes, déjà riches en témoignages, Mémoires, voire en campagnes de collecte d'archives orales, nous viserons à réduire les biais culturels, disciplinaires, géographiques, idéologiques ou de genre dans le "choix" des témoins et nous inspirerons d'autres expériences, notamment internationales, notamment dans le cadre du séminaire co-organisé par la Cité et le GERME avec le Centre d'histoire de Sciences-Po.

Changement d'adresse

(Avertissement de l'auteur)

En 1976, j'entrepris de raconter l'histoire de la naissance à Reims d'un embryon de parti, d'une organisation qui se voulait révolutionnaire issue du mouvement de 68. Ce qui aujourd'hui presque quarante années après pourrait relever de la nostalgie, tenait alors plus de la rage rentrée d'un « enragé » comme les médias nous désignaient en 68. Six ans après « la parenthèse enchantée » comme disent maintenant les nostalgiques, je m'aperçois que même si rien n'est plus comme avant, la révolution, elle, n'a pas vraiment changé entre les mains de ceux qui prétendent la faire. Voilà donc comment j'avertissais le lecteur :



Revue A contre-courant, n°6, 1976 (don Francis Kутten)
Illustration Denis Ducrocq

« Je, Le Khu To Révisen (c'est ce surnom qui m'était attribué par mon détracteur ultra gauchiste d'alors, un jeu de lettres sur mon nom assorti du qualificatif infamant d'alors : réviso, soit révisionniste) vais vous raconter une histoire vraie ou presque. Vous pourriez me demander ce qui m'autorise à livrer sentiments et analyses sur une histoire qui ne m'appartient pas plus qu'à d'autres et dont je ne suis qu'un des protagonistes et de surcroît pas des plus glorieux. Pis encore je n'en connais même pas la fin.

J'ai appris en 68 que l'expression n'est pas un droit mais un acte, voilà pour ce qui est de la permission. Autre question pertinente que vous ne manquerez pas de poser : d'où ça parle ?

Reclus dans l'un des coins les plus honteux de l'administration du capital ; tantôt bureaucrate /fonctionnaire, tantôt cureton/humaniste, je vis comme vous de l'extorsion de la plus-value de ceux qui la produisent.

Hier étudiant, dit gauchiste – issu de mai 68 – militant organisé – maoïste, ayant eu à quelques moments des positions de pouvoir

dans « l'organisation » sans jamais avoir été nommé dirigeant, oppositionnel de Gauche, puis de Droite, opportuniste du Centre.

L'histoire que j'entreprends de raconter s'intéresse donc à ces moments que j'ai été amené à connaître.

Ce que je plaide, ce n'est ni mon innocence, ni ma culpabilité. Ce que je reproche à ceux que je ne ménagerai pas, c'est de m'avoir fait vivre une ou deux années d'absurdité et de crétinisme convaincu, sinon convainquant. Ce que je ne pardonne pas, c'est d'avoir, au nom de la révolution, lutter contre la révolution ; de s'être servi du drapeau rouge comme d'eau bénite pour exorciser les diables petits bourgeois supposés en nous, alors que ces diabolotins entretenaient tout de même, petit bourgeoisement peut-être, la flamme de la révolte.

J'accuse et je m'accuse d'avoir par le biais du marxisme et du gauchisme endormi ma révolte.

Je voue aux gémonies les docteurs en sciences révolutionnaires, coupables comme moi, d'avoir tordu le cou aux sentiments révolutionnaires.

J'exorte Machiavel à sortir des lieux de l'organisation de la révolution, qu'il sorte ou qu'il crève avec ses adeptes dirigeants avides de gloire et de pouvoir ou de son illusion, fabricants de

querelles d'orthodoxie, grands pourvoyeurs fantasmagoriques de mes couilles en vitrine face à la foule.

Debout, prolétaires ! Venez les voir vos dirigeants par intérim, ils vous montrent la voie !

Tiens ce tract que je te donne et dont tu te torcheras peut-être le cul, c'est ta libération, ta prise de conscience et tu ne le sais pas ! Tu vis comme un bourgeois ! Ecoute ce que je vais te dire : « Ce sont les masses qui font l'Histoire ! » Et toi qu'est-ce que tu fais ! Tu consommes ! comme un con. Mais vas, ce n'est pas de ta faute, c'est de la faute aux révisos ! Viens là camarade, vois comme nous sommes plus révolutionnaires qu'eux ! Eux, c'est comme une bite ramollie par des années de fornications avec la bourgeoisie. Nous, c'est la force bandante, encore juvénile mais prête à foutre.

Tu choisis quoi ? - De te faire enculer ? De toute façon c'est nous qui mettons ! Le sens de l'Histoire est avec nous.

MOI JE pense qu'il n'y a pas de sens individuel. Mais vous n'écraserez pas éternellement la vie. 68 vous a prévenu. Vous avez, vous bourgeois ordinaires, vous révisionnistes, vous gauchistes, détourné l'élan de révolte vitale vers vos doucereuses conneries scientifiques.

J'en appelle à l'utopie, à la fraternité, à l'égalité et peut-être même à la liberté.

Vous gauchistes, vous voyez des réacs, des flics et des indics partout !

Attendez-la, votre crise économique ! Priez pour la guerre mondiale ! Appelez de vos vœux le chômage ! Creusez vos souterrains ! Stockez votre essence ! Elle finira bien par s'écrouler cette saloperie de métropole impérialiste. Alors, vous sortirez de l'ombre avec vos pétoires et prendrez le pouvoir ; là sur un beau tas de ruines traîne le pouvoir. Vous l'avez ! Et maintenant ?

C'est pas ça, hein Une seule solution : la révolution ! Et maintenant, alors quoi ? Qu'est-ce que vous proposez ?

De produire plus, de travailler dur ? De s'organiser en cellules de quartier, d'usine ? Pour partager et distribuer autrement DAS pouvoir ? Mais pour aller où ?

Nous brûlerons toutes les voitures, sous les pavés : la plage ; c'est pas ça non plus ?

Je ne vous reproche pas de ne pas savoir ce que vous voulez, mais d'être le parti pour la construction d'une France socialiste dont vous ne savez qu'une chose, c'est que vous y serez pour quelque chose, en bonne place aux présidiiums...

Je vous revois déjà. Il ne vous manquerait plus que le succès réel ! Vous jouissez déjà tant dans la fantasmagorie décuplée par les échetiers diligents. Et si les soi-disant journalistes aujourd'hui sont trop bourgeois pour vous accorder la place qui vous est due, vous ferez le travail vous-même ! Ecrire pour soi, entre soi, quelle félicité !

Quand je pense aujourd'hui aux piètres rescapés que nous sommes, car il faut bien le reconnaître, cela a rarement dépassé le jeu, je sais d'ailleurs, beaucoup y ont laissé des plumes, quelques uns la tête et pour certains la vie... Aux heures où je me laisse aller à croire que quelque chose d'autre était possible, je me pense comme un salaud, n'aurais-je pas dû dire quand il était encore temps : « NON » !

Non, la réponse est tombée toujours par derrière avec le silence empressé des trahisons que l'on tait.

Seuls les purs résistent, car ils ne craignent ni les épreuves ni la mort pour être de bons communistes ! »

Lecteurs vous voilà avertis, de cette rage, de ces idéaux, que reste-t-il ? Indubitablement, la rage s'est transmise, le vaccin n'est guère efficace contre cette forme de la maladie. Pour ce qui est des idéaux, ils ont changé ! Qui ose encore parler de révolution sans passer, souvent à juste titre, pour un hypocrite ? De nouvelles raisons de s'engager y en aurait-il de moins mortifères ? A ceux qui comme moi, ont vécu et cru en l'avenir de l'utopie de 68, pardon de vous décrire la fin d'une illusion.

1. M'est advenu

(le temps des cerises)

Il faisait beau, c'était le printemps, c'était mai 68. J'habitais encore chez mes parents qui vivaient encore ensemble. Depuis mes 17 ans je roulais en solex⁴⁸, j'avais pu m'en acheter un avec ma première paie gagnée en travaillant chez REM, une biscuiterie. Avant d'être achetée par LU, cette entreprise avait absorbé une petite biscuiterie : DERUNGUE spécialisée dans la fabrication de biscuits roses, gâteaux très secs que les femmes trempaient dans le champagne les jours de fêtes avant que le bon goût n'eût la distinction de prohiber une telle pratique. C'est à l'occasion de cette première expérience de travail en usine que je pris conscience de la réalité de la condition ouvrière. Un sous-chef m'avait confié la tâche de nettoyer un vieux pétrisseur, un gros engin électrique, un peu comme un batteur à œufs, mais en plus gros. Je m'évertuais à ôter méticuleusement les traces de pâte durcie par des mois d'abandon, quand passa un grand chef accompagné du sous-chef, en me voyant le plus gradé de deux, dit à son subordonné : « il va pas passer sa jeunesse à nettoyer ça » Il n'eut pas un seul mot pour moi. Bien sûr je n'étais pas responsable de la tâche qui m'était dévolue, même si la réflexion laissait supposer que je n'étais pas assez vif à l'ouvrage. Tout le tort revenait à mon supérieur : un cadre doit savoir qui engueuler et quand il faut engueuler. Je fus muté au lavage des moules à biscuits roses, il fallait sortir des plaques d'un bac de soude, caustique la soude !

AGER - UNEF - AGER - UNEF - AGER - UNEF - AGER - UNEF - AGER - UNEF - AGER

- Lundi 6 Mai 1968 -

LA REPRESSION POLICIERE

qui s'abat sur les étudiants parisiens prouve l'intérêt que manifeste pour eux le pouvoir. Les mesures autoritaires sont destinées à leur faire comprendre

- Que tout mouvement d'autonomie de leur part sera étouffé ou écrasé,
- Que les libertés les plus élémentaires (libertés d'information, de réunion,...) leurs seront refusées,
- Qu'ils ne sont pas autorisés à remettre en question les méthodes et contenu de leur enseignement.
- Que leur utilité sociale se limite à la préparation de leurs examens,

MAINTENIR PAR TOUS LES MOYENS L'ORDRE ETABLI :

VOILA SA SIGNIFICATION

IL S'AGIT DONC

De dévoiler l'objectif qui inspire les réformes en cours de réalisation ou à l'étude : faire de l'Université une institution assurant les désirs de rentabilité et de sécurité du pouvoir

- de montrer le sens de nos revendications :

- Une allocation d'études pour donner aux étudiants une indépendance matérielle et morale,
- une participation des étudiants à la gestion de l'Université
- Une refonte du contenu de leurs études répondant aux besoins économiques et sociaux de notre époque
- Un statut d'adulte libre et responsable,

POUR MONTRER

Que les manifestations étudiantes ne sont pas l'objet d'une bande d'agités qui cherchent à se mettre en valeur : les milliers d'étudiants qui manifestèrent Boulevard St-Michel en sont la preuve,

L'U.N.E.F. et le SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR VOUS INVITENT A FAIRE GREVE LUNDI ET MARDI

Tract de l'AGER-UNEF, 6 mai 1968 (fonds Jacques Hussenet)

pouce récupéré suite à un accident du travail d'un de ces collègues. Voulait-il nous inciter à la prudence ou nous dire que nous avions intérêt à réussir nos études si nous n'envisagions pas de laisser aux patrons un tant soit peu de notre anatomie ? La sensiblerie n'était pas de mise dans cette assemblée virile,

Le nettoyage n'était pas la seule occupation à laquelle j'avais été affecté. N'avais-je pas été embauché pour déménager ? Moi qui n'ai jamais été bien costaud, c'est dire si à l'époque la main d'œuvre était rare. Sous la conduite d'ouvriers plus vieux, plus forts, peu enclins à l'effort, ce rude labeur me valut de connaître l'art et la manière d'échapper à la surveillance hiérarchique pour attendre l'heure de la sortie. Sous la tutelle de nos aînés nous « bullions » dans un apprentis à quelques mètres de l'avenue de Laon avant d'aller rejoindre l'entrée du personnel de l'usine pour y pointer, car il fallait faire croire que nous revenions à l'instant du site de l'usine à vider de ses machines. Peu avant de terminer notre journée, l'ouvrier un peu leader, nous avait sorti un flacon de derrière les fagots (et oui il y avait un tas de bois dans cet endroit ? A qui à quoi devait-il servir ? Toujours est-il que le titulaire en charge des quelques étudiants embauchés pour l'opération de rapatriement de matériel nous a montré ce qu'il cachait à d'improbables indiscrets : le morceau d'un

⁴⁸Solex : cyclomoteur à la mode qui avait la particularité d'avoir le moteur posé sur la roue avant.

personne ne moufta et chacun interpréta la chose à sa manière ?

Au matin du 3 mai, je me rendais à la fac pour y suivre des cours de *lettres modernes*. L'ascenseur social m'avait conduit là, moi le fils d'un manœuvre et d'une femme de ménage : « j'allais à la fac » je crois bien que mes parents ne savaient même pas à quoi correspondait cet établissement universitaire, ils me payaient des études et je ne connaîtrai pas leur sort. Ma mère prétendait que mon père s'en foutait pas mal, pourvu qu'il eût son vin à boire.

Ce jour-là un étudiant était en faction devant le 10 de la rue d'Anjou et m'assura qu'il faisait un piquet de grève, suite aux événements de Nanterre et au mot d'ordre lancé par l'UNEF national, car lui était syndiqué, chose rare voire étrange pour un étudiant, je ne savais même pas que c'était possible, et en plus il s'estimait un peu responsable pour la fac de lettres, enfin pas trop mais vu les circonstances, il fallait bien que quelqu'un s'y mette. Je lui fis doctement savoir que les syndicats n'étaient plus ce qu'ils étaient et de plus que des petits bourgeois d'étudiants n'avaient pas à se syndiquer. Ceci dit, en attendant la révolte prolétarienne pourquoi pas faire le piquet avec lui ?

Il faut vous dire qu'en 1967, en terminale philo, j'avais eu un prof... de philo bien sûr, marxiste-léniniste par chance, un certain BOREL comme les restaurants d'autoroute à la si mauvaise réputation gastronomique, restos que je ne fréquentais pas n'ayant jamais roulé sur les quelques kilomètres d'autoroutes que comptait alors la France et que les deux roues peu véloces n'étaient, n'y sont toujours pas les bienvenus et comme personne n'avait de voiture chez moi... Pour les vacances, le plus loin que je ne sois jamais allé, c'était chez ma sœur à Longwy, elle avait fait un beau mariage, elle avait épousé un ingénieur en sidérurgie.

J'étais donc révolutionnaire, les leçons de mon professeur n'avaient fait que conforter ma position de classe laquelle s'appuyait sur mon origine de classe comme aurait dit le camarade Staline. Bref j'étais né pauvre et à gauche, j'entendais y rester... à gauche. Même si, comme mes parents qui avaient voté De Gaulle en 58, j'avais eu à 16 ans mon heure gaullienne, ça n'avait pas duré, pour eux non plus, la lutte des classes ne reprend-t-elle pas toujours ses droits ?

Au cours des nombreux piquets de grève que j'eus par la suite l'honneur, le droit, le devoir de tenir, une vilaine calomnie circula sur mon compte, qui pis est, celle qui la colportait n'était autre qu'une femme de ménage de la fac, or ne serait-ce que par mes origines ancillaires, ce métier était à mettre à mon pinacle des victimes de l'oppression capitaliste voire machiste. J'appris par la suite des mots de dissidents soviétiques que dans le paradis socialiste les femmes de ménage avaient aussi une très bonne position. La dite technicienne de surface comme on ne disait pas encore faisait courir le bruit que j'avais mis le feu à des poubelles. En ces temps là, la mise à feu de poubelles n'était pas un acte courant de la révolte juvénile, cela était plutôt considéré comme une volonté délibérément destructrice quelque chose de l'ordre du sabotage, voire ramener à l'échelle individuelle un acte criminel. C'était tout à fait aux antipodes du sens de la révolte des enrégés comme on nous nommait parfois. La grève générale oui ! Les destructions massives, sournaises : non ! Les Parisiens tentèrent bien de brûler la bourse, mais c'était un symbole, s'ils avaient pu par-là nous débarrasser de la fureur spéculative, on n'en serait que mieux. Si quelques voitures avaient brûlé sur les barricades c'est que les flics les avaient incendiées avec leurs grenades et puis les barricades c'était de la légitime défense pas encore de la guérilla urbaine.

Une autre mauvaise rumeur à la source de laquelle je n'étais pas, faisait courir le bruit que cette méchante femme de ménage avait gagné ses galons de chef de la brigade de nettoyage de la fac grâce à une relation adultérine avec le doyen Cimaïse. Et alors ! La liberté sexuelle n'était-elle pas à l'ordre du jour ? N'empêche, la pipelette était pointée du doigt par les étudiants, faut dire qu'elle ne se privait pas d'en rajouter sur les phantasmes d'orgies que les événements de 68 avaient suscités dans l'université. Elle était bien la seule à en avoir vu, car à notre grand regret même lors de l'unique occupation nocturne du 10 de la rue d'Anjou : d'orgie point. Les bacchanales restaient dans les livres de latin ou de grec que je n'arrivais pas à lire.

Sujet : Pourquoi me dirais-je, apprendre du grec, du latin ?
Je ne le sais. Enfin on m'a pas besoin de cela ! Que
m'importe à moi d'être reçu ? A quoi cela sert-il
d'être reçu ? A rien m'est-ce pas ? Si pour tout dire ; on
dit qu'on m'a une place que lorsqu'on est reçu. Moi
je ne veux pas de place ; je serais rentier". Que pen-
-sez-vous de ces réflexions de Rimbaud ?

Copie d'un élève de 3^e (don Christiane Kутten)

Les programmes universitaires en vogue voulaient qu'en *lettres modernes* on fasse du latin, que les Béotiens dont j'étais, au cursus vaguement technique, se fadassent l'apprentissage des déclinaisons qui font la gloire des langues mortes et pas d'elles uniquement hélas !

Que ne laisse-t-on les morts enterrer les morts, à défaut de les manger comme il se dit aujourd'hui dans nos banlieues ?

Pour s'intéresser à la littérature fut-elle moderne, il fallait en passer par-là. Je ne résistais pas à en appeler à Rimbaud et à sa charge contre le latin, j'écrivais sur les tableaux des classes de latin et de grec la fameuse citation sur le désintérêt de cette gloire ardennaise pour l'hellénisme. Et pourtant à quelques kilomètres de Charleville on voulait nous obliger à ingurgiter du latin. Les professeurs en charge de rétablir l'orthodoxie universitaire après les turpitudes de Mai en furent tourneboulés. Grâce à leurs incertitudes sur le bien-fondé de leur tâche j'ai pu « avoir mon année » et ce en dépit de mon ignorance totale et farouche du latin. Craignaient-ils aussi, qu'en m'éliminant par une vengeance docimologique, ils ne se retrouvent héros ridicules d'une campagne d'affiches, dazibaos dans lesquels nous nous étions spécialisés afin de réveiller l'enthousiasme révolutionnaire en voie d'assoupissement au sein de la gente estudiantine ? Ce n'était pas le genre de doute existentiel qui préoccupait mon prof coco spécialiste du curé Meslier, le communisme n'était chez lui guère autre chose que la religion pour l'athée objet de ses recherches. Sa grande pédagogie le poussait à associer ses étudiants à son rude labeur qu'il entendait bien couronner par une publication. La dernière tendance scientifique en matière de recherche littéraire voulait qu'on comptât les mots. Les fréquences lexicales se voulaient garantes de la scientificité du propos. Pas encore d'ordinateur performant et portable en vue, alors des séries de bûchettes devaient s'aligner en face des mots à décompter. Tâche fastidieuse, mais une fois répartie entre un nombre suffisant d'étudiants la chose devenait tout à fait faisable. Pas difficile d'obtenir en récompense l'UV (Unité de Valeur) que ce généreux professeur donnait sans autre formalité que de se faire livrer les chiffrages réalisés.

Sa bonté ne supportait ni la contestation ni les complications, lorsque je lui ai livré une dissertation dont j'avais le secret, il me colla une très mauvaise note 1 ou 2. Insoucieux de mon avenir universitaire face à l'inéluctable retour de la révolution, le rituel exercice de la pensée scolaire était pour moi le moyen de démontrer l'imbécillité qu'il y avait à raisonner sur un sujet sans rapport avec l'urgence révolutionnaire. Face à une telle remise en cause pédagogique les profs de tradition humaniste, refusaient de noter et étaient réglementairement contraints de se fendre d'un rapport. Cette feignasse de coco lui se contentait de noter sur le nombre de fautes d'orthographe. Ce que c'est tout de même que la conscience de classe !

La répression « douce » qui tentait de s'installer à l'université dans l'immédiat après mai et avant les secousses qui l'agiteront encore durant quelques années, me fut l'occasion de connaître ma première défaite subjective. Un enseignant en ancien français, particulièrement réac, sans doute affilié à quelque officine d'extrême droite voulait rétablir l'usage de la levée des corps à l'apparition du vénérable dans sa salle de classe, en l'occurrence : lui. Bien sûr, la résistance était forte, le facho usa de la colère, de la menace et je me suis surpris à me lever. J'en garde encore le sentiment d'avoir été lâche.

Mai, Mai, Mai, les événements à Reims se vécurent certes en décalage mais néanmoins en soutien à ce qui se passait à Paris. L'UNEF local et son président, lui aussi comme Sauvageot le faisait à Paris, présidait par intérim. Es qualité il avait convoqué à un grand meeting sur la place du théâtre.

Curieux et significatif, comme sorti d'un inconscient de la lutte des classes, ce qualificatif de vice-Président / Président par intérim, était déclamé comme à plaisir par les radios et la télé (il n'y avait qu'une seule chaîne en 1968) Plaisir du vocable à rallonge pour qualifier quelqu'un qui normalement n'aurait dû avoir droit à la parole que très brièvement, le temps que le dûment mandaté reprenne ses prérogatives. Accorder autant d'importance à quelqu'un qui n'aurait pu que passer tout comme les événements c'était déjà un peu tendancieux. Sauvageot, le révolutionnaire en beau jeune homme, n'était à ses propres dires qu'un porte-parole de fortune car "*nous [étions] tous des délégués*". Les autorités politiques comme les médias étaient très contents de pouvoir dialoguer avec un représentant, si peu représentant qu'il prétendait être et influant pourtant, c'est ce que croyaient ses interlocuteurs et peut-être que lui et son fameux mentor Heurgon finirent par y croire un peu aussi. En dépit des soins et des grandes manœuvres au sein du PSU dont il était sous l'autorité de son maître, un membre éminent. Il disparut de la scène médiatico-politique, il était jeune, il était beau, c'est de son plein gré qu'il a quitté la scène une fois la pièce terminée. La jeunesse comme l'esthétique du mouvement disparurent comme lui, très vite au profit de préoccupations plus sérieuses à ce que prétendirent tous ceux qui comme nos professeurs selon les situationnistes⁴⁹ « nous faisaient vieillir » Pendant un mois les rues bruissèrent de la révolte juvénile insolente, imprévue, joyeuse, réaliste dans sa revendication de l'impossible.

Sur le balcon du grand théâtre apparu notre leader de l'UNEF vêtu d'un costume de velours rouge, ce qui lui donnait l'allure d'un héros de tragédie grecque sorti d'une pièce qui n'avait jamais été donnée dans ce lieu où les opérettes faisaient les beaux soirs culturels de la bourgeoisie rémoise. Le temps n'était pas à la contemplation mais à la lutte, même si la lutte ne pouvait pâtir d'un supplément d'émotion esthétique. Ce dirigeant n'était guère à la hauteur de son chef parisien. A Reims régnaient deux autres leaders issus de la mouvance sociale-démocrate et même aussi chrétienne.

⁴⁹ Situationnistes : mouvement politique anti-autoritaire producteur de nombreux slogans de mai 68 qui firent date.

Ces deux étudiants, qui étaient déjà bien avancés dans leurs études, avaient conduit une des plus belles manif à laquelle j'ai jamais participé et pourtant j'en ai fait des kilomètres avec slogans et banderoles. Manif nocturne avec flambeaux, peut-être que les ouvriers chargés de la régie des lumières de la ville voire peut-être même que l'EDF étaient en grève ?

(Précisons à ceux qui n'ont pas connu les grèves d'antan que quand il y avait grève, il y avait grève ! Par exemple les ouvriers d'EDF n'hésitaient pas à couper le courant plus d'électricité du tout, cela avait une autre allure que ce que l'on connaît maintenant, on pouvait encore vivre sans électricité.)

Ce jour là où plutôt cette nuit là, nous sommes descendus du Moulin de la Housse, site de la fac de sciences, nos slogans emplissaient la ville, et nous pensions effrayer les bourgeois par notre menace « tremblez bourgeois ! Cohn Bendit reviendra ! » La fraîcheur nocturne ne nous atteignait pas nous flottions dans un flux joyeux, pas effrayant du tout pour tous ceux qui n'avaient pas peur de leurs enfants sans autres armes que leur désir, leur plaisir de posséder la rue, pour une nuit, pour une vie.

Chrétiens de Gauche Socio-démocrates, anarchistes, trotskistes et maoïstes (certains sans le savoir) toute la Gauche non communiste était mobilisée. Contrairement à ce que tentera plus tard de faire croire la bande à Marchais⁵⁰, le parti communiste était hors jeu, la CGT courrait derrière le mouvement. Les étudiants communistes organisés, eux, n'eurent de cesse de tenter de liquider tout mouvement où ils réussissaient à s'insinuer pour y faire entendre leur parole certifiée conforme à l'intérêt du prolétariat, conformité elle-même labellisée par le Soviet Suprême. Parfois ils montraient un certain courage à affronter des centaines d'étudiants pour les enjoindre de rentrer chez eux de savoir arrêter une grève, sous les huées des masses qui ne voulaient pas qu'on leur serve cette soupe. A l'heure où l'on faisait la révolution, eux s'entêtaient. Lors de l'occupation nocturne de la fac de lettres rue d'Anjou n'étaient-ils pas venus ces staliniens essayer de nous faire peur en évoquant la répression qui allait s'abattre sur nous et pis encore ce seraient eux, les communistes, qui en seraient les premières victimes ?

La CGT était coutumière des grèves ouvrières qu'elles fomentaient régulièrement pour entretenir l'idée qu'une révolution communiste arriverait ... un jour. Ce syndicat de lutte des classes montait la garde sur les piquets de grève afin d'éviter tout débordement « gauchiste », piquets qu'elle n'avait pu éviter quand la jeunesse ouvrière s'était, malgré elle, jointe au mouvement. Néanmoins, il nous était difficile, à nous étudiants, de faire la jonction tant souhaitée avec le monde ouvrier.

Cependant, nous, enragés, discussions avec tout le monde. Notre seule rage était celle de convaincre, de convaincre qu'il fallait changer le monde. Devant les grands magasins Familistère situés en face du théâtre, sous le soleil ardent, nous parlions avec les cadres afin de les inciter à fermer l'établissement : ils n'étaient ni méchants, ni hostiles, ils acceptaient de discuter.



Ancien collège des jésuites, place Museux, avant d'accueillir Sciences-Po (Cliché Cité des mémoires étudiantes)

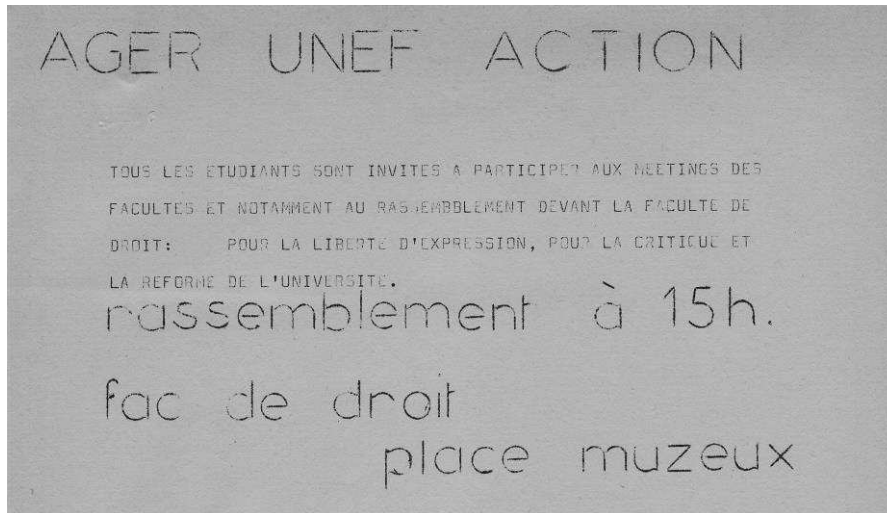
historique. C'est au lancé d'œufs que nous y sommes entrés. D'éminentes sommités tout droit sorties d'un Dalloz, péripatéticiens de rencontre faisaient passer l'indispensable sanction d'une année universitaire mal remplie en tournant avec leurs ouailles autour des tilleuls sous nos cris et quolibets.

Le mouvement prenait de l'ampleur, les facs se mettaient en grève, toutes, sauf une, celle de Droit installée provisoirement place Museux dans l'ancien hospice pour vieux, réputé jusqu'à sa nouvelle affectation comme mouvoir, lieu de toutes les déchéances humaines, l'enfer sur terre déjà accessible aux pauvres avant leur mort, à tel point qu'aux dires des gens du cru le trépas leur était une amélioration de leur condition. Cet ancien collège de Jésuites qu'avait aussi été l'édifice, n'était plus le lieu de la vieillesse ennemie mais celui de l'ennemi de classe, la réaction la plus noire y régnait sans partage et veillait à ce que l'insurrection ne franchisse pas le portail

⁵⁰ Georges Marchais secrétaire général du PCF, Parti communiste français.

Saura-t-on un jour si quelque juge en bois dur a dû sa charge à cet exceptionnel examen ? Y aura-t-il forgé sa conscience à la nécessité de combattre le laxisme sans faiblesse ?

La fac de Droit était aussi la base arrière des étudiants fascistes, un peu comme à Paris Assas, c'est là, à l'ombre des sections spéciales qu'ils se reproduisaient. Des étudiants de gauche très minoritaires étaient nos alliés dans la place, mais leur situation n'était pas facile et leurs opinions proches de la clandestinité. Les Assemblées Générales (AG) n'y étaient guère de mise, cependant quelques-unes, concessions à l'air du temps, votaient régulièrement la fin de la grève, elles finirent bien par être exaucées.



Tract de l'AGER-UNEF pour appeler à un rassemblement devant la faculté de droit, place Museux (Coll. privée)

Nous tenions la rue, battions le pavé. A propos de pavés, il n'y avait pas à Reims de « pavé à flic » de ces pavés qui tenaient dans la main, les plus connaisseurs d'entre nous en signalaient du côté de la place royale. Partout ailleurs quand les chaussées étaient pavées, l'unité était de taille à faire renoncer au lancé les plus sportifs des étudiants. Le flic se

faisait rare aussi, notre stratégie consistait à les faire venir à Reims pour dégager Paris de la pression des forces de l'ordre ou du désordre. Qui savait encore qui provoquait qui, où était la légitimité du peuple ? Nul n'était besoin d'interroger les professeurs de Droit sur ce point. Nos manifs trop tranquilles ne les attiraient guère, mais les stratèges pensaient que des garnisons de CRS devaient bien être bloquées quelque part dans les environs au cas où le capital serait menacé et que ces compagnies n'étaient donc pas à Paris.

Symboliquement, nous avions déterré un pavé, un seul, rue d'Anjou, sous le pavé il y avait bien la plage, nos amis situationnistes ne mentaient pas, encore un effort d'imagination et un fameux trois mats ferait escale au pied de la cathédrale qui était à portée de lance-pierres de notre petite institution universitaire dont l'imagerie nous portait à croire qu'elle était née au moyen âge.

Quant aux barricades, car pourrait-on évoquer mai 68 sans faire allusion aux barricades, héritage de nos glorieux ancêtres révolutionnaires... Si nous voulions figurer dans la galerie des portraits de révolution il fallait bien une barricade. Il y en eut une, presque, une tentative j'en suis témoin ! Las l'expertise manqua aux anars de service ce jour là, c'est dans la rue Liebergier que la tentative d'édification fut faite sous le regard mal-veillant de notre Dame qui pourtant en avait vu d'autres. Cette rue est si large qu'à son apogée le barrage n'atteignit jamais dix centimètres. Y eut-il seulement quelques grenades lacrymogènes pour pleurer sa déposition voire un peu de feu pour la beauté du geste, je n'en jurerai pas !

A propos de Cohn-Bendit, le plus fameux des leaders étudiants de 68, le pouvoir gaulliste n'avait rien trouvé de mieux que de l'extrader vers l'Allemagne au prétexte qu'il était aussi allemand. La vedette du petit écran qu'était alors Marchais, fut invitée à s'exprimer sur cet acte d'autorité gouvernementale. Au lieu de condamner cet acte de répression comme il l'eut fait pour n'importe quelle garde à vue d'un militant du PC, il se montra fort compréhensif à l'égard d'un gouvernement qui chassait un agitateur « juif allemand » Ces qualificatifs dont on niera souvent qu'il les ait employés, suscita une réaction « populaire » qui l'éloigna encore un peu plus du peuple dont il prétendit toujours défendre les intérêts. L'émotion fut si vive que non content de manifester contre l'extradition, nous avons défilé en arborant faute d'étoile juive, un petit carton sur lequel nous avons écrit « juif allemand » Je m'interroge encore sur la raison pour laquelle quelqu'un qui se prétendait ancien déporté m'apostropha en fin de manif, n'appréciant pas ce soutien à un étudiant visiblement victime d'antisémitisme de la part d'un député de la République. Bien sûr la situation n'était pas celle des années 40, les CRS n'étaient pas des SS non plus. Ne compare-t-on jamais que des choses différentes ?

2 Nul Ptyx

S'il y a des héros dans cette histoire, cela est moins le fait des exploits réalisés que de ceux qui furent projetés.

Des exploits, il y en eut quelques-uns, rarement suffisants pour que leur retentissement n'éblouisse d'une gloire prolétarienne inaliénable leurs initiateurs, comme leurs protagonistes.

Puisqu'il faut parler de héros pour qu'une épopée trouve sa place, parlons-en ! A tout seigneur tout honneur, commençons donc par le plus grand, grand aussi bien par la taille que par le talent et même par la haute fonction hiérarchique qu'il s'était attribué au sein de l'organisation qu'il avait créée et qu'il concevait comme l'embryon du futur authentique parti de la classe ouvrière. Personne au reste n'aurait songé à lui contester son rang.

Étonnerai-je quelqu'un en révélant que je fis la connaissance d'Alban Bayoux sur les bancs de la faculté des lettres de Reims ? Fût-il jamais la mienne ?



Extraits de l'affiche de cours du CLU de Reims, 1966-1967 (Cliché Cité des mémoires étudiantes)

SECTION D'HISTOIRE		
1 - HISTOIRE		
COURS :		
MARDI de 9 à 10 H.	M. CRUBELLIER, Maître-assistant	La société française au XVIII ^e siècle
MERCREDI de 10 à 11 H.	M. CLAUSE, Maître-assistant	La Grande-Bretagne et l'Empire britannique de 1763 à 1801
JEUDI de 15 à 16 H.	Mme KRIEGEL, Maître de Conférences	La France au XX ^e siècle
VENDREDI de 15 à 16 H.	M. DEVEZE, Professeur	L'Espagne, le Portugal et leurs empires du XVI ^e au XVIII ^e siècle
17 à 18 H.	M. BADIOU, Assistant	De Bergson à Sartre
TRAVAUX DIRIGÉS :		
MARDI de 8 à 9 H.	M. CRUBELLIER	Histoire moderne, groupe 1
10 à 11 H.	M. CRUBELLIER	Histoire moderne, groupe 2
14 à 15 H.	M. BURGUIÈRE, Assistant	Histoire contemporaine, groupe 1
15 à 16 H.	M. BURGUIÈRE	Histoire contemporaine, groupe 2
MERCREDI de 8 à 9 H.	M. BURGUIÈRE	Histoire moderne, groupe 1
9 à 10 H.	M. BURGUIÈRE	Histoire moderne, groupe 2
14 à 15 H.	M. CLAUSE	Histoire contemporaine, groupe 1
JEUDI de 10 à 11 H.	M. CLAUSE	Histoire contemporaine, groupe 2
2 - GÉOGRAPHIE		

En novembre 1967, il parlait alors de l'histoire des sciences devant quelques étudiants qui n'avaient à satisfaire à aucune des contraintes universitaires productrices de diplômes. Ils l'écoutaient par goût du savoir, sans doute est-ce que j'évoque là quelque archaïsme d'un temps où l'utilité en termes de débouchés professionnels n'était pas le souci majeur de l'institution. Il passionnait son auditoire par un cours bien construit qui fleurait bon la science et la philosophie dans une alliance à la mode dans les milieux intellectuels parisiens. En tout cas cette mode n'était pas de mise dans notre province. Les cours obligatoires des sommités provinciales sentaient tellement le rance qu'il nous fallait bien du courage pour supporter les vieilles

barbes littéropathes nous sortir leur admiration sans borne pour les ineffables auteurs de leur programme. Ces raseurs nous expliquaient le génie par quelque chose de l'ordre de l'inspiration divine voire du don littéraire, là où nous attendions une description « scientifique » des mécaniques de la création.

Alban Bayoux inscrivait la littérature au rang des sciences humaines, assignant l'inspiration à son contexte social et le style à l'héritage culturel, le tout assaisonné d'effets oratoires calculés et appréciés à leur juste valeur. Il avait une voix remarquable et nous étions quelques-uns de ses admirateurs à essayer de l'imiter en déclamant dans une tentative qui se voulait tout aussi péremptoire que sa prestation, le sonnet en *ix et en or* de Mallarmé. Il démontait la mécanique poétique de ce chef d'œuvre avec une intelligence qui laissait à penser que l'auteur n'avait pas compris lui-même sa propre production. L'hermétisme rimbaldien nous avait lui aussi livré ses secrets cybernétiques grâce à Bayoux qui devait nous livrer Lautréamont, quand Mai 68 interrompit le ronron universitaire.

Le « *rouquin sublime* » (il était roux et portait souvent des sandales sans chaussette) inspira la gauche professorale de l'époque. Il conseilla utilement les gens de son parti d'alors, le PSU. Il ne fut pas pour autant un des grands leaders des événements. Ces rôles furent tenus par des étudiants qui avaient certainement plus à voir avec l'époque antérieure, qu'avec celle à venir. Lorsque le flot impétueux de la révolte se retira, le reflux reprit avec lui ces figures locales d'enragés abandonnant les groupuscules comme des remords à la gestion du cours de l'Histoire en marche. C'est bien sûr là, dans le creux de la vague, que je devais rejoindre Alban Bayoux qui se cherchait une parenté avec le mouvement, une hérédité, un avenir. J'y trouvais, moi, un maître.

Le maître étant membre du PSU, faute de mieux dans l'éventail existant des futurs embryons de partis authentiquement révolutionnaires, j'adhérai à ce petit parti avec lequel j'avais déjà fricoté. Emilie m'avait convié quelques fois à venir entendre notre grand professeur dans un autre cadre que celui de l'université. Il était quasiment de sa famille, elle l'appelait « camarade » quand parfois elle osait lui poser une question, il conseillait son père Gaston dans les stratégies électorales locales.

Etudiants Socialistes Unifiés
Section de Reims.

- Mardi 7 Mai 1968 -

COMMUNIQUE DES ETUDIANTS DU P S U

Les Etudiants Socialistes Unifiés de Reims (étudiants du PSU), renouvellent leur soutien aux étudiants de Nanterre et de la Sorbonne, en particulier au "mouvement du 22 mars" dont les E S U font partie. Ils appellent à l'élargissement de ce mouvement.

Ils s'associent aux grèves et protestations lancées par le bureau national de l'U N E F et l'association générale des étudiants de Reims (A G E R), contre les répressions policières et universitaires, jusqu'à la libération de leurs camarades parisiens emprisonnés et menacés d'expulsion.

Les Etudiants Socialistes Unifiés dénoncent d'autre part l'attitude rétrograde des membres du Parti Communiste et de l'Union des Etudiants Communistes: enseignants, étudiants, municipalité de Nanterre et presse du parti qui ont tenté de s'opposer au "mouvement du 22 mars", parfois même en utilisant les procédés les plus bas: calomnies et mensonges.

Communiqué des ESU, section de Reims, 7 mai 1968 (fonds Jacques Hussenet)

Au sortir de la grande tempête révolution-naire, il y avait au sein de la section rémoise du PSU le noyau déjà frémissant du Groupe Lutte Pour la Révolution prêt à prendre son essor et renier son passé social-démocrate.

Beaucoup de braves gens avaient échoué dans ce petit parti parce que continuer la lutte c'était un peu s'organiser en parti.

Assurant la pérennité de l'organisation il y avait aussi ceux que nous, révolutionnaires frais émoulus, consi-dérions déjà comme rouillés par la routine bureaucratique « les politiquement morts » comme dira plus tard Alban Bayoux en citant Lénine et en visant Gaston le père d'Emilie et d'autres vénérables vétérans. La rupture idéolo-gique au sein de la famille d'Emilie allait se concrétiser, déjà les évènements avaient créé des divergences avec le frère cadet anar et le frère aîné marxiste léwiwiste selon sa propre allusion au comique Jerry Lewis ; c'était aussi pour ce cinéphile un moyen de tourner en dérision les choix de sa sœur. Ces prétendus morts politiques, au demeurant de sincères démocrates, avaient à leur passif autre chose que l'embonpoint du pouvoir, dans un si petit parti, ce n'était guère à l'échelon local

qu'on pouvait s'offrir une sinécure partidare. Les divers gauches et autres extrêmes gauches ainsi dénommés quand ils comptaient leurs voix les soirs d'élections, et quand les élections n'étaient pas encore des « pièges à cons » Toujours battus, ils étaient toujours prêts pour d'autres Algérie, d'autres Vietnam, toujours les premiers à soutenir les causes perdues.



Ancienne entrée du CLU de Reims, rue d'Anjou (Cliché Cité des mémoires étudiantes)

Ces camarades ne citèrent jamais leurs faits d'armes, même au plus fort de nos invectives, ils nous cédaient l'appareil du parti, prêts à le reprendre quand nous n'en voudrions plus. Ils n'eurent pas longtemps à attendre. Nous leur rendîmes leur joujou social-démocrate pour fonder le meilleur des futurs partis authentiquement prolétariens.

Avant mai 68 l'appartenance d'Alban Bayoux au PSU surprenait : la rumeur le disait volontiers marxiste-léniniste ce qui pouvait paraître contradictoire avec l'appartenance au petit parti de Monsieur Michel Rocard. C'était mal connaître le PSU, le Maître expliquait à qui pouvait l'entendre que des noyaux prolétariens s'étaient

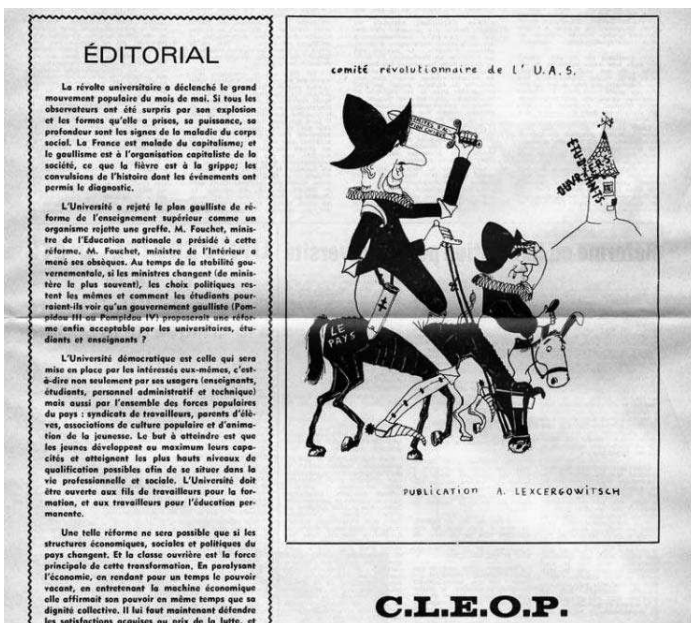
souvent dégagés de la gangue sociale-démocrate.

Alban Bayoux donnait parfois pour son parti quelques conférences dans les salons Greatherman au centre ville. La location de ces salons coûtait très chère au PSU, l'auditoire était assez clairsemé, mais il fallait que cela fût fait. Assister à ce genre de réunion était loin d'être le rituel le plus inutile auquel j'aurai à sacrifier pour être un bon marxiste.

Bayoux avait alors une certaine notoriété intellectuelle, on le disait dauphin de Jean Paul Sartre, on le prétendait structuraliste, c'était un intellectuel dans le vent. En tant que membre influent du PSU, il n'attirait pas les foules, mais en tant que philosophe, il remplissait deux amphes de la rue d'Anjou reliés par un système audio visuel très performant pour l'époque qui nous permettait quand nous étions en retard de voir le maître en noir et blanc sur un tout petit écran de télé et surtout de l'entendre grâce à un haut-parleur nasillard. Si on était vraiment en retard et contraint de rester debout à la porte de l'amphi sonorisé, on l'entendait presque en stéréo avec toutes les distorsions dues à la distance et aux mauvais haut-parleurs. Après 68 on prêta même au mauvais maire de notre ville, grand nom d'un vin de

Champagne, une sournoise opposition à la création d'un département de philo à la fac de Reims tant qu'Alban Bayoux y prétendrait professer. Dès qu'il fut parti, le collège universitaire devint faculté des lettres. La réaction philosophique la plus noire vint installer ses avortoirs dans un coin obscur de la toute nouvelle faculté à Croix Rouge, quartier au devenir hautement populaire.

Le maître quitta la province au second trimestre de l'année 1969 pour aller grossir les rangs de la contestation à Vincennes. Son départ attrista fort les gens du lieu et de son parti. Il avait entamé en ces temps troublés un cours sur le rôle de la violence dans l'Histoire. Ce cours qui se déroulait en nocturne, attirait toute l'intelligentsia rémoise. Les autorités s' alarmaient beaucoup à l'idée que les vieux planchers de la



Extrait de la une de *Reims U*, journal de l'AGER, n°23, juin 1968 (fonds Michel Sillard)

rue d'Anjou ne s'écroulent sous le poids de tant d'intelligence. Les rumeurs d'interdiction du cours pour raisons de sécurité allaient bon train, ajoutant encore à l'attrait de la prestation. Il y avait à l'ombre de la cathédrale quelque chose qui évoquait l'idée romantique que l'on pouvait se faire de notre université au moyen âge. Les temps avaient changé, ce n'était plus la Sorbonne qui sanctifiait le savoir et la contestation, mais Vincennes, miroir aux alouettes inventé par Egard Faure, habile ministre de la restauration gaulliste. Tous les grands intellectuels révolutionnaires dénoncèrent le piège et s'y précipitèrent pour quelques années de contestation circonscrite et d'expériences notamment pédagogiques.

Le maître abandonna son cours, ses fans rémois ne l'entendirent jamais s'exprimer sur la stratégie nucléaire. Nous autres, gens de son Parti, nous nous consolions comme nous le pouvions. Nous continuions à le voir et l'entendre puisqu'il dirigeait une tendance M.L. (marxiste-léniniste) déjà assez forte au sein du PSU. Reims était un de ses bastions, je crois même que c'était là sa place-forte principale. Au sein du parti, ce départ ne posa aucun problème. Un voile pudique couvrit le fait, on ne parla jamais qu'en coulisse du bien-fondé de ce départ pour le ghetto gauchiste. Les disciples coururent s'inscrire à Vincennes quand cela n'avait pas déjà été fait. Emilie et moi avions aussi tenté d'aborder ce rivage l'année suivante en comptant bien sur l'appui de ce leader du département de philo de Vincennes. Quand nous avons tenté d'en toucher deux mots au camarade Bayoux lors d'un stage « para-militaire » du PSU



Le Premier ministre Georges Pompidou, en janvier 1967. Il participe à la renaissance de l'Université de Reims et à l'inauguration de la fac des Sciences.

Extrait de *L'union*, coupure de presse (Coll. Privée)

en Corse, celui-ci nous éconduit un peu sèchement en nous conseillant de nous démerder avec l'administration. L'attrance pour Vincennes était plus forte que la morgue du maître, nos dossiers universitaires firent un aller et retour vers la capitale de la contestation universitaire. Le devoir militant nous sommait de ne pas désertir pour reprendre un mot dont par coquetterie Alban Bayoux se flagellait. N'était-ce que cela, j'en doute, nous avions à Reims nos amis, nos ennemis, nos flics, nos RG (fonctionnaires des renseignements généraux) Il y avait quelque chose de rural dans notre révolution. On nous invitera plus tard, à l'instar des recommandations du président Mao aux jeunes instruits chinois, d'aller nous lier aux paysans de la région, il paraîtrait qu'il y en avait encore, des pauvres... Pour faire un peu marxiste demeuré, je crois que l'aventure à Vincennes ce n'était pas pour des gens de ma classe, je n'avais personne pour m'assurer un train de vie décent à la capitale, j'étais aussi trop peu aventurier pour

risquer les dérives anarcho-désirantes qui s'instauraient à Vincennes, Émilie n'y tenait pas plus que moi.

Le général en chef quittait la citadelle, mais elle n'était nullement assiégée. Une solide équipe était installée à Reims, un noyau de fer !

Dimitri disputait à Paul Huart le commandement de la place, les frères Palmain ne faisaient encore que figures de théoriciens de réserve, soupçonnés d'économisme.

Dimitri avait été un leader du type groupusculaire durant 68, on m'a même rapporté qu'il avait failli verser dans le trotskisme, qu'il s'était fourvoyé dans un comité révolutionnaire de conjoncture aux côtés d'un Jadson. Ce professeur des collègues repentis de ses errances gauchistes est retourné au PC avec agrégation et autres compensations que le parti révisionniste qui dominait la pensée marxiste dans les structures académiques ne manquaient pas de distribuer à ses affidés. Ceci m'avait sans doute été rapporté par des jaloux...

Dimitri était incontestablement un leader étudiant, il maîtrisait le département d'histoire par la mobilisation qu'il pouvait appeler et tenait la dragée haute malgré sa petite taille aux autorités universitaires qui étaient presque toutes profs dans ce département. Le doyen de la fac de lettres, un socialiste dénommé Cimaïse y pontifiait.

Dimitri conduisit de nombreuses grèves étudiantes dont l'épicentre était la fac de lettres et qui gagnait généralement l'ensemble de l'université rémoise.

Nous, ML du PSU, tenions la fac de lettres où nous devions néanmoins nous méfier des Trots⁵¹ qui essayaient de nous supplanter et qui disposaient pour ce faire de quelques militants farouches.

La fac de sciences était l'enjeu d'une lutte de longue haleine contre une autre secte ML rivale de la notre ; l'HR. Sévissait là aussi les mêmes trots que ceux de lettres : les jeunesses trotskistes (la JCR Jeunesse Communiste Révolutionnaire)

Quant à la fac de droit dont le destin connu de grands retournements, elle était en 68 et pour quelques années encore un repère de fascistes. Nous y avions quelques militants, les Palmains qui avaient recruté une poignée de sympathisants.

Médecine était très disputée, nous y avions une tête de pont en la personne de Maureille un ardennais rondouillard qui terminait son internat et bien sûr notre psychiatre Jean Christian Grande qui devait assurer quelques cours en sa qualité de lacanien.

Le panorama de la vie étudiante gauchiste ne serait pas complet si on omettait de citer l'UNEF⁵² qui rendait encore des services, elle était le lieu de l'organisation des mouvements, fabrication des banderoles

QG des groupuscules unis le temps d'une manif et donc l'UNEF était une structure idéale pour s'insulter entre groupuscules. L'appareil UNEF était nationalement aux mains des ESU⁵³, à Reims, bien sûr il était sous notre contrôle.

Les magouilles auxquelles les militants des ESU étaient rompus nous permirent de mettre qui nous voulions à la tête de l'AGER-UNEF structure locale de l'UNEF. Elle avait l'avantage de posséder un « caveau » petite boîte de nuit équipée par des techniciens supérieurs du Lycée Roosevelt quelques années avant que n'éclatent les événements. Ce fut non seulement un lieu de repos des guerriers, mais une source de revenus grâce à la vente de bières, plus tard s'y « deala » autre chose, lequel commerce provoqua sa



Rue Vauthier-le-noir (Cliché Cité des mémoires étudiantes)

⁵¹ « Trots » abréviation de trotskiste très utilisée par les étudiants gauchistes.

⁵² UNEF Union nationale des étudiants de France organisation syndicale des étudiants qui s'était déjà illustrée par sa lutte contre la guerre d'Algérie et qui pendant la révolte de 68 servit beaucoup d'interlocuteur aux autorités politiques à la recherche de responsables. Les groupuscules qui ne tenaient pas le syndicat lui déniaient toute représentativité au nom du mot d'ordre « nous sommes tous des délégués ». C'est le vice-président, président par intérim Jacques Sauvageot qui « négociait » pour l'UNEF aux côtés du célèbre Dany Cohn Bendit, anar dirigeant de fait et d'Alain Geismar pour le SNES SUP (syndicat des profs du supérieur). NdIR : dans ACC n°6, l'AGER est surnommé la GER (« Garde des étudiants rémois »).

⁵³ ESU Etudiants socialistes unifiés version étudiante du PSU.

fermeture. Logeait au-dessus du « caveau » dans les locaux de l'AGER un étrange barbu, éternel étudiant spécialiste de la ronéo⁵⁴ qui passait sa vie à tirer des tracts et à assurer l'intendance du caveau.

Dimitri fut élu à la tête de l'AGER le temps que cet outil avait une utilité dans la stratégie de prise du pouvoir du futur authentique parti des prolétaires. Cette période fut celle de sa gloire. Grand dirigeant des luttes, il allait à Paris se mêler aux magouilles UNEF-PSU côtoyait les grands de la révolte étudiante, avant que Vincennes n'absorbe tout ce petit monde de l'insurrection juvénile.

3 La tentation spontex ?

(D'OU VIENNENT LES IDEES JUSTES ?)

Les quelques trois années qui suivirent la grande tempête révolutionnaire de mai 68 furent marquées par l'imminence de la Révolution, par sa nécessité inéluctable. L'université surtout vivait de cette certitude, les étudiants conservaient le pouvoir. La grève annuelle était devenue une institution au point que les profs attachés à leurs programmes en incluait un bon mois dans le découpage réglé de la révélation de



23, rue Boulard : face à face entre militant.e.s de l'AGER et forces de l'ordre (*Le Céphalopode*, novembre 1963)

leur bonne parole, comme si ces cons qui péroraient sur d'anciennes révolutions n'avaient pas saisi l'importance de ces moments qu'ils vivaient...mal. Ils n'étaient pourtant pas assez stupides pour ne pas voir l'histoire en marche, mais ils étaient trop péteux pour s'y tremper, alors ils faisaient semblant, semblant de ne rien comprendre. En bons bâtisseurs de résidences secondaires, éternels tenants de la neutralité de l'enseignement, c'est-à-dire pour eux le droit d'être cons et de le rester. Quant aux autres, ceux de gauche, ces braves gens « soutenaient sans réserve » jusqu'à un certain point, puis s'apercevaient qu'ils avaient un syndicat, faisaient grève un jour ou deux et reprenaient discrètement on ne sait quel travail. Faut dire que d'un point de vue pragmatique, il leur était inutile de faire grève pour ne pas travailler puisque de toute façon il n'y avait personne pour les écouter.

Les événements s'étaient mus en « mouvement » afin de donner de la longévité à ce qui aurait pu laisser à penser qu'il ne s'était agit que d'un feu de paille en lieu et place de ce qui devait être un embrasement

⁵⁴ RONEO, machine électro-mécanique servant à imprimer des tracts. Les étudiants se servaient aussi à l'époque de ronéo vietnamienne : une toile tendue sur un cadre en bois qui permettait de reproduire des dessins feuille par feuille en se mettant de l'encre plein les mains.

mondial. C'est ce mot « d'embrassement » qui scandait la réalité de l'après mai. Point n'était encore trop besoin du fard marxiste pour habiller la suite des événements, il suffisait d'évoquer les faits pour qu'ils parlent d'eux-mêmes. Pourtant déjà on s'occupait dans les officines groupusculaires à préparer de somptueux « remakes ». Le fruit de ces élucubrations plus scientifiques les unes que les autres était livré aux étudiants en commissions issues d'Assemblées Générales qui ne savaient plus quoi faire des mobilisations estudiantines impatientes d'un nouveau mai.

L'Assemblée Générale souveraine, telle était la seule structure décisionnaire dont le mouvement avait consenti à se doter. D'AG en AG générale, la souveraineté perdit de sa crédibilité, d'autant plus que ces assemblées fondaient en se démultipliant. Des opposants, mesquins agents objectifs des autorités universitaires y allaient chaque année de leur couplet : « Tous les étudiants ne sont pas concernés, la majorité d'entre eux déserte ces assemblées qui n'ont de générales que le nom ! » Les plus vicelards insinuaient que ces grèves étaient l'occasion pour les étudiants de partir aux sports d'hiver, il faut préciser que c'était en février que se déroulaient souvent les grèves, à tout le moins pour ce qui est de leur phase strictement universitaire. Toutes ces calomnies s'étaient sur un fond de vérité, pris là où ils pouvaient être pris, dans la propre vie de ces réacs qui attribuaient à tous, ce qu'ils pouvaient s'offrir à eux-mêmes ; ils profitaient de l'occase pour faire une petite glissade sur les pistes des alpages enneigés. Ce genre de diffamation pouvait être aussi la manifestation d'un remugle de la mauvaise conscience des bêtes à concours qui concupiscent révisaient leur cours pendant que les gauchistes manifestaient. Ces mêmes étudiants sérieux venaient de temps en temps s'alarmer en AG de ce que l'on allait prendre du retard sur le programme. Nul doute que ces joyeux drilles des années 70 devenus certifiés après quelques échecs au CAPES⁵⁵ et donc de terribles années de bachotage étaient dûment récompensés de n'avoir par cédé à la tentation romantique de la révolte. Devenus « profs comme ceux qui nous faisaient vieillir en 68 »⁵⁶

Ils purent s'étaler en d'interminables explications de textes sur la fougue rimbaldienne, comme sur l'infatigable défenseur de la tolérance, ce petit coquin de Voltaire. Quelle joie posthume pour ces grands de la plume de se savoir servis par de tels ministres de leur culte !

Il paraît que devant l'indifférence des chérubins insoucieux d'héritage culturel, ces mêmes professeurs leur parleraient de nos jours de mai 68 pour « leur mettre la honte » hommage du vice à la vertu pour éveiller l'esprit de révolte de ces jeunes plus enclins aux paradis artificiels qu'à leur description.

Dans la conjoncture post-soixante-huitarde, la stratégie carriériste des bêtes à concours était plutôt ignominieuse. Ces drôles de bêtes étaient assez peu nombreuses à prétendre à la réussite aux concours. Le taux de succès n'excédait guère les 10% des étudiants qui se présentaient. Le mode de sélection par disqualification des étudiants les moins « sérieux » s'en trouvait fortement accentué par le fait qu'en cette période les jeunes même instruits aspiraient à autre chose que d'ingurgiter dictionnaires et biographies. Leurs ambitions n'étaient pas de contempler ou d'expliquer le monde, ils souhaitaient le transformer comme le suggérait Marx. Aux concours des années qui suivirent 68 se furent donc ni les plus intelligents ni les plus gros potentiels d'érudition qui furent choisis, mais les plus déterminés à devenir professeurs, le niveau avait donc encore du baisser. Depuis le temps qu'il baisse le niveau, il y a longtemps qu'il doit être en dessous de celui de la mer !

Or les masses qui font l'Histoire ignorent les affres de ceux qui l'écrivent, pour l'écrire, il faut du savoir ; le savoir était alors marxiste. Fut-il étonnant de constater plus tard que de nombreux certifiés de l'Education nationale n'en furent pas moins marxistes, mais pas léninistes, il y avait quand même des limites, celles de l'accès aux chaires de l'enseignement supérieur. Ceux là comme les autres continuèrent à vivre dans le monde tel qu'il était et en consommant la société fautive de l'avoir détruite ou même changée.

Même si le chômage n'avait pas encore pris l'ampleur qu'on lui connaît depuis trop longtemps déjà, les étudiants s'inquiétaient un peu de leur avenir surtout au sein de l'institution scolaire comme si les concours n'étaient pas une barrière dissuasive. Ne voilà-t-il pas qu'un ministre s'avise de réformer l'enseignement des langues dans les classes de nos collègues. Cette réforme avait comme conséquence mathématique de réduire le nombre de postes mis aux concours. En dépit des chiffres annoncés qui faisaient état de ce que cela ne baisserait que de quelques unités le nombre des privilégiés admis aux joies de la pédagogie, la colère monta. Il n'en fallut pas plus pour embraser l'université française au lendemain d'une révolution manquée.

C'était toujours un problème que de comprendre ce qui motivait vraiment le mouvement, surtout en essayant de se situer du point de vue de « l'étudiant moyen ». Comment saisir son idéologie, son mode de réflexion ? Désespérait-il de pouvoir enseigner un jour ? Ou bien se révoltait-il pour une autre raison, en sa qualité de « composant du mouvement de la jeunesse » voire comme intellectuel « en plaque sensible »

⁵⁵ CAPES : concours de recrutement de l'Education Nationale.

⁵⁶ Citation situationniste qui fleurissait sur les murs de 68.

de la société ? Peu importait la déclinaison des concepts marxisants pour comprendre ce qui faisait catalyseur. Ils s'insurgeaient, c'était le principal pour lui comme pour nous.

Néanmoins, pour nous, marxistes-léninistes, il fallait des analyses, il fallait « enmarxiser » le mouvement, seules les analyses marxistes ou mieux maoïstes pouvaient nous garantir la maîtrise du processus révolutionnaire et nous pensions bien le maîtriser même si la plupart du temps le discours fonctionnait pour lui-même sans autre rapport à l'événement qu'anecdotique.

Les grèves estudiantines des années 70 ne laisseront pas de souvenirs impérissables. Elles étaient toujours un peu une fête dans le ghetto universitaire qui autrement se serait remis à ronronner comme si de rien n'avait été. Bizutage, monôme et autres conneries exutoires de la misère culturelle du milieu avaient disparu. Notre seul grand souci était le degré de politisation des étudiants. Les groupuscules étaient fleurissants, y compris dans nos provinces, les grèves étaient le moment privilégié pour développer notre organisation et recruter les « éléments avancés » ceux des étudiants qui avaient su maintenir une position de gauche durant les actions, aussi bien à l'égard des profs quand il s'agissait de mettre les amphis en grève, qu'à l'égard des trots ou des révisos⁵⁷ durant les AG.

Nous, maos du PSU dominions le mouvement, rien ne se faisait sans nous, parce que nous tenions le secteur le plus brûlant, celui de la fac des lettres, notre ligne était si juste qu'elle était immédiatement reconnue comme sienne par le mouvement. C'est sans aucune modestie que nous interprétions ainsi notre leadership.

La grève dite « des langues » était née ailleurs que dans un département de langue, en Lettres modernes et en Histoire. Cet épisode constitua le premier mouvement de lutte d'après 68 dans le monde universitaire rémois. Il fallut aller « débloquer » la situation dans les départements d'Allemand et d'Anglais, départements directement concernés par la circulaire gouvernementale, ce qui ne les empêchait pas de fonctionner comme s'ils n'étaient pas menacés de faillite. En Allemand les choses furent assez faciles, nous y avions des sympathisants : une gauche étudiante ralliée à la cause et quelques profs progressistes⁵⁸. En Anglais ce fut une autre paire de manches. Il fallut qu'un détachement armé de la pensée mao aille interdire par sa présence la tenue des cours.

Pérorait alors un quarteron de grognasses trop tôt échappées du couvent et qui à force d'intrigues avaient réussi à obtenir une sinécure à l'université. Madame Dumont, grosse bécasse épouse du Dumont chef du département, vociférait son Shakespeare quotidien quand elle fut interrompue par des trublions, rien moins. Elle s'enfuit pleurer dans le giron de son chef d'époux, lequel s'en fut sangloter chez Cimaise. Ce doyen de choc rappliqua alors que nous étions en train de déchirer consciencieusement des copies dans le cours de la mère Vierfiolle, une sévère peste brune, beaucoup plus méchante que la Dumont car un peu



23, rue Boulard : cliché actuel (Cité des mémoires étudiantes)

moins con. Elle s'exprimait dans un anglais approximatif d'après nos copains américains, mais c'étaient des Américains, leur anglais n'était sans doute pas shakespearien. Bill, Burt et Otis étaient des déserteurs de l'armée américaine qui profitant d'un transit par l'Allemagne avaient renoncé à être des héros du Vietnam. Une filière de progressistes dont des vétérans du PSU les récupéraient en France alors gaulliste et donc pas très coopérative avec les menées guerrières de l'oncle Sam. Nos déserteurs logés chez l'habitant fréquentaient Gaston, vraisemblablement membre de la filière : pour s'occuper, ils assistaient aux cours d'anglais car ils ne pipaient pas un mot de français.

Cimaise fit une grosse colère. C'était un Palmain qui assurait la présence du PSU version mao dans cette opération de routine pour qui avait fait 68. Étaient là quelques Trots et un braque venu de Nanterre qui cracha à la gueule de Cimaise, lequel

promit de se venger, ce qu'il fit. Il vira trois étudiants de l'université, ce qui fit grand bruit non seulement sur la ville mais aussi en parla-t-on dans toute la France. Cimaise dans ses colères s'empourprait et n'y voyait plus rien. Sur les conseils avisés de Dumont et de quelques autres enkystés dans cette faculté féodale, il vira Dimitri notre dirigeant, Bartho un trots et Durvard un étudiant non aligné. Cette manifestation d'autorité avait largement de quoi mettre toutes les facs en grève et même les lycées.

⁵⁷ « Révisos » : abréviation de révisionnistes, qualificatif attribué par les Chinois aux communistes soviétiques donc applicable aux communistes du PCF (Parti communiste français).

⁵⁸ « Progressistes » : étaient ainsi dénommés des gens sympathisants de gauche mais non encartés, n'adhérant pas à un parti ou à un groupuscule.

Il y eut de grandes manifestations pour réclamer la réintégration de nos camarades et même un procès devant le Conseil Supérieur de l'Université. Face à cette prestigieuse instance, cette saleté de Vierfirole se couvrit de gloire en ne reconnaissant pas l'agresseur du bon doyen, pour la bonne raison qu'elle ne pouvait reconnaître quelqu'un qui n'était pas là... même pas menteuse. Dimitri qui comparaisait n'était pas là le jour de la fameuse offense faite au doyen, il était parti à Paris pour magouiller à l'UNEF. Le tribunal universitaire prononça une vague interdiction d'étudier à Reims à l'encontre des trois étudiants incriminés.

Pendant ce temps judiciaire, en dépit de la relative clémence de la sanction, à Reims la grève battait son plein, l'ensemble des appareils scolaires (entendez les facs, les lycées et deux ou trois collèges) étaient bloqués. Il nous fallait aller plus loin. Nous dirigeons le mouvement, une issue devait s'imposer car les vacances de Pâques approchaient. Pour tenter d'éviter la liquidation du mouvement pour cause de départ en vacances, nous appelâmes à une super AG rue Vauthier, l'autre rue où se trouvait les départements de Langues et d'Histoire du collège universitaire de Reims qui n'avait pas encore le label « université ».

Une grande salle, non pas en amphithéâtre, car les facs étaient alors dans des locaux provisoires au centre ville, la modernité voulait que les édiles rêvent de campus à l'américaine. Néanmoins malgré l'exiguïté des lieux, plusieurs centaines d'étudiants étaient réunis. Le bureau professoral était un peu bas pour servir de tribune, nous dûmes nous en contenter. Autour du bureau s'affairait la fraction dirigeante du mouvement. La fraction dirigeante, c'était nous, les maos du PSU. Personne ne nous enviait la place en ce moment d'incertitude. Au début de la grève il fallait prendre les Trots de vitesse, toujours prêts à se faire passer pour leaders en monopolisant la parole.



Extrait de la une de Reims U, journal de l'AGER, n°25, janvier 1969 (fonds Michel Silland)

La salle était tendue, il était question de faire le bilan de l'action et d'échafauder des perspectives d'action pour la rentrée de Pâques, c'est ce que nous avons annoncé en appelant à l'AG. Depuis le matin circulait un bruit au sein des groupuscules, les maos du PSU allaient proposer quelque chose, quelque chose de « spontex »⁵⁹ de putschiste d'après les distributeurs d'HR.⁶⁰

Tout l'état major local du PSU version mao était au pied de la tribune improvisée : Dimitri et Emilie devaient prendre la parole. Les Palmains, Raco et le restant de nos troupes de la fac de Droit étaient comme toujours en retrait. Je me trouvais, quant à moi, avec les étudiants de la gauche de Lettres en train de les sonder pour savoir si ce qui avait été tenu secret et qui allait être divulgué pouvait marcher, rencontrer leur enthousiasme. Je

n'étais personnellement pas d'accord avec cette initiative qui devait nous permettre de rester dans le cycle "provocation / répression". Cycle qui finissait toujours par nous « couper des masses ».

Paul Huart observait les choses assis sur un radiateur, prêt à administrer la vérité prolétarienne à cette AG petite bourgeoise. Cet arracheur de dents tenait sa prétention à parler au nom des ouvriers du fait qu'il dirigeait l'unité *Chausson*, subdivision du GLPR en charge de la révolution dans cette usine de pièces autos.

Il avait été convenu lors de la réunion préparatoire de l'unité Lettres qu'Emilie parlerait en premier car Dimitri s'était un peu trop montré ces derniers temps. Les groupuscules concurrents l'avaient dans le collimateur du fait de sa notoriété. Il fallait prendre les Trots et les autres de court et leur imposer l'action

⁵⁹ « Spontex » : abréviation de spontanéiste, idéologie soixante-huitarde vaguement anarchiste qui privilégiait les actions spontanées sur un long travail d'implantation au sein des masses. On parlait aussi de « maos-spontex », alliance assez curieuse entre le marxisme léninisme et le spontanéisme. Un groupuscule nommé VLR (Vive la Révolution) était sur cette ligne. L'allusion à la marque d'éponge *Spontex* n'était pas pour déplaire.

⁶⁰ HR (*Humanité rouge*) journal du PCMLF (Parti communiste marxiste léniniste de France) parti reconnu comme frère par Pékin, rouge comme marxiste léniniste avait été rajouté aux sigles en usage au PCF et son organe de presse pour marquer une continuité avec le mouvement ouvrier et la rupture avec les Chinois à cause de la trahison révisionniste. Parti complètement dogmatique, stalinien et fier de l'être qui existait bien avant 68 et dont tout le monde ignorait jusqu'alors l'existence.

par l'élan même des masses. Si l'intervention était faite par Dimitri les opposants attaqueraient le président de l'AGER-UNEF sur des jeux d'appareils nationaux. Les débats inter-groupusculaires occuperaient l'essentiel de la réunion, les étudiants lassés de ces querelles partiraient progressivement et l'action aurait été ainsi liquidée faute de combattants. Emilie, beaucoup moins impliquée dans la gestion de l'AGER-UNEF, était perçue comme plus pondérée, moins poussée au putsch que Dimitri.

Emilie, fébrile, fumait clope sur clope au pied de la future tribune, plus dame en noir que jamais. L'assemblée s'impatientait, c'était le moment. Emilie se lança « camarade ! » hurla-t-elle à plusieurs reprises n'arrivant pas à dominer le brouhaha qui néanmoins baissait d'intensité, elle fut hissée sur le bureau et entama sa harangue :

« Camarades ! Nous avons appelé à cette AG pour faire le point – la salle était soudain muette, la voix d'Emilie reprit en chevrotant – Notre mouvement va s'essouffler si nous ne le mettons pas sous la direction des travailleurs, déjà les commissions dans les différents départements des facs se dépeuplent...

De la faute à qui ? interrompit un Trots qui avait pris un bide lors d'une réunion de commission sur la nature de classe de l'université.

Et les piquets de grève ? intervint Loussot crypto-trots, spécialisé dans l'organisation des piquets de grève – Moi je voudrais dire une chose si vous voulez étendre le mouvement aux travailleurs, moi je suis d'accord, mais faudrait pas que d'un autre côté, la grève en fac pourrisse. Tenez ! à huit heures, 'y a jamais personne sur les piquets, alors jeudi, non mercredi ! 'y a la mère Vierfiolle qu'à r'fait son cours pour cinq nénettes.

C'est bien pour cela - reprit Emilie, qu'il faut se ressaisir et ramener le mouvement sur des bases saines. La tendance naturelle des petits bourgeois que sont les étudiants est de se décourager très vite. Nous avons fait la démonstration de la force de notre mouvement lors de la manif d'hier, il ne faudrait pas maintenant baisser les bras et partir en vacances. Pourtant sur la fac, le mouvement se dégrade, nous ne pouvons pas tenir une grève très longtemps, car le pouvoir 'y s'en fout de nos grèves, nous n'empêchons pas l'économie de fonctionner. Il pourrait même fermer les facs six mois comme à Milan.

C'est à ça que vous voulez en venir hurla Jukas leader UEC⁶¹ d'importation qui avait déjà failli se faire jeter plusieurs fois par la fenêtre tant son arrogance était insupportable aux centaines d'étudiants en grève et il avait le toupet, ce con, de la ramener.

Ta gueule ! crièrent plusieurs anars

Dehors le Stal⁶² ! dehors le Stal ! entonna le chœur trotskiste, tandis que les maos de l'HR criaient A bas le révisionnisme ! »

Le Jukas, heureux d'avoir déclenché un tel tollé, rayonnait. Contrairement à ses camarades du cru, lui semblait jouir des insultes qu'il recevait. Miss Beefsteak⁶³ et Jazy Lane, les dirigeants UEC locaux, faisaient leur déclaration capitulaire que l'esprit démocratique des AG s'obligeait à entendre et aux premières salves quittaient la salle. Jukas, pour sa part, luttait avec l'assemblée entière, à laquelle il permettait par là même de faire son unité... contre lui. Tactique de guerre de position toulousaine sans doute, car tous les dirigeants nationaux de l'UEC venaient de Toulouse, on ne savait pas pourquoi, c'était une tendance, le chemin de Moscou devait passer par Toulouse. Comme d'habitude, il fallut attendre que Monsieur daigne sortir, tout de même un peu éconduit par quelques baraqués de service qui finissaient toujours par lui indiquer la porte pour que l'assemblée s'apaise et qu'Emilie reprenne :

Comme je le disais, le mouvement étudiant ne peut durer s'il reste sur ses propres bases. Nous l'avons bien vu en Mai, la question à l'ordre du jour était et reste : comment nous, mouvement de la jeunesse, pouvons nous lier aux masses ? Car si nous sommes menacés par le chômage, les travailleurs le sont plus que nous, pour eux cela à une autre signification. La plupart des étudiants ont des parents qui les soutiennent financièrement et ils arrivent toujours à s'en sortir, tandis que pour les travailleurs, le chômage c'est la misère.

Tu as raison, intervint Poutprout⁶⁴, leader de l'HR à la fac de sciences, aussi les travailleurs sans parti n'ont rien, les travailleurs doivent rejoindre le véritable parti de la classe ouvrière le parti marxiste lé ...

Proutprout n'avait certainement rien de mieux à dire pour semer la merde. Les Trots montèrent sur les tables pour proclamer que le problème était celui de l'avant-garde prolétarienne, tandis que les Anars assuraient que le salut était dans la fête, quelques étudiants éccœurés sortaient de la salle.

⁶¹ UEC : Union des étudiants communistes, organisation étudiante du PCF.

⁶² « Stal » : abréviation de stalinien.

⁶³ Miss Beefsteak, ce surnom lui avait été donné en raison de son explication récurrente sur les mobiles des luttes des ouvriers : « c'est pour une question de beefsteak » à croire qu'elle ne pensait qu'à manger de la viande.

⁶⁴ Proutprout ainsi surnommé car il ponctuait toujours ses démonstrations dubitatives sur les mouvements étudiants de ce son produit en tapant deux fois de l'index sur une joue gonflée d'air.

Emilie s'était baissée et consultait le staff du GLPR sur la manière de reprendre les choses en mains.

« - Il faut faire la proposition tout de suite soutenait Dimitri. L'HR sème la merde exprès pour que les étudiants se barrent.

Non argua Palmain sénior, on ne peut faire l'économie de l'explication politique, ce avec quoi j'étais d'accord, persuadé comme Palmain devait l'être que l'explication ne tenant pas la route, la proposition avorterait.

Y en a marre des querelles de chapelles ! cria utilement un de nos sympathisants.

Oui, reprit Emilie en s'adressant à l'assemblée qui s'apaisait un peu. Nous devons nous unir et mettre nos divergences au second plan, déjà les étudiants se taillent, nous ne sommes pas dans un meeting électoral !

Nous ne sommes pas là non plus pour faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe quand. Nous savons que le PSU veut proposer une action. Alors, accouchez ! Vitupéra Proutprout qui décidément avait déterré la hache de guerre fratricide. »

Dimitri se jucha sur le bureau bousculant Emilie qui dut descendre, et il hurla :

« - Oui nous avons quelque chose de concret à proposer, parce que si on compte sur HR pour faire quelque chose, dans dix ans on en sera encore à appeler les travailleurs à rejoindre le Parti.

T'es pas qualifié pour discuter de la ligne du PCMLF surtout pas toi !

Y en a marre des scènes de ménage des maos, pointa Bartho, le trots. S'il y a une proposition à faire, faites-la ! Qu'on en discute ! »

Proutprout ainsi surnommé car il ponctuait toujours ses démonstrations dubitatives sur les mouvements étudiants de ce son produit en tapant deux fois de l'index sur une joue gonflée d'air. Applaudissements, les trots remportaient une petite victoire d'opportunité et nous remettaient l'AG entre les mains.

« - Nous avons pensé, déclara Emilie (à nouveau propulsée sur le bureau par les bras musclés de l'organisation qui avait saisi l'instant propice pour concrétiser notre volonté de nous mettre sous direction du prolétariat) nous devons par une action décisive montrer aux Rémois la nouvelle orientation du mouvement, cette action ce pourrait être l'occupation d'un local particulièrement significatif ... par exemple. Il va de soi que si nous voulons réussir, on ne peut pas dévoiler ici la cible dont il s'agit. Nous demandons à l'AG de nous faire confiance sur ce point.

Quoi, s'écria Proutprout au bord de l'apoplexie, vous faire confiance, mais tu prends les étudiants pour des cons ! Tu veux les conduire dans une action dont ils ne sauraient rien sinon que c'est vous le PSU qui en avez décidé, vous vous foutez de la gueule du monde !

Si t'as la trouille, reprit Dimitri, t'es pas obligé de venir. Tout le monde sait qu'il y a des RG dans la salle, et que si l'on dit où on veut aller, il y aura 25 cars de CRS avant qu'on ait dépassé le coin de la rue Vauthier !

C'est avec des arguments comme ça que tu veux placer ta camelote putschiste rétorque Proutprout. »

C'est alors que Froston grand prêtre trotskiste qui officiait généralement en fac de sciences et qui curieusement ne s'était pas encore fait entendre se jucha sur une des tables face au bureau, se retournant vers l'assemblée, rouge jusqu'aux oreilles, d'une voix hystérique et saccadée débita :

« - Marre les maos, les travailleurs n'ont pas de leçon à recevoir de vous, c'est dans les syndicats que les travailleurs s'organisent, bien sûr les directions réformistes freinent les luttes. C'est pour ça qu'il faut combattre ces directions réformistes et se garder de l'impatience petite bourgeoise qui pousse au spontanéisme. Nous sommes dans une période de reflux du mouvement ouvrier, la bourgeoisie le sent bien et elle n'hésitera pas à réprimer durement les travailleurs qui pourraient suivre des actions isolées.

Arrête ton char ! répondit Dimitri t'es encore là pour liquider le mouvement, on vous a vu à l'œuvre à la manif !

Quoi ! Vous vouliez la cogne avec les flics. La manif était massive mais les étudiants ne sont pas prêts à l'affrontement ! éructa Froston. Du sang ! Du sang ! Entonnèrent les anars en voyant Froston s'étrangler de colère ou de honte tandis que Dimitri d'un mouvement négatif et condescendant de la tête désapprouvait la conduite du leader trotskiste.

Et puis d'abord, Qu'est-ce que vous espérez en occupant Bis⁶⁵ ? Vous savez très bien que les travailleurs intérimaires...

⁶⁵ Bis : la plus importante des boîtes d'intérim rémoises de l'époque.

Ca y est ! s'écria Dimitri, comme soulagé, tu viens encore de liquider l'action, t'es vraiment un spécialiste !

Mais bordel, vous êtes dingue ! C'est pas des conneries comme ça qui feront avancer le mouvement ouvrier.

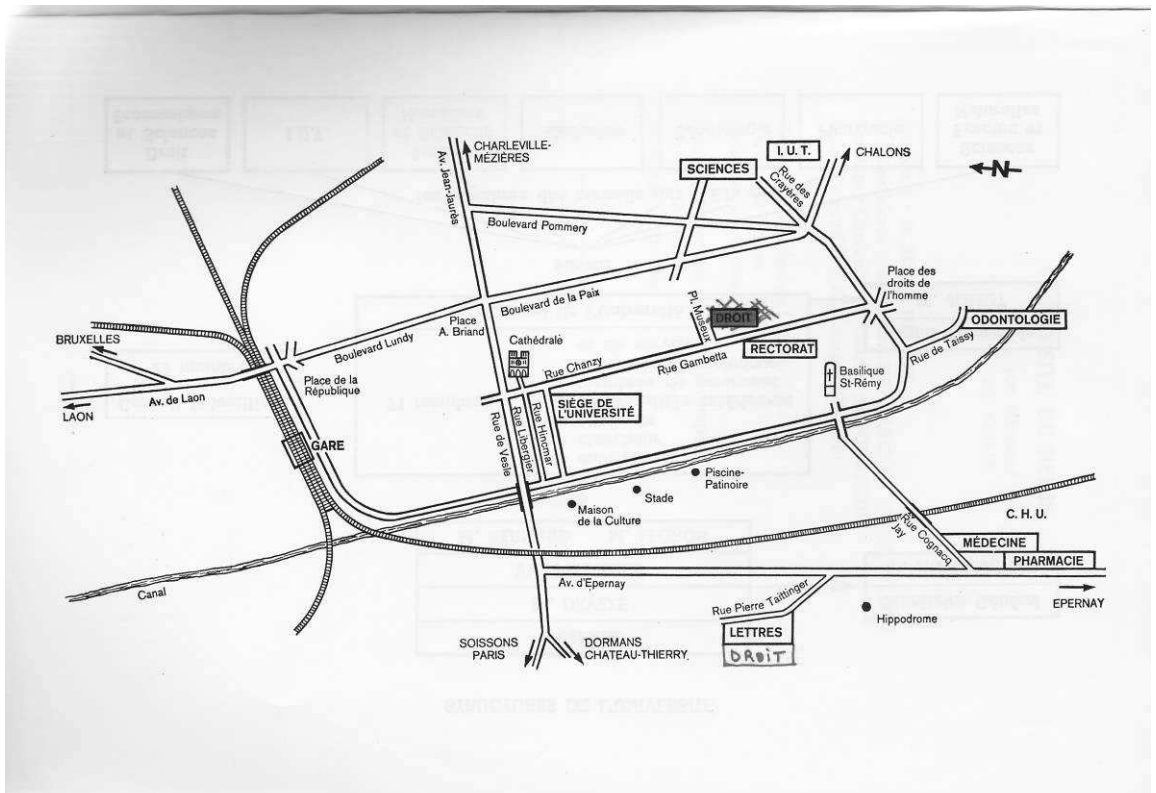
Le morceau lâché, l'AG s'ébroua, les groupuscules continuèrent à s'engueuler, tout le monde parlait dans tous les coins. C'était la grande fuite des masses, presque oubliées dans le brouhaha par ses leaders. C'était la décomposition objective du rassemblement et aussi le point final du mouvement pour cette année.

Palmain Senior entama alors pour ses disciples atterrés l'explication politique qui sans lui, aurait fait cruellement défaut :

« - Il faut libérer l'initiative des masses. Des années de révisionnisme ont en quelque sorte détournée la classe ouvrière de son rôle historique. La grande secousse de 68, si elle a permis de mettre à jour cette contradiction ne l'a que partiellement résolue d'autant que les traîtres du PCF ne chôment pas. La classe ouvrière doit reprendre les choses en mains et manifester à nouveau sa puissance par ses initiatives et sa détermination. Il faut « oser lutter »⁶⁶ ce n'est qu'à cette condition que les choses peuvent avancer. L'inertie et la routine ne peuvent conduire qu'à une impasse ou à la reconstruction de ce que nous avons déjà, à savoir un parti d'avant garde auto-proclamé complètement coupé des masses. C'est dans la lutte même que s'édifiera le parti dont la classe ouvrière a besoin.

Ce parti existe coupa Proutprout piqué au vif alors qu'il s'était rapproché dans l'espoir de tirer quelques

Plan des campus au moment où la faculté de droit rejoint Croix-Rouge, 1972 (Guide de l'université, 1972/1973, Coll. privée)



marrons du feu ; et vous le savez ! Ajouta-t-il péremptoire. Qu'est-ce que vous foutez dans un parti social-démocrate ? Interrogea-t-il donneur de leçons.

Ca c'est notre affaire éluda Palmain Senior. Néanmoins pour en revenir à la proposition qui nous occupe, je maintiens que l'occupation de Bis était une chose juste ; elle avait le mérite d'attirer l'attention du prolétariat sur cette catégorie de travailleurs surexploités. Bis est une cible juste. Les boîtes d'intérim ne sont-elles pas un détour particulièrement crapuleux de la bourgeoisie pour spolier la classe ouvrière de ses victoires antérieures et contrer ses luttes actuelles ? »⁶⁷

⁶⁶ Citation subreptice de Mao.

⁶⁷ Manquait à la diatribe anti-intérim de Palmain que c'est en 68 que furent signés des accords entre Manpower et la CGT. Cela fit entrer officiellement l'intérim dans le droit du travail français. Cette légalisation en dépit d'une volonté évidente d'améliorer le sort des intérimaires constitue un des plus grands reculs de la condition ouvrière dans la

Une fois l'action liquidée, c'est-à-dire écartés tous les dangers afférents aux conséquences policières et judiciaires d'une telle aventure, si elle avait eu lieu, la cible n'en fut que plus belle. Après coup, l'affaire tenait la route et Palmain senior s'offrait le luxe de rationaliser l'action dans un esthétisme quasiment prolétarien. Après qu'elle ait été liquidée par le « liquido » de service, c'était un vrai plaisir que d'entendre cela. Je m'en serais presque voulu d'avoir été soulagé par la révélation de Froston. Au fait, comment savait-il celui-là ? Une fuite ? On verrait sans doute cela plus tard.

Pour l'instant la salle se vidait, Emilie et Loussot essayaient de sauver les meubles en recourant aux propositions de sempiternelles commissions et piquets de grève, même si le cœur n'y était plus, il fallait bien vaille que vaille tenter d'occuper le terrain.

Les trots ont liquidé l'action, telle sera la conclusion du bilan, si bilan il y a. Pourtant il y aurait quelques petites choses à élucider. D'où venait cette proposition ? En tout cas pas des masses étudiantes. Quand Dimitri avait proposé la chose à l'unité Lettres qu'il fréquentait assez rarement étant données ses hautes responsabilités, nous n'avions pu éviter de faire le rapprochement avec une action menée par Alban Bayoux et ses troupes de Vincennes sur un établissement public qui méritait tout autant l'opprobre qu'une officine de négriers. Le mode d'action était le même, les explications politiques strictement identiques. A coup sûr Dimitri voulait s'offrir un supplément de vedettariat. Normal ! Il s'était complètement investi en politique. N'avait-il pas signé récemment aux cotés de Bayoux et de deux autres camarades une plaquette relative à la création du Parti, plaquette dont la jalousie poussait à dire qu'il n'en avait pas conçu une ligne, mais qu'étant donnée sa place sur l'échiquier politique du PSU, Bayoux l'utilisait habilement.

Dans ces années de grande concurrence gauchiste, la GP⁶⁸ allait de succès en triomphes grâce à ses actions exemplaires. Même si nos dirigeants se défendaient de vouloir damer le pion à la plus forte organisation maoïste de France la chose était si évidente que nos rivaux détestables du PCMLF n'hésitaient pas à faire l'assimilation entre les maos du PSU et les affreux spontex de la G.P. Non, non ! Je vous assure nous étions totalement originaux, il suffisait de nous lire : ni spontanéistes, ni dogmatiques, le juste milieu en somme.

La grève annuelle ayant eu lieu, les cours reprirent, les préparations d'examen aussi. Il ne fut pas possible de ranimer le feu révolutionnaire avant les vacances d'été. La rentrée de novembre se fit dans les nouveaux locaux de Croix Rouge, quartier neuf dans l'esprit des villes nouvelles. C'est là que l'ambitieux maire de Reims avait conçu de faire bâtir un campus pour y loger les facs de Lettres et Droit à quelques kilomètres du campus sciences qui préexistait en sortie de ville en direction de Châlons sur Marne. Deux campus pour une petite ville, l'avarice n'était pas de mise.



Le campus Croix-Rouge (Coll. Privée)

Progressivement, les départements de la fac de lettres quittaient le centre ville. Le département d'Histoire avait précédé celui des Lettres classiques et modernes. Ce déménagement ne nous enthousiasmait guère, nous les littéraires attachés à ce que l'on s'imaginait être le site de l'université médiévale. Les campus à l'américaine avaient la

faveur des modernistes de la France Pompidolienne, pas la nôtre. Nous regrettons déjà nos petites rues du centre ville (petites au moyen âge sans doute, la grande guerre avait permis aux reconSTRUCTEURS de revoir le plan de la ville à l'aune de la modernité des années folles). La révolution de 68 y avait fleuri, la rue d'Anjou raisonnait encore de la voix de Bayoux qui faisait honneur à la philosophie rémoise. Il y avait aussi à deux pas, le Français, ce bar de la place des 6 cadrans, haut lieu de nos rendez-vous amoureux autant que révolutionnaires. Nous y venions boire des chocolats au kirsch. Le patron était une figure locale, il évoquait le capitaine Haddock à tous ceux qui avaient lu *Tintin*. Il était handicapé des jambes et donc vissé à son comptoir, à sa caisse. Il fallait l'entendre hurler après sa fille, la Patricia, qui assurait le service en salle. Hurllements qui faisaient frémir de révolte anti-machiste nos militantes du MLF⁶⁹. Bien

seconde partie du XXème siècle. Oubli impardonnable pour un futur professeur de droit.

⁶⁸ Gauche Prolétarienne : groupe maoïste qui comptait de futures vedettes philosophiques adeptes d'un activisme qui les conduisit au bord du terrorisme, Jean Paul Sartre avait soutenu leur publication, *La Cause du peuple* : il en avait même priS la direction pour éviter son interdiction de paraître.

⁶⁹ MLF : Mouvement de libération des femmes.

sûr comme tous les patrons de bistrot nous le soupçonnions d'être un indic, ce qui n'empêchait pas Dimitri comme d'autres leaders de se perdre en discussions politiques avec ce suppôt du gaullisme. Allez savoir d'où venaient les informations des RG après de tels bavardages ?

A Croix Rouge les travaux allaient bon train. Les salles de classes étaient construites dans des matériaux modernes qui n'avaient aucune prétention de longévité, à l'époque du « tout jetable » ces locaux étaient à la mesure de cette idéologie du précaire comme luxe civilisationnel. Seuls les amphithéâtres avaient une réelle prétention architecturale décriés par les partisans du « tout béton » nostalgiques des blockhaus, d'un symbolisme hors de saison, quand ils seraient tous construits, vus du ciel ils dessineraient comme une marguerite. Le peuple rémois qui commençait à occuper les premières barres d'habitation, elles aussi construites dans la hâte et l'insouciance énergétique qui prévalait, vint hanter ces « cages à lapins » : il voyait en nos amphithéâtres, non une marguerite mais des coquilles.

Autour de cette marguerite l'encerclant devait se déployer progressivement des bâtiments de type « Pailleron » dont la médiocrité connut son heure de gloire lors de l'incendie d'un collège construit dans ces mêmes matériaux. Ces constructions, d'aussi mauvaise qualité qu'elles étaient, avaient pour moi un charme inconnu : elles étaient sur 3 niveaux, par quelque entrée qu'on entra ou qu'on sortit, on était toujours au rez-de-chaussée. Les concepteurs avaient utilisé au mieux le relief pour obtenir cet effet, ce qui eut égard à la hauteur de la montagne de Reims pouvait tenir de la gageure.

Nos camarades d'Histoire, ayant occupé les lieux avant nous, avaient obtenus du doyen Cimaïse, lui-même historien de formation, un local pour des activités estudiantines, à vocation culturelle cela va sans dire. C'est une déjà vieille association, le GRAC (Groupe Rémois des Amis de Clio), qui servit de « cache-sexe » à notre repaire gauchiste. Clio était la muse de l'Histoire chez les Grecs, ça sentait un peu la naphthaline comme sigle : après tout, quoi de plus naturel pour une couverture que de sentir un produit anti-mites (et pas pour autant anti-mythes) ? C'est là que nous fabriquions nos « dazibao » affiches à la mode chinoise sur lesquelles nous dénoncions aussi bien les menées guerrières de l'impérialisme américain que les envolées anti-avortement de ces profs de philo outrageusement réactionnaires qui avaient succédé à Alban Bayoux. Le triste sir à la tête du département de philo avait une physionomie qui évoquait celle d'un ténia. Il aimait à décrier cette erreur de langage qui voulait qu'on désigne les prostituées sous le nom de dames de petite vertu, car selon lui la vertu était grande ou n'était pas... Prétendait-il cacher la sienne dans son slip ? Il se vantait d'avoir huit enfants, ces collègues qui ne doutaient pas de sa rigueur apostolique en matière sexuelle lui prêtait cette maxime : « huit coïts, huit enfants » Il oeuvra beaucoup pour la survie des fœtus préfigurations d'enfants non voulus, et comme il était beaucoup moins avare de la vie des vietnamiens, en cela favorable à l'intervention des armées US en Indochine, on le surnommait aussi l'abbé 52 en hommage aux avions largueurs de napalm sur les enfants de l'oncle Ho⁷⁰.



La voix du GRAC, n°1, septembre 1969
(fonds Michel Silland)

Reclus dans le local du GRAC et guère enclins à suivre nos cours, nous nous étions trouvés, Emilie et moi, un talent pour la bande dessinée et passions le plus clair de nos temps libres à dessiner sur des grandes feuilles que nous découpons d'un rouleau acquis au journal *L'Union*. Par devoir, comme par nécessité nous étions devenus des étudiants salariés. Nous n'avions plus le goût des études surtout que nous avions du mal à faire le deuil de notre maître en littérature parti faire la révolution à Vincennes avec quelques autres marxistes freudiens qui avaient fait la préfiguration de l'université rémoise au temps béni du collège littéraire universitaire. La saignée opérée par Vincennes, au profit de cette médiocratie universitaire, nous détournait décidément de la littérature. Notre seul souci était de réveiller l'esprit de révolte aujourd'hui à Croix Rouge comme hier rue d'Anjou. Nous eûmes l'occasion de tester encore cet esprit à l'occasion de la réception d'un universitaire italien au grade de docteur *honoris causa*.

Cimaïse avait organisé cette grande opération d'une importance internationale dans les nouveaux locaux de Croix Rouge, aucun des superbes amphithéâtres n'était encore utilisable, il avait donc dû se résoudre à recevoir cet universitaire ainsi que le recteur, un adjoint au maire et tout un gratin militaro-universitaire

⁷⁰ HO pour Ho Chi Min père de la révolution vietnamienne vénéré non seulement par son peuple mais aussi par tous les progressistes du monde. Dans nos manifs nous scandions souvent son nom : ho, ho, Ho Chi Min ! Les trotskistes qui avaient longtemps noyauté des organisations de soutien au peuple vietnamien comme « un bateau pour le Vietnam » étaient beaucoup plus friands que nous de ce slogan de manif.

(on se demande bien pourquoi il y avait des militaires en uniforme, mais ils étaient aussi de la fête) dans une salle ouverte sur 2 niveaux qui tenait lieu d'amphithéâtre.

Comme il s'agissait d'un événement d'importance, la presse s'en était fait écho. Cimaise qui n'ignorait pas que les gauchistes ne resteraient pas indifférents, convoqua Dimitri, le somma de respecter l'honneur qui était du à un universitaire étranger et lui révéla moult informations sur le déroulement de la cérémonie. On soupçonna Cimaise d'espérer voir se réaliser ce qu'il prétendait vouloir éviter, car on le savait ennemi juré du recteur, sans doute une rivalité autour de la question de savoir qui régnait sur les jeunes âmes au sein des différents appareils idéologiques d'état chargés de l'éducation. Nous ne l'aimions pas non plus. Responsable à nos yeux d'avoir purgé l'éducation nationale de tout gauchiste non lauréat d'un concours viatique de l'emploi à vie. Il s'appelait « guai » et nos railleries sur son blaze se limitaient à « si t'es guai, ris don' ! » L'acception américaine de ce phonème n'avait pas encore franchi l'atlantique.

Notre bon doyen avait aussi convoqué tous les étudiants d'Histoire pour faire nombre afin que l'aréopage de VIP se sente honoré comme le futur docteur par des représentants du monde certes limités aux étudiants. Honorés, ils le furent, dès la fin des amuseries protocolaires alors même que Cimaise allait inviter les gens de bien à vouloir le suivre pour le cocktail, Dimitri prit la parole et annonça à l'assistance que les portes étaient bloquées et que tout le monde devait attendre que le recteur s'explique sur sa politique de répression à l'égard des surveillants et autres maîtres auxiliaires écartés de l'éducation nationale pour cause d'opinions politiques. Bien sûr le dit recteur refusa de s'expliquer sous la contrainte. Cimaise, faux cul, désapprouva formellement la méthode. Des étudiants prirent successivement la parole pour expliquer comment ils avaient été évincés. Les portes de la salle avaient été fermées par de modestes cadenas de l'extérieur ce qui ne permettait pas aux séquestrés de constater l'ampleur de l'entrave, quelques gros bras des services d'ordre étudiants des manif gardaient les issues. On imaginait mal ce beau monde sauter par les fenêtres dont certaines n'étaient pourtant qu'à deux mètres du sol. Notre RG préféré, à vrai dire le seul qu'on connaissait se trouvait enfermé avec les officiels et s'était rapproché de Dimitri pour lui faire peur en le menaçant du pire et l'informant que des cars de flics étaient garés non loin de la fac. Bien qu'aucune liaison radio n'était possible on se doutait bien que la flicaille allait bientôt être informée. Les témoignages commençaient à manquer, l'interpellé ne faiblissait, le militaire rien moins que commandant de la place était blême. Notre docteur *honoris causa* prit une initiative en disant qu'il était coutumier de ce genre de fait en Italie, qu'il aimait bien la jeunesse qu'il la comprenait. C'est tout juste s'il ne partageait pas notre indignation. Ce disant, il se rapprochait de la porte accompagné de Cimaise qui patelin demanda aux gardiens du temple d'ouvrir au moins la porte à notre hôte qui n'était pour rien dans nos différents français. Dimitri qui avait rejoint cette avant-garde universitaire et qui ne voyait pas bien d'issue honorable à cette séquestration donna l'ordre d'ouvrir la voie pour laisser sortir l'Italien. Dès que la porte s'ouvrit Ferrer le RG qui n'était pas venu seul et qui lui aussi avait suivi le mouvement, bloqua la porte fraîchement ouverte tandis que ses collègues empêchaient nos gros bras de la refermer. Les fuyards étudiants s'engouffrèrent pour éviter des suites voire des conséquences que les témoignages délivrés durant la séquestration n'avaient fait que conforter dans leur urgence d'échapper à ce piège.

Le doyen n'avait pas invité des gauchistes mais de calmes étudiants en fin de cycles universitaires. Une fois la brèche ouverte, il n'était pas question de tenter quoique ce soit, toutes les portes s'ouvrirent et les VIP partirent pour leur cocktail dont le lieu avait été tenu secret, Cimaise n'en avait pas confié l'adresse à son gauchiste préféré.

Cette séquestration ne fit pas la une des journaux pas même celle du local qui évoqua des incidents lors d'une cérémonie universitaire. Était-ce une nouvelle tactique de la bourgeoisie pour éviter de donner trop de résonance à une pochade d'étudiant ? En comparaison des menées nationale de l'organisation « Action directe », il n'y avait pas là de quoi noircir beaucoup de papier. Nous étions loin de vouloir concurrencer une organisation qui était entrée dans le terrorisme, pas pour très longtemps et c'est tant mieux pour eux.

Nous nous ennuyons si loin de la ville et des animations de notre « quartier latin » comme on aimait à le nommer lors de nos bouffées de nostalgie. De notre repère gauchiste situé en coin nous pouvions voir le resto U d'un côté et les barres d'habitation de l'autre, pas de quoi exciter l'imagination révolutionnaire. Les femmes de ménage avec lesquelles nous avons fraternisé, celles qui avaient en charge la propreté du département d'Histoire, venaient prendre le café avec nous et nous devisions « politique » avec elles. Nous étions donc à l'écoute des masses laborieuses. Ces braves femmes attendaient que des salles se libèrent pour les nettoyer, nous, nous séchions nos cours préférant aux doctes littéromanes entendre les récriminations prolétariennes contre « papidou » du nom qu'elles attribuaient involontairement au président de la république.

Pour elles aussi le centre ville était trop loin et les bus pas pratiques du tout. Il fallait, au départ du théâtre, lieu d'interconnexion des lignes de bus, aller jusqu'à l'hôpital et changer là pour Croix Rouge. C'était pis encore pour les étudiants, ceux qui fréquentaient les restos U le week-end et qui devaient alors, s'ils étaient scientifiques, prendre un bus au Moulin de la Housse pour venir déjeuner à Croix rouge quand c'était au tour de ce dernier d'assurer la permanence gastronomique les samedis, dimanches et jour fériés.

L'inverse n'était pas si vrai, peu d'étudiants littéraires habitaient Croix Rouge car il n'y avait de résidences universitaires que du côté de la fac des sciences.

C'en était trop, cela ne pouvait durer ! Nous fréquentâmes un peu nos cours pour constater le degré de révolte des étudiants contre cette infâme organisation des transports qui obligeait étudiants et travailleurs à passer de longues heures dans les transports en commun dont on ne disait jamais assez à quel point ils étaient nécessaires, même si personnellement nous préférons nos solex.

Emilie, dirigeante impétrante du GLPR, conçut un projet diabolique dont elle réserverait la primeur aux étudiants au moment de passer à l'acte. Il ne s'agissait pas de répéter la foireuse opération avortée sur la boîte d'intérim, mais de réussir cette fois une action exemplaire. Il n'était donc pas question de solliciter les autres unités de l'organisation, nous allions « compter sur nos propres forces ». Les effectifs n'étaient pas de l'ordre d'une légion mais l'opération ne nécessitait pas de mobiliser les foules. Nous pouvions compter sur tous les militants et sympathisants d'Histoire et quelques autres sympathisants de Lettres. C'est une colonne d'une vingtaine d'étudiants qui quitta la fac pour, à travers champs, rejoindre l'arrêt de bus le plus proche. L'urbanisation encore balbutiante laissait de vastes terrains en friche, il était plus court par beau temps de traverser ces anciens champs que de prendre les allées sinueuses destinées à desservir ultérieurement des bâtiments encore ignorés. Emilie avait convoqué les militants et sympathisants devant le resto U en leur promettant de leur confier l'objectif de l'action au moment de partir. Les plus prévoyants s'étaient munis d'affiches et de feutre car nous étions toujours sur la mode des dazibaos, nous pensions déjà que la publicité de nos actions était aussi importante que l'action elle-même.

C'était sous un grand soleil que, munie de son parapluie toujours bien utile dans notre région, Emilie dévoila le but de notre action du jour : il s'agissait de détourner le bus H pour l'obliger à nous conduire d'une traite au centre ville afin de monter notre colère et notre détermination face à l'insupportable plan de transport urbain.

Insoucieux de la tactique, nous attendîmes une bonne demi-heure que le « H » arrive, vide comme d'habitude, car personne n'avait envie d'utiliser cette incommodité pour descendre en ville.

Nous montâmes dans le bus, Emilie dit au chauffeur « Vous êtes détourné, emmenez-nous au théâtre ! » Le chauffeur qui s'ennuyait ferme sur cette ligne répondit « Vous êtes en nombre, je m'incline devant la force ! » Sans autre palabre, nous voilà partis vers le centre ville. Les étudiants placardèrent sur les vitres toutes sortes de slogans : bien sûr « le H direct » mais aussi des slogans hostiles au gouvernement et au maire de Reims. Lors de ralentissements de la circulation certains d'entre nous actionnaient la manette de secours qui permettait d'ouvrir les portes et haranguait les passants. Le chauffeur n'appréciait pas ces manœuvres et intima l'ordre de cesser sous peine qu'il ne s'arrête et plante là bus et étudiants, car, à la TUR (Transports Urbains de Reims), on ne plaisantait pas avec la sécurité. Arrivés au théâtre nous descendîmes et nous séparâmes. Certains regagnèrent leur chambre en ville, d'autres en profitèrent pour faire des courses quant aux autres ils durent retourner à Croix Rouge pour reprendre leur véhicule en recourant au trajet sinueux prévu par la TUR. Par chance ce ne fut pas le même chauffeur qui conduisait le « H ». Notre chauffeur détourné avait dû aller informer sa direction. On apprit par la suite qu'il s'était fait engueuler et qu'il lui avait été conseillé, si pareille mésaventure se reproduisait, de quitter le véhicule et d'informer la direction au plus tôt. Le lendemain, l'Union se fit l'écho du détournement en minimisant l'affaire et prenant presque le parti des étudiants qui certes avaient bien du mérite pour rejoindre leurs cours dans de telles conditions de transport.

Longtemps après, alors que nous n'étions plus étudiants, la TUR inaugura une ligne directe de Croix Rouge au théâtre.

4 - L'ouvrier, notre seigneur !

(Deux ou trois choses que je sais d'elle...LA CLASSE)

Les choses qui ne devaient plus jamais être comme avant, avant 68, avaient tendance à redevenir ce qu'elles avaient été. La lutte des classes battait son plein toujours administrée par le PCF et la CGT qui avaient fait la preuve qu'ils n'étaient pas révolutionnaires mais qu'ils étaient à l'Est, voilà tout. D'autres, les « vrais communistes » voulaient prendre le relais, assurer la succession, tout imbus de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne qu'ils étaient. Il s'agissait pour eux, pour nous communistes du Groupe Lutte Pour la Révolution (GLPR), de chasser les révisionnistes de la place. Entendez par « révisionnistes » le qualificatif dont la terminologie en vigueur du côté de la Chine affublait les communistes affidés de l'URSS, on disait aussi réviso.

Les maoïstes du GLPR, durant 68, étaient encore dans la couveuse PSU, petit parti de la Gauche non communiste plein d'idées mais sans beaucoup de militants. A Reims, le parti était dominé par Alban Bayoux. Le maître s'essayait à la praxis, il disposait de troupes qui, sous sa direction, allaient mener des luttes très importantes pour la ville et qui parfois défrayèrent la chronique nationale.

Les trotskistes faisaient figure de mouche du coche à côté du GLPR qui prit bientôt la succession du PSU mao de Reims quand Alban Bayoux rompit avec Michel Rocard sur la question de savoir si : « n'était réelle-ment socialiste que celui qui poussait la lutte des classes jusqu'à la dictature du prolétariat »⁷¹. La configuration politi-que locale était différente du hit parade national, notre groupe était quasiment inconnu des médias. Les succès des luttes rémoises permirent à Bayoux. et ses disciples de Vincennes de briller d'un feu révolutionnaire sans égal par le fait d'une implantation dans la France profonde, voire d'une réelle

réelle implantation prolétarienne.

Pour ce qui est des actions et des luttes en milieu ouvrier, Paul Huart maîtrisait les choses grâce à l'implantation maoïste à Chausson. C'était Jean Brouin qui était à la manœuvre dans l'usine, tutoré sur le plan théorique et stratégique par Paul qui nourrissait quelques ressentiments contre les dirigeants parisiens du groupe. La puissance des analyses théoriques



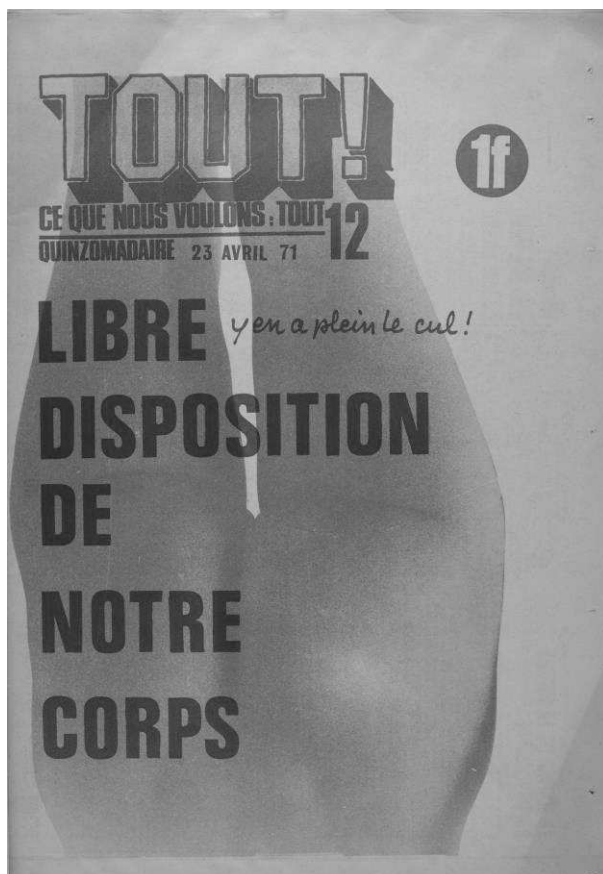
Le marxiste-léniniste, n°1, 1974 (Coll. Privée)

des philosophes professionnels faisait un peu pâlir ses propres analyses, même si elles avaient longtemps culpabilisé les petits enseignants du PSU. Paul Huart, dentiste de son état, avait été très actif du temps de la guerre d'Algérie, du bon côté bien sûr, celui du FLN : il avait été dispensé de service militaire du fait que son père était mort au champ d'honneur. Il n'avait pas abdiqué de toute velléité de leadership au sein du GLPR avec lequel il entretenait une position de type « compagnonnage » plutôt que de membre discipliné. Les dirigeants lui accordaient une certaine indulgence du fait de son ascendant sur les ouvriers de Chausson. Ouvrier, presque, Jean Brouin militant de la CFDT de l'usine, était un « col blanc » quelque chose comme un contremaître ; il était affecté à la distribution du boulot dans les ateliers. Il décriait souvent sa position de petit chef, ce qui paradoxalement lui donnait le droit de parler au nom des ouvriers, face à une organisation d'universitaires, il n'était pas bien difficile de faire admettre que c'était lui l'expert de la condition ouvrière telle qu'elle était vécue dans les boîtes.

Les maos révéraient la classe messianique mais ne lui vouaient pas la dévotion que les trotskistes affichaient pour « la classe ». Marxistes-léninistes, certes, cependant n'oublions pas que le président Mao avait fait la révolution chinoise avec les paysans et que la grande révolution culturelle prolétarienne (GRCP) se déclinait avec les étudiants garde-rouges. Les grandes plaines de feu la Champagne pouilleuse n'étaient plus travaillées par des paysans pauvres au grand dam des théoriciens de la prise du pouvoir par le peuple qui ne renonçaient pas pour autant à organiser la paysannerie pauvre. Le champagne avait transformé en riches propriétaires fonciers les petits vigneron besogneux d'hier, il fallait donc se tourner vers d'autres couches de la population à fort potentiel révolutionnaire. Puisqu'il y avait des ouvriers à Reims, et même encore beaucoup, pourquoi ne pas tenter de les ramener dans le droit chemin de l'orthodoxie marxiste plutôt que de les abandonner aux mains des révisionnistes. Ces derniers, à Chausson, n'étaient pas complètement éteints. C'est pourquoi la CGT qui en avait largement les moyens politiques avait lancé un mot d'ordre de grève, comme à son habitude, sur une revendication salariale. Elle avait organisé ce piquet de grève, auquel, nous étudiants vraiment révolutionnaires prétendions devoir prêter main forte en dépit du caractère réformiste de l'enjeu du mouvement. Bien qu'informé de la nature du mouvement et de ses promoteurs, la direction politique et tactique assurée par Paul Huart et son lieutenant Jean Brouin décida que les étudiants iraient sur le piquet quand même. La décision ne fut pas si simple à faire exécuter, il fallait convaincre les dirigeants des autres unités rémoises du GLPR de suivre cette initiative prolétarienne. Le risque qui consistait à envoyer des maos sur un piquet CGT n'était pas nul et les étudiants pas forcément enthousiastes à l'idée d'aller se frotter aux révisionnistes réputés peu enclins à l'union avec les « gauchistes ». Les étudiants de l'unité de lettres pas vraiment motivés pour l'affrontement mais plutôt ralliés tactiquement à Paul Huart dans le jeu des contradictions internes se rendirent donc en cette terre de mission. Il s'agissait rien moins que d'y distribuer des tracts de soutien à

⁷¹ Citation attribuée à Marx

la juste cause des ouvriers tout en vilipendant les traîtres du PC-CGT. L'accueil fut plutôt rude, Françoise Fremont, particulièrement déterminée à assumer la tâche révolutionnaire qui lui avait été confiée, fut récompensée par quelques coups pour son opiniâtreté à vouloir convaincre les ouvriers égarés dans les bras des révisionnistes. Dois-je préciser, à qui l'ignorerait, que notre mouvement gauchiste minoritaire n'avait la prétention, contrairement à d'autres groupuscules marxistes-léninistes, de se substituer au rôle dirigeant de la classe ouvrière que le temps nécessaire à ce qu'elle puisse, elle-même, avec de vrais ouvriers prendre son destin à bras le corps pour instituer sa dictature salvatrice. Un dentiste et un petit chef en leaders prolétariens, ce ne pouvait être que provisoire, à moins de ne tomber dans les égarements révisionnistes de ceux que nous n'avions de cesse de critiquer.



n° 12 du « quinzomadaire » *Tout*

étions pas moins travaillés par la vague hippie anglo-saxonne qui déferlait sur le monde, sa musique, ses communautés, son herbe. Certains ont voulu interpréter mai 68 comme en rupture avec cette lame de fond civilisationnelle. Notre tradition française nous poussait sans doute plus volontiers que d'autres sur les barricades, certains groupes mao comme VLR (Vive La Révolution) mêlèrent joyeusement la GRCP et le *peace and love* ; mai 68 se présentant alors comme une synthèse de deux révolutions l'une occidentale l'autre orientale. Notre petit chef ouvrier, grand révolutionnaire devant le grand timonier, ne détestait pas se prendre pour un « beatles » et gratter la guitare en fumant de l'exotique. Les Chinois, pour autant que leurs attitudes et leurs sentences pouvaient être interprétées ne semblaient pas désavouer ouvertement ces pratiques occidentales. Les Soviétiques quant à eux dénonçaient vivement ces idéologies de la décadence bourgeoise. Les territoires des membres du pacte de Varsovie étaient à portée des antennes de *radio free europ* laquelle distillait sans retenue la propagande américaine et les joies de la civilisation de consommation. Les peuples d'Europe de l'Est et la Russie elle-même n'étaient pas hermétiques à tout ce chambardement occidental et comme l'usage là-bas était de traduire tout ce que disaient les médias officiels par son contraire, c'est à de drôles d'interprétation que cela conduisait les gens de peu de foi. Les Chinois éloignés physiquement et culturellement de nos idéologies occidentales se félicitaient des soucis internes que rencontraient les Soviétiques avec leur jeunesse attirée par les sirènes made in USA.

Sous l'enthousiasme des feux révolutionnaires de mai 68, Alban Bayoux en une première période, avait été séduit par cette alliance contre nature. Il avait joui « sans entrave » de l'élan juvénile au point d'y renier les engagements familiaux de sa préhistoire révolutionnaire. Cependant la rigueur idéologique guettait, la concurrence gauchiste faisait rage. L'œil de Moscou s'était déplacé à Pékin, bien qu'il fût aveugle sur les débordements joyeux de la jeunesse occidentale, les plus chinois des observateurs avaient bien vu que la gaudriole n'était pas l'horizon de l'orient rouge. Les ordres ne venaient pas du grand timonier, néanmoins c'était le PCMLF, vieux machin issu de la scission déclinée au sein du PCF en écho

Etait-ce pour marquer leur détermination révolutionnaire au-delà des mots et des précautions que leur statut social leur imposait de prendre, était-ce pour ces raisons peu avouables que nos dirigeants de l'unité *Chausson* entreprirent de nous endurcir, nous étudiants forcément et par nature petits bourgeois ? Ne fallait-il pas faire de nous de quasi-garde-rouges ?

Un stage commando fut organisé par Jean Brouin véritable adjudant chef, car lui avait fait son service militaire. Avait-il pour autant subi des sévices militaires ? Pour satisfaire à ses manœuvres pédagogiques destinées à nous aguerrir à la guerre de classe, nous dûmes une journée durant crapahuter dans les galeries ébouées et réputées dangereuses du fort de Pouillon. Un de ces forts militaires construits avant la grande guerre. Ces ruines servaient de repères nocturnes à des jeunes en mal d'émotions plus ou moins fortes, voire à la recherche de lieu festif à l'abris des regards censeurs de la gente bourgeoise et de ses flics qui d'ailleurs n'ignoraient rien de ce qui pouvait se tramer dans ce lieu secret. Filles et garçons durent escalader ces ruines pour la plus grande gloire du prolétariat, sous les injures de Jean Brouin qui lors des repos, comme lors des festivités ne cessait de nous traiter de « morts ».

Tout révolutionnaire que nous étions, nous n'en

aux divergences sino-soviétiques, qui avait la préférence officielle, le parti frère en quelque sorte. Les archéo-ML n'étaient pas des rigolos du genre à fleureter avec la libération des mœurs par exemple. Il était nécessaire de montrer aux chinois que ce parti n'avait rien à voir avec les luttes de masse, pour cela il valait peut-être mieux ne pas trop faire dans le ludique. Alban Bayoux publia un texte stigmatisant les « anarcho-désirants » l'analyse était parfaitement convaincante de nature à nous faire oublier l'origine de notre révolte pour les vérités de la lutte des classes.

A Vincennes il était clair que nos dirigeants bien aimés, coincés entre VLR, la GP, le PCMLF et l'HR avaient tranché en faveur de l'orthodoxie marxiste léniniste à la triste et grise figure des jours de défilé du 1^{er} mai sur la place rouge.

L'entraînement physique pour le service du peuple devait connaître un épisode plus édifiant encore. Jean Brouin, pas si prolo que cela possédait avec sa sœur une petite maison dans la rue Ruinart, sise donc dans un quartier, qui pour ne pas être des plus bourgeois n'en était pas moins à deux pas du centre ville. Avec son compère Paul Huart, toujours à la recherche d'une action opportune pour le plus grand bien de l'organisation, il proposa que le sous-sol de cette maison serve de salle de réunion pour accueillir nos multiples rencontres et formations théoriques. Un sous-sol, quoi de mieux ! Un avant goût de la clandestinité. Or ce local humide comme un cachot ne pouvait, en l'état, servir d'écrin à la cause communiste en construction, d'autant que d'illustres dirigeants parisiens seraient amenés à y tenir causeries ... Il fut décrété que tous les militants à la conscience de classe bien trempée viendraient assister les tenants de l'unité Chausson dans la peinture du local. Il s'agissait aussi d'une manœuvre qui avait entre autres finalités de pouvoir désigner à la vindicte populaire, c'est-à-dire à l'ensemble des communistes du GLPR de Reims, ceux qui membres d'autres unités que celle de *Chausson* s'exonéreraient de cette tâche méritoire. Il fut convenu que l'achat des couleurs se ferait aux frais de l'organisation, non sans que cela n'irrite un peu la Gauche du GLPR locale menée par Fol de la Carle. N'y avait-il pas là un bénéfice secondaire pour Jean Brouin ? Ceux qui tous, comme moi, bon citoyen organisationnel, se réjouissaient que le groupe se dote d'un local, se firent un plaisir, un devoir, de contribuer à l'embellissement de la cave de la rue Ruinart. Hélas les vapeurs de la peinture *spéciale béton* n'étaient pas celles d'un vieux champagne qui aurait pu soudre d'une rue aussi bien nommée et nombre d'entre nous payèrent d'une crise de foie leur dévouement au service du peuple. En comparaison avec ce que subissaient quotidiennement les victimes du capital qui fabriquaient cette barbouille ou d'autres saloperies du même tonneau, nous n'avions pas à nous plaindre.



L'Humanité rouge n° 120

Mon initiation aux joies du travail ouvrier qui avait commencé chez *Rem* devait se poursuivre chez *Chausson*. Pour y être embauché cet été là, ce fut grâce à l'entremise de ma mère qui y assumait les hautes fonctions de femme de ménage. Quand j'y entrai, la révolution avait pris le large. Depuis quelques années, *Chausson*, équipementier automobile, fabriquait des radiateurs pour les voitures, après avoir fabriqué, il y avait déjà bien longtemps, des autobus entiers du même nom. Un vieil ouvrier anar, attaché à la chaîne de montage, jetait parfois au sol un élément métallique qu'il avait normalement la charge de placer dans le rafraîchissoir à liquide de frein en

criant : « encore une vie de sauvée. » Un au moins qui se posait la question de l'utilité du produit qu'il contribuait à fabriquer ! Mai 68 avait déjà insinué ce doute existentiel au sein des organisations révolutionnaires. L'exploitation de la force de travail ne devait plus être le seul objet de combat, la montée ultérieure du chômage musellera pour longtemps encore toute expression ouvrière sur ce thème de l'utilité sociale de ce qui est fabriqué. J'étais très attentif au comportement des jeunes ouvriers qui, attachés à leur machine, ne se révoltaient plus. Ils entonnaient parfois quelques « gueulantes » de leur cru ou sur un air connu en accomplissant les gestes répétitifs qui leur étaient imposés, leurs voix réussissaient à peine à se faire entendre des quelques personnes dans leur proximité tellement les outils d'emboutissage faisaient de bruit. Tous les décibels sortis des sons de la musique *rock métal* ne furent jamais que pâles copies. Cette étrange prestation acoustique aurait pu faire d'eux des vedettes du show biz quelques décennies plus tard. La jeunesse, sa violence, sa beauté dans la douleur surgissait soudain dans cet enfer de l'aliénation par le travail. Je m'interrogeais sur le point de savoir s'ils étaient conscients de l'injustice de leur condition, si le sacrifice de leur liberté au profit de la production automobile valait le salaire qui leur était consenti et qui n'était pas des plus mauvais sur la ville. Les grosses boîtes de champagne comme quelques grandes entreprises payaient plutôt mieux leurs ouvriers que les autres usines rémoises.

A l'occasion de ce « stage » ouvrier, je fus victime d'un accident du travail. La nécessité de la production, une commande urgente avait conduit un contre-maître à m'installer une machine pour couper des tuyaux en morceaux d'une longueur certainement mieux adaptée à l'usage auquel ils étaient destinés. Je fus chargé de cette découpe sur un outil qui ne présentait sans doute pas toutes les sécurités requises pour le travail avec des engins tranchants. Mon chef m'avait bien prévenu de faire attention à mes doigts, en présentant le tuyau à la lame qui sortait en une fraction de seconde de sa cachette dès lors que je le lui commandais en appuyant du pied sur une pédale. Fasciné par le danger dont je voyais très bien d'où il pouvait venir, je laissais mon auriculaire à portée de cette langue de lézard métallique qui m'entaille le doigt. J'arborais alentour ma main sanglante, on s'affaira autour de moi, me conduisit à l'infirmerie, bientôt une ambulance vint pour m'emmener à l'hôpital. Ma famille au premier rang de laquelle Emilie devenue ma compagne fut prévenue.

A aucun moment je n'avais perdu connaissance, pas même souffert si ce n'est de la peur que tous ces soins et affairements suscitaient en moi. Le médecin me délivra un arrêt de travail de huit jours si bien qu'au terme de cette période de congés entièrement payée, j'arrivais au bout de mon contrat à durée déterminée, je ne remis plus jamais les pieds, ni les mains dans cet atelier. Ce n'est qu'après, longtemps après, que je reçus une lettre de la caisse primaire d'assurance maladie m'informant que les délais d'appel pour réclamer une indemnité étaient dépassés. Je n'avais aucune séquelle de cet accident, mon petit doigt était intact comme l'est encore le sentiment d'absurdité de la condition ouvrière. La vie de mes parents accablés de fatigue tout comme leurs conseils m'avaient bien persuadé de ne pas me résoudre à ce destin ; l'école me permettrait d'y échapper, ce n'est pas pour autant que le sort de mes semblables moins chanceux que moi me laissait indifférent. Je m'étais ouvert de cet état d'âme à quelques ouvriers un peu plus vieux et néanmoins soumis aux cadences, ils étaient tous bien conscients de leur infortune et m'incitèrent à réussir mes études pour n'être pas comme eux... Eux-mêmes avaient des enfants, ils les poussaient à la réussite scolaire, contrairement disaient-ils à certains de leurs collègues qui ne se souciaient que de dépenser leur paie, leurs enfants n'auraient qu'à se démerder comme eux-mêmes.

Ne nous laissez pas devenir vos chefs disions-nous sur les piquets de grève de mai !

5 - La petite ville d'A

Fol de la Carle était arrivé au GLPR par les mobilisations qui avaient suivi mai 68, il s'était tout de suite imposé à la gauche de l'organisation. Depuis Guy Mollet, il est notoire qu'un parti aussi peu socialiste soit-il se prend par la gauche. Voulait-il prendre le parti ? Il voulait surtout prendre le leadership à Reims.

Dimitri, après son succès lors de la grève des facs de langues, avait été happé par la direction nationale et le bruit courait qu'il s'était vu confier une mission d'implantation du côté de Saint Etienne. On disait même qu'il s'était « établi » La ligne d'établissement commençait à se développer dans la galaxie ML (Marxiste-Léniniste). Par établissement on entendait qu'il s'agissait, pour des intellectuels, de se faire embaucher en qualité d'ouvrier en usine. Les ML occidentaux avaient adapté de manière très marxiste et très valeureuse le concept chinois d'établissement des intellectuels à la campagne (pratique maoïste synonyme aujourd'hui de génocide). C'était un peu le mode de rédemption adopté par les prêtres-ouvriers. La messe n'était pas la même, la finalité non plus, encore que l'évangile de la libération n'était pas si éloigné du messianisme ouvrier, le Vatican ne l'a pas entendu de cette manière et l'a banni des mortifications salvatrices. Les prêtres-ouvriers agissaient en vertu de leur foi, les Maos aussi. Ils avaient eux aussi un grand patron de l'autre côté de l'horizon, celui-là admettait le culte de sa personnalité, à chacun son culte ! Se mettre au service du peuple n'était-ce pas à peu près la même chose que servir son Dieu ? Dans les deux cas les méthodes n'étaient pas si éloignées. Il s'agissait d'être au sein du peuple « comme un poisson dans l'eau » comme il est dit dans le petit livre rouge, publication établie d'après les écrits du grand timonier : on a l'évangile qu'on peut ou qu'on veut.

Le vent tournait, 68 avait fait la preuve que le communisme n'était pas LA solution. La prise du pouvoir par le prolétariat s'était avérée impossible en France alors qu'on la croyait à la portée de la rue. L'organisation de la société par le socialisme réel s'était montrée sous son jour le plus noir à Prague cette même année. Le communisme moribond allait être achevé par un prélat polonais fait pape pour la curée.

Le concept de ligne d'établissement allait lui aussi succomber, les intellectuels chinois n'iraient plus se faire rééduquer à la campagne. Les intellectuels français de la GP (Gauche Prolétarienne) renonçaient au terrorisme, on perdit la trace des marxistes léninistes orthodoxes, il en reste peut-être encore dans quelque usine française, oubliés de la mode, voire touchés par la grâce prolétarienne. Contrairement au trotskisme, le maoïsme a su disparaître de l'occident révolutionnaire, à temps pour ne pas hanter les sarcophages. Ce n'est pas d'établissement dont rêvait Fol de la Carle, il prétendait même avoir goûté aux joies de l'exploitation prolétarienne ; il aurait travaillé... en usine. Où ? Quand ? Pour y faire quoi ? On ne l'a jamais su. Il avait aussi déjà vécu, aurait eu femme et enfant, une petite fille. Il habitait rue Andrieux, y avait installé son quartier général prolétarien, c'est-à-dire qu'il avait réussi à s'entourer de quelques agités du bocal, dont un fils de famille qu'on appelait « Piaf ». Piaf, parce qu'il était maigrelet et très fébrile,

étudiant en Droit, il évitait les frères Palmain trop droitiers et sentencieux à son goût. Il avait transité par l'unité *Chausson*, mais le militantisme version ouvrieriste de terrain ne le satisfaisait pas non plus. Était-ce à cause de ses origines de classe, ou la volonté de se montrer viril par-delà sa conformation physique ? Toujours est-il qu'il était devenu le jouet de Fol qui s'en servait notamment comme chauffeur. Le Piaf disposait d'une voiture : une deux pattes, la fameuse deux chevaux *Citroën Mylène*, une militante transfuge de la région parisienne rejoignit la bande. Cette aile gauche autoproclamée qui se la jouait « bande à Bonnot » de Sous-Préfecture s'illustra surtout par une grande opération révolutionnaire à Epernay, l'autre capitale du Champagne.

Fol de la Carle avait réussi à se faire nommer « maître auxiliaire » au lycée technique d'Epernay. La "déportation" des étudiants rémois vers les petites villes de la région pour y exercer les petits boulots de l'Éducation Nationale était chose courante. Les établissements scolaires de Reims ne pouvaient accueillir toute la main d'œuvre intellectuelle, apprentis professeurs, futurs cadres commerciaux, voire pharmaciens que la toute nouvelle université produisait. Fol entreprit de faire de ses élèves des révolutionnaires, essayant avec plus ou moins de succès de fomentier grèves et révoltes en tout genre au nez et à la barbe du proviseur nommé Pinceau. Non ce n'était pas un sobriquet donné par des potaches sparnaciens. Avoir un tel patronyme pour un chef d'établissement technique, c'était un signe de vocation précoce. Tout le corps professoral riait sous cape de l'infortune onomastique de leur collègue et néanmoins supérieur, le Pinceau en question était un des directeurs d'établissement des plus gradés de la ville, c'est pourquoi il était à la tête du plus gros bahut, qui n'avait certes pas la classe d'un lycée classique, mais faisait de lui un notable invité à la table du Sous-Préfet. Ces temps-ci, il ne quittait plus les ors de la République, car l'acharnement du destin lui avait fait hériter cette année d'un traître, d'un fouteur de merde. Il ne fut pas viré tout de suite, il eut le temps de mettre la ville à feu et à sang. C'est là ce qu'il fallait faire croire aux camarades parisiens, qui ne demandaient pas à entendre autre chose. Le GLPR local se laissait aussi séduire à l'idée qu'Epernay était aux mains des maoïstes. Il eut été de mauvais aloi que d'émettre quelques bémols sur l'ampleur du mouvement. Fol jouait les chefs d'orchestres clandestins des révoltés du lycée Godart André, sa bande et ses alliés conjoncturels avaient envahi la ville, l'inondaient de tracts, improvisaient des piquets de grève devant les lycées et organisaient des tentatives de rassemblements, faute d'oser parler de manifestations. La machine révolutionnaire perturbait curieusement la sérénité viticole qui ne connaissait guère que les grèves cégestistes toujours victorieuses en termes de gain de pouvoir d'achat. La paix sociale s'achetait à vil prix au regard du prix de vente d'une bouteille. Ça n'avait pas toujours été le cas : au début du 20^{ème} siècle c'est par du vrai feu et du vrai sang que les rues d'Epernay connurent la révolte des vigneronns, mais qui voulait encore se souvenir de cela ?

L'irrésistible ascension du leader charismatique était lancée et faisait trembler d'indignation son omnipotence Pinceau, terreur des adolescents des quartiers populaires. Pour que la lutte s'étoffe, il fallait prêter main forte à la glorieuse bande d'Epernay qui ne comptait d'ailleurs qu'un seul sparnacien de souche en la personne de Tiam, jeune lycéen viré du lycée Godart André l'année précédente. Il avait rejoint la bande autant par désœuvrement que par vengeance. Les étudiants de l'unité « lettres » en chômage révolutionnaire furent requis pour investir la ville lors de valeureuses opérations de mobilisation : distribution de tracts et tentatives de « travail de masse ». Pour cette noble cause, je m'étais associé à la lutte, clandestinement, je ne tenais pas à perdre mon poste de pion au collège « terre de cien ». Je devais gagner de l'argent pour pouvoir poursuivre mes études autant que cette vie d'étudiant révolutionnaire que j'aurais bien fait durer jusqu'au « grand soir ».

J'étais prudent, ce qui me valait d'être stigmatisé comme « droitier », donc politiquement un peu plus réaliste que ceux qui n'avaient jamais fréquenté la classe ouvrière. L'arnaque en cours me paraissait criante. Fol n'avait de ML que le label qu'il s'était attribué pour justifier sa prétention à être le chef de la petite guerre de classes. Le « travail de masse » la liaison prolongée, besogneuse au peuple dont il ignorait tout sauf sa réputation insurrectionnelle, n'était pas sa tasse de thé. Pour faire chinois, il devait bien de temps en temps en boire un peu... de thé.

Son emphase révolutionnaire ne tiendrait pas la longueur et surtout pas l'épreuve de vérité, de celles qui finissent toujours par s'imposer à l'évidence. Conscient de la réalité du personnage, je m'inventais un stratagème pour éviter d'aller soutenir ouvertement devant les portes de Pinceau le futur prof exclu du lycée.

Je me fis donc un devoir de copier le fichier des élèves de mon collège : à cette époque l'usage de la photocopieuse n'était pas généralisé dans les établissements scolaires. La besogne était fastidieuse, mais il fallait cibler un peu mieux le travail en direction du peuple. Connaissant un peu mes « ouailles », je savais vers quels parents il valait mieux aller prêcher la bonne parole. Je pouvais, grâce au fichier, savoir la profession et l'adresse des parents. C'est encore avec ce savoir là que, de nos jours, les profs fondent leur diagnostic social, voire leur compassion. J'ai moi-même bénéficié de ce traitement d'exception tout au long de ma scolarité. Je savais, en bon analyste politique, ce qu'il en était des opportunistes de gauche. Mon rude labeur ne servirait à rien d'autre qu'à démontrer que la bande à Fol n'était pas marxiste-léniniste. Cela me servit aussi, mais ce n'était pas prévu, à sortir à jamais de l'Éducation Nationale. Ma

copie du fichier n'a nullement été utilisée pour entamer un quelconque travail de masse, elle est sans doute tombée entre les mains des RG (Renseignements Généraux) Si cela a été le cas, la police a eu tôt fait de comprendre d'où venaient ces listes de noms et adresses et l'usage auquel elles étaient destinées. Nous nous illusionnions en croyant que les RG ne comprenaient rien au « gauchisme ». Je ne pense pas que mes camarades hautement révolutionnaires lâchèrent consciemment le morceau lors des nombreuses interpellations et perquisitions dont, à leurs dires, ils étaient victimes. Les RG comptaient en leur sein notre « contact », le célèbre Ferrer, qui s'était fait une spécialité notoire d'espionner les gauchistes. Il n'était pas plus clandestin que nous, affectait une ignorance crasse des politiques révolutionnaires allant jusqu'à confondre maoïstes et trotskystes. Ce manque de discernement suscitait de l'indignation chez les militants mais faisait tomber leur méfiance à l'égard de l'ennemi, certains d'entre nous allant même jusqu'à le former aux subtiles nuances qui fondaient nos divisions au sein d'une même galaxie ML.

C'est en 4L que l'unité Lettres faisait une descente de soutien à Epernay. Lambin conduisait la voiture à bord de laquelle prenaient aussi place : Emilie, Mémé et sa dulcinée Claudia. A leur troisième incursion dans la ville, la flicaille les attendait, leur fuite ne fut pas couronnée de succès. Mémé, légèrement handicapé de la main fut rattrapé le premier, les filles n'allèrent guère plus loin ; quant au chauffeur, il ne pouvait pas abandonner sa 4L. Tout le monde se retrouva au poste. Emilie, bonne cliente de la SEITA, avait réussi à planquer deux cigarettes dans ses gants, couvrir ses mains ce n'était pas pratique pour distribuer des tracts, bien utiles les gants pour cacher des cigarettes faites de tabac et de rien d'autre. L'herbe au temps des hippies ne poussait pas aux portes des lycées. Le tabac et la cigarette étaient encore de mise. Dans les milieux intellectuels, un brouillard nicotinique finissait toujours par alourdir l'atmosphère des réunions.

Emilie en guise d'interrogatoire s'entendit conviée à aller raccommodez les chaussettes plutôt que de venir tirer la maréchaussée de sa quiétude quasi champêtre.

Les pandores interdirent la ville aux révolutionnaires, une interdiction de séjour en quelque sorte et pas besoin de justice pour nous convaincre d'obtempérer. La garde à vue, les menaces suffirent à nous écœurer. Nous, Rémois, préférâmes rentrer nous mettre à l'abri des « licences universitaires » héritées du moyen âge qui voulaient que la police n'entre en ces lieux ceints de l'auréole du savoir que sur la demande d'un dignitaire dûment diplômé et élu de ses pairs.



Carte postale (Coll. Privée)

Fol de la Carle avait capitulé face à Pinceau, la répression bourgeoise s'était abattue sur le grand leader révolutionnaire. Sa liaison aux masses était telle qu'aucun mouvement de soutien de la part de ses élèves, voire de la population sparnacienne n'avait défrayé la chronique. Son éviction fut si discrète qu'on se demande encore si le Pinceau n'avait pas une arme secrète de nature à museler le sanctionné. Comme aucun des étudiants rémois n'avait envie de retourner sur ce terrain miné, personne ne chercha à connaître la vérité dans ses détails, la répression avait eu raison de cette aventure dont on se doutait bien qu'elle n'était pas très révolutionnaire.

Piaf et Tiam enlisaient la 2^e chevaux dans les champs pour échapper par des courses poursuite fantasmées à l'idée de la police. La bande regagna le quartier général prolétarien de la rue Andrieux.

La guerre avec l'ennemi de classe à Epernay ayant fait long feu, place aux luttes intestines. Tiam en rupture familiale, avait aussi rompu avec Fol et le quartier général prolétarien. Il s'était réfugié au quartier général bourgeois que j'occupais rue de Venise avec Emilie, en colocation avec Popeye et sa femme, Ben Hur, l'infirmière.

La guerre des quartiers généraux faisait rage à Reims, en écho lointain des guerres groupusculaires qui agitaient l'université de Vincennes. Les grands intellectuels révolutionnaires s'engageaient dans la lutte des classes. Nos activités révolutionnaires provinciales servaient largement, à notre insu, à la gloire du GLPR et ses leaders charismatiques Alban Bayoux et Romain Bazarusse pour ceux qu'il nous était permis de connaître, le dernier nommé ayant été affecté à la résolution des « contradictions au sein du peuple » rémois.

Bazarusse, conscient des devoirs de sa tâche avait convoqué rue de Venise une réunion de conciliation des deux quartiers généraux. Il ne s'agissait pas pour nous de conciliation mais bien d'obtenir une sentence qui mettrait l'autre camp hors d'état de nuire. Le quartier général bourgeois qui disposait d'une grande cuisine pouvait accueillir une réunion de cette ampleur, un poster de Julien Clerc habillé en président de la République ornait malicieusement un des murs. Cette image soustraite par Tiam à *Salut les copains* (qui d'autre que lui pouvait lire ça) avait été placée là à cause de la ressemblance dudit chanteur avec Fol de la Carle qui se défendait de ce rapprochement qu'il déclara injurieux. Fol se vantait parfois d'un passé de rockeur jusqu'à ce qu'un jour, touché par la grâce révolutionnaire, il fit marcher sa fille sur tous ses disques mettant ainsi fin à toute tentation de retour vers l'idéologie bourgeoise.

Bazarusse n'essaya aucune conciliation et se fendit de sentences dont on ne comprit pas immédiatement le sens. Il annonçait la nouvelle ligne du GPLR. La ligne rappelait tout l'intérêt marxiste-léniniste du travail de masse, de la liaison au peuple et aussi de la nécessité de constituer un parti de cadres bien formés et aguerris. Il s'agissait de ce qu'Alban Bayoux théoriserait plus tard sous le concept de « resserrement léniniste » phénomène toujours constaté lors des révolutions qui ont fait leur preuve : après la phase « insurrectionnelle » il fallait songer à faire un parti solide capable de gouverner le peuple ; « moins de troupes, mais des meilleures ».

Insatisfaits de cette tutelle de Bazarusse, nous espérions en la parole du maître qui finirait bien par nous donner raison. Or à Vincennes la guerre des groupuscules semblait avoir pris le dessus sur tout autre considération. L'expérience d'Epernay servait les intérêts du GLPR, afin de préserver la sérénité de la lutte à Epernay et surtout d'éviter que des opportunistes de gauche, voire des trotskistes ne viennent s'en mêler, Epernay était désigné sous le vocable de « petite ville d'A ». Localement bien sûr nous n'étions pas informés des intrigues de l'Université de Vincennes, lesquelles nous étaient toujours décrites comme des menées « petites bourgeoises ». Seul un dénommé Borel qui nous avait été donné de connaître lors de son passage à Reims comme prof de philo nous avait alerté sur ce qui se passait à la capitale. Il était venu nous voir, se présentant comme sauveur de l'intégrité marxiste-léniniste et de la nécessité d'un coup d'état pour renverser la clique révisionniste à la tête du GLPR. L'opération nous parut dangereusement fractionniste et inadmissible car elle mettait en péril la suprématie révolutionnaire de notre maître à penser : Alban Bayoux.

C'est dans cette ambiance idéologique délétère que parut la revue fondatrice de grand parti ML qui devait naître du groupe précurseur que nous formions. Elle relatait avec toute l'emphase nécessaire à caractériser une grande lutte du peuple l'aventure sparnacienne. L'enthousiasme du rédacteur était tel qu'il s'enflammait jusqu'à écrire : « le marxisme léninisme vivant est entré dans la petite ville d'A, il n'en ressortira plus ».

Quand cette magnifique brochure parut avec, en page de couverture, la reproduction d'une œuvre d'un peintre très en vue dans les milieux parisiens et qui n'avait rien à voir avec le réalisme socialiste même revu et corrigé par les chinois, Epernay ne comptait plus un seul maoïste.

6 - Le chemin vers ...

UN TERRAIN POUR LES GOSSES

En cette année 1971, guère que dans le théorique. Palmain Senior avait été intégré dans la direction toute parisienne du GLPR. Il lui fallait bien trouver quelque chose qui fit briller un peu son étoile de dirigeant. Suppôt de la doctrine Marxiste Léniniste (ML), Senior avait entendu à Paris qu'il y avait des efforts à faire pour trouver à s'investir dans de nouveaux lieux de travail de masse. Ce labeur en direction du plus grand nombre devait consister à œuvrer avec le peuple pour le peuple, là où il souffrait sans le dire et où il suffisait d'une « étincelle pour mettre le feu à la Plaine » Les étudiants ayant servi de catalyseurs en 68, pourquoi ne pas réitérer l'expérience, même s'il pouvait y avoir des retards à l'allumage. Palmain Junior

ressemblait et pour cause à son frère dit Senior pour ne l'avoir précédé au monde que de quelques minutes, Junior beaucoup plus effacé était englué dans des affaires domestiques. Brillant étudiant en Droit comme son aîné, il préparait quelque concours de l'Education Nationale. Cela l'occupait beaucoup au détriment de son travail militant. De plus il était en ménage avec la Marijotte. Le couple avait loué un appartement rue Noël, la demeure était ouverte à tous les copains, il n'y avait guère qu'une pièce principale qui donnait directement sur la rue sans passer par un couloir. La maison était fort accueillante, la Marijotte, fille accorte d'un abord sympathique jouait le contraste avec son compagnon à la figure taciturne. Un certain Ratsko, fervent lecteur du *Monde* (cela faisait très sérieux d'arborez ce journal quand on était étudiant en Droit, alors que d'autres brandissaient des journaux dits d'opinions), camarade un peu droitier comme il se devait quand on faisait de telles études, fréquentait assidûment la rue Noël, militantisme oblige, mais pas seulement...

Après avoir entendu la suggestion sur les arrêts de bus, *l'unité Droit* décida d'aller faire du travail de masse dans le quartier « *Foyer Rémois* ». Romain Bazarusse, grand dirigeant parisien avait laissé entendre que parfois certains arrêts de bus avaient été fixés à des endroits parfaitement inutiles aux voyageurs à l'exception d'un vieux militaire qui pouvait en user facilement car situé aux pieds de sa maison. Pour faciliter l'introduction des militants dans le quartier, Ratsko se vanta d'avoir des accointances avec la *Maison Commune du Chemin Vert*. Cette grande bâtisse typique de l'art déco d'après la guerre 14-18 était gardée par un certain Mamanne, personnage haut en couleur qui y faisait régner l'ordre, caïd de quartier reconverti du côté de l'autorité légale, reconversion incertaine car le gaillard avait toujours le goût de la castagne. Ce penchant belliqueux se traduisait essentiellement par sa gouaille, l'insurrection de mai 68 avait laissé chez lui comme une nostalgie ce qui ne devait pas laisser indifférents les révolutionnaires en herbe. Ce drôle de gardien était le contact du distingué étudiant en Droit, étrange attelage !

L'unité décida d'envoyer ses troupes sur le terrain pour enquêter, le président MAO n'avait-il pas dit : « sans enquête pas de droit à la parole » ? La parole, les étudiants l'avaient prise, l'enquête restait à faire. Un « porte à porte » systématique du quartier *chemin vert* fut entrepris. Ce quartier est toujours une curiosité architecturale : « cité jardin » conçu lors de la reconstruction de Reims sur le modèle anglais, après la grande guerre. Village dans la ville centré sur son église et sa maison commune, deux monuments remarquables trop souvent négligés. En 1971, l'humeur n'était pas à la contemplation patrimoniale, mais bien plutôt à dénoncer le paternalisme du patronat catholique de l'époque de la reconstruction qui veillait à la moralité de ses ouvriers, jusqu'au point de leur offrir un jardin pour les détourner du café, lieu de perdition et d'insurrection. Pour ce faire ces inqualifiables patrons rémois avaient créé un organisme le *foyer rémois* qui possède encore une bonne partie de l'habitat rémois. La puissance sociale de l'organisme est si forte que le quartier *chemin vert* est encore désigné sous le nom de cet office d'HLM. Les temps changent, las d'être en but à la critique de paternalisme le patronat a abandonné toute velléité de s'intéresser à la moralité des âmes dont il exploite encore les corps, d'autres se chargent du supplément d'âme pour le bénéfice de qui ? C'est à s'interroger, certes nos trotskistes demeurés ne voient là qu'un nouvel habillage de la bête immonde. Douce certitude que celle de la foi !



Maison commune du chemin vert

Le quartier avait la réputation d'abriter de pauvres gens forts enclins à la révolte et peu soucieux du droit de propriété. C'était là l'endroit idéal pour y semer la bonne parole révolutionnaire, là où la sainte église avait échoué, le marxisme léninisme devait triompher. Emilie qui s'était trouvé un petit boulot d'assistante dentaire chez Paul Huart, fut affectée à cette mission d'insertion au sein du peuple, car après les grandes grèves des langues, *l'unité lettres* était un peu au chômage. La direction provisoire la trouvait digne de devenir cadre du futur parti cependant il était nécessaire de la former à cette pratique d'immersion au sein du peuple, pratique qui devait devenir un des labels de qualité révolutionnaire du GLPR. Elle raconte encore avec émotion la manière chaleureuse dont les mégères du quartier accueillait les filles de la révolution, et comment elles, filles de la petite bourgeoisie, devaient ingurgiter l'infâme Ricoré, succédané de café à base de chicorée que leur éducation bourgeoise portait à vomir.

Le Mamanne ne fut guère d'un grand secours dans l'opération de liaison aux masses d'un quartier, tout juste avait-il présenté sa mère aux étudiantes. Néanmoins les jeunes enquêtrices du peuple se servirent habilement de cette première connaissance pour investiguer auprès de la gente féminine qui régnait sur le chemin vert l'après midi. A cette heure de la journée, les hommes qui vivaient encore dans le quartier étaient pour quelques-uns au travail pour d'autres à leur sieste. Au risque de subir les foudres des bien pensants, j'évoquerais pour mémoire ceux des hommes qui depuis longtemps avaient abandonné femmes et enfants ou encore ceux qui purgeaient leur peine pour avoir voulu échapper aux rigueurs de l'exploitation capitaliste. Il n'était pas question de venir troubler les maîtresses de maison le matin alors qu'elles s'affairaient à l'entretien du ménage ou à la confection du repas de midi. Pas plus qu'il n'était envisageable de s'insinuer dans les maisons, tel un marchand d'aspirateurs en début de soirée. L'homme, quand il y en avait un, rentrait fourbu soit du boulot, soit d'une longue séance de bistrot. Il convenait que le mâle fut servi apéro et dîner sans perturbation extérieure ; n'oublions pas non plus la marmaille à gérer après l'école. C'est donc pendant cette pause, celle du « passe temps des dames et demoiselles » pour reprendre le titre d'une émission de *radio Luxembourg*, que *l'unité Droit*, réduite à ses seuls éléments féminins, oeuvrait en vue de mettre le quartier à feu et à sang.

S'étonnera-t-on de ce que les conclusions de l'enquête fassent nettement apparaître un besoin relatif à une des préoccupations majeures des mères de familles nombreuses. Il s'agissait bien sûr de se soucier de la vie des marmots. Après l'école et le jeudi tandis que leurs mères s'enlisaient dans d'interminables considérations sur les aventures des protagonistes de *Nous deux* autour de tasses du succédané de café déjà évoqué, que faisaient les gamins ? Etaient-ils livrés à eux-mêmes ? Non certainement pas ! Les mères les surveillaient du coin de l'œil, mais ils jouaient dans la rue et c'est dangereux la rue avec toutes ces voitures qui circulent à grande vitesse. Il y avait bien un terrain vague, terrain d'aventures, interdit comme il se doit et qui n'était pas non plus exempt de dangers. Cet endroit était réputé mal famé, car à la nuit venue on ne sait quel trafic pouvait s'y tenir, quelle mauvaise rencontre on aurait pu y faire. Derrière les buissons dans les trous à se tordre les chevilles que ne trouvait-on pas... Pas grand chose à vrai dire, mais sait-on jamais, il n'y a pas de fumée sans feu, d'ailleurs de temps en temps il y avait du feu sur ce terrain. Cet espace qui appartenait comme tout le quartier au *foyer rémois* était grillagé, inutile de préciser qu'il y avait toujours un trou pour entrer. Il ne désemplissait pas ce terrain en dépit des interventions de la police pour vider les lieux hantés par des garnements qui se faisaient une joie d'échapper « aux rafles policières » et les employés de l'office toujours requis pour refermer le grillage.

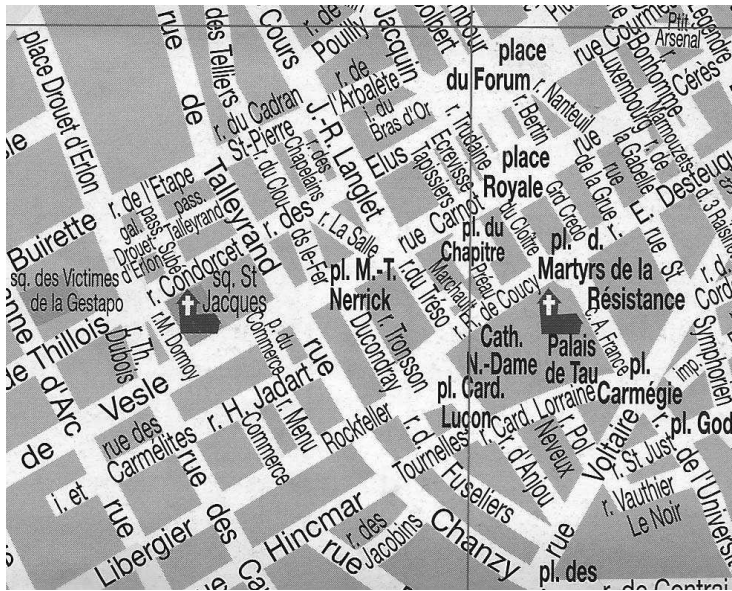
Les emplacements des arrêts de bus ne semblaient troubler personne, il y en avait deux, un à chaque bout du quartier et à partir de là vous pouviez être véhiculé jusqu'au centre ville. Les femmes du quartier allaient assez rarement en ville, de temps en temps une virée à *Monoprix* ou aux *Modernes* pour la rentrée des classes, mais pour le reste on trouvait de tout dans le quartier. Il y avait un *Goulet* et un *Familo*, c'est dire s'il y avait de la concurrence entre les magasins à succursales multiples, pour le plus grand bien du panier de la ménagère.

L'unité Droit ne chercha pas plus longtemps un thème de mobilisation qui pouvait faire consensus, un terrain pour les gosses voilà quelque chose qui sonnait bien et qui plaisait. Quand les étudiantes demandaient aux mamans ce qu'elles penseraient de voir à la place de l'infâme terrain vague, un joli square avec des jeux pour que les enfants en bas âge puissent s'épanouir en toute sécurité, la réponse était sans surprise. Un terrain de jeux comme ceux qui étaient maintenant aménagés aux pieds des tours des nouveaux quartiers de Reims à *l'Europe* voire à *Orgeval*, si le *Foyer Rémois* en faisait là-bas pourquoi pas ici ? Une pétition fut donc lancée, laquelle connut un vif succès. Qui voulez-vous qui ne signe pas une revendication aussi légitime, alors qu'il suffirait de presque rien pour la satisfaire ? L'office avait d'autres projets pour aménager cet espace. Les ratios de la densité de la population rapportée au nombre d'enfants présents ou à venir n'étaient pas favorables à l'implantation d'un terrain de jeux dans ce quartier, il y avait d'autres priorités à satisfaire.

Ce genre de réponse technocratique ne pouvait que déplaire aux habitants du *chemin vert*. Un tract dénonçant la mauvaise foi du *Foyer Rémois* fut distribué dans le quartier et un appel à ne pas se démobiliser fut lancé. Les étudiantes tentèrent même une manif improvisée devant le siège de l'antenne locale de l'office sur le boulevard *Pommery* tout proche, à quelques pas de l'école. Quelques femmes avec leur marmaille se hasardèrent dans les bureaux, mais la vue des employées avec qui elles avaient eu toutes maille à partir pour des histoires de loyer, ne les incita pas à s'attarder dans les lieux. Le temps pressait, les maris allaient rentrer, il fallait aller faire la soupe. Cette forme de lutte ne sembla pas appropriée à la situation.

La direction du GLPR dont Palmain senior faisait partie, donna la ligne à suivre. La ligne s'était infléchie, plus question de rejouer le scénario de la petite ville d'A. La Bande à Fol de la Carle s'étiolait, elle avait perdu ses activistes les plus acharnés et Fol lui-même qui fréquentait les milieux parisiens et même la maîtresse du grand maître semblait avoir été recadré. La « ligne de masse » était à l'ordre du jour. Notre grand maître à penser Alban Bayoux avait sorti un texte qui nous, droitiers invétérés, nous ravissait, un texte stigmatisant les arnacho-désirants. Dans la galaxie ML de Vincennes, le GLPR qui avait longtemps

été séduit par les coups sensationnels de la GP (Gauche Prolétarienne), et avait conclu quelques alliances conjoncturelles avec ces maos peu orthodoxes de VLR (Vive la Révolution), semblait virer de bord. Vu de notre province les luttes idéologiques nous paraissaient difficiles à comprendre, d'autant que nous n'avions guère que la version de notre groupuscule, les autres beaucoup plus médiatisés que nous avaient certes une plus grande audience, mais cette couverture de presse ne faisait que renforcer notre méfiance à leur égard et donc conforter notre foi en la ligne du GLPR. La persistance des chinois à ne reconnaître comme digne de se revendiquer de leur soutien que le seul PCMLF (Parti Communiste Marxiste Léniniste de France) nous laissait souvent perplexe. L'analyse de nos dirigeants sur ce point était que la Chine était bien différente des pays occidentaux, que les dirigeants chinois ne comprenaient pas bien ce qui se passait en France et qu'ils préféraient jouer la continuité en soutenant l'organisation ML la plus vieille qui condamnait les révisionnistes soviétiques et leurs affidés du PCF depuis bien avant 68. Un jour viendrait, où les Chinois reconnaîtraient les vrais communistes, quand l'organisation serait en mesure de se muer en parti. Certes les Chinois étaient loin, mais l'Albanie et son très pro-chinois de parti communiste n'aimait guère nos pratiques occidentales. Ne fallait-il pas recoudre nos pantalons pattes d'éph et rallonger les robes de filles pour aller là-bas ? Emilie et moi nous sommes toujours refusés à ce pèlerinage en terre ML, alors que certains de nos camarades poussés en cela par la direction s'acquittaient de ce devoir de pèlerinage prolétarien. Leurs récits de voyage fleuraient bon les récits du temps où il était bien vu de visiter l'URSS ou la RDA, les plus critiques et surtout les trotskistes préféraient Cuba. Le coup de la forteresse assiégée par l'impérialisme américain marchait mieux pour Cuba que pour les pays de l'Est. Dans ces années là une chanteuse très engagée chantait même « un grand espoir, c'est Cuba » et on l'aimait la Colette Magny.



Extrait du plan de la ville de Reims

Bref la ligne changeait, le resserrement léniniste était en marche, on disait même que Dimitri et quelques autres étaient entrés en clandestinité, voire s'étaient « établis » en usine ailleurs qu'à Reims, mais c'était là, rumeur. Il n'était pas recommandé d'interroger là-dessus, de toute façon nous n'aurions pas eu de réponse. Il fallait donc appliquer la nouvelle ligne à une situation concrète, celle du *Chemin Vert*. Après la tentative avortée d'occupation des bureaux du *Foyer Rémois*, l'heure n'était plus à une action « putschiste » du type occuper ou séquestrer nous-mêmes en lieu et place du peuple en avant garde en quelque sorte. Non, il fallait que le peuple prenne les choses en main,

puisque le terrain de jeu était un besoin du peuple, pourquoi ne pas aménager avec le peuple le terrain de jeu tant espéré d'autant qu'il y avait un terrain vague qui ne servait à rien et qui pouvait faire l'affaire. Techniquement cela ne posait guère de problème, il suffirait de nettoyer le site, de couper quelques buissons, de boucher quelques trous, voire de fabriquer un « tape-culs » une planche sur un rondin et les bambins seraient ravis.

Il fut donc décidé en unité de réaliser cela, après bien sûr, s'être enquit auprès des masses c'est à dire de la dizaine de mères de familles particulièrement intéressées, du soutien voire de la participation des habitants à l'action d'aménagement du terrain. La réponse du *Foyer Rémois* à la pétition avait un peu énervé les gens du lieu. Mamanne se sentit à nouveau en révolte et fit un travail de mobilisation qui se concrétisa le jour convenu par une arrivée en nombre de mâles du quartier, à vrai dire cinq ou six pères de famille et la bande d'adolescents attardés toujours prête à défier l'ordre établi. En ce samedi de printemps, en un après midi le terrain fut aménagé et surtout le trou dans le grillage largement élargi.

Cette initiative n'eut pas l'heur de plaire à l'office qui porta plainte et diligenta ses services pour rendre sa déshérence à ce terrain en détruisant les quelques jeux sommairement installés.

Les flics vinrent enquêter sur place et bien sûr interroger ceux dont ils savaient ou supposaient qu'ils étaient de l'opération. La flicaille n'était pas la bienvenue dans le quartier et ce depuis bien longtemps, aussi la révolte grondait. Dès que la destruction de l'ouvrage prolétarien fut accomplie, l'unité Droit décida d'appeler à la mobilisation générale et une manif centrale dans Reims fut projetée.

Il ne s'agissait plus de se substituer au peuple mais de l'organiser pour donner une réponse prolétarienne à cette provocation de la bourgeoise. Les retours du travail d'enquête dans le quartier après l'intervention flicarde laissait penser que le petit peuple était prêt à en découdre, des caillassages de voitures de police auraient même eu lieu, le *chemin vert* se montrait à nouveau à hauteur de sa réputation de quartier de révoltés. La manif s'imposait, elle ne devait pas décevoir. Fol de la Carle par l'odeur alléché, alors qu'on le croyait amoureux éperdu dans des bras adultérins réapparut à la faveur d'une réunion de toutes les unités rémoises du GLPR pour répondre à l'infamie.

L'unité Chausson et ses 2 leaders prolétariens ou presque, Paul Huart et Jean Brouin, étaient là aussi, dès lors la surenchère gauchiste était assurée. Palmain Sénior en qualité de tenant de la ligne de masse aurait bien du mal à liquider le plan de démonstration de force à la mode de ce qui se faisait quand on en avait... Pas question d'une manif « traîne savates » il ne fallait pas décevoir les habitants du *Chemin Vert* aussi on allait attaquer rudement les CRS s'ils se pointaient pour réprimer cette juste colère qui montait. Nous les droitiers, Palmain en tête, essayâmes de calmer les ardeurs belliqueuses en invoquant la ligne de masse et la nécessité de ne pas se couper du peuple par des actions gauchistes. « Vous les étudiants, vous avez la trouille, les ouvriers en ont marre, ils veulent montrer aux exploiters et à la flicaille qu'ils ne se laisseront plus faire ! » déclara péremptoirement Jean Brouin. Dès lors toute tentative d'arrêter le flot impétueux de la révolte de nos révolutionnaires était inutile. Palmain senior comprit tout de suite le danger et fit volte face, il soutint les propositions les plus gauchistes ce qui eut pour effet de calmer le jeu. Dès lors qu'il n'y avait plus d'opposition de droite et qu'il fallait envisager la réalisation concrète des actions projetées, le réalisme faisait retour. Pour contrer une éventuelle attaque des CRS à la grenade lacrymogène, il fallait se munir de cocktails molotov. Ca, depuis 68, on savait faire même si on ne s'en était jamais servi. Qui allait se charger de les faire ces cocktails ? Fol de la Carle et les rescapés de sa bande se déclarèrent tout de suite volontaires. Comment amener le matériel sur la place du théâtre, le jour de la manif, car il ne pouvait être question que la manif se tienne ailleurs que sur cette place ? La question était de taille, il n'y avait aucun militant qui habitait suffisamment près du centre ville pour envisager un entrepôt de proximité d'où pourrait être extrait le matériel lors de l'affrontement. Comment faire aussi pour nous armer, en temps utile de manches de pioche ? Les manifestants ne pouvaient pas se pointer les armes à la main. Stocker les cocktails et les bâtons dans une ou plusieurs voitures garées à l'avance non loin du théâtre n'était-ce pas la solution ? Qui acceptait de prêter sa voiture pour servir de planque à munitions ? A l'époque, à quelques rares exceptions près, les étudiants n'avaient pas de voitures ; Fol ni voiture ni permis, Huart, Grande, Palmain, Brouin et Piaf se voyaient tout désignés pour sacrifier non pas leur voiture mais leur liberté car il y aurait bien quelqu'un pour noter le numéro et dénoncer le propriétaire, lors de la prise en main des cocktails. A part Piaf, tous les automobilistes trouvèrent force arguments pour évacuer cette hypothèse. Après que quelques autres hypothèses furent avancées, l'idée retenue fut que les cocktails seraient servis au dernier moment par des militants qui les transporteraient dans des grands sacs. Les porteurs seraient amenés à proximité du théâtre 15 minutes avant l'heure fixée de la manif c'est-à-dire à 15 H 15 ce samedi car il fallait que ce soit un samedi afin que les ouvriers puissent venir, nous n'en étions plus ou pas encore à appeler à la grève pour leur permettre de participer. De surcroît, le samedi étant un jour d'affluence en centre ville, la date et l'heure ne prêtaient pas à discussion. Pour les manches de pioches, Piaf garerait le matin même *sa deux chevaux* à proximité du théâtre, comme il avait insisté pour faire preuve de bravoure et que la détention de bâtons nous semblait moins sujette à sanction que celle de cocktails sa voiture fut donc mise au service de la cause. Restait à trouver des porteurs. Aucun des va-t-en-guerre ne se porta volontaire, Piaf ayant déjà donné, il ne sembla pas raisonnable d'accepter sa proposition d'être en plus porteur, connaissant l'oiseau on n'était pas sûr que les bouteilles arrivent en bon état sur la place. La supposition d'une connerie éventuelle de Piaf amena l'assemblée à s'interroger sur le danger éventuel pour le porteur de transporter les cocktails molotov prêts à servir, si une ou plusieurs bouteilles venaient à casser, que se passerait-il ? Les experts artificiers étaient divisés, certains prétendaient qu'il fallait mettre le feu avant au chiffon-bouchon pour que l'engin explose, d'autres disaient qu'il suffisait que l'essence entre en contact avec le désherbant pour que ça pète. Si en plus du risque de se faire toper par les flics, il y avait aussi la possibilité de sauter avec la cargaison, les volontaires se feraient rares. Comment se présente donc le détonateur ? Osa s'enquérir un des étudiants récemment recrutés ... Brouin répondit que l'usage voulait que l'on scotche à la bouteille une enveloppe contenant désherbant, sucre glace et autres poudres nécessaires pour provoquer la réaction détonante au contact de l'essence. Il était donc possible de séparer détonateurs et bouteilles, dans ces conditions le transport pouvait s'effectuer séparément, ce qui permettait d'éviter des embrasements accidentels et minimisait le risque pénal. Les futurs juristes nombreux autour de la table n'étaient pas d'accord sur ce dernier argument même s'il était de nature à favoriser le volontariat.

Agacé par ces tergiversations de trouillards, De La Carle déclara que la séparation des bouteilles et du détonateur compliquerait la tâche des lanceurs au moment de l'affrontement car en pleine bagarre, on n'a pas le temps de chercher son rouleau de scotch. Brouin qui n'aimait pas son rival en bravoure lui demanda s'il était volontaire pour transporter les cocktails prêts à l'emploi. Il répondit qu'il le ferait volontiers s'il n'était pas père de famille. Personne ne releva l'esquive, mais la séparation des éléments semblait acquise. Paul Huart eut une idée géniale : chaque militant serait porteur d'une ou plusieurs

enveloppes, ce qui permettrait de mettre tous les militants à l'épreuve du feu et diminuerait le risque en cas d'arrestation car il serait alors aisé de se débarrasser d'une enveloppe. Cette stratégie fut adoptée, la réunion se termina sans que les transporteurs de bouteilles fussent connus. Il fut convenu que la direction locale se chargerait de trouver des porteurs et que, de toute façon pour des raisons de sécurité, il valait mieux que leur désignation reste discrète.

De retour à la maison au 47 avenue de Laon, Emilie et moi étions fort inquiets. Allait-on s'engager dans la lutte armée ? Nous habitions au-dessus de chez Gaston le père d'Emilie qui, directeur de l'école de l'avenue de Laon, avait pu nous loger dans un appartement laissé vacant. Toute la famille d'Emilie, père, mère, frères et même la petite sœur, était engagée à gauche. Gaston avait même pris des risques à des moments cruciaux de l'histoire de France, mais pouvait-on pour autant leur faire cela ? Le risque que nous allions prendre, n'était certes pas d'une ampleur telle qu'il appelait à se poser des questions de cet ordre, mais néanmoins l'idée de lancer des cocktails molotov nous faisait peur. L'enjeu du terrain de jeux valait-il vraiment qu'on en vienne là ? N'y avait-il pas mieux à faire dans l'intérêt du peuple que de pousser à une manif violente ? La lutte idéologique entre la Droite et la Gauche au sein du GLPR en était-elle encore là ? Nous pensions que la ligne de masse nous épargnerait le retour de ces pratiques anars. Et puis nous avions parfaitement compris que le jeu de rôle au sein du GLPR était en défaveur des sans grades, des braves types un peu écerclés comme Piaf. Des révolutionnaires en gueule voilà ce qu'ils étaient, Fol de La Carle en avait fait la démonstration lors de la réunion, avec son excuse de père de famille. Ces révolutionnaires là n'étaient pas prêts à prendre les risques qu'ils voulaient faire prendre aux autres pour le plus grand profit de leur position idéologique de Gauche. Depuis quelques mois j'avais parfaitement compris le positionnement hypocrite de certains dirigeants dont Palmain Senior était le meilleur exemple, ne pas se laisser doubler sur sa gauche quoiqu'il en coûte à ceux qui sincèrement croiraient en la vertu des facéties des opportunistes gauchistes. Voilà trois ans qu'on voulait réveiller l'esprit révolutionnaire, le bon usage de la violence était au cœur des débats qui agitaient le pays et pas le nôtre seulement. L'option théorique d'Alban Bayoux n'était pas celle du passage immédiat à la lutte armée, mais quelques actions d'éclats n'étaient pas à dédaigner pour un groupuscule en mal de notoriété. Une longue marche vers le pouvoir était envisagée, alors pourquoi continuer à guerroyer inutilement avec la flicaille ? Emilie était moins persuadée que je ne l'étais de l'hypocrisie de nos dirigeants, elle était en voie d'association à la direction, elle était donc perplexe sur l'attitude à tenir. Nous n'allions donc pas quitter le navire, il est vrai que les analyses d'Alban Bayoux nous séduisaient encore, comme au temps pas si ancien où oppositionnel au sein du PSU dans l'arrière salle du *Coq Hardi* il nous livrait ses dernières fulgurances intellectuelles. Emilie pensait que tout n'était pas dit, et un peu comme pour ceux du PCF, il y avait quelque chose de l'ordre de l'appartenance à une famille, une communauté de pensée. En dehors qui serions-nous ? Quel sens donner à une vie sans combat après ce que nous avons vécu en 68 ? Nous avons tellement vomi les autres partis et groupes qu'il n'était guère envisageable d'aller ailleurs, quant à aller nulle part...

Pour ce qui est de la situation concrète où nous étions, nous nous sommes résolus à ne pas essayer d'enrayer la machine, à la réunion de la direction locale Emilie n'émettrait pas de restriction ni de doute, en adoptant la position de Palmain, éviter de se faire stigmatiser comme droitier pour ne pas permettre aux gauchistes du GLPR de faire liquider par la droite leur position aventuriste qu'ils seraient bien incapables de mener à bien, les laisser mettre leur héroïsme à l'épreuve du feu. Il n'y avait que le risque de les voir se démasquer.

Le lendemain soir avait lieu la réunion de la direction locale du GLPR à laquelle Emilie assistait, les choses s'étaient déroulées comme prévues. Fol De La Carle ne faisait pas partie de la direction locale, les Huart, Brouin, Grande et Palmain étaient nettement moins belliqueux que la veille, tout juste si les cocktails n'avaient pas été bannis, mais Brouin s'était trop avancé la veille pour qu'un tel renoncement fut décidé. Deux porteurs avaient été trouvés, un porteur et une porteuse, Emilie ne voulut pas me donner les noms, car toute la direction locale s'était juré de ne les révéler à personne avant la manif. Un tract avait été rédigé appelant à la manif samedi à 15 h sur le thème « un terrain pour les gosses du *Chemin Vert* » très peu de délayage politique, une condamnation du *Foyer Rémois* et de la municipalité complice. J'étais requis comme tous les militants pour une distribution de tracts, la *gestetner* tournerait toute la nuit, Emilie sans doute par égard pour son sexe avait été dispensée de prêter main forte aux imprimeurs. J'étais sûr que nous ne nous servirions pas des cocktails et je n'en avais nulle envie. Je suggérai à Emilie qu'il serait inutile de prendre le risque de transporter les enveloppes, car de toute façon nous n'en aurions pas l'utilité. Même si chose peu probable, un affrontement « armé » avait lieu, nous n'y participerions pas. Seuls quelques provocateurs ouvriers ou pas étaient susceptibles de s'adonner aux plaisirs de la castagne. Emilie ne souhaite pas que nous anticipions à ce point le scénario de la manif, car, on ne sait jamais peut-être que dans le feu de l'action nous aurions l'occasion de refiler une enveloppe-détonateur à un camarade en plein exercice de bravoure, on ne pouvait tout de même pas se montrer à ce point couard.

Le lendemain, la mort dans l'âme et une enveloppe dans chaque poche de nos vestes nous nous sommes dirigés dès 14 h 30 vers la place du théâtre. Pour ce qui était de notre tenue de manif, nous avons fait banal. Hormis les chaussures, Emilie n'avait pas revêtu la tenue généralement la sienne en cas de manif :

jean : pull-over et baskets, mais plutôt jean toujours de rigueur et veste. Quant à moi, j'avais délaissé mon ciré vert pour une veste en jean. En ce samedi après midi il ne s'agissait pas d'afficher nos intentions revendicatrices alors que nous allions à une manif interdite, car elle avait été interdite ce que nous ne savions pas. L'interdiction n'avait pas eu le temps d'être publiée dans l'*Union* à cause du court délai entre la diffusion de l'appel et la date de manifestation, sans compter le temps qu'il avait fallu aux autorités pour prendre la décision. De toute façon, vu qu'elle n'était pas autorisée, elle était de fait interdite, car bien sûr il n'était pas question au GLPR de demander une autorisation.

En traversant la place de la République, rien ne laissait supposer qu'une manif allait avoir lieu aucune force de police n'était visible, ce qui ne fut pas le cas rue de la *tirelire* où deux cars de CRS étaient stationnés, nous évitâmes de passer devant tous ces flics et préférâmes faire le tour par la place d'*Erlon* pour rattraper le théâtre par la rue de *Vesle*. Nous vîmes au loin une agitation flicarde devant l'église Saint Jacques, une voiture de flics avec gyrophare s'engouffrait à grands renforts de sirène dans la rue de *vesle*. Là encore la prudence guida nos pas, nous bifurquons rue *Condorcet* pour rattraper le théâtre, mais la rue *Condorcet* n'était pas exempte de représentants de l'ordre ou du désordre public, pas moyen de les éviter. Il était l'heure de la manif, il nous fallait rejoindre le théâtre au moins pour faire nombre à défaut de faire feu. Le tronçon de rue de *Talleyrand* qu'il nous restait à franchir pour rejoindre les manifestants étaient bordés sur les deux trottoirs de cars de CRS, des flics de ville bedonnants déviaient la circulation. Curieusement ils ne nous interdirent pas l'accès à la place du théâtre, il y avait sur la place, en plein milieu, bloquant toute circulation une bonne centaine de manifestants. En me haussant sur la pointe des pieds je pus voir au-dessus des têtes manifestantes mais au loin à hauteur du cours *Langlet*, un cordon de CRS qui barrait la place, de sorte qu'aucun manifestant ne pouvait plus venir par-là grossir nos rangs. Sans doute à cause des magasins de la rue de *Vesle*, la place n'était pas barrée de ce côté, mais la rue *Chanzy* fut bientôt fermée par une voiture de police et un détachement de flics de ville. Il ne restait donc plus que deux grandes rues comme accès voire comme issue. Le cordon de CRS fit bientôt mouvement, repoussant la foule des manifestants vers la rue de *Vesle*, il s'arrêta en dessous du palais de justice bloquant ainsi l'accès par les deux petites rues encore accessibles de chaque côté de la place et qui déversaient un flot de manifestants ébahis comme nous-mêmes d'assister à un tel déploiement de police, ce qui de mémoire de soixante-huitard ne s'était jamais vu à Reims. Le slogan « un terrain pour les gosses » retentit mais nul cocktail ne fut lancé en direction du cordon alors qu'il y avait bien là matière d'œuvre, une ligne de front en quelque sorte. Nous vîmes Palmain senior qui se repliait prudemment vers le *grand familistère* et qui nous dit au passage que Marco s'était fait prendre, sans hésiter nous lui avons emboîté le pas et comme lui nous sommes délestés de nos enveloppes dans le magasin. D'autres militants se perdaient dans les rayons. Nous ne pouvions pas rester là, nous tentâmes une sortie par la rue de *Talleyrand*, la foule s'y engouffrait alors que les CRS stationnés dans cette rue sortaient de leurs cars et dégainaient leur matraque, nous courûmes aussi rapidement que notre souffle restreint par l'usage du tabac nous le permettait. Emilie et moi nous tenant par la main réussîmes à nous engouffrer dans la rue de *l'étape* et là, à entrer dans la pâtisserie *Woirpy* aussi réputée pour ses religieuses que ses patrons pour leur appartenance à l'UDR, madame *Woirpy* au lieu de nous chasser, tenta de nous faire la morale le temps qu'un escadron de CRS passe, puis ne se replie non sans avoir distribué quelques coups de matraques à ceux des manifestants qui ne couraient pas assez vite pour leur échapper. Rapidement la rue s'était vidée et déjà la circulation automobile reprenait possession de la chaussée, nous en profitâmes pour sortir de la pâtisserie et rentrer au 47 avenue de Laon.

Claben le frère aîné d'Emilie s'enquit du « grand bond en avant » effectué ce jour par la Grande Révolution Culturelle Proletarienne Rémoise. En qualité de révolutionnaire de salles obscures, il ne manquait jamais une occasion d'ironiser sur notre prétendue idolâtrie du grand timonier, lui se définissait comme marxiste lewististe. Sa mère Simone ne manquait jamais de railler affectueusement les « vannes » de son premier né ; cependant elle demanda aussitôt si nous n'avions pas vu son fils cadet, car elle ne doutait pas un instant qu'Anar comme il se revendiquait, il ne fut de cette opération révolutionnaire. Bien sûr que le père et le fils étaient allés voir ce qui se passait sur le front de la révolte maoïste, même si ni l'un ni l'autre n'approuvaient notre ligne pro-chinoise. Le premier, ancien camarade du PSU et toujours admirateur d'Alban Bayoux, le second ancien organisateur de la révolte lycéenne de 68 ne pouvait l'un comme l'autre ignorer un mouvement de masse fut-il à l'initiative d'une organisation concurrente.

Gaston et Zouille son fils anar rentrèrent un peu plus tard et confirmèrent notre description de la sauvagerie de la répression policière. Une bonne heure s'était écoulée quand le téléphone sonna dans le bureau du directeur de l'école de l'avenue de Laon. Gaston, après avoir rituellement maudit les RG dont on devinait la surveillance de la ligne par certains grésillements réputés caractéristiques de l'écoute, adopta un ton plus grave. Quand le pater familias revint en cuisine, ce fut pour nous informer qu'il fallait de toute urgence actionner le réseau « *secours rouge* » car le fils Schlome s'était fait arrêter avec un sac plein de cocktails Molotov. C'était le père de Marco qui venait d'appeler, Monsieur Schlome médecin de son état et ancien déporté était un progressiste non encarté, compagnon de route du PSU et, à ce titre, de toutes les opérations de soutien aux réprimés et, en l'occurrence, c'était son fils qui avait besoin d'un soutien juridique. Le *secours rouge* était plus ou moins noyauté par les trotskistes ce qui n'en faisait pas

le recours obligé du GPLR lequel avait sa propre ligne de soutien juridique. Le lundi qui suivit nous apprîmes par l'*Union* qu'une militante gauchiste s'était fait arrêter alors qu'elle s'apprêtait à reprendre un sac plein de bouteilles incendiaires cachées derrière un confessionnal de l'Eglise Saint Jacques et que Rémi Poussin s'était lui aussi fait arrêté alors qu'il s'apprêtait à jeter une pierre en direction du cordon de CRS, tout comme un ouvrier d'Arthur Martin usine réputée combative. Avec son ironie de « torchon des patrons », le journal local se perdait en conjectures sur l'étonnement des femmes de ménage du *grand familistère* d'avoir retrouvé à l'issue de la manifestation avortée une myriade d'enveloppes pleines d'une poudre mystérieuse. L'*Union* tant vilipendé les jours de manifestations par ceux là mêmes tel le PCF et bien d'autres mouvements issus de la résistance, la vraie, qui percevaient quelques subsides en provenance des bénéficiaires réalisés par la position monopolistique du dit journal... La gabegie était telle dans la gestion de ce canard que, lors de son rachat par Hersant, on a dit que personne ne savait combien il avait de salariés et d'ayant droits appointés, ce qui n'était pas le cas des gauchistes vierges de tout conflit d'intérêt avec le journal local.

Emilie qui avait été convoquée par la direction locale du GPLR savait déjà que c'était Milène la militante dite gauchiste, en fait transférée de la région parisienne par le GPLR national. Les directives tant nationales que locales étaient de protéger le parti en devenir et surtout ses cadres, donc de ne pas tenter d'opérations aventuristes pour dénoncer la répression policière. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur célèbre pour son acharnement à éliminer les gauchistes et le complot communiste dont ils procédaient, feignait de s'en prendre au PCF. Moscou était son ennemi déclaré et la crainte de voir les chars russes débarquer un 15 août sur les Champs Elysées un phantasme partagé par la Droite revancharde.

La consigne de se « mettre au vert » fut respectée au point que toute activité militante cessa jusqu'à la rentrée de septembre. Des réunions secrètes avaient lieu à Paris dans les beaux quartiers, Emilie raconta plus tard qu'elle avait même fréquenté les salons de la famille Summer dont la fille Céline entretenait une relation plus qu'amicale avec notre grand penseur, le rouquin sublime. Elle avait vu là, la fine fleur de la révolution maoïste se faire servir le café par des laquais en frac. Un séminaire avait été organisé dans le plus grand secret à Reims dans un établissement religieux au-dessus de tout soupçon à quelques encablures de l'avenue de Laon et les consignes avaient voulu qu'Emilie assujettie au secret me fasse croire qu'elle partait en séminaire à Paris alors qu'elle devait dormir dans un dortoir à moins de 500 mètres de notre lit.

Quant au sort de nos justiciables, nous n'entendîmes guère parler que de celui de Rémi Poussin, parce que nous étions amis de son frère Arsène, qui nous raconta que sa mère proviseur du lycée de Sedan surnommée « la mère Moncq » avait usé de tous ses réseaux pour faire en sorte que le Rémi échappe aux griffes du pouvoir répressif. Le fiston en question ne s'était pas montré coopératif car, en bon révolutionnaire, il se refusait à bénéficier d'un quelconque passe-droit, et pourtant ne s'agissait-il pas du droit bourgeois ? Le père des Poussin avait été tué en mission au service de la France. Tout ce que « Petite Choute » la compagne d'Arsène avait pu nous dire c'est que cela leur éviterait de faire leur service militaire. La mère Moncq était finalement assez fière que son fils se fut illustré dans une forme de résistance, elle dut arriver à ses fins car son fils réussit après de très longues études à devenir médecin. Pour ce qui est du Marco on n'a jamais su comment il s'en était tiré. Quelques années plus tard on le vit réapparaître comme maître de conf. à la fac de droit. La rumeur courut que seule Milène s'était retrouvée dans les geôles de la République, elle avait paraît-il un passif, une histoire qui lui avait valu son exil en province mais qui expliquait aussi pourquoi elle s'était portée volontaire pour effectuer un transport dangereux. Aucun des fervents partisans de la ligne ultra-gauche ne fit les frais de cette manif qui ne fut pas « traîne savate »

C'est donc après les grandes vacances scolaires, voire universitaires, que l'action politique devait reprendre. Les rentrées sont toujours annoncées comme socialement agitées, sans doute à cause de la révolution russe dite d'octobre. Cette grande manif du *terrain pour les gosses* devait laisser des souvenirs pour longtemps dans la mémoire ouvrière. Il s'avéra qu'en ces années de répression, l'extrême droite se sentit pousser des ailes. Un syndicat se prétendant ouvrier était né, la CFT ; aux dires des connaisseurs il s'agissait d'une organisation fascisante qui tentait de s'implanter en milieu ouvrier, là où les syndicats traditionnels n'avaient pas réussi à établir un rapport de forces leur permettant d'asseoir durablement une section dans l'entreprise. C'était le cas de l'usine *Citroën* de Reims. Cette usine de pièces automobiles s'était installée rue *Ernest Renan* à l'occasion du rachat par la marque aux chevrons de *Panhard* du nom d'un constructeur d'antan. L'ordre et la discipline régnaient dans la tôle, mai 68 n'avait pas permis aux ouvriers du lieu de se faire respecter. Néanmoins la CGT tentait de s'implanter avec un courage certain face à la répression ambiante, c'était quasiment dans la clandestinité qu'elle agissait. La CGT locale comptait parmi ses courageux clandestins quelques gauchistes dont un ouvrier qui nous était proche.

En cette fin d'hiver qui n'en finissait pas, un mouvement de grève lancée par la CGT tentait de prendre dans l'usine « citron » comme la surnommait ses ouvriers. La CFT qui, grâce à ses pressions et manœuvres, avait remporté les élections professionnelles entendait bien mettre un terme au début de contestation dans l'entreprise. La CGT avait essayé de tenir un piquet de grève mais s'était fait virer par les jaunes⁷² de la CFT au nom de « la liberté du travail ». La liberté du travail fut pendant des décennies, et même en 68, l'argument de la droite et de tous les réactionnaires pour s'opposer aux mouvements ouvriers.



Enterrement de Pierre Maître (Coll. Privée)

Cette situation ne pouvait perdurer, les forces de gauche ne pouvaient tolérer plus longtemps cette insulte à la conscience de classe. Prévenus par notre contact au sein de l'usine des enjeux de la lutte, nous ne pouvions rester en dehors de ce mouvement, même si nous ne pouvions rien faire de l'intérieur de la boîte. Palmain senior dut informer la direction parisienne du GLPR, car une grande réunion de la direction locale fut convoquée et une descente de Bayoux et Bazarusse annoncée.

Comme la situation sur l'usine ne bougeait guère et que les forces progressistes semblaient en mauvaise posture, il était urgent qu'une action extérieure suffisamment puissante vienne en soutien. Une grande réunion de tous les dirigeants d'unités fut convoquée pour examiner la situation et nos tâches. Fol de la Carle, dont la position fut peu glorieuse lors de la manif du *terrain pour les gosses*, cherchait une manière de restaurer sa posture de gauche. Il proposa donc une action qui à coup sûr marquerait l'opinion jusque dans les couloirs de l'université de Vincennes. Il proposa d'attaquer la camionnette qui tous les matins amenait depuis 8 jours des cadres de la CFT extérieurs au personnel local de Citroën. Des nervis fascistes, pour reprendre l'expression chère à Georges Marchais, étaient dépêchés à Reims pour ne pas perdre une place forte de ce syndicat naissant et qui promettait de mater toute rébellion. Evidemment cette proposition séduirait la direction parisienne de notre groupe, d'autant qu'il fallait se démarquer des autres gauchistes qui dans une volonté d'action commune en faveur des ouvriers ne manqueraient pas d'appeler bientôt à une manif unitaire.

Il fallut tout le talent stratégique d'un Palmain pour démonter le projet ultra gauchiste sans pour autant apparaître comme froussard. Le projet aventuriste nécessitait de monter une embuscade pour arrêter la camionnette, Piaf avait déjà proposé sa *deux chevaux*, mais la rue était large une voiture n'aurait pas suffi. D'autre part une incertitude tactique était embarrassante : par quel côté de la rue arriverait-elle cette cible ? Sur ce point notre contact n'était pas fixé. Arrivait-elle de la rue de *Courcelles* ou du boulevard *Charles Arnould* ? On avait même entendu dire qu'elle arrivait parfois d'un côté, parfois de l'autre. Pas question non plus d'intercepter le véhicule ailleurs qu'à proximité de l'entreprise, il fallait que la

⁷² jaunes : dénomination ancestrale des ouvriers non-grévistes durant une grève

symbolique soit évidente : on n'était pas des terroristes, c'est à un incident de piquet de grève que cela devait ressembler pour amener les ouvriers grévistes à soutenir l'opération, à se l'approprier au point qu'elle fut pour ainsi dire : la leur. Un autre point délicat se devait d'être discuté, il était impensable que ces fachos pour certains transfuges du SAC ne soient pas armés. On pouvait arrêter la camionnette, mais après ? Fol proposa de livrer bataille à coups de cocktails, cela sembla à tous les membres dirigeants présents complètement disproportionné comme puissance de feu. Obliger les fachos à dégainer, cela aurait eu de l'allure ! A condition bien sûr que cela soit couvert par la presse, mais personne n'avait réellement envie de mourir sous les balles, fut-ce au nom des intérêts de la classe ouvrière.

La proposition fut rejetée, Fol de la Carle s'empourpra, fou de rage il se leva, traita l'assemblée de ramassis de trouillards et s'en fut à jamais en claquant la porte.

Une action raisonnable et exemplaire se devait d'être retenue comme alternative honorable et réaliste. Il fut donc question de tenir un semblant de piquet de grève en se positionnant non à la porte, ce que n'avait pas réussi à faire la CGT, mais sur le trottoir d'en face. L'objectif étant de se tenir prêts à intervenir sur la porte si les nervis nous provoquaient, pour cela nous devons nous armer de cocktails Molotov afin, le cas échéant, de montrer la détermination des forces populaires et surtout de nous persuader nous-mêmes que nous n'avions pas abandonné toute option « militaire ».

La fabrication de ces cocktails Molotov s'imposait donc. C'est à notre *unité lettres* que revint l'honneur de mettre de l'essence dans des bouteilles, l'*unité droit* se chargeant des détonateurs. On ne pouvait compter sur la bande à Fol puisqu'il avait quitté la réunion et les étudiants littéraires ou juristes ne pouvaient avaliser son qualificatif de trouillards en refusant jusqu'à fabriquer des cocktails.

Le jour retenu pour mener cette opération fut fixé au sur lendemain de la réunion, le temps de préparer les choses. La veille au soir Bill, Clarabelle, Emilie et moi-même nous affairions dans notre cuisine de la rue des *Bourguignons*. Emilie et moi avons dû contracter mariage pour obtenir un logement dans une HLM du *Foyer Rémois à Croix Rouge*. Nous avons tous les quatre la peur au ventre, persuadés que les RG ne pouvaient ignorer notre projet et partant ce que nous étions en train de faire. C'était de nuit que nous avons rapporté les canettes de *coca* et d'*orangina* vides ainsi que les bidons d'essence pleins, pour que nos transports forcément identifiables passent inaperçus. Nous craignons bien sûr que la flicaille ne débarque à 6 heures du matin car la loi les autoriserait à perquisitionner à partir de cette heure là. A deux heures du matin, la tâche était terminée. Nous congédiâmes Bill et Clarabelle car il était inutile de se faire arrêter tous les quatre. Palmain junior qui disposait d'une voiture devait venir chercher les canettes vers 5 heures, car les munitions devaient être à disposition avant l'heure de l'embauche c'est à dire 7 heures.

Ponctuel, Palmain junior arriva à l'heure dite. C'est sous la lumière de lune qui se reflétait dans l'immeuble miroir du CCF que nous bourrâmes de bouteilles incendiaires le coffre de la 4L. L'urbanisation du quartier Croix Rouge était loin d'être terminée, entre l'immeuble de la banque *Crédit Commercial de France* qui faisait là ses comptes et nos immeubles HLM s'étendait encore un champ de blé, le rendu était, au temps des moissons, merveilleusement poétique tant l'association était paradoxale : des blés d'or se reflétant dans un summum de l'architecture urbaine moderne planté là comme un OVNI (Objet Volant Non Identifié) L'heure n'était pas à la contemplation, aucun flic à l'horizon, nous regagnâmes vite fait notre appartement au deuxième étage redoutant l'heure fatidique épiant toutes les cinq minutes l'allée vide de toute circulation. N'y tenant plus, dès 5 heures et demi, nous sautâmes sur nos solex en direction de *Citroën*. Nous avons une heure d'avance, après avoir planqué et cadenassé nos vélos moteurs nous trainâmes dans les rues désertes du quartier *Claimarais* qui ne m'avait pas vu naître mais que j'avais arpenté durant toute ma jeunesse entre rue *Maldan* et rue de *Courcelles*, j'emmenais Emilie à la recherche de mon temps perdu qui avait peut-être croisé le sien du côté de l'avenue de Laon. Vers 7 heures moins le quart nous rejoignîmes *Citroën* et son trottoir d'en face, il y avait déjà sur place outre les frères Palmain, Bayoux et presque tout l'état major local du GPLR, Piaf qui décidément ne pouvait manquer un pareil événement avait désobéi à son maître en gauchisme et recueillait dès l'aube les paroles de notre grand timonier national. Les ouvriers commençaient à entrer dans l'entreprise et la camionnette pleine de fachos arriva du boulevard *Charles Arnould*, sans encombre. Malicieusement, j'allais demander à Palmain senior s'il avait laissé des cocktails à disposition dans sa propre voiture « - tu veux ma mort ! » me répondit-il avec un empressement qui ne permettait aucun doute sur sa volonté de se servir de ces armes. Je n'avais moi-même aucune envie de m'emparer d'un quelconque de ces breuvages que j'avais concouru à préparer durant la nuit, c'est bien persuadé qu'il ne les avait pas que je les lui demandai. En ma qualité de fabricant j'osais l'interroger sur l'endroit où étaient les munitions qui devaient être tenues à disposition en cas de besoin. Très évasif, par soucis de sécurité, il me dit qu'elles n'étaient pas loin. J'appris par la suite qu'elles avaient été déposées dans un petit bois de *Saint-Brice* tout au bout de la rue de l'usine *Citroën*, après le canal, elles doivent y être encore. Si par hasard comme j'en aurai été surpris, on en avait eu besoin, il aurait fallu bien du temps pour pouvoir en faire péter quelques unes à la gueule des nervis fascistes.

Bayoux fut sans doute un peu déçu de la médiocrité de l'événement. Ni les masses, ni leur substitut, pas même leur avant garde, ne brisèrent ce jour là, le joug capitaliste. Plus tard lors d'une grève bien aux

mains de la CGT toute puissante aux VMC (*Verrerie Mécaniques Champenoises*) ces malfaisants de fascistes assassinèrent Pierre Maître sur le piquet de grève à quelques encablures de Citroën.

7 – Trois fontaines en Afrique

LE GARAGE A VELO

Les immigrés s'étaient associés au mouvement de 68 aux côtés des autres travailleurs. La question de l'immigration n'était pas au centre des joutes électorales qui feront le succès des candidats de droite à toutes les élections quand il ne s'agira plus de savoir qui va vider les poubelles à Paris. Ces travailleurs venus d'ailleurs n'avaient-ils pas été appelés par le « grand capital » pour construire nos routes et nos autos ?

Le sort misérable qui leur était réservé ne pouvait qu'interpeller la générosité de la jeunesse enragée d'égalité dont nous étions. Quand les feux de la révolte ne firent plus que couvrir sous la cendre du changement avorté, nous maoïstes toujours à la recherche d'une « étincelle qui pourrait mettre le feu à la plaine » ne pouvions ignorer ces masses colorées toutes entières attachées à leur choix délibéré de faire fortune en occident.

Inutile de décrire les conditions de vie de ces jeunes gens qui subissaient ici la rude loi du capital, pour nourrir là-bas, au pays, des miséreux sans loi ni fortune, leurs frères. Cette main d'œuvre bon marché concurrencera très vite nos autochtones fatigués quand la « crise » succédera au premier, puis aux autres chocs pétroliers. Les ML rigoureux en feront la nouvelle classe messianique. Les autres gauchistes ne dédaignaient pas non plus ces forces révolutionnaires en devenir. Quant au PCF, tout à sa stratégie pro-soviétique, il avait bien sûr LA solution. Raison de plus pour que le GLPR tente d'ouvrir un front révolutionnaire avec cette jeunesse surexploitée et délaissée par les révisionnistes de feu le parti de la classe ouvrière.



Affiche mai 68

Les bonnes âmes politiquement à droite et vraisemblablement catholiques avaient déjà repéré les sites du rachat de leur salut. Certaines d'entre elles étaient aussi de ferventes révolutionnaires, mais pas question de ramener le bon dieu dans des débats marxistes léninistes qui par essence se devaient d'être athées, n'en déplaisent aux tenants de « l'évangile de la libération »

L'alphabétisation était notre sésame pour entrer en contact avec notre cible. Étudiant en « lettres modernes » quoi de plus naturel pour moi que d'aller mettre mes faibles connaissances du français au service de cette noble cause que constitue la maîtrise de la langue locale ? Je tairai mes déboires avec l'orthographe, j'avais appris par *Bourdieu* que cette faute de distinction relevait de quelque chose de l'ordre de mon héritage culturel. J'étais donc d'autant plus motivé à m'investir sur ce front qu'étant moi-même fils d'immigré, je faisais presque partie de cette population cible. Certes mes racines étaient européennes et le sont toujours, seul un détroit de quelques kilomètres séparait nos pays d'origine. Mes frères, à contrecœur, leur avaient fait la guerre. Par la grâce de De Gaulle, j'avais échappé à cette sale guerre. J'avais en quelque sorte une dette à l'égard de ces fils d'un autre peuple. L'alphabétisation m'était d'autant plus une vocation que j'avais renoncé à instruire ma mère des merveilles de la littérature auquel son métier de femme de ménage ne lui avait pas laissé la possibilité d'accéder ; l'aurait-elle pu qu'elle n'en aurait pas eu le loisir, ni même le goût.

J'entrepris par l'entremise de deux jeunes ouvriers de « *Chausson* » d'aller enseigner l'art du français au foyer « *3 Fontaines* ». Ce foyer était constitué de trois séries de baraquements du genre préfabriqué, installés là par une officine patronale ARFM (Association Rémoise des Foyers de Migrants) cette association dite à but non lucratif relevait de ce qu'on appellera plus tard de la « responsabilité sociale de l'entreprise ». Faut dire qu'en matière de responsabilité, le capitalisme français en avait à l'égard de ces jeunes recrutés là-bas pour faire ici, ce qui aurait pu être fait chez eux, si le colonialisme, le post-colonialisme ... (on ne connaît que trop la chanson)

Bref, ils étaient là, et puisqu'ils étaient là, notre patronat toujours un peu catho préférait s'occuper d'eux, même mal plutôt que pas du tout et les laisser comme à Paris aux mains des marchands de sommeil.

Ce foyer était appelé des « *3 fontaines* » du même nom que celui du quartier qu'il jouxtait, en bout de zone industrielle tout près des usines « *Chausson* ». Ces baraquements renfermaient une série de chambres distribuées de chaque côté d'un grand couloir avec une salle commune qui devait être formée à partir de trois cellules ouvertes en enfilade. Cette grande salle servait de cuisine, quelques réchauds étaient à disposition et des sortes d'éviers. En qualité de salle à manger, elle comptait six grandes tables en formica vert. Les éviers devaient aussi servir de lavabos à en juger par les morceaux de miroirs qui étaient calés sur les tuyaux d'eau qui alimentaient ces grands réservoirs en forme de tonneau coupé en deux dans la longueur. Face à cette cuisine/ salle à manger le bloc sanitaire : deux douches et quatre chiottes à la turque séparées, tout de même.

Chaque chambre était conçue pour recevoir deux lits, d'autres plus grandes en contenaient quatre, il y avait dans certaines de ces grandes chambres des lits superposés. Les immigrés étaient regroupés par ethnies. Comme je ne connaissais pas bien la géographie des ethnies de l'Afrique, je me contentais de diviser ces hommes entre arabes et noirs. Il y avait bien sûr des contradictions au sein de ces deux entités, nous ignorions tout de ce qui pouvait diviser cette main d'œuvre, de toute façon notre mission était d'unir le peuple.

Bien que refusant de voir toute contradiction au sein de ce peuple, force me fut de constater, alors qu'on m'avait invité à visiter une chambre de huit, qu'il y avait une étrange organisation dans cette chambre de noirs. Un personnage, plus âgé que les autres, bénéficiait d'un lit « à l'étage » c'est à dire au-dessus d'un autre lit, en hauteur, il présentait la particularité d'être fermé de tissus comme un lit à baldaquin. J'appris aussi que cette petite communauté s'offrait le luxe d'entretenir un tailleur, un homme qui fabriquait des vêtements traditionnels pour les autres et qui, contrairement à ses congénères, ne travaillait pas en usine. Pour me conforter dans cette perception, il y avait dans un coin de cette chambre une machine à coudre de type industriel. Cette vision correspondait-elle à la réalité de l'organisation du groupe, j'en ai toujours douté ? Je n'avais pas besoin d'en savoir d'avantage, le devoir militant jugulait ma curiosité.

Dans ce camp de concentration d'ouvriers immigrés, il serait quand même plus juste de parler de « foyer » car il n'y avait ni barbelés ni miradors, les « résidents » pouvaient aller et venir à leur guise. Bien sûr aucune femme n'était autorisée à pénétrer dans les lieux. Toute personne étrangère au foyer fut-elle de sexe masculin était plus ou moins interdite de séjour. L'ARFM avait placé à la tête du foyer un agent administratif chargé de gérer et de surveiller l'établissement, un ancien militaire qui avait sans doute fait la guerre d'Algérie et parlait donc vaguement l'arabe ; un personnage détestable et parfaitement détesté de ses locataires. Il siégeait dans un baraquement dédié aux fonctions administratives, il s'occupait un peu de « social » et des papiers, ce qui lui donnait un ascendant certain sur le peuple laborieux et ignare. Il avait aussi en charge le blanchissage, craignait-on que les souvenirs de la brousse ne laissent à désirer une hygiène plus française ? Le lavage des draps et couvertures étaient à la charge de l'établissement, compris dans le coût du loyer cela va sans dire. Ce grand dirigeant était secondé d'un homme arabe Saïd, chargé de différentes tâches d'entretien du site, traître à sa condition, il rendait compte de ce qu'il voyait et entendait dans les baraquements au chef qui lui n'habitait pas le foyer. Pour récompense, il bénéficiait d'une chambre pour lui tout seul.

Sans demander d'autorisation à qui que ce soit, nous avons monté notre classe d'alphabétisation. Nous dispensions notre enseignement à raison d'une fois par semaine dans la salle commune. Nous essayions de faire passer quelques rudiments de la langue écrite à quelques grands gaillards, tous noirs qui tenaient à en savoir un plus que les autres. Notre pédagogie était des plus rudimentaires, utilisant ce qui nous restait des méthodes des maîtres de nos écoles communales, tout en essayant de les adapter à la réalité que vivait nos « écoliers ». Si peu professeur, qu'un soir, un immigré arabe de passage dans la salle commune me reprit sur une règle de grammaire qu'à l'évidence il connaissait mieux que moi. Son intervention fut si docte qu'elle en fut incompréhensible, si bien que « mes » élèves chassèrent l'intrus pour reprendre avec moi un bricolage linguistique qui leur allait mieux. Qui plus est un français n'était-il pas plus à même de connaître sa langue qu'un décolonisé de fraîche date ?

Cette période de militantisme au sein du peuple immigré fut pour moi l'occasion de goûter à la cuisine exotique. La cuisine africaine version immigrée ne m'a guère convaincu Le couscous ça allait, même si je me demandais pourquoi ils insistaient tant pour me gaver de viandes à chaque fois que je partageais leur

repas. Le savoir-vivre arabe, ni les coutumes gastronomiques d'outre-mer n'étaient l'objet de notre mission, nous étions là pour susciter la lutte contre l'oppression capitaliste.

C'était Jean Christian Grande qui dirigeait l'unité chargée du foyer 3 Fontaines JCG psychiatre de son état comptait dans son équipe deux étudiants en droit, tous aussi droitiers que moi, donc fort peu enclins au plaisir de la lutte avant tout. Droitiers certes mais bien convaincus qu'il fallait en finir avec cet odieux état des choses et notamment ce traitement réservé aux travailleurs immigrés.

« Que faire ? » cette lancinante question, si chère à Lénine, revenait sans cesse lors de nos réunions de l'unité 3 Fontaines.

L'ennemi était parfaitement identifié : l'ARFM et ses deux sbires locaux. Les immigrés étaient nombreux, le rapport de force semblait bien clair et pourtant personne ne se révoltait. D'où pourrait bien venir l'étincelle ? L'ennemi était parfaitement au courant de notre intrusion dans le foyer et vraisemblablement aussi de qui nous étions, cependant il n'avait pas pris la moindre initiative pour nous virer des lieux. Il y avait bien en ville un organisme appelé l' « ENTRAMI » *Entente des TRAvailleurs MIgrants* qui avait plus ou moins la charge de s'occuper du bien être des travailleurs migrants et notamment de leur alphabétisation. Il y avait à la tête de cette organisation un intrigant, repenti de l'on ne sait trop quelle mauvaise conduite qui lui avait valu de connaître la prison. Il s'entourait de dignitaires d'origines ultra marines et se servait un salaire à faire pâlir un sous-préfet.

Un soir nous avons croisé dans le foyer une de leurs équipes. Un peu surprise, elle (il y avait une femme dans cette équipe) nous déclara que nous n'avions aucun titre et aucune formation pour nous livrer à une activité qui lui revenait de droit : l'alphabétisation. Titres ou pas, elle n'avait guère plus d'élèves que nous et pour partie les mêmes. L' ENTRAMI avait beau nous sembler n'être qu'un ramassis d'opportunistes à la solde du patronat, l'alphabétisation n'en était décidément pas pour autant un enjeu de lutte susceptible de nourrir les débats universitaires parisiens. La faiblesse de nos effectifs d'écoliers ne militait pas faveur d'une armée de réserve prête à nous suivre sur une belle initiative insurrectionnelle.

Nos relations relativement bonnes avec l'unité « Chausson » et les quelques immigrés qu'elle choyait, nous permirent d'évoquer avec ceux qui habitaient le foyer 3 Fontaines, les problèmes qui se posaient là-bas.

Notre contact politique était Ahmed, ouvrier de production, engagé dans toutes les grèves. Un homme d'une trentaine d'années, algérien, son niveau de formation politique nous laissait à penser qu'il n'était pas vierge de tout engagement. Le fait qu'il ne fréquentait ni la CGT, ni le PC nous faisait fantasmer sur l'idée qu'il était un probable pro-chinois, missionné par Pékin pour allumer des foyers révolutionnaires parmi les siens, n'y était-il pas naturellement « comme un poisson dans l'eau » ? Notre Ahmed ne fit que confirmer notre vision des forces en présence, il ne voyait pas plus que nous ce qui pourrait pousser les immigrés de 3 Fontaines à se révolter sur leurs conditions de logement.

Un immigré marocain M'Barek, plus vieux que les autres, déjà chauve, avait sympathisé avec nous. Il était loin d'être analphabète et s'était rapproché de nous parce qu'il avait compris ce que nous faisons là, cela devait lui plaire. Nous avons de longues et instructives conversations politiques avec lui. Il partageait nos analyses sur le capitalisme, le colonialisme et avait même une vision géostratégique qui nous laissait parfois pantois, même si cela sortait de l'orthodoxie marxiste-léniniste. Sur lui aussi nous fantasmions et l'espérions plutôt envoyé par une organisation étrangère pour veiller politiquement au sort des travailleurs immigrés, de ceux dont il avait la charge. Parfois, plus réalistes, nous le pensions victime d'une persécution d'Etat ou de quelque organisation rivale de la sienne. Ces hommes dont la culture, la réflexion politique n'avaient rien à voir avec leur condition d'ouvrier, nous faisait entrevoir en eux une richesse d'expérience militante sans commune mesure avec la notre, un destin insondable. Jamais la moindre allusion à leur vie antérieure, à la raison de leur migration ne nous avait été livrée. Nous ne cherchions d'ailleurs pas à en savoir davantage que ce que leur vision de la politique les autorisait à nous dire. Cette amnésie sur leur passé nous portait à leur inventer une histoire, ce que nous nous gardions bien d'évoquer en réunion d'unité. Nous jeunes révolutionnaires de pays riches, que risquons-nous ? 68, une révolution sans effusion de sang, était-elle une révolution ? – Non, un grand jeu au regard de ces mouvements armés dont les médias ne parlaient pas ou si peu, et qui pourtant avaient un bilan létal des plus impressionnants. Admiration ou peur rétrospective, nous commençons à nous rendre compte que « la révolution n'est pas un dîner de gala » comme disait le président Mao qui s'y connaissait en révolution et en dîner de gala.

Nos analphabètes en quête d'un savoir *lire écrire et compter* étaient des jeunes noirs et n'avaient pas pour unique préoccupation d'apprendre le français pour travailler mieux afin d'envoyer plus encore d'argent au pays. Certains voulaient aussi profiter du pays d'accueil et draguer les filles. L'un d'eux pour accroître ses chances auprès de la gente féminine locale, ayant appris que les étudiants tout aussi noirs que lui réussissaient mieux leurs entreprises de séduction, celui-là se résolut à se déguiser en étudiant. En quoi un étudiant noir se distinguait-il d'un travailleur noir ? - Aux lunettes ! c'était là une analyse sociologique succincte, qui certes faisait peu de cas des remarquables travaux de Bourdieu, mais qui à vue de nez

pouvait faire illusion, le temps d'une danse. Il réussit à se procurer des lunettes avec des verres sans correction. Un nommé Dialo, semblait avoir un certain ascendant sur ses congénères, il ne détestait pas porter des lunettes avec ou sans correction on n'a jamais su, en tout cas elles ne devaient pas lui servir à écrire car il souhaitait qu'on lui serve d'écrivain. Il nous fit rédiger quelques lettres se déclarant prêt à nous rémunérer pour cette tâche. Bien sûr nous lui expliquions qu'il vaudrait mieux qu'il apprenne à écrire plutôt que d'avoir recours à des tiers. Je compris à son attitude, que le fait de payer quelqu'un pour accomplir cette tâche à sa place, lui conférerait de son point de vue un certain pouvoir, que cela faisait partie de son « standing » acception d'une autre civilisation, ne parle-t-on pas de nègres à propos de ceux qui écrivent des livres qu'ils ne signent pas, juste retour des choses en quelque sorte.

Nous coulions des jours d'un militantisme tranquille qui ne pouvait durer. Jean Christian Grande en tant que dirigeant invité à la table de la direction locale du GPLR ne pouvait se contenter de dire que la liaison au peuple immigré était une action de longue haleine, encore fallait-il que la mobilisation se concrétise un jour. Il nous fallait un enjeu sur lequel les travailleurs immigrés puissent faire valoir leur détermination. Le GLPR parisien s'était illustré par l'occupation d'un local appartenant à la justice chargée des jeunes délinquants. Cela avait surpris la presse, pensez des gauchistes s'intéressaient à la réinsertion de jeunes *droit commun* ! Même si tout était politique, on voyait mal ce qui poussait un groupuscule à se préoccuper de ce qui pouvait être considéré comme un échec de l'éducation familiale. C'est bien de ce côté surprenant dont se félicitait Bazarrusse, il était temps maintenant de passer à autre chose, de montrer que les révolutionnaires entendaient se lier au peuple sur les soucis du quotidien, encore fallait-il que cela se sache.

Un jour en fin d'après-midi, alors que nous arrivions la mort dans l'âme pour nous acquitter de cette tâche d'enseignement si peu rentable en terme de mobilisation, nous vîmes un attroupement devant le bâtiment administratif. Le chef avait l'air un peu empêtré dans des explications relatives aux draps dont nous apprîmes qu'ils n'avaient pas été changés en début de semaine comme à l'accoutumé. Nous étions déjà jeudi, la dizaine de résidents s'énervait. Le chef arguait qu'il y avait une grève chez *Teintenet*, la blanchisserie industrielle en charge de ce marché. Encouragés par l'impact de leur revendication faite en groupe (nous avons traduit groupe par *masse* lors de notre rapport en unité, comme le voulait la phraséologie ML) nos immigrés réclamèrent qu'on leur lave les couvertures plus souvent. Le chef nous ayant repéré parmi la foule, nous prit à témoins, pour affirmer qu'il n'était pas dans les usages des ménages français de nettoyer leurs couvertures plus d'une fois par mois. C'était là une fréquence qui dépassait de beaucoup la fréquence de nos habitudes en la matière, nous eûmes beaucoup de mal à soutenir une revendication qui de toute façon devait bien être légitime quelque part. Nous étions vraisemblablement un peu crados, peut-être que les ouvriers salissent plus leurs couvertures que les étudiants ? Le chef demanda à Dialo de venir dans son bureau pour régler le différend. Tous regagnèrent leur chambre et nous nous retrouvâmes face à nos cinq écoliers avec lesquels nous avons essayé de tirer les leçons de l'incident en insistant sur les vertus de l'union qui fait la force, même si on voyait mal comment ils auraient pu obtenir gain de cause.

La réunion de l'unité 3 *Fontaines* fut entièrement consacrée à mesurer l'intérêt politique de l'affaire des draps et couvertures. Il fallait profiter de cette mobilisation sur un besoin ponctuel pour mobiliser, ce qui s'inscrivait tout à fait dans la ligne conformément aux directives nationales qui voulaient qu'on s'intéresse à la quotidienneté. Jean Christian Grande était radieux, il allait enfin pouvoir faire briller son unité face aux autres dirigeants qui même à *Chausson* marquaient le pas. Enfin la classe ouvrière immigrée se rebellait. L'euphorie révolutionnaire ne dura guère plus de deux séances. Comment trouver une suite, une amplification de la mobilisation initiée par les prolétaires eux-mêmes ?

Nous devons donc conclure une très longue enquête sur les besoins non satisfaits des locataires du foyer, rappelons que, dans le petit livre rouge, Mao avait écrit : « sans enquête pas de droit à la parole » Quand nous posions une question du genre « de quoi manquez-vous ici » à nos interlocuteurs noirs, la réponse était inmanquablement la même « nous manquer bingala » la traduction qui n'était pas venue du premier coup, nous valut quelques moments d'incertitude avec l'impression d'un foutage de gueule bon enfant, la révélation par la traduction fut « manquer de sexe ».

Après la misère sexuelle des étudiants, dont on disait beaucoup à l'époque qu'elle était à la source des événements de mai 68, celle des travailleurs immigrés faisait aussi gloser les gazettes, mais on ne parlait pas encore de travailleuses du sexe, ni d'une quelconque légitimité à recourir à la prostitution. La loi sur le rapprochement familial doit sans doute beaucoup à ce besoin non satisfait et aux fantasmes sur les implications criminelles que pouvait engendrer une telle frustration. On était encore loin de faire porter à l'immigration la source de toute montée de délinquance, si montée il y a, le sanglot de l'homme blanc, coupable forcément coupable faisait encore illusion.

Le foyer se situait en lisière de la zone industrielle du port Colbert. Lecteur, si tu n'es pas rémois, sache que si Colbert est bien un enfant du pays, le port lui n'est pas certain ! Tout juste une courte voie d'eau pour péniches égarées vient interrompre le cheminement rectiligne d'un canal en voie de déshérence. Cependant, à un endroit bien précis des berges de cette déviation, on peut voir notre cathédrale

surplomber une étendue d'eau, en restreignant bien sûr notre champ de vision, l'illusion n'est pas parfaite mais avec un peu d'imagination on la croirait au bord de la mer...

Le foyer donc n'est pas au bord de l'eau, il n'y avait pas pour autant de gros problèmes de transport, même si la TUR (Transports Urbains Rémois) ignorait parfaitement cette population qui n'était destinée qu'à se rendre à ses chaînes dans les usines du coin : tant pis pour ceux qui travaillaient plus loin et pour ceux qui auraient aimé aller en ville. C'est pourquoi l'idée de réclamer un « garage à vélos » pour ceux qui avaient un vélo (il y en avait peut-être quatre ou cinq) nous parut une bonne revendication. Après l'avoir soumise aux quelques immigrés cyclistes, la revendication nous sembla encore plus légitime, d'autant que ceux des résidents qui n'avaient pas de vélo ne voyaient pas d'inconvénient à ce qu'un garage à vélos soit installé entre les baraquements. Il en est même certains qui se dirent déterminés à soutenir cette lutte qui s'annonçait. Il va s'en dire que la direction de l'ARFM n'allait pas investir dans une telle construction, ça allait tellement de soi qu'on ne lui a même pas demandé. On ne lui a pas demandé parce que la direction nationale du GLPR avait une ligne révolutionnaire un peu nouvelle, inspirée de la *grande révolution culturelle prolétarienne* (GRCP) chinoise. Il s'agissait de mépriser la légalité bourgeoise et de faire en sorte que le peuple lui-même prenne ses affaires en mains, qu'il « compte sur ses propres forces » et produise ce dont il avait besoin, comme c'était, nous disait-on, le cas là-bas du côté de l'orient rouge. On y croyait, enfin un peu. Il ne s'agissait plus d'en passer par l'étape de la prise du pouvoir, au grand dam de toute l'orthodoxie révolutionnaire. La stratégie était à double détente, car on ne pouvait pas raisonnablement penser que la bourgeoisie resterait indifférente à toute appropriation sans droit ni titre. C'est un peu cette même stratégie qui perdure dans les opérations d'occupations d'immeubles délaissés. Si la bourgeoisie réagissait, c'est une lutte d'un type plus ordinaire contre les forces répressives qui adviendrait. De surcroît, en cas de répression, on gagnerait la sympathie de l'opinion, puisqu'il s'agit toujours de satisfaire des besoins criants de pauvres gens.

Jean Christian Grande fit prendre à l'unité 3 *fontaines* la décision de construire nous-mêmes, en incitant les masses du foyer à nous rejoindre dans la construction de cet édifice. La décision ne fut pas si facile à prendre car il fallait écarter toutes les objections techniques et politiques des liquidos de l'unité, j'en étais. Politiquement les masses en question n'étaient guère « nombreuses » à avoir envie de ce garage à vélos d'où le risque de se retrouver fort isolé comme des poissons sans eau lors de cette opération et par conséquent le risque était assez élevé de voir les flics rappliquer et mettre fin à la lutte. Il n'était pas question de soulever cette objection relative aux risques de répression, la certitude de passer pour trouillardes en comparaison du courage des valeureux militants des luttes d'Epernay nous tenait cois. Jean Brouin, le grand leader presque prolétaire de *Chausson*, veillait au grain, même si lui-même se protégeait bien avec le syndicat, dans les luttes menées à *Chausson*, il était toujours prêt à pousser les autres à l'héroïsme. Les ouvriers de l'unité *Chausson* avaient été appelés à la rescousse car trois d'entre eux habitaient le foyer, et nous étions fort contents d'avoir des ouvriers parmi nous pour cette opération hautement manuelle. Aucun de ces ouvriers spécialisés n'était maçon mais, par nature, ils devaient en savoir plus que nous en matière de construction.

Jean Brouin qui nous avait à moitié asphyxiés lors de travaux de peinture de sa cave, était à la manœuvre et entreprit avec Jean Christian de commander madriers et tôles pour construire ce qui laissait présager que plutôt qu'un garage ce ne serait guère qu'un abri, pour éviter que la pluie ne rouille les vélos. Un maçon, portugais d'origine, reconverti en OS chez *Chausson* avait été contacté pour donner des conseils notamment sur les achats de matériaux et même pour venir sur site le jour J présider à la réalisation de l'édicule. Il fut finalement décidé que l'opération se déroulerait le dimanche qui précédait le 14 juillet.

Dès huit heures, un Dimanche pensez ! Nous étions, la peur au ventre, à pied d'œuvre prudemment et patiemment assis à l'arrière d'un baraquement. Ce n'est qu'à 9h30 que les matériaux arrivèrent dans une camionnette louée pour l'occasion. Pour se justifier, Brouin, seul homme capable de conduire une camionnette, déclara qu'il avait fait la fête et que donc il ne s'était pas réveillé à temps pour être à l'heure. Sans plus perdre de temps, avec la détermination d'un gars qu'avait fait l'armée, il empoigna une pioche toute neuve, judicieusement achetée pour l'occasion car il fallait commencer par creuser quatre grands trous afin d'y sceller les poteaux qui devaient soutenir l'édifice. Le reste, selon Jean Brouin, n'étant plus que de la « tringlerie ! » Malgré ses fanfaronnades Brouin dut rapidement céder la pioche à Tonio, qu'il avait pris à son domicile. Jean Christian se démenait avec les poteaux appelant la troupe étudiante à son aide. Ahmed notre fidèle immigré travailleur de chez *Chausson* nous avait rejoint dès notre arrivée sur le site mais ce n'est que vers dix heures que les premiers résidents vinrent tour à tour voir, en curieux, ce qui se passait. Nous avions pourtant demandé à Ahmed et aux deux autres ouvriers de *Chausson* d'avertir tout le monde de l'opération et de se joindre à nous. Nos fidèles des cours d'alphabétisation se firent très discrets, sauf Dialo qui s'enquit, en sa qualité de chef présumé, de la marche des travaux. Vers treize heures, il fut temps de prendre le déjeuner, pendant que les quatre poteaux baignaient dans leur ciment frais, étayé chacun de trois madriers pour éviter qu'ils ne se couchent au sol et pour permettre sans attendre le durcissement complet, la pose du toit. L'intendance était prête : Emilie, Françoise et Anne

Grande, épouse de notre Jean Christian, s'étaient occupées des sandwiches et du pinard ce qui s'imposait vu notre grande activité physique. Alors que nous étions en plein repas nous vîmes une voiture de flics qui passait en roulant au pas, mais qui ne dénia même pas s'arrêter. La pose des longerons et des tôles ne prit que peu de temps et nous inaugurâmes ce glorieux chef d'œuvre avant qu'il fut quatre heures de l'après-midi. Personne n'avait amené de champagne car nous savions que nous étions quasiment en terre d'Islam ce qui ne nous empêcha pas de terminer le *rouquin* du midi, un peu de fanta pour les estomacs sensibles et pour le seul musulman qui était avec nous, encore qu'il ne crachait pas sur le champagne mais le gros rouge ne le tentait guère. Nous ne pouvions nous séparer comme cela, par cette superbe journée de juillet, trempés de sueur plus par l'effet du soleil que par celui du travail. Jean Brouin, toujours à réclamer plus de convivialité et de sport, proposa d'aller se baigner dans la Marne, il connaissait un coin tranquille du côté de Port à Binson.

Arrivés à cette sublime plage, nous ignorâmes la pancarte interdisant la baignade, les plus hardis s'engagèrent promptement dans le courant après s'être à peine mouillés de quelques giclées d'eau écopées du creux de la main. Les femmes, Arsène et moi y allèrent à pas comptés, si les garçons n'hésitèrent pas à mouiller leur slip, les filles elles n'allaient tout de même pas entrer dans l'eau en sous-vêtements, se tremper les pieds suffiraient à les rafraîchir. La libération des mœurs n'avait pas conquis droit de cité sur la planète marxiste léniniste, aussi pas question d'entrer à poil dans la Marne.

Jean, Jean Christian, et Ahmed rivalisèrent de vitesse pour entrer dans l'eau. La puissance du courant les entraîna rapidement. Bientôt concentrés sur nos pieds rétifs à subir le choc de température, on les perdit de vue, Anne cria ohé ! Revenez ! Cinq minutes plus tard, Jean Christian suivi de Brouin revenait à pieds secs en bordure de la rivière car la force du courant ne leur avait pas permis de revenir en nageant. Quand ils furent à portée de voix, Emilie s'inquiéta de ne pas voir Ahmed revenir avec eux.

« On le croyait resté avec vous ! » répondirent-ils.

« -Pas du tout ! cria Anne, il s'est jeté à l'eau en même temps que vous ! »

L'incertitude commençait à se lire sur nos visages. Peut-être qu'il a traversé et qu'il revient sur l'autre rive. Nous scrutâmes les rives pendant quelques secondes Jean Christian et moi-même décidâmes de descendre le long de la rivière à sa recherche. L'angoisse nous gagnait, nous inventions des explications de moins en moins rationnelles au fur et à mesure que le temps avançait. Je dis à Jean Christian que j'avais remarqué qu'il portait un slip troué sur la fesse et que c'était peut-être pour cela qu'il remontait caché dans la verdure. En descendant le long de la rivière nous avons rencontré des pêcheurs et leur avons demandé s'ils n'avaient pas vu passé un nageur un peu coloré. Ils n'avaient pas vu de nageurs du tout car on ne se baignait pas là, si la baignade était interdite, ce n'était pas pour rien, il y avait des tourbillons et de nous citer quelques noyades encore dans les mémoires des gens du lieu. De retour auprès de nos camarades, la troupe avait grossi de quelques promeneurs qui interrogés accrurent l'angoisse en se faisant l'écho des rumeurs sur la dangerosité de la Marne. Certains prétendirent même qu'à quelques mètres de cette plage il y avait sous l'eau des restes d'un pont détruit pendant la guerre et que c'était cela qui provoquait des tourbillons dont on ne s'échappait qu'à la condition de bien connaître la conduite à tenir en pareille détresse. Il fallait selon ces experts se laisser entraîner jusqu'au fond puis d'un violent coup de pied sortir du tourbillon. Ahmed savait-il seulement nager ? Nous n'en savions rien. Emilie dira plus tard qu'elle avait vu sa main sortir de l'eau et que c'était là le geste de quelqu'un qui se noie.

Il fallait bien se rendre à l'évidence, Ahmed ne reviendrait pas, il fallait prévenir les pompiers, aller chercher du secours. Les Grande se chargèrent de cela, ils étaient les plus respectables d'entre nous. Jean Christian prit la camionnette qui nous avait conduit jusque là et alla au village trouver un téléphone. Une demi-heure plus tard, les pompiers étaient là avec leur canot pneumatique, suivis par les gendarmes qui prirent les dépositions de quelques-uns d'entre nous, Jean Brouin et Tonio s'étaient éclipsés. Nous les retrouvâmes au moment du départ quand pompiers et gendarmes conclurent que le corps devait dériver au fil de l'eau et qu'on le retrouverait dans quelques jours, arrêté par une branche sur le cours de la rivière. Le retour à la ville se fit dans un silence glacial, la noyade si bête venait réduire à rien notre joie d'avoir accompli avec succès notre devoir prolétarien. Nous venions de perdre l'un de nos plus chers camarades immigrés, quelqu'un dont on ne savait rien.

Jean Christian Grande se chargea de toutes les démarches, vu son métier et ses entrées à l'hôpital : il était ou pouvait être au courant de ce qui devait se faire en pareil cas. La famille algérienne fut prévenue. Ce n'est que cinq jours après la noyade que la dépouille fut retrouvée comme prévu par les autorités, elle avait été arrêtée par un arbre mort, tombé dans l'eau. Nous fûmes convoqués pour reconnaître le corps. Jean Christian nous avait prévenu de ce que lui savait, le visage d'un noyé est méconnaissable tout fripé par un long séjour dans l'eau, il n'avait pas menti, moi non plus, son slip était bien troué. Le père et un frère vinrent chercher le corps, car il devait être enseveli en terre d'Islam, même s'il n'était pas un fervent musulman. La mise en bière se fit en notre présence et Emilie ne put contenir ses larmes. Le frère du défunt s'approcha d'elle pour la consoler et lui dit que le père d'Ahmed lui demandait de ne pas pleurer. Après cette brève cérémonie, ce même père présenta son autre fils à Emilie supposant on ne sait trop

quelle relation entre elle et son fils défunt. Il lui vanta les mérites du fils vivant. Avait-il quelque arrière pensée d'ordre matrimoniale ? On ne le sut jamais. Ils retournèrent en Algérie, ni Emilie à qui il avait donné son adresse, ni personne d'autre ne contacta cet homme ni sa famille.

L'été et ses habitudes reprirent leurs prérogatives, il s'agissait pour moi d'aller travailler en usine pour gagner des sous, le vertige de « l'établissement » n'était pas ce qu'il y avait de plus hors sujet encore que je n'en étais pas à mon premier été prolétarien, je pensais même avoir fait le tour du sujet. La souffrance au travail de mes parents, comme la mienne lors de ces expériences estivales m'avaient convaincu que mon destin révolutionnaire n'était pas en usine, j'estimais avoir de l'avance en matière de connaissance du peuple.

A la rentrée, personne ne pensa à retourner alphabétiser les immigrés, le choc de la noyade d'Ahmed avait dissout l'unité 3 Fontaines, les étudiants comme à chaque rentrée se dispersaient en fonction de la poursuite de leurs études voire de leur intégration dans la vie de travail. Les Grande s'écartaient du GLPR. Emilie, les éternels étudiants de lettres les plus anciens comme moi et des plus nouveaux comme Bill et Clarabelle se recentrèrent sur le travail de masse dans le quartier de la place verte dans lequel les filles s'étaient déjà investies tandis que nous les garçons enseignons le français aux chères têtes noires.

Notre chemin croisa rarement le foyer des 3 Fontaines. Au hasard de nos déplacements, parfois, nous apercevions le garage à vélos parmi les baraquements du foyer, il n'abritait aucun vélo mais il était toujours debout jusqu'au jour où il disparut du paysage urbain avec le foyer lui-même.

8 – Le jour où la pluie viendra

«Alors qu'aucun signe ne nous le laissait prévoir, l'unité 3 F a pris la décision au retour des vacances de se placer hors de l'organisation. Comme avec les autres unités, la DPL (Direction Provisoire Locale) avait mis en place un protocole de discussion à la rentrée. Elle a en conséquence multiplié les démarches auprès de cette unité, soit directement, soit indirectement, afin que puisse se tenir une discussion politique dans le cadre du centralisme démocratique.

Cette discussion organisée s'avérant impossible, nous prenons acte du fait que cette unité s'est placée hors de l'organisation et qu'il ne s'agit même pas, à proprement parler d'une démission.

Nous considérons que nous n'avons pas à constituer le terrain de la discussion politique à la place de cette unité, sur la simple base d'hypothèses concernant son départ. Nous pensons qu'il y aura lieu de constituer ce départ en terrain de lutte idéologique positive, lorsque nous aurons soit un texte de cette ex-unité, soit une réunion organisée avec certains de ses membres, ce qui est l'objectif actuel de nos démarches.

Ce départ n'est cependant pas innocent, nous y voyons plus particulièrement le dessein profond d'un militant de cette ex-unité : Le Khu To Révisen, cet ex-camarade a été le seul à présenter des « arguments » sur le départ de son unité, les autres se contentant de se référer à lui : « il saura mieux vous expliquer » ou faisant silence lorsque ces « arguments » étaient démontés. Sa position personnelle ne vise, en fait, que la désagrégation de l'unité locale. Le départ de cette unité était sa dernière carte, pour porter un coup à l'unité de Reims et au moral des militants. Voilà pourquoi il a organisé ce départ à froid, au retour des vacances et curieusement à la veille d'une transformation organisationnelle qu'il guettait comme la peste, cette transformation basée sur une application plus rigoureuse de la ligne ne lui permettait plus de végéter silencieux à l'ombre du libéralisme.

En conséquence, la DPL en accord avec la DPN (Direction Provisoire Nationale) prend la décision d'exclure Le Khu To Révisen de l'organisation. En ce qui concerne les autres militants de cette unité, nous leur proposerons une discussion sur leur position et l'éventualité de leur réunification sur une base militante.

D.P.L. »

C'est en ces termes, je suppose, que la DPL fit connaître au reste de la troupe, la sortie de l'unité 3F. Je suppose, car ce texte, je n'aurais jamais dû le voir. Emilie qui faisait plus ou moins partie de la DPL et de ces militants susceptibles d'être réunifiés sur une base militante m'avait fourni ce chef d'œuvre de pensée révolutionnaire.

Donc on m'excluait, on avait enfin cette détermination posthume de virer quelqu'un qui s'était fait la malle et, je le précise, sans la caisse, sans même un retard dans le paiement de ses cotisations. J'avais toujours été un bon citoyen organisationnel, voire discipliné. Relégué dans une sourde ou plutôt muette opposition, plus enthousiaste pour un rond, j'attendais et nous étions plusieurs à attendre, d'in vraisemblables rectifications, d'impossibles autocritiques.

Nous étions partis et je n'étais certes pas pour rien dans cette décision, j'étais parti et je suis fondé à

croire que l'unité entière avait les mêmes sentiments, sans hargne, vaguement tristes, avec quelques ressentiments. Nous n'avions pas su dire à temps... Nous aurions peut-être dû au moment de l'*affaire Overney* saisir l'occasion du départ des quelques et seuls ouvriers de l'organisation pour poser sérieusement quelques problèmes. Ils étaient tous partis sans dire *au revoir* : Jean Brouin avait claqué la porte bien que dirigeant-ouvrier-alibi, sur un vétillaux point d'ordre du jour. Nous fûmes privés de ses explications de départ, il n'en avait peut-être pas de prêtes ? Tant d'intellectuels sont partis sans mot dire, qu'on ne saurait reprocher à l'ouvrier son indicible départ. Et puis, n'était-il pas resté *linpiaiste* malgré le changement de saison. Il m'avait toujours paru un peu ultra-gauche, et même stalinien (bien qu'officiellement, cela n'ait jamais été une tare) de tendance déclarée à la militarisation, ce qui était normal après tout, puisqu'il était à peu près le seul à avoir fait son service militaire. Il était néanmoins porteur d'une aura politique qu'il s'était forgé dans les seules luttes dont l'organisation aurait pu s'enorgueillir, si elle n'en avait pas renié les protagonistes, coupables de n'avoir pas su poursuivre ce qu'elle-même n'a jamais ni compris ni expliqué, je veux parler des luttes de masses. Les psalmodies de l'organisation et de ses penseurs, aussi compliquées que peu convaincantes n'ont jamais rassuré le révolutionnaire moyen sur sa perception du monde et de ses révoltes. De quelle alchimie les leaders se servaient-ils pour entraîner les masses vers leur émancipation si souvent transformée en un changement de maître ?

Des luttes de masses, il n'y en avait guère eu sur le quartier 3Fontaines, quand nous avons quitté l'organisation, il n'y en avait même jamais eu. Quelques braves dames avaient pétitionné et malheureusement pour nous, avec succès. C'est gênant pour la lutte un succès sur pétition, ça ne force pas l'admiration organisationnelle, ça ne rend pas jaloux les collègues et opposants de nos dirigeants à Vincennes. Aucun journal, même bourgeois ne parlera de ça.

Ce jour-là, c'était un... je ne sais plus et ça n'a pas beaucoup d'importance. Nous avions rendez-vous vers 5 heures du soir place verte avec Bill Gaya et son épouse Clara, pour vaquer à nos occupations militantes, c'est-à-dire essayer de trouver les femmes de la *gauche* du quartier. Il nous fallait tirer les enseignements de la lutte pour la réintégration de leurs enfants dans l'école la plus proche de leur domicile. Des bureaucrates de l'administration scolaire n'avaient rien trouvé de mieux, en vertu d'on ne sait trop quel équilibre des périmètres scolaires, que d'envoyer ces enfants à quelques kilomètres de leur appartement alors qu'une école ouvrait ses portes quasiment aux pieds de leurs immeubles. Une fois satisfaction obtenue, ces bonnes mères ne semblaient guère préoccupées par nos soucis militants. La pédagogie de la lutte aurait dû en faire ipso facto des militantes du quartier, prêtes à répondre à l'appel de la révolution quand les usines du coin se mettraient en grève. Quand, bien sûr, le prolétariat international dans sa subdivision française aurait reconnu son identité de classe dans le GLPR embryon de son futur parti communiste.

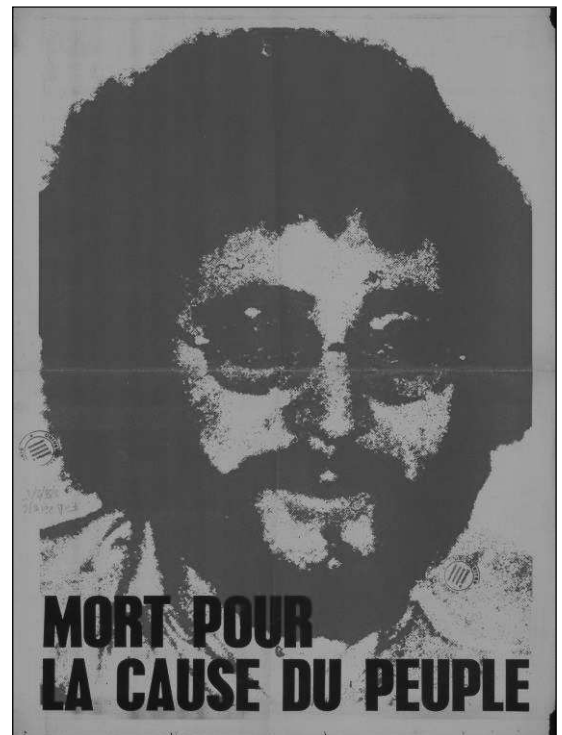
Il se mit à pleuvoir, une de ces pluies d'été avant l'heure. Emilie et moi, nous insérâmes à l'arrière de la WV de Bill qui nous attendait aux pieds des blocs de la place verte.

« Qu'est-ce qu'on fait ? » Dis-je

Bill placide, tirait sur sa gauloise en écartant de temps à autre une mèche de cheveux qui venait balayer ses lunettes poussiéreuses. Clara gardait un silence un peu plus intense depuis qu'elle avait quitté l'organisation pour « motifs personnels » il y avait de cela deux mois.

« Emilie ! Interrogea Bill. Qu'est-ce qui s'est dit à la dernière réunion de la D.P.L ? Alban Bayou était là, je crois ? » Emilie révéla, pour la trois ou quatrième fois, la teneur des discussions de la dernière réunion de DPL durant laquelle Alban Bayou était venu de Paris pour sortir les nouvelles thèses et quelques perspectives et mesures organisationnelles à prendre à la rentrée. Le tout serait digéré par Palmain sénior et présenté comme sortant de son cru lors d'une probable assemblée générale des militants, qui ne manquerait pas de se tenir dès les premiers jours de la rentrée (universitaire, cela va de soi).

Emilie était la seule dirigeante à tenir informée son unité des détails de ce qui se disait en DPL et cela en contradiction avec les directives qu'elle avait reçues et qui étaient de ne faire qu'un rapport pas même



Pierre Overney. Affiche 1972. Col privée

synthétique.

Emilie avait acquis son titre de dirigeante en raison de sa position raisonnablement à gauche au cours des conflits organisationnels antérieurs. Elle avait notamment concouru utilement au discrédit d'un candidat imprudent à la direction, lequel avait néanmoins connu une certaine assise parmi les ouvriers de l'organisation. Habile tacticienne, elle savait se taire et parler peu. Elle bénéficiait aussi d'indulgences depuis qu'elle s'était acoquinée avec moi, représentant tacite depuis déjà bien longtemps de l'opposition de droite. En vertu du centralisme démocratique, une opposition ne peut être que conjoncturelle, car après débat, il ne peut y avoir qu'une seule ligne y compris dans les cœurs.

La réforme organisationnelle en question visait cette fois à remanier les structures. Un tel remaniement est toujours de bon aloi lorsqu'il convient de masquer un ou plusieurs problèmes voire un désaccord idéologique. Il était en l'occurrence question de redistribuer « rationnellement » les militants en fonction des fronts existants réellement ou prétendus tels. Cette nouvelle donne avait pour enjeu principal de briser les regroupements par affinités en unité, regroupements qui avaient fini par se faire du fait du « libéralisme » organisationnel qui avait régné jusqu'alors. Une grande purge s'annonçait-elle ? S'agissait-il à cette fin de mélanger droite et gauche au sein de chaque unité afin que les bons démasquent les méchants ? C'est fort douteux, car chacun savait à quoi s'en tenir sur l'autre et sur soi-même. Depuis qu'on vivait ensemble, l'hypocrisie avait été la seule possibilité de continuer à exister pour une organisation qui se voulait l'embryon d'un parti communiste salvateur. Hypocrisie d'autant plus nécessaire qu'elle s'autorisait jusqu'à ignorer le réel au profit d'un mythe en construction autour de la figure messianique d'un prolétariat introuvable voire volage.

Alban Bayou, rapporta cette rapporteuse d'Emilie, était allé jusqu'à parler de se séparer des militants qui « vampirisaient » l'organisation. Il fallait entendre : ceux des militants qui sucent l'énergie des autres. A quelle fin ? La question ne semblait pas se poser ou bien la réponse était implicite : il s'agissait sans doute pour ces vampires de faire à « l'ombre du libéralisme » le jeu de l'ennemi de classe, car il est bien connu que les vampires fuient la pleine lumière. La bourgeoisie avait donc pour les buveurs de sang des attraits que les promoteurs impavides de révolution n'avaient pas ou plus. Plus prosaïquement ne pouvait-on pas de cette manière faire peser sur les maudits bourgeois infiltrés, la faute d'avoir fait tomber l'organisation au niveau le plus bas de ses effectifs jamais atteints et toujours inavoués. La quantité avait-elle encore un intérêt face à la qualité, celle de la pureté de la ligne ?

« - Et Paupiette ? Demandai-je, elle ne vient pas aujourd'hui ?

- Elle a rendez-vous chez le médecin, je l'ai croisée hier à la fac, répondit Emilie.

- Il faudrait peut-être faire une réunion d'unité pour discuter du travail de masse et des perspectives organisationnelles avant les vacances. Au fait, vous partez quand ?

- Vers le 14 juillet me répondit Clara !

- Vous allez en Thaïlande cette année ? repris-je

- Non en Birmanie comme tous les ans rétorqua sèchement Clara »

Soupçonnée d'avoir, de par sa naissance, des goûts bourgeois, Clara repoussait avec agacement la pointe d'ironie organisationnelle que j'intentai ? Pour savourer le comique de la chose, encore faut-il savoir que l'année précédente, à pareille époque, lors du mariage de Bill et Clara, courrait une rumeur les concernant. Il ne s'agissait rien moins qu'un bruit selon lequel les tourtereaux seraient allés en voyage de noces en Birmanie. A défaut d'être crédible, cette honteuse calomnie, pouvait toujours servir à railler le mariage princier qui avait bien eu lieu et dont la magnificence avait déplu à toute l'organisation. On se gaussait en douce, à leur insu, évitant soigneusement de faire ouvertement le reproche d'un mariage bourgeois à ce couple révolutionnaire. Qui dans l'organisation n'avait eu de ces faiblesses pour satisfaire à l'arriération idéologique des familles dont les bienfaits en contrepartie étaient sans commune mesure avec l'affront fait à la révolution ? La paix des familles vaut bien une messe, j'en connais d'autres qui n'hésiterent pas à célébrer en cathédrale et robe blanche des déchirements virginaux vieux d'immémorables copulations, mais je ne veux nommer personne. C'était là, le domaine privé, l'organisation se faisait un point d'honneur à ne pas se mêler aux foutteries, ni à toute autre fête. Il y aurait eu tellement à dire sur les mœurs bourgeoises surtout de ceux dont les responsabilités étaient à la hauteur de leurs manquements à la pureté révolutionnaire.

Mao a dit « la révolution n'est pas un dîner de gala » il n'a jamais dit que les révolutionnaires ne devaient pas dîner. Ce que l'organisation voulait ignorer, les militants, eux, s'en préoccupaient beaucoup.

Paupiette, qui ne pouvait plus piffer Bill, l'accusait insidieusement de concupiscence lors de ses agapes bourgeoises. Je l'imaginai aussi volontiers en train de glisser progressivement vers des réjouissances stomacales qui n'avaient rien de révolutionnaires.

Emilie et moi hésitions à faire éclater ces contradictions dites subjectives, alors que l'unité faisait eau de toutes parts. Nos requins de camarades ne guettaient-ils pas la déchirure pour s'inviter à la table de notre unité ? Débattre sur le seul terrain où puissent, selon eux, s'épanouir La lutte idéologique positive, à savoir le travail de masse.

Le travail de masse, parlons-en ! Par-delà les références théoriques obligées, c'était l'impérieuse nécessité de se lier aux masses ouvrières et plus généralement populaires afin de développer et diriger le *mouvement de masse* (c'est -à-dire, pour faire court, les luttes du peuple contre l'oppression). Ce flirt avec les masses devait transformer notre conception du monde et faire de nous de bons révolutionnaires. Ce qui d'un strict point de vue maoïste peut paraître tout à fait correct et, pour tout dire, conforme à l'orthodoxie. Mais voilà, la nécessité de diriger côtoyait de très près la soif de contrôler, laquelle était bien plus forte que celle d'enquêter auprès des masses si ce n'était sur leurs besoins, à tout le moins de connaître un peu qui elles étaient. Mythiques, fuyantes, puis surgissant tout d'un coup, puissantes au point d'échapper aux mots d'ordre. Qui pouvait prétendre les guider ? Et pourtant en période faste, lorsque la rue se peuple de revendications, tout surpris le groupuscule en pointe à ce moment se saisissait vite fait d'un drapeau rouge et courrait l'agiter aux avant-postes, n'était-ce pas là une manière de diriger et d'organiser ? Le plus important dans ces moments de grâce insurrectionnelle était que l'adversité trouve une organisation ne serait-ce qu'un groupuscule pour lui attribuer la responsabilité de la perturbation du saint ordre public. Le bonheur était à son comble quand la presse, dans sa hâte, ne se perdait pas en confusions entre les soi-disant promoteurs du mouvement de la rue, usurpateurs de la pensée *mao tsé-toung* voire liquidateurs révisionnistes. Citerait-elle alors l'authentique et seul véritable mouvement qui, à Reims, pouvait s'enorgueillir de faire bouger les masses ? Peu probable, car le GPLR était si peu connu que les médias nationaux préféraient se répandre en considérations fielleuses sur des organisations gauchistes de renom.

Dans notre unité, le torchon brûlait depuis quelques mois, les masses y étaient divisées : cinq personnes concernées, la pensée dirigeante autonome du GLPR étant ubiquiste, on peut dignement parler de masses à propos de cinq personnes, voire moins. A preuve : dans un mémoire universitaire, un étudiant était allé jusqu'à écrire « ce jour-là les masses étaient peu nombreuses » au vieux prof qui lui faisait remarquer qu'il y avait contradiction entre les termes, l'étudiant démontra au vieux réac que le concept de masse était indépendant du nombre de personnes supposé constituer un groupe.

Paupiette et sa copine Pépette avaient quelques démêlés d'ordre universitaire, elles entendaient adjoindre à leurs scoliastes querelles des questions de libération des femmes à l'encontre d'un Bill Gaya un peu trop phallocrate à leur goût. Dans la tourmente de 68, le féminisme n'était pas de reste, mais le marxisme-léninisme voulait que l'on rapporte les luttes de libération des femmes à leur juste dimension, à savoir à celle d'une contradiction au sein du peuple. On avait bien soin au GLPR de jeter de l'eau sur tout embrasement vagino-revendicatif et de recentrer tout le monde sur le travail de masse. Les femmes étaient, selon Mao, « l'autre moitié du ciel », mais pas d'orage quand même !

Je portais donc une attention discrète, parfois curieuse, mais jamais conséquente sur ces petits faits et méfaits. Emilie adoptait à peu près la même ligne de conduite, chacun défendant les protagonistes de son sexe, toujours en coulisse, à plus proprement parler, en couloir... de facs.

Dans le quartier, haut lieu de notre militantisme, il n'était pas question de s'occuper de ces méchantes contradictions qui affaiblissaient l'unité du peuple : un ennemi, un seul, classe contre classe : la bourgeoisie et ses suppôts révisionnistes. Que Madame Riglot ait du poil aux pattes et que Madame Parteney possède un joli salon Louis XV en polyester, cela importait peu. Politiquement parlant, la seule chose intéressante, c'était la position ferme de Madame Julion face à un inspecteur de l'Education Nationale d'un libéralisme désarmant.

Dans cette vieille WV puant le mégot, mais bien à l'abri de cette folle pluie d'été commençant, nous étions tous tristement désabusés.

« - Qu'est-ce qu'on fait, lança Bill

- On devrait peut-être aller voir les femmes reprit Emilie qui avait toujours opposé au découragement, une opiniâtreté sinon convaincue, tout au moins réglementaire.

- Pourquoi faire ? Invectivai-je hargneusement. L'acharnement dévot d'Emilie à accomplir des actes prétendus révolutionnaires m'insupportait. Ne s'agissait-il à l'évidence d'acquitter sa conscience plutôt que d'avoir une quelconque efficacité. Cet entêtement me foutait dans des colères rentrées qui finissaient toujours par mettre Emilie dans des situations impossibles, coincée entre sa lucidité et son devoir militant.

- On devrait peut-être refaire un porte à porte systématique afin de voir comment nous sommes perçus sur le quartier et de trouver de nouvelles cibles, hasarda-t-elle.

- Les cibles on les connaît, on ne va tout de même pas repartir sur une nouvelle revendication de terrain de jeux répartis-je laconique.

- Jamais deux sans trois ironisa Clara la « compagne de route » comme on aurait dit au PC, à moins qu'en l'occurrence ce ne soit une renégate selon la vulgate révisionniste.

- Toi l'auto-stoppeuse, tu ferais mieux de fumer moins rétorquais-je en bifurquant sur d'inefficaces considérations.

- Auto-stoppeuse... bougonna Clara qui saisit tout de suite l'intention perfide. Ne tenant pas à entrer dans une discussion qui risquait de l'obliger à s'expliquer sur son départ de l'organisation, elle préféra s'en tenir à cette position de « compagnonnage ». Position que je ne pouvais ni comprendre ni admettre. J'aurais aimé pouvoir la conduire aux aveux mais Bill m'avait déjà expliqué et démontré par brouillard plus nébuleuse qu'il était préférable de ne pas chercher à comprendre. »

Paupiette par ailleurs faisait d'innombrables sous-entendus et ourdissait à l'en croire d'irréremédiables scènes de ménage. Je dus rentrer ma curiosité et remballer ma camelote discursive sur les vertus transformatrices des explications franches, loyales et didactiques. La grande oreille psychanalytique au rencard mais aux aguets tout de même.

La pluie battait la tôle allemande, Bill dont je m'attendais à la réaction tardive, ne chercha pas à relever le mot d'esprit, à moins que le vocable d'auto-stoppeuse n'évoqua chez lui de déjà lointaines escapades nordiques. Il était si prompt à nous compter ses voyages formateurs de sa jeunesse passée. Il n'en fit rien et se contenta de dégurgiter une bouffée de sa gauldo et susurra :

« - C'est vrai que Madame Julion est au PC maintenant !

C'est Diarcos qui a rencontré le père Julion au foyer 3 Fontaines qui me l'a dit. Signalais-je - Diarcos était un des rares étudiants de l'unité 3 Fontaines à fréquenter le foyer après la noyade d'Ahmed. Il n'y faisait ni alphabétisation ni travail de masse, faisait-il un deuil que nous n'avions, nous, entamé que par la désertion -

- Le père Julion rôde toujours chez les immigrés pour racheter ses fautes d'ancien militaire suggéra Emilie, psychologue.

- C'est drôle –fit Bill – j'aurais jamais cru !

- C'est normal, elle pour gagner un peu de sous, va vendre des clous chez Dalbert, le seul petit commerçant du PC de la ville, c'est ce qu'elle nous avait dit. Lui, pour n'être pas moralement en reste démontre qu'il est aussi communiste sinon plus qu'elle en fréquentant le prolétariat. Déduisais-je d'une analyse concrète d'une situation concrète.

- Quand même intervint Clara, qui se mêlait de ce qui ne la regardait plus, elle est catho !

L'annonce de la conversion de Madame Julion au révisionnisme me gênait beaucoup. Cette brave femme avait beaucoup fait pour notre action, sans savoir exactement ce qui nous poussait à agir. En bonne chrétienne, elle avait ouvert sa porte au voyageur et s'offrait le luxe de discuter avec des étudiants – comme voyageurs on a connu plus orthodoxes – Son mari qui avait une révolte rentrée à ressortir, était toujours content de nos conversations au coin du radiateur. Il avait néanmoins eu la lucidité d'émettre des doutes fondés sur la pérennité de notre volonté à poursuivre notre mission.

Pour lui le prestige suprême revenait à celui qui, bien que déjà confortablement installé dans le monde, n'hésite pas à aller au peuple le plus misérable pour lui prodiguer des soins attentifs. Il était toujours minuit pour ce docteur Schweitzer. Avait-il su saisir l'escroquerie morale dont nous étions coupables et dont il était un peu victime. Il vivait cette période sur le mode de la générosité humaniste, ce qui n'était de notre part que calcul ou plutôt que stratégie, avec à l'esprit un souci d'alibi relevant du socialisme scientifique comme on aurait pu dire pour soulager notre conscience.

Pour nous, il fallait se lier au peuple pour faire la révolution, et qu'on ne s'y trompe pas, l'amitié et l'hospitalité qu'il nous offrait, finissait par nous obliger, dès lors que les perspectives de luttes n'étaient plus présentes. Il n'y avait pas lieu de discuter avec d'autres gens que de futurs héros du peuple.

L'organisation n'a pas d'ami dans le peuple, elle y avait compté quelques combattants, mais se séparait irrémédiablement de tous ceux qui pensaient pouvoir attendre autre chose que la reconnaissance obligée de faits d'armes. Ceux des militants pour qui la fraternité de combat pouvait relever aussi de l'amitié étaient considérés comme des freins, si les dures réalités de la lutte des classes n'en avaient pas fait nos ennemis ou ne les avaient pas fait fuir le GLPR toujours réclamant d'autres exploits. Ceci explique peut-être la persistance du personnage du « prolo de service » si cher aux organisations de gauche. Il s'agit généralement de quelqu'un qui se sent redevable envers l'organisation du fait que celle-ci pour des raisons relevant de la morale bourgeoise n'a pu se défaire pour ainsi dire naturellement. Elle l'exhibe donc faute d'en pouvoir faire autre chose, car d'ordinaire ce prolo ne comprend rien à ce qui se passe, il croit encore aux valeurs qui semblent sous-tendre l'action révolutionnaire.

Les Julion, cathos et presque intellectuels, ne pouvaient être fort utiles, d'autant qu'on avait flairé chez eux un certain mépris envers le peuple, auquel ils reconnaissaient certes leur appartenance mais dont ils essayaient trop de se différencier. Ainsi Madame Julion s'était-elle scandalisée d'avoir vu, à la fête de la Champagne, plus d'ivrognes que de gens politiquement convaincus. Bien sûr en l'occurrence nous ne pouvions qu'abonder dans son sens, en en profitant pour tirer quelques salves sur le PC responsable d'organiser de telles fêtes. Quand elle disait que les gens de son bloc ne rêvaient que de télé et de bagnole, pour justifier la mollesse de son action révolutionnaire, alors là c'était vraiment le signe d'un *petit embourgeoisement* de sa part, car la voiture est imposée au peuple, elle fait partie du système d'aliénation comme des contraintes du travail moderne etc. ...

Un groupe de femmes se pressait sous la pluie serrant contre elles sous un parapluie les gamins qu'elles ramenaient de l'école. Parmi elles il y avait notre gauche, c'est-à-dire les plus combattives, prêtes à revendiquer.

« Vous croyez qu'elles ont encore envie de nous voir, maintenant qu'elles ont obtenu satisfaction... On ne saurait même pas quoi leur dire ! » Dis-je pour rompre un silence plein de mélancolie.

« On pourrait tirer les leçons de la lutte avec elles ! » Répondit mécaniquement quelqu'un à moins que ce soit moi qui me soit fait la réponse ? Allez donc savoir, avec de telles rengaines. Ca faisait plus d'un mois qu'on tirait les leçons, de réunions de bilan avortées en tentatives de happenings dans les halls d'entrées des blocs.

Tous les quatre, assis dans la vieille VW, nous sentions bien que c'était la fin de quelque chose. Personne n'avait envie, une fois de plus de reprendre le bâton de pèlerin.

Comme toujours, c'était pendant les vacances qu'allait se fomentier le coup d'état organisationnel. Cependant, vu la situation : calme plat sur l'ensemble des fronts, le remaniement avait été concocté avant la coupure estivale, de façon à ce que tout le monde puisse partir tranquillement en vacances. Cette fois, même plus question de se donner l'illusion de la forme, plus de réforme démocratique, plus de lutte idéologique à étouffer ; il n'était même plus question qu'il y en ait.

« Je crois qu'il n'y a plus grand-chose à espérer de l'organisation » déclarai-je péremptoire.

Personne ne répondit. Je m'attendais à devoir le démontrer. J'espérais vaguement un démenti. Non c'était évident. Nous nous rendions à l'évidence. Nous consentions donc à refermer la parenthèse, l'enchantement n'avait duré, tout bien considéré qu'un mois. Comme en cette année 68 la pluie vint calmer nos ardeurs révolutionnaires, ce qui en restait.

A l'approche des 50 ans de mai 68...

Appel à témoignages

La Cité des mémoires étudiantes continue sa campagne permanente de collecte de témoignages oraux (à partir des fonds d'archives qui lui sont confiés ou de ses initiatives de valorisation scientifique ou patrimoniale, comme cette année autour du mouvement de novembre-décembre 1986), mais, à l'approche des 50. lance un appel spécifique à témoignages autour des *années 1968*...

Appel à manifestation d'intérêt pour une exposition

La Cité des mémoires étudiantes souhaite également préparer une exposition itinérante sur ces années 1968. Il s'agit bien de sortir ce mouvement social et global du « ghetto étudiant » ; d'où un travail, en France, dans le cadre du CODHOS (Collectif des centres de Documentation en Histoire Ouvrière et Sociale). Mais il s'agit aussi d'avoir une approche internationale ; d'où

Appel à manifestation d'intérêt pour un colloque international

Le GERME et la Cité souhaitent enfin valoriser tous les travaux et recherches déjà menés sur les mouvements étudiants des années 1968, sur le plan national et international. Partenariats et comité scientifique sont en cours de constitution.



Le 29 mai 2008, toujours à l'occasion des 40 ans de mai 68, la Cité des mémoires étudiantes organisait, à l'Hôtel de Ville de Reims, un débat sur le mai étudiant rémois. De gauche à droite : Gérard Mary, Jacques Hussenet, Denis Ménétreay, Michel Silland et Jean-Philippe Legois.



Les 25 et 26 janvier 2008, le GERME et la Cité ouvraient, à la Villa Douce (siège de la présidence de l'Université de Reims – Champagne-Ardenne) le bal des colloques organisés à l'occasion des 40 ans de mai 68... La première journée se terminait par le témoignage de Jacques Sauvageot, alors président par intérim de l'UNEF.

Sauvegarder la mémoire des citoyennetés étudiantes et universitaires. Quelles sélections et quels accès pour quels usages

Ioanna Kasapi

Introduction

La question de la sauvegarde de la mémoire des mouvements étudiants est encore plus cruciale que celle d'autres mouvements sociaux. En effet, la période de la vie étudiante est brève, voire éphémère. Un militant étudiant « dure », au maximum, quatre, cinq ou six ans. Que se passe-t-il lorsqu'il quitte l'université ? Que deviennent les documents auxquels il a eu accès, les comptes rendus d'assemblée générale, de conseils, les tracts qu'il a distribués ou parfois même conçus, les appels à manifester, les photos ... bref toutes les traces de sa vie de militant ? Les a-t-il gardées ? Pas toujours... Et, si tel est le cas, s'il en est le dépositaire, que va-t-il en faire ? Les gardera-t-il en souvenir ou va-t-il les confier à d'autres pour assurer leur "survie" ? Si oui, à quels "autres" ?

Bref, comment peut-on assurer la continuité avec les mouvements étudiants d'aujourd'hui ? Se pose avec acuité la question du relais, du passage d'une génération de militants à l'autre.

Certes, ce militant ne travaillait pas seul mais au sein de mouvements syndicaux, confessionnels, politiques ou "à vocation représentative". Mais là encore, qui conserve les traces de ces activités ?

C'est dans ce cadre-là que la Cité des mémoires étudiantes a pour objectif essentiel la sauvegarde et la valorisation des ressources documentaires et des archives de ces engagements étudiants et ceci, quels que soient leurs supports (papier, audiovisuel, numérique) ou leurs types de producteur (structures, mobilisations, militants)⁷³.

En France, les "foyers de collecte" sont encore rares ou trop récents, contrairement à ce qui se passe en Belgique ou au Québec⁷⁴. Or, comment accepter que disparaissent de la mémoire collective tant d'actions, de revendications, de participations à des mouvements de solidarité de ces militants étudiants qui, souvent, sont devenus plus tard des personnalités syndicales ou politiques de premier plan ?

Les universités n'ont pas encore pu faire montre de leur efficacité dans la conservation des archives, qu'elles soient administratives ou pédagogiques⁷⁵. En effet, force est de constater que ces archives sont très souvent lacunaires. Heureusement, il existe des fonds privés, émanant par exemple d'associations d'étudiants et de militants, qui permettent au moins en partie de combler ces manques.

Tous ces engagements étudiants font partie intégrante de notre histoire sociale ainsi que de notre

⁷³ Voir à ce sujet l'article de Jean-Philippe Legois, « Archives et mémoires étudiantes : « non-lieu » de « mémoire » ? », *In Situ, revue des patrimoines* [En ligne], n°17, sur « Les patrimoines de l'enseignement supérieur » (coordonné par Christian Hottin), 2011, mis en ligne le 1er mars 2012 et celui de Marina Marchal « À la recherche des étudiants dans les archives des mouvements et des établissements », dans *La Gazette des archives*, n°235 « Archives des jeunesses, jeunesses des archives », Association des archivistes français, Paris, 2014-3, 45-53.

⁷⁴ Pour en savoir plus, y compris sur le concept d'archivistique intégrale, voir Jean-Philippe Legois et Marina Marchal « Cité des mémoires étudiantes : collecter les archives militantes étudiantes. Quelle utilité ? Quelle complémentarité ? », dans *La Gazette des archives*, n°231, « Les archives des établissements d'enseignement supérieur et de recherche », Association des archivistes français, Paris, 2013-3, p. 109-121.

⁷⁵ Voir à ce sujet l'article de Charlotte Maday et Magalie Moysan, « À la recherche des étudiants dans les archives d'une université », dans *La Gazette des archives*, n°235 « Archives des jeunesses, jeunesses des archives », Association des archivistes français, Paris, 2014-3, p. 33-43. Et aussi Fabien Opperman, « Les archives des universités : une question d'actualité », dans *La Gazette des archives*, n°231, « Les archives des établissements d'enseignement supérieur et de recherche », Association des archivistes français, Paris, 2013-3, p. 13-24.

patrimoine citoyen.

Après avoir rappelé en quoi consistent les ressources documentaires et archivistiques en question, j'évoquerai la mise en place du portail documentaire *Studens*, puis le cas particulier des procès-verbaux issus des conseils et de leur place dans la constitution d'une mémoire des citoyennetés étudiantes et universitaires⁷⁶.

"Démocratie et citoyennetés étudiantes depuis 1968" : des ressources documentaires à sauvegarder...

C'est grâce à cette recherche PICRI (Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation), financée par la région Ile-de-France et menée sur 3 ans (2012-2015) avec le Centre d'histoire sociale du XXe siècle (Paris 1/ CNRS), que la Cité des mémoires étudiantes a pu mieux cerner la production documentaire des citoyennetés étudiantes⁷⁷.

Au croisement de la socio-histoire des mouvements sociaux, de la jeunesse et de l'enseignement supérieur, nous avons pu confirmer la coexistence de deux formes principales de citoyennetés étudiantes depuis 1968 : celles en mouvements (dans des mobilisations ponctuelles) et celles institutionnelles (au sein de la gouvernance universitaire des conseils centraux et d'UFR).

Aux assemblées générales et coordinations nationales qui ont émergé depuis mai-juin 1968 et ont rythmé la vie universitaire au gré des lois et projets de loi (Debré, 1973 ; 2ème cycle, 1976 ; Devaquet, 1986 ; CIP, 1994 ; LMD, 2003 ; CPE, 2006 ; LRU, 2007 ; ...), la loi Faure a ajouté des citoyennetés étudiantes institutionnelles avec l'apparition de représentants étudiants au sein des conseils de gestion des universités et de leurs composantes.

Aux traces archivistiques de tout mouvement social, se sont donc ajoutées celles propres à toute élection de représentants : tracts, professions de foi, affiches et autres supports de propagande, mais aussi procès-verbaux de résultats (et autres pièces relatives à l'organisation du scrutin) et des Conseils où ces représentants étudiants interviennent... ou pas.

Car, ce que nous a confirmé les témoignages recueillis et l'analyse des procès-verbaux de Conseils sur plusieurs séquences chronologiques, notamment pour les universités de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (sciences humaines, sociales et juridiques) et Paris 5 Paris-Descartes (sciences humaines, médecine, santé, droit), c'est que les représentants étudiants y prennent relativement rarement la parole.

En dehors des procès-verbaux, pièces officielles devant être conservées, ces autres traces font partie des « éphémères » ne faisant pas l'objet d'une collecte systématique. C'est de la première vigilance des décideurs universitaires et administratifs que dépend la collecte (et la sélection) possible par les archivistes : René Rémond, premier président de l'université de Paris 10 - Nanterre⁷⁸, avait laissé pour consigne aux appariteurs de prendre, au moins, un exemplaire de chaque tract diffusé dans l'enceinte universitaire ; mais cette attitude n'était et n'est toujours pas majoritaire.

Aussi ces ressources sont trop souvent dispersées...

Un portail documentaire pour reconstituer le puzzle du patrimoine étudiantin...

La solution proposée par la Cité des mémoires étudiantes, pour rétablir ce puzzle des mémoires étudiantes, réside dans le numérique, avec notamment la création d'un portail documentaire qui permet la mise en ligne des inventaires et des documents numérisés collectés et traités par la Cité, mais aussi par d'autres structures qui conservent des fonds relatifs à ce sujet. Le chercheur peut les identifier à distance quels que soient les lieux de conservation et leurs statuts : publics, privés, institutionnels, personnels⁷⁹.

⁷⁶ Cette problématique est déjà abordée, lors de XIIIe journée d'archivistique d'Angers le 6 février 2015, « Archives et démocratie à l'ère du numérique : nouveaux enjeux, nouvelles responsabilités pour les archivistes », par Marina Marchal qui avait commencé à s'interroger sur l'open data et la citoyenneté universitaire et étudiante, lors de la préparation du portail numérique *Studens*, désormais mis en place.

<http://alma.hypotheses.org/1625>

⁷⁷ Cf. Colloque tenu à Paris du 1er au 3 juillet 2015 dont les actes seront publiés aux éditions Syllepse.

⁷⁸ Pour en savoir plus, consulter l'article de Frédéric Douat, « Le fonds de l'université Paris X – Nanterre » *La Gazette des Archives*, n°193, Paris, 2002, 181 p.116-122.

⁷⁹ Marina Marchal, « A la recherche des étudiants dans les archives des mouvements étudiants et des établissements », *La Gazette des archives*, n°235, op.cit., p.53.

En effet, il s'agit de faire des ressources archivistiques ou documentaires sur les mouvements étudiants de réelles ressources numériques, non seulement numérisées et accessibles sur internet, mais aussi enrichies de leurs contextes de production archivistique et documentaire. Au-delà de l'enrichissement de portails tels *Gallica*⁸⁰ ou *Europeana*⁸¹, l'objectif ultime est de permettre un développement des recherches et autres usages pédagogiques, culturels et citoyens à partir de ces ressources.

À travers ce portail *www.studens.info*, réalisé avec le concours de l'agence Limonade & Co et avec le soutien financier du SIAF (Service interministériel des Archives de France), la Cité des mémoires étudiantes veut faciliter l'accès non seulement aux documents qu'elle collecte mais aussi à toutes les sources relatives aux engagements étudiants, qui sont, rappelons-le, souvent fragiles et éparpillées.

Pour ce faire, avec l'appui de la TGIR (Très grande infrastructure de recherche) *Huma-Num*, il existe plusieurs entrepôts Open Archive Initiative⁸² pouvant être mis en relation avec d'autres. Lors de ses recherches, l'internaute peut ainsi avoir accès à la fois aux ressources sur les engagements étudiants et à ce qui concerne plus largement l'enseignement supérieur et la recherche.

Parmi ces différentes ressources, l'exemple sur lequel je souhaiterais focaliser l'attention est celui de la gouvernance universitaire et, plus particulièrement, des procès-verbaux émanant des conseils universitaires.

Les Procès-verbaux des conseils universitaires : un cas particulier ?!

La loi Faure⁸³ institue la participation des élus étudiants dans certains conseils universitaires, d'abord les conseils d'administration, et plus tard, dans les années 1980, avec la loi Savary, dans d'autres conseils comme le conseil des études et de la vie universitaire.

D'après le code du patrimoine, les procès-verbaux de ces divers conseils entrent clairement dans la catégorie des documents administratifs librement communicables, après leur versement aux archives. La loi du 15 juillet 2008 simplifie enfin le régime de communication des archives publiques en posant le principe que celles-ci sont communicables de plein droit, sauf dérogations imposant le respect d'un certain délai pouvant aller de vingt-cinq à cent ans⁸⁴. Ce principe de libre communicabilité est posé conformément au principe de liberté d'accès aux documents administratifs prévu par la loi du 17 juillet 1978⁸⁵. La loi du 15 juillet 2008 introduit d'ailleurs une disposition complémentaire prévoyant que l'accès aux archives publiques s'exerce dans les conditions définies pour les documents administratifs à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1978.

De plus, la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) rappelle que «les informations figurant dans des documents produits ou reçus par les administrations peuvent être utilisées par toute personne qui le souhaite à d'autres fins que celles de la mission de service public pour les besoins de laquelle les documents ont été produits ou reçus, sauf si leur communication porte atteinte à la protection de la vie privée, au secret médical et au secret en matière commerciale et industrielle»⁸⁶.

Donc, en théorie, la consultation en salle de lecture et l'accès en ligne de ces PV ne devraient pas poser de problème. Et pourtant, certaines directions d'universités invoquent parfois la nécessaire protection des données personnelles et donc des noms que l'on retrouve à l'intérieur des PV, comme par exemple les noms des étudiants... Alors que ces noms sont ceux d'élus exerçant un mandat public ! Et ces informations sont parmi les données les plus importantes pour les chercheurs... Ajoutons que ces documents étaient publics puisque visibles sur les panneaux d'affichage des universités.

⁸⁰ *Gallica* : La bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France <http://gallica.bnf.fr/>

⁸¹ *Europeana* : Le portail numérique du patrimoine européen. <http://www.europeana.eu/portal>

⁸² Open Archive Initiative, ou plus exactement Protocole OAI ou OAI-PMH est un protocole d'échange de données, qui est un protocole informatique développé par l'Open Archives Initiative afin d'échanger des métadonnées. Disponible sur <http://www.ori-oai.org/>

⁸³ Loi sur l'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968.

⁸⁴ Article L213-1, 2.

⁸⁵ La loi du 17 juillet 1978 - Commission d'accès aux documents administratifs. Disponible sur http://www.cada.fr/l-acces-aux-documents-administratifs_1.html

⁸⁶ Disponible sur <http://www.cnil.fr/documentation/deliberations/deliberation/delib/250/>

Heureusement, on peut parfois retrouver ces procès-verbaux dans les archives des militants étudiants que nous collectons. Certains militants ont conservé les archives concernant leur organisation et les institutions dans lesquelles ils étaient élus, par exemple dans les conseils d'administration. En tant qu'élus, ils ont été obligatoirement les destinataires des procès-verbaux de ces conseils.

Ces archives font partie intégrante du patrimoine étudiant et universitaire, elles sont nécessaires à la préservation mais aussi à la valorisation de cette mémoire fragile. Cela constitue une source indispensable pour l'histoire des universités françaises.

Donc, et c'est là toute la contradiction : on pourrait tout à fait mettre en ligne ces PV émanant des militants, même si les séries ne sont évidemment pas complètes, au lieu de devoir passer par la voie administrative et demander à l'université son autorisation.

Faudrait-il aussi « s'amuser » à effacer les noms propres de tous les PV ? Faut-il prévoir des délais de communicabilité sur des archives alors qu'elles sont en théorie librement communicables tout de suite ? Faut-il demander l'autorisation des personnes présentes pour diffuser leurs interventions, qui sont de fait publiques et donc pour lesquelles on pourrait penser qu'ils sont d'accord dès lors qu'ils acceptent de présenter leur candidature et de participer à un conseil ?

En guise de conclusion : mémoires de citoyennetés, mémoires collectives, mémoires d'une collectivité ?

Encore une fois l'archiviste doit assurer l'accès à l'information tout en la protégeant... et encore une fois nous évoquons, avec cet exemple de la gouvernance universitaire, de décisions éminemment politiques, alors que certaines universités se targuent de pratiquer la transparence en matière de gouvernance.¶

Chaque université est une collectivité qui compte de plusieurs milliers à plusieurs dizaines de milliers d'étudiants : conserver et valoriser la trace des citoyennetés d'une collectivité universitaire n'est-il pas aussi important que celles d'une collectivité territoriale ?



De la misère (archivistique) en milieu étudiant... et de quelques moyens pour y remédier

Jean-Philippe Legois

50 ans après ce qui fut appelé « le scandale de Strasbourg », il peut être intéressant de commencer à revisiter les 15 ans d'essai(s) de politique archivistique estudiantine, que le GERME, puis la Cité des mémoires étudiantes ont conduit. *Les Cahiers du GERME* s'en étaient fait l'écho dans son numéro 19 (3^e trimestre 2001) où nous en avons jeté les jalons⁸⁷. Où en sommes-nous ?

Retour aux sources de *De la misère...*

Rappelons le dit *scandale* : des militants étudiants pro-situationnistes sont élus au bureau de l'AFGES (Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg) le 14 mai 1966 et en profitent, à la rentrée, en novembre, pour afficher un tract-bandes dessinées, *Le retour de la Colonne Durutti*, et pour diffuser largement la brochure *De la misère en milieu étudiant...*⁸⁸. C'est le 22 novembre que le bureau de l'AFGES distribue la brochure lors de la cérémonie d'ouverture solennelle du palais universitaire, l'Aula ; le lendemain, la brochure, tirée à 10000 exemplaires, est présentée en conférence de presse⁸⁹.

Et rappelons aussi comment ce pamphlet commence : "Nous pouvons affirmer, sans grand risque de nous tromper, que l'étudiant en France est, après le policier et le prêtre, l'être le plus universellement méprisé." Et de dénoncer la "minorité prolongée" des étudiants...

Vous me direz : -Mais, quel rapport avec les archives étudiantes ? Pour paraphraser les féministes qui pointaient « encore plus inconnu(e) que le soldat inconnu : sa femme », nous pourrions dire que, plus méprisé(es) que l'étudiant, sa collègue ou sa camarade : leurs archives ! C'est donc bien une nouvelle considération, archivistique, qu'il nous faut ajouter à *la misère en milieu étudiant*.

De ces archives étudiantes, *en miettes, façon puzzle*, il a fallu en dégager une typologie, puis une politique de collecte, puis de traitement pour faire des « archives du rêve étudiant » ... une réalité ! De ce « *non-lieu* de mémoire », nous avons pu aussi dégager une « anarchivistique » estudiantine⁹⁰. Alors, quels remèdes, docteur ?

Quelle politique archivistique estudiantine ?

Après la phase rémoise de préfiguration (2004-2009), le temps de la pérennisation a correspondu au *resserrement* archivistique, sans négliger la recherche ou l'animation, mais en se consacrant au préalable nécessaire à tout autre développement. « A archives non-

⁸⁷ Jean-Philippe Legois, « Archives et mémoires étudiantes : enjeu historique et enjeux archivistiques » dans *Les Cahiers du GERME*, n°19, 3^e trimestre 2001, p. 6-14. Article repris en partie dans le n°193 de *La Gazette des Archives* (Paris, 2004, 181 p.).

⁸⁸ Suite du titre complet : *considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel, et de quelques moyens pour y remédier*

⁸⁹ Pascal Dumontier, *Les situationnistes et Mai 68, théorie et pratique de la révolution (1966-1972)*, Paris, Gérard Lebovici, 1990, p. 79-97 et Jean-Louis Brau, *Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi !, Histoire du mouvement révolutionnaire étudiant en Europe*, Paris, Albin Michel, 1968, p. 162-164.

⁹⁰ Jean-Philippe Legois, « Archives et mémoires étudiantes : « non-lieu » de « mémoire » ? », *In Situ* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://insitu.revues.org/2885> ; DOI : 10.4000/insitu.2885

traditionnelles »... « archivistiques buissonnières » ! Nous avons alors adopté « une stratégie délibérément fragmentaire, où chaque sauvegarde est une petite victoire contre l'oubli. »⁹¹

En termes d'implantations, nous avons pris une approche multipolaire : au pôle de pré-traitement de Beauchamp (Val d'Oise) et au siège social parisien (Maison des initiatives étudiantes), s'est ajouté, en 2011, le pôle d'orientation et de traitement, puis, en 2016, le pôle d'animation et de valorisation... A Reims !

En termes de partenariats et financements, il s'agit de dépasser une logique purement institutionnelle : c'est pourquoi nous avons lancé un fonds de dotation, puis avons développé des partenariats ponctuels avec des collectivités territoriales pour ancrer des partenariats relativement modestes, mais durables avec les deux ministères principalement concernés, ceux chargés de la Culture et de l'Enseignement supérieur : la Cité a signé, en 2013, une convention avec le ministère de la Culture et de la Communication (Archives de France/ Archives nationales) et, suite à une nouvelle mobilisation de ses ami.e.s, a pu signer une autre convention de partenariat avec le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR/DGESIP/ vie étudiante).

Ainsi, nous pouvons traiter et archives des structures et archives de militant.e.s. Et nous poursuivons notre politique volontariste de valorisation.

Outre les désormais annuelles journées "Archives et mémoires étudiantes", nous continuons à réaliser des expositions itinérantes : après "100 ans de santé étudiante", "mouvements étudiants et guerre d'Algérie" et "150 ans d'engagements étudiants... A l'international !", la prochaine sera consacrée aux "140 ans d'AGE" (Associations générales des étudiants) avec, pour point de départ, la création de la première AGE à Nancy, en 1877.

En cette années 2016, ce devrait être un nouveau cycle d'enracinement qui s'ouvre où nous devrions *compter sur nos propres forces* tout en *marchant sur deux jambes* (traitement et valorisation des archives) !

La Cité des mémoires étudiantes au congrès de archivistes du Québec, 14 juin 2016.



⁹¹ Idem.

OBSERVATOIRE DES MOUVEMENTS ETUDIANTS

*Résultats électoraux***CNOUS Élections de 2014.**

Les élections aux CROUS ont mobilisé 200000 étudiants, soit un taux de participation de 8,5%. La FAGE est en forte progression. La répartition des élus est la suivante :

Les résultats

184 suffrages ont été exprimés, soit un taux de participation de près de 94%.

	FAGE	PDE	UNEF	UNI
Nombre de voix	78	16	81	9
Nombre d'élus	4	0	4	0

L'évolution par rapport aux scrutins des années précédentes est la suivante :

	2015	2013	2010	2008
FAGE	4	3	3	2
PDE	0	1	1	1
UNEF	4	4	4	4
UNI	0	0	0	1

CNESER Résultats de 2015

<u>Liste</u>	<u>UNEF</u>	<u>FAGE</u>	<u>PDE</u>	<u>UNI</u>	<u>Solidaire Etudiant-e-s</u>
Voix	607	562	131	86	58
%	42,04%	38,92%	9,07%	5,96%	4,02%
Nombre d'élus	5	5	1	0	0

Inscrits : 1887

CNESER Résultats de 2013

<u>Liste</u>	<u>UNEF</u>	<u>FAGE</u>	<u>PDE</u>	<u>MÉT</u>	<u>Cé</u>	<u>Solidaires Étudiant-e-s</u>
Voix ¹	648	527	209	157	Pas de liste	51
%	40,71 %	33,52 %	13,29 %	9,67 %	n/a	2,90 %
Nombre d'élus	5	4	1	1	n/a	0

Inscrits : 2176

La liste présentée par la Cé a été invalidée La Cé, sans s'être dissoute officiellement a disparu du paysage étudiant.

Pour mémoire, les élections annulées du CNESER 2012

<u>Liste³</u>	<u>UNEF</u>	<u>FAGE</u>	<u>PDE</u>	<u>MÉT</u>	<u>Cé</u>	<u>SUD Étudiant/FSE</u>
Voix	592	377	311	164	131	54
%	36,34 %	23,14 %	19,09 %	10,07 %	8,04 %	3,31 %
Nombre d'élus	4	3	2	1	1	0

Inscrits : 2276 Votants : 1650 blancs ou nuls : 21 exprimés : 1629

Etudiants, jeunes et « Loi Travail »

Voir sur le site du germe (<http://www.germe-inform.fr/?p=2096>)

- les communiqués et motions des coordinations nationales: 19 mars, 3 avril (Rennes), 10 avril (Nanterre), 17 avril (Toulouse) 30 avril et 3 mai (Lille).

-les contributions du Germe et de la Cité des mémoires étudiantes.

Ce n'est pas la première fois que la gauche déçoit la jeunesse étudiante *Le Plus nouvelobs.com* 9 mars 2016 Travail : vers un mouvement de jeunes comparable à 2006 ? *La Croix*, 3 mars 2016 Les manifestations étudiantes, cauchemar des gouvernements *Mashable France* 24 7 mars 2016. Legois Pourquoi les étudiants sont dans la rue *Liaisons sociales* magazine actu 9 mars 2016 Loi Travail, pourquoi l'UNEF est aux avant-postes? *Les Echos* 10 mars 2016 Les anciens de l'Unef, aujourd'hui au pouvoir, dans une situation inconfortable *La Croix* 10 mars 2016 La Fage, syndicat étudiant à contre-courant *La Croix* 10 mars 2016 C'est chez les jeunes qu'il est le plus difficile de « manipuler » les mobilisations, *Regards.fr*, 18 mars 2016 Mouvements étudiants : les « facs « rebelles », une réalité ? *L'Etudiant.fr*, 24 mars 2016. « À l'université Paris 8, la loi Travail, une matière à part entière », *L'Etudiant.fr*, 24 mars 2016 Le projet de loi travail est la goutte de trop pour une jeunesse qui se sent trahie. *Liaisons sociales.fr* 30 mars 2016 Deux jeunes face à la « Loi Travail », *Le Monde diplomatique*, avril 2016 L'Unef moins « instrumentalisée » qu'avant, mais moins influente, *Mediapart*, 1er avril 2016 Nuit debout, un mouvement qui répond à un besoin criant d'expression, *La Croix*, 4 avril 2016 (Repris dans *l'Humanité* du 6 avril 2016). Le frondeur de la Loi El Khomri, *Liaisons sociales magazine*, avril 2016 Des manifestations violentes ? Les « jeunes » sont victimes d'un traitement discriminatoire, *Le Plus Nouvel Obs.com* 6 avril 2016 Contre la « loi travail », les lycéens se mobilisent hors des syndicats, *Le Monde*, 8 avril 2016 Comment s'est construite la progression de la Fage, *Le Monde*, 15 avril 2016 Les nouveaux visages du militantisme étudiant, *Le Monde Magazine* du 16 avril 2016 « Il y a une bipolarisation entre deux gros syndicats étudiants que sont l'Unef et la Fage et entre deux autres plus petits que sont PDE et Solidaires », l'UNI ayant un « rôle politique » différent », dépêche AEF, 24 avril 2016. Syndicats étudiants, s'engager pour quoi faire? *L'Etudiant.fr* du 31 mai 2016 Site britannique de France 24, « why French students protest like no other »

Radio et télévision Sur Public sénat le 3 mars 2016, LCI: un reportage du 8 mars 2016 (avec Robi Morder) Sur FR3 Ile-de-France du 10 mars 2016 Sur FR3, Grand soir 3, (avec Robi Morder) 15 mars 2016 « Des politiques se cachent-ils derrière les manifestants », France Info Junior, 23 mars 2016 « Qu'est-ce qui pousse les jeunes à manifester dans la rue ? » Ioanna Kasapi et Jean-Philippe Legois sur la « matinale » de Radio Campus Paris le 23 mars 2016 (deuxième moitié de l'émission à partir de 35mn 55) reportage sur les 10 ans du CPE sur FR3 Ile-de-France du 2 avril 2016, à propos de « Nuit debout », BFM TV du 10 avril 2016. sur mediapart en direct et streaming, 14 avril 2016, « nuit debout crée un espace de discussion », France Culture « l'atelier du pouvoir », émission du 23 avril 2016. Jean-Philippe Legois à FR3 Champagne-Ardenne, le 9 juin 2016 à midi (à partir de 9'40);

Securité sociale étudiante

Le régime de sécurité sociale étudiante tel qu'établi en 1948 notamment par l'action de l'UNEF dans la suite de la charte de Grenoble n'est plus. Du côté des organisations étudiantes. La FAGE a pris position en 2014 pour un « choc de simplification » afin de « Permettre aux étudiants d'être gérés par le régime général donc directement par l'assurance maladie, sans passer par les mutuelles étudiantes ». Pour l'UNI MET, « ce n'est pas le régime étudiant qui est mis en cause mais bien la LMDE ». Pour PDE en 2013, « plutôt que de stigmatiser le régime étudiant » il faut soutenir « de façon pragmatique un système régional ». Pour Solidaires étudiants « Bien que ne partageant pas toutes les positions politiques de l'UFC Que Choisir et surtout de la FAGE, qui a soutenu les précédentes réformes universitaires, Solidaires Etudiant-e-s ne peut que constater une certaine convergence entre nos organisations sur la question de la sécurité sociale étudiante » et prend position pour une « intégration au régime général ». L'UNEF avait confirmé son positionnement pour le maintien, avec les transformations, du régime étudiant et soutient activement la LMDE. Désormais, les mutuelles étudiantes ne gèrent plus les centres de sécurité sociale, les CPAM ayant repris intégralement la main en la matière, et prennent en charge uniquement les aspects complémentaires. La gestion, et même la cogestion étudiante font partie du passé, ou bien d'un avenir si les organisations étudiantes reprennent réflexions et débats en partant des bilans (les archives de la MNEF toujours sous séquestre chez Me Pellegrini, liquidateur, seraient bien utiles) et des évolutions des mondes étudiants.

LECTURES

Christophe Charle et Charles Soulié, *La dérégulation universitaire, la construction « étatisée » des marchés universitaires dans le monde*, Paris, Syllepse, 2015.

Avec son autorisation, nous publions la note rédigée par Didier Epszajn sur son blog de grand lecteur, « [entre les lignes, entre les mots](#) ».

L'inanité des solutions de marché et de l'organisation selon le modèle de l'entreprise.

Trop souvent des analyses de phénomènes sociaux sont limitées au cadre national. Hors les processus de dérégulation et de « marchandisation » ne sont compréhensibles qu'en prenant en compte leurs impulsions par les organismes internationaux. Il convient donc de souligner les politiques parallèles ou divergentes, les décalages de temporalité, expliquer comment se déclinent, en fonction des histoires et des constructions institutionnelles, les mises en œuvre des contre-réformes néolibérales.

Je voudrais revenir, en premier lieu, sur le sous-titre de l'ouvrage, « *La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde* ». Contre les légendes et les contes de fée/cauchemars, de la doxa néo-libérale, le(s) marché(s) n'ont rien de « naturel ». Ils sont toujours construits institutionnellement. Et l'analyse de la fabrication des « marchés » des études supérieures est particulièrement éclairant.

Sur ce point, comme sur d'autres, le Chili fut un laboratoire. Il faut souligner l'alliance criminelle des Chicago-boys et de la dictature de Pinochet (Voir par exemple le livre d'Yves Dezalay et Bryant G. Garth : *La mondialisation des guerres de palais*, Seuil 2002). Et c'est donc à juste titre que le premier texte revient sur « *L'éducation supérieure comme **business** : le modèle néolibéral chilien* ».

Chili, Etats-Unis, Japon, Suisse, Afrique de l'Ouest, Québec, France, Suède, Maghreb, Amérique du Sud...

Les auteur-e-s abordent, entre autres, les processus de commercialisation de l'enseignement, le financement privé, la contractualisation et la précarisation des enseignant-e-s, l'augmentation spectaculaire du nombre d'étudiant-e-s, la crise de la dette étudiante, le transfert des coûts aux « ménages », les recompositions entre disciplines, les logiques de spécialisation, la diversité des « usages sociaux » de l'université, les inégalités...

Elles et ils parlent de systèmes couteux et opaques, d'élitisme et d'inégalités, de fragmentation, de pilotage, d'investissements du secteur privé, d'augmentation des coûts de fonctionnement, de structure bureaucratique, de contrôle, de mercenarisation, de « marché » de petits modules interchangeable, de l'accord de Bologne, de compétition et de classement, de projets à court terme, des institutions religieuses et des universités confessionnelles, du primat « *de la dimension entrepreneuriale et économique* » des institutions universitaires...

J'ai particulièrement été intéressé par les analyses de Pierre Gervais sur les différences entre privatisation, managérialisation, marchandisation.

Les auteur-e-s soulignent la montée en puissance des diplômés à finalité professionnelle, les luttes des étudiant-e-s contre les transformations et la hausse des frais d'inscription, l'importance de prendre en compte les « effets du temps », sur les études, les phénomènes migratoires...

Elles et ils analysent les « *quelques schèmes fondamentaux* » structurant les débats sur les contre-réformes et montrent leur inanité, leur caractère très approximatif voire fallacieux.

Sans mythifier les pratiques universitaires antérieures, les participations ou non à la construction des savoirs, les contributions scientifiques... il reste important de rappeler que le potentiel émancipateur et critique passe « *aussi par le fait que chacun ait le droit d'accéder librement au savoir et que la recherche ne soit pas asservie aux impératifs de la production marchande, comme le proposent la plupart des politiques mises en œuvre par imitation de « modèles » déjà en crise là où ils existent depuis plus de trente ans.* »

Didier Epszajn

Danielle Tartakowsky *Les droites et la rue, histoire d'une Ambivalence de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2013, 221 p., 18 Euros.

Spécialiste des manifestations de rue, Danielle Tartakowsky revisite ici le rapport des droites à la rue. L'occasion en a été bien sûr fournie par la « Manif pour tous » de 2013. Danielle Tartakowsky montre que la droite a longtemps été prédominante dans les manifestations de rue depuis que celles-ci se sont institutionnalisées dans les années 1880. Puis l'opprobre jetée sur le 6 février 1934 vu comme une tentative de coup de force fasciste, a freiné les ardeurs et fait perdre à la droite la mémoire de ses traditions manifestantes. Au moins jusqu'à la grande manifestation gaulliste du 30 mai 1968 de la place de la Concorde à celle de l'Etoile. Depuis, la défense de l'école privée a suscité en 1984 le retour de grandes manifestations de droite s'appuyant sur l'opinion catholique. Minutieuse, factuellement exhaustive, l'étude de D. Tartakowsky est riche en analyses des formes des manifestations, comme de leurs significations symboliques. On se bornera pour les *Cahiers du Germe* à souligner la part importante faite aux manifestations étudiantes. Celles-ci sont héritières à la fin du XIXe siècle des cortèges rituels (Saint Charlemagne, Mardi Gras, fin des examens...), et le sens non mathématique des « monômes » est relevé dès 1879 par le Dictionnaire Historique de la Langue Française ; jouissant d'une certaine tolérance policière, du moins tant qu'elles ne s'éloignent pas trop du Quartier latin, elles sont prises en charge et politisées par les mouvements nationalistes étudiants, au point de constituer la majorité des rassemblements répertoriés dans la capitale jusqu'en 1914. Face à quoi, la gauche étudiante hésite à user de la rue. La situation n'est pas très différente au lendemain de la Grande Guerre, et l'auteure rappelle les actions de rues, principalement menées par l'Action Française, à l'encontre d'universitaires symboliques de la République, Scelle en 1926, Jèze en 1935, sans oublier les incessantes manifestations des étudiants de l'Action Française dans les semaines précédant le 6 février 1934, où il y eut au moins un étudiant parmi les morts de l'émeute.

Alain Monchablon

Lionel Courtot, *Une histoire d'Alsace, l'AFGES, 90 ans au service des jeunes*,

Dans son livre, *Une histoire d'Alsace, l'AFGES, 90 ans au service des jeunes*, Lionel Courtot, docteur en ethnologie à l'université de Strasbourg, revient sur l'histoire et les réalisations de l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg depuis sa création en 1923. Dernière association étudiante en France à gérer son propre restaurant universitaire, la Gallia, L'AFGES est aujourd'hui menacée de perdre la gestion de ce lieu emblématique. Face à cette actualité, l'AFGES se tourne vers son histoire, fait le point sur 90 ans de réalisations au service des étudiants malgré les réticences institutionnelles et le poids de l'histoire. L'auteur présente d'ailleurs cette « saga étudiante » comme une épopée intimement liée au passé douloureux de l'Alsace durant le XX^e siècle. Les quarante premières pages sont réservées à des discours d'élus locaux, anciens membres ou non de l'AFGES, comme autant de témoignages attestant de l'importance de cette association étudiante dans la vie locale. Plusieurs cahiers iconographiques en noir et blanc et en couleurs, réalisés à partir de documents d'archives⁹² rythment la lecture de cet ouvrage.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale l'Alsace redevient française. Une campagne de dé-germanisation est entreprise à l'université de Strasbourg, dont la nouvelle version est inaugurée par le président Poincaré en novembre 1919. Durant la période où l'Alsace-Lorraine était sous le giron allemand les premières associations étudiantes se créent en France. La plupart d'entre elles se réunissent en union nationale (UNAEF qui deviendra UNEF) en 1907. A Strasbourg, le mouvement francophone est demeuré présent auprès d'une certaine jeunesse, avec en particulier le Cercle des étudiants de Strasbourg, rattaché à l'UNEF. Une initiative venue des étudiants eux-mêmes donne naissance le 9 février 1923 à l'Association générale des étudiants de Strasbourg qui deviendra fédérative (ce qui permet de faire élire le comité de l'AG par les délégués des amicales et non par une assemblée générale réunissant la masse des étudiants) en 1926. La présidence est tout d'abord confiée à Sava Bobtcheff puis à Albert Ricklin en 1926. La fédération est rejointe par des amicales et un journal est créé, *Strasbourg université*.

⁹² Les archives de l'AFGES sont conservées aux Archives municipales de Strasbourg.

Durant l'entre-deux-guerres, l'AFGES se lance dans un projet ambitieux d'amélioration de la vie matérielle des étudiants, cela passant aussi bien par la création d'un organisme centralisant les activités en faveur des étudiants qu'en négociant un régime d'abonnement aux transports locaux à prix réduits ou encore avec la création d'un foyer étudiant et la mise à disposition de logements et de soins gratuits. L'AFGES développe également son activité à l'internationale du fait du nombre important d'étudiants étrangers présents à Strasbourg. Subsiste encore le problème de la nourriture qui sera solutionné par l'ouverture d'un restaurant universitaire baptisé la Gallia en 1927. Deux ans plus tard, un service de médecine préventive est mis en place à l'initiative des étudiants. Un centre de vacances est même ouvert en Corse, à Morsiglia.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, la ville de Strasbourg est envahie puis annexée par le troisième Reich. L'université doit se réfugier à Clermont-Ferrand et les locaux de l'AFGES sont occupés par les allemands. Les membres de l'association qui ne sont pas partis au front tentent de maintenir l'association à flot en Auvergne.

Au lendemain de la guerre et après la rédaction de la charte de Grenoble en 1946, l'AFGES reprend les rênes de la Gallia. Un comité des œuvres en faveur des étudiants est constitué localement. Progressivement l'AFGES retrouve son activité, met en place une bibliothèque, un ciné-club. Mais après la création du CNOUS et des CROUS en 1955 des tensions, qui ne cesseront de croître, se font sentir avec les membres de l'AFGES. La représentation étudiante au sein de ces comités est alors fortement réduite.

Dans les années cinquante, au début de la guerre d'Algérie, l'AFGES est dirigée par des « majos modérés ». Elle affirme sa solidarité avec l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) et milite ouvertement pour une paix négociée. Près de dix ans plus tard, durant l'été 1966, des sympathisants de l'Internationale situationniste demandent au bureau de l'AFGES de rédiger une critique générale du mouvement étudiant et de la société. C'est finalement Mustapha Khayati, délégué de l'Internationale situationniste qui rédigera *De la misère en milieu étudiant*. Devant la tournure que prennent les événements conséquents à la publication de cette brochure et la gestion considérée comme catastrophique du bureau de l'AFGES, le tribunal de Strasbourg place les locaux et la gestion de l'association sous séquestre et désigne un administrateur judiciaire. Le « bureau situationniste » perd finalement le procès. Il conservera néanmoins une influence sur les événements de mai 1968 à Strasbourg. Ce n'est qu'en mai 1973 qu'une assemblée générale peut enfin se tenir, l'AFGES n'a pas vraiment fonctionné pendant cinq ans.

Elle est péniblement remise en route dans les années soixante-dix. L'Amicale des étudiants en médecine quitte pourtant l'association en janvier 1978 dénonçant sa mauvaise gestion. La direction et l'administration de la Gallia sont confiées à un Conseil d'administration nouvellement créé qui donne un statut au restaurant universitaire. Les rapports avec l'administration du CROUS restent conflictuels jusqu'à ce jour.

Au début des années 1990 l'AFGES se dote d'une administration salariée. Elle participe à la création de la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE) en 1989, qui installe son siège à Strasbourg.

Durant ces vingt-cinq dernières années, L'association alsacienne mène des activités allant de l'organisation de conférences sur l'emploi, de concerts, d'une semaine sur la santé, de la mise en place d'une épicerie solidaire ou encore le projet des « Cités d'avenir » visant à recréer du lien social dans les lieux de vie collectifs des étudiants.

Marina Marchal

Georges Mathieu, *La Sorbonne en guerre, 1940-1944*, Paris, L'Harmattan, 2011

« La Sorbonne en guerre, 1940-1944 », tel est le titre donné à un journal posthume écrit par un professeur de la Sorbonne. Il s'agit de notes personnelles au fil des jours, reprises et rédigées en 1946, peu avant sa mort par Georges Mathieu, professeur d'éloquence grecque à la Sorbonne, découvertes et publiées par son fils. On n'y trouve ni révélations ni hauts faits, d'autant que l'auteur, de santé fragile, n'est en contact qu'avec un petit groupe d'étudiants hellénistes, se tient sur la réserve et n'est pas au centre des relations entre professeurs. On y lit pourtant la réouverture précoce de la Sorbonne dès juillet 1940 par le recteur Roussy, pour éviter l'occupation des locaux par les Allemands, même si les cours proprement dits ne reprennent

qu'en octobre. Autre notation : « Lundi 11 novembre 1940. Je suis passé à la Sorbonne, bien que n'ayant pas cours. Tout le quartier est d'un calme parfait ». Vient en décembre l'application des mesures vichystes d'exclusion contre les professeurs juifs de la faculté : l'assemblée de faculté admet, à la majorité, de proposer des remplaçants à ceux-ci, ce qui revient à entériner la mesure. Chargé en 1941 par le doyen de « filtrer » les étudiants juifs dont l'effectif est plafonné à 3% de l'ensemble, Georges Mathieu constate, qu'il y a plus de places disponibles que de candidats, ce qui sera encore plus vrai les années suivantes, le nombre des étudiants juifs ne cessant de diminuer. Ces notations sont précieuses pour nous donner l'atmosphère de la Sorbonne en ces années, sur fond de restrictions : petites intrigues et mesquineries des collègues, incluant les dénonciations auprès des autorités. Révocations et arrestations se succèdent ; les collaborateurs avérés sont rares, mais cinq professeurs auront comparu à la Libération devant la Commission d'enquête. Il est aussi de clairs refus : la chaire d'histoire du judaïsme inventée par le ministre Abel Bonnard pour Labrousse est unanimement refusée par l'assemblée des professeurs, ce qui n'empêche pas Bonnard de passer outre, avec les chahuts d'étudiants que l'on sait, qui mettent fin à l'expérience. Chez les étudiants précisément, la collaboration semble totalement absente, mais G. Mathieu est réservé envers ceux du Centre d'entraide aux prisonniers et à la rue Soufflot, trop proche de Vichy ; il préfère ceux des groupes d'études « qui ont su préserver leur autonomie ». Une chronique précieuse.

Alain Monchablon

Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Évènements et socialisation politique.*

Le « long mai » des soixante-huitards ordinaires (et de leurs enfants). A propos de Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Évènements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Sociétés en mouvement », 2014, 307 p., bibliographie, annexes.

« Qui sont celles et ceux qui ont fait Mai 68? Pourquoi et comment leur trajectoires individuelles sont-elles alors entrées en résonance avec l'histoire ? Le cours de leur existence en a-t-il été dévié? En portent-ils encore aujourd'hui les marques ? Leurs enfants en ont-ils hérité? » C'est à partir de ce questionnement multiple (p.14), pouvant être résumée dans une problématique mettant en relation l'évènement et la socialisation politique, que Julie Pagis, chercheuse au CNRS et fille d'agriculteurs néo-ruraux⁹³, mène une enquête d'ampleur auprès de ceux et celles qu'elle qualifie de « soixante-huitards ordinaires » (p.17).

Loin des représentations médiatiques dominantes, faisant état d'une « génération opportuniste, bien reconvertie, occupant des postes de pouvoir dans les champs politique, médiatique et littéraire, et humainement convertie au libéral-libertarisme » (p.17), l'auteure questionne tout d'abord la pertinence du prisme générationnel pour décrire les protagonistes du Mai français : il s'agit pour elle de « déconstruire la catégorie *génération soixante-huitarde* par la mise en évidence empirique de différentes *micro-unités de génération*, irréductibles à une interprétation univoque » (p.18). S'en suit un raisonnement articulant le temps long – l'analyse des trajectoires antérieures et postérieures à 1968 – et le « temps court de l'évènement » (p.22). Julie Pagis essaie de montrer, d'une part, que l'investissement dans la mobilisation est extrêmement variable, à l'image du parcours – familial, religieux ou politique – de ses acteurs : Mai 68 peut ainsi recouvrir des rôles aussi différents que « l'entretien de dispositions et de convictions antérieures, [...] [le] renforcement [de ces dernières], [la] prise de conscience ou encore [la] conversion [au militantisme] » (p.23). D'autre part, la chercheuse entend mettre en évidence d'éventuels effets propres – et durables – de la participation elle-même à l'évènement : si Michel Dobry avait déjà montré que les conjonctures de « crise politique » sont susceptibles de produire des modifications substantielles des visions du monde sur le court terme⁹⁴, Julie Pagis questionne de manière originale les répercussions du mouvement de Mai sur le parcours ultérieur de ses protagonistes (voire des enfants de ces derniers), ce qui donne tout son sens au titre de l'ouvrage (« un pavé dans leur histoire »). Ce double programme de recherche, impliquant de rassembler *in fine* « les différentes pièces du puzzle pour relier l'« amont », le « pendant » et l'« après » Mai 68 », vise à dessiner un « espace social des micro-unités de

⁹³Comme le précise l'auteure elle-même dans l'introduction, l'enquête a des origines autobiographiques : Julie Pagis est en effet fille de soixante-huitards aux origines bourgeoises et cultivées, ayant vécu un temps en communauté, installés depuis 1974 dans la Drôme en tant qu'éleveurs.

⁹⁴Voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. Les dynamiques des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

génération » et à étudier « les éventuelles transmissions d'une génération à l'autre » (p.24).

C'est précisément à partir de ce dernier objectif que Julie Pagis construit le terrain empirique de son investigation. Comment retrouver des participants « lambda » à l'évènement, au-delà des figures de proue régulièrement remises sur le devant de la scène médiatique ? La chercheuse suggère de se tourner vers la « deuxième génération » pour remonter à la première : l'accès aux registres – entre 1972 et 1980 – de deux écoles primaires expérimentales, Vitruve (Paris XX^e) et Ange-Guépin (Nantes), semble constituer une entrée particulièrement féconde, car ces institutions sont susceptibles d'accueillir des enfants de soixante-huitards « caractérisés par des stratégies éducatives singulières » (p.26). Si ce choix peut paraître à première vue en contradiction avec la volonté d'étudier les protagonistes « ordinaires » du mouvement de Mai, il est en réalité justifié – et pleinement assumé – par l'auteure : bien qu'alternatives, ces deux écoles n'en demeurent pas moins publiques⁹⁵; elles constituent à la fois une opportunité de terrain et un moyen de rassembler un échantillon cohérent, « ni égo-centré, ni parisiano-centré, ni fondé sur des figures publicisés des évènements » (p.26-27); elles permettent enfin de confirmer l'hypothèse selon laquelle la scolarisation des enfants n'est pas sans lien avec une certaine « humeur anti-institutionnelle » des parents, caractérisant le parcours de ces derniers en amont, durant et après Mai. Après avoir eu accès aux registres et avoir retrouvé un certain nombre de familles⁹⁶, Julie Pagis entreprend une double démarche, quantitative et qualitative – dont l'ampleur mérite d'être soulignée (analyse de 350 questionnaires, réalisation de 89 entretiens biographiques) – pour construire un propos en 7 chapitres chronologiques.

Dans un premier temps, la chercheuse s'intéresse aux racines de l'engagement en Mai. Si l'ensemble des enquêtés ont tous participé à 1968, « ils n'ont fait l'évènement ni de la même manière, ni pour les mêmes raisons » (p.33) : les explications causales les plus répandues – dévalorisation des diplômes, crise universitaire, « déclassement » – sont ici rejetées par la mise en évidence empirique de quatre grandes « matrices », renvoyant à la socialisation familiale, religieuse, scolaire ainsi qu'aux « incohérences statutaires »⁹⁷ des futurs militants. Le mythe d'une « génération soixante-huitarde » monolithique vole en éclat au profit d'une analyse fine de l'extraordinaire diversité des parcours des participants à la lutte : Julie Pagis en conclut qu'il est possible d'établir, au mieux, différentes cohortes en fonction du lien entre « dispositions contestataires » et « évènements déclencheurs » de l'engagement – la guerre d'Algérie pour les individus issus de familles communistes, l'anti-impérialisme⁹⁸ pour ceux ayant connu une socialisation religieuse, Mai 68 lui-même pour les « intellectuels de première génération »⁹⁹ et les jeunes femmes issues des classes supérieures¹⁰⁰ – tout en suggérant l'hypothèse de l'existence d'une sorte de « matrice supérieure », « l'érosion progressive du consentement dans le cadre des « crises sectorielles d'autorité » touchant, au cours des années 1950-1960, les principales institutions qui assurent le maintien de l'ordre social (famille, école, église, etc.) » (p.73). Les profils étudiés sont en effet, dans leur ensemble, des « outsiders, susceptibles de porter un regard critique sur leurs institutions d'appartenance » (*ibid.*) : bien souvent « dominés parmi les dominants », ils se retrouvent projetés dans un univers qui ne leur est ni totalement familial, ni totalement étranger. C'est au sein de cette contradiction qui se situe le développement d'une « humeur anti-institutionnelle » – dont la généralisation de l'enseignement supérieur et la dévalorisation des diplômes ne sont que deux symptômes parmi d'autres¹⁰¹ – se concrétisant dans la révolte de Mai.

Le deuxième chapitre est consacré aux « effets socialisateurs » de l'évènement lui-même. Comment le temps court de la crise contribue à façonner « ses » protagonistes ? Prolongeant la

⁹⁵Excluant, de facto, les « utopies éducatives parallèles », caractérisant une fraction réduite de participants aux évènements (« écoles sauvages », éducation à la maison, etc.). Pour un panorama de ces différentes expériences, voir Luc BERNARD, *Les écoles sauvages*, Paris, Stock 2, coll. « Vivre », 1977.

⁹⁶Après avoir passé plus de 2 ans à rechercher leurs traces dans l'annuaire, avoir envoyé plus de 660 questionnaires par la poste et avoir essuyé un certain nombre de refus.

⁹⁷Matrice spécifique aux étudiants, concernant notamment les jeunes femmes les moins dotées en capital militant qui se politisent avec (et dans) les évènements de Mai.

⁹⁸En particulier, les luttes contre la guerre du Vietnam et celles en faveur des mouvements de libération en Amérique Latine, caractérisant des reconversions – improbables – entre la sphère religieuse et la sphère politique (par exemple, de jeunes catholiques d'origine bourgeoise en militants maoïstes).

⁹⁹C'est-à-dire les individus bénéficiant pour la première fois dans leur famille de l'enseignement secondaire.

¹⁰⁰Correspondant à la quatrième matrice décrite *supra*.

¹⁰¹Et, en aucun cas, pas les seules causes, loin d'une vision mécaniciste de l'évènement-68.

réflexion entamée dans la partie précédente, Julie Pagis montre, d'un côté, qu'il n'existe pas un seul mais une pluralité de « Mai »¹⁰², ce qui détermine une hétérogénéité de participation et de représentations de 1968¹⁰³. De l'autre, elle analyse les principales manières dont l'évènement – ou, plus précisément, le vécu des évènements – agit sur ceux qui le(s) font. Quatre registres sont mis en évidence, en fonction des ressources accumulées et de l'intensité de la participation : Mai 68 peut représenter une occasion pour les acteurs les plus doués en capitaux militants soit de renforcer leur engagement (« socialisation de renforcement », concernant les enquêtés les plus actifs en 1968), soit de confirmer le bien fondé de leurs convictions antérieures (« socialisation d'entretien » pour les moins exposés à l'évènement). De la même manière, le mouvement offre la possibilité à ceux qui s'engagent pour la première fois¹⁰⁴ soit de « se convertir » à la politique (« socialisation de conversion », touchant ceux qui participent le plus en Mai), soit de « découvrir » l'existence d'une alternative (« socialisation de prise de conscience » en ce qui concerne les moins impliqués). Cette « typologie des formes de politisation induites par Mai 68 » (p.88) ne saurait toutefois masquer l'existence de deux autres facteurs communs à l'ensemble des acteurs, la « dérégulation de l'économie émotionnelle » (p.108) et les « rencontres improbables » avec des « figures charismatiques » (p.111), susceptibles d'infléchir leurs trajectoires – militantes – de manière plus ou moins durable.

Les déplacements du temps court de la crise au « temps biographique »¹⁰⁵ des enquêtés constituent précisément le cœur du chapitre successif, dans lequel la chercheuse questionne les « empreintes sur le long terme de Mai 68 » (p.115). Poursuivant son œuvre de déconstruction de l'existence d'une seule « génération soixante-huitarde », Julie Pagis entame la transition entre l'évènement et le devenir de ses « ex » : si la démarche elle-même n'est pas originale – plusieurs travaux américains des années 1970-1980 montrant que les anciens étudiants contestataires ont plus de chances de se déclarer « radicaux » par rapport aux non-engagés, que ce soit dans le domaine des opinions, du vote ou encore du militantisme¹⁰⁶ – la manière dont elle est adaptée ici ainsi que ses résultats le sont davantage. L'analyse quantitative ne semble en effet fournir que quelques pistes partielles de compréhension de « comment » Mai 68 affecte durablement les sphères professionnelle, affective et militante de la vie des enquêtés. Certes, les statistiques montrent, par exemple, que les participants partagent majoritairement, sur le plan politique, des idées actuellement plus orientées à gauche, anti-libérales ou vouées à l'acceptation des différences culturelles (p.128-129) ; toutefois, s'arrêter à ce constat équivaldrait à gommer les différences intragénérationnelles et à admettre un rôle quasi-mécaniciste de l'évènement dans la formation des opinions¹⁰⁷. La chercheuse suggère, au contraire, de se tourner vers l'analyse qualitative de quelques récits de parcours dans l'après-mai – que ce soit dans les domaines du travail, du couple, de l'éducation des enfants ou de l'engagement – pour démontrer une thèse véritablement novatrice : ce ne serait pas tant « la participation active aux évènements de Mai 68 qui déstabilise des trajectoires, que ses conséquences en termes d'insertion dans des réseaux de sociabilité postérieurs à Mai 68 » (p.134). Le rôle du mouvement pourrait ainsi être comparé à celui d'un « prisme générationnel qui diffracte les trajectoires antérieures – plutôt que de simplement les refléter – et qui produit plusieurs unités de générations aux empreintes spécifiques » (*ibid.*), dont rendent compte les deux chapitres qui suivent.

Le quatrième est consacré aux « inflexions biographiques » et aux « renégociations identitaires » dans la sphère professionnelle des enquêtés : Julie Pagis montre que bon nombre de « soixante-huitards [ordinaires] travaillent – dans l'après-Mai – à ne pas reproduire l'ordre

¹⁰²Apportant une réponse empirique à la suggestion d'analyser l'existence de plusieurs « Mai », formulée par Bernard Lacroix dans la préface d'ouvrage relativement ancien : « un Mai 68 universitaire et un mai 68 social, [...] un ou des Mai 68 ouvriers, un ou des Mai 68 paysans, un ou des Mai 68 syndicaux, des Mai 68 provinciaux ». Voir Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, Presses Universitaires de France, 2006, (1981).

¹⁰³Au sens de visions de l'évènement déployées par les participants : par exemple, le sentiment de « vivre un moment d'histoire », de « faire la révolution, mais sans trop y croire », etc. (p.77).

¹⁰⁴En réalité, cette répartition introduit une troisième variable, l'âge, car ces deux derniers ensembles d'enquêtés sont sensiblement plus jeunes que ceux décrits dans les deux catégories précédentes.

¹⁰⁵Entendu, ici, comme le long terme, en adaptant librement une notion élaborée par Olivier Fillieule. Voir Olivier FILLIEULE, « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions » in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, coll. « Sociologiquement », 2005.

¹⁰⁶Voir par exemple Doug Mc Adam, *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 2006, (1988).

¹⁰⁷Le même discours pourrait être fait pour les sphères professionnelle et affective.

social » (p.135), que ce soit en allant « s'établir » à l'usine¹⁰⁸ (ou, au contraire, en empruntant des passerelles du monde du travail à celui de l'Université¹⁰⁹), en transformant leur engagement en faveur de l'éducation populaire en véritable profession ou encore en reconvertissant des ressources militantes dans la recherche en sciences sociales¹¹⁰. Une fois de plus, la chercheuse rejette empiriquement les idées reçues autour de l'unanimité des destins des protagonistes du mouvement de 1968 : les cas de Colette, Paul, Gilles, Francis ou Louis remplacent ici ceux de Serge (July), Daniel (Cohn-Bendit), Alain (Finkielkraut), André (Glucksmann) ou Régis (Debray), afin de signifier au lecteur que « l'engagement produit tantôt du déclassement [...] tantôt de la promotion sociale. Inversement, il peut résulter de l'ascension sociale [...] ou être investi comme un moyen de compenser la mobilité sociale descendante » (p.178).

L'hétérogénéité des parcours (post-)soixante-huitards est également mise en évidence dans un autre domaine, la sphère privée : « dès le début des années 1970 – écrit l'auteure – nombre d'enquêtés cherchent [...] à perpétuer leur militantisme en s'attaquant aux logiques familiales et sociales de la reproduction sociale. La participation à Mai 68 se trouve ici à l'origine d'une redéfinition critique des rapports sociaux de sexe, de génération et des métiers de parents d'enfants » (p.181). Dans ce cinquième chapitre, Julie Pagis s'intéresse, en particulier, aux destins de celles et ceux pour qui l'évènement a joué un rôle de prise de conscience : ces derniers, dans l'après-Mai, investissent politiquement leur quotidien, que ce soit en militant contre le patriarcat dans les mouvements féministes, en expérimentant des modes de vie communautaire ruraux ou urbains, en refusant l'héritage¹¹¹, en donnant une éducation anti-autoritaire à leurs enfants¹¹², etc. Ces différentes formes de « marginalité » ne vont pas sans leur lot de ruptures, de bouleversements et de stratégies de reclassement plus ou moins réussies. Si certains signes de cette période sont encore visibles à l'heure actuelle – *hexis corporelle* anticonformiste¹¹³, trajectoire professionnelle chaotique, isolement, recours à la psychanalyse, etc. – les enquêté(e)s¹¹⁴ de cette portion de l'échantillon partagent – du moins, à un certain moment de leur vie – un « habitus utopique » forgé par les évènements de Mai : l'ouverture temporaire du champ des possibles en 1968 produit des « aspirations nouvelles sans assurer, dans la plupart des cas, les moyens de les satisfaire. Cette dissonance entre aspirations et possibilités de les satisfaire se trouve à l'origine de représentations utopiques du monde social »¹¹⁵ (p.216), dont les fuites individuelles (dans la drogue, sur la route, dans la dépression), l'humeur anti-institutionnelle et les communautés¹¹⁶ représentent autant de conséquences visibles (et, selon les cas, relativement durables). La double imbrication du *tempo* de la crise dans la biographie des participants – d'une part – et de la cohorte dans l'ensemble des soixante-huitards interrogés – de l'autre – anticipe les résultats du chapitre qui suit, dans lequel la chercheuse s'attaque à rassembler les différentes pièces de son « puzzle » pour dégager un « espace social des micro-unités de génération 68 ».

¹⁰⁸L'« établissement » désigne, dans les années 1968, une pratique touchant les étudiants d'extrême-gauche (en général maoïstes) qui abandonnent les bancs des universités pour se faire embaucher en usine.

¹⁰⁹Le cas des « établis » et celui des « ouvriers à l'Université » (en particulier à Vincennes, ouverte aux non bacheliers) témoignent, de manière complémentaire, d'un décloisonnement social entre le monde étudiant et celui du travail dans l'après-68.

¹¹⁰Autrement dit, « la reconversion d'intérêts militants pour la politique en intérêts savants pour la politique » (p.175). L'auteure présente ici les parcours d'une quinzaine de spécialistes reconnus en sciences sociales épousant la cause de la « sociologie critique » bourdieusienne dans l'après-68 : « en faisant de la rupture avec le sens commun leur métier, ces jeunes chercheurs ont réussi à négocier la douloureuse sortie d'identités révolutionnaires sans renier leurs dispositions à la critique sociale. Ce faisant, ils ont participé à la redéfinition d'objets, de méthodes, voire de sous-champs disciplinaires des sciences sociales » (p.178).

¹¹¹Au sens matériel du terme.

¹¹²Comme l'écrit l'auteure, « l'enfance est en effet investie par la sous-population qui nous intéresse comme un champ d'expérimentation politique » (p.193).

¹¹³Sur ce point, voir également Julie Pagis, *Conditions sociales de l'accord dans un contexte d'action collective. Attac et la Confédération Paysanne. Enquête ethnographique sur deux configurations locales*, Paris, ENS-EHESS, mémoire de DEA, 2003.

¹¹⁴Les femmes étant plus touchées que les hommes par ces phénomènes.

¹¹⁵Cette hypothèse, par admission de l'auteure, rejoint celle développée par Bernard Lacroix dans l'ouvrage *L'Utopie Communautaire* (*op.cit.*), à la différence près qu'elle est moins mécaniste, ne ramenant pas systématiquement la dissonance entre les aspirations et leur satisfaction au déclassement des acteurs.

¹¹⁶Nous pourrions néanmoins objecter un trop grand lien entre ces expériences et la mobilisation de Mai, comme le montrent un certain nombre de contre-exemples communautaires antérieurs à 1968. Voir Paolo Stuppia, *De la communauté à l'éco-village. L'expérience des néo-ruraux, trente ans après*, Université Paris I, mémoire de Master 2, 2008.

Synthétisant les résultats de son enquête, l'auteure isole une quinzaine de groupes de profils de participants ordinaires à l'évènement : les deux premiers sont établis en fonction du genre des protagonistes, car les femmes semblent avoir été davantage marquées par la mobilisation de 1968 que les hommes¹¹⁷. Les micro-unités restantes sont dégagées en combinant plusieurs autres critères¹¹⁸, dont l'âge et les schèmes de politisation sont les principaux¹¹⁹. Ce qui frappe, une nouvelle fois, c'est l'extraordinaire diversité des protagonistes du mouvement de Mai (et de leurs devenir) : à titre d'exemple, les enfants de juifs communistes politisés pendant la guerre d'Algérie, les « établis » maoïstes issus de familles croyantes, les ouvriers non-bacheliers qui s'inscrivent à Vincennes et les étudiantes bourgeoises qui expérimentent le « retour à la terre »¹²⁰ ne partagent entre eux – au mieux – que quelques caractéristiques formelles¹²¹, sans pour autant avoir fait le même évènement, pour les mêmes raisons et sans en avoir été affectés de la même manière. Julie Pagis observe, néanmoins, que la participation à – ou, mieux, « aux » – 68 produit l'infléchissement de la trajectoire d'une majorité d'enquêtés : loin de représenter une contradiction vis-à-vis des résultats exposés précédemment, cette remarque les nuances de manière constructive, car, selon la chercheuse, Mai 68 ouvre la voie à « de nouvelles fréquentations politiques, professionnelles, amicales ou amoureuses » (p.252). Autrement dit, le temps court de l'évènement se répercute – avant tout – sur le temps biographique des participants par l'insertion dans de nouveaux réseaux de sociabilité, susceptibles de déstabiliser leur parcours ultérieur : si le caractère novateur de cette thèse a déjà été souligné, sa portée semble encore plus grande lorsque sont analysées les conséquences du mouvement sur les trajectoires des enfants des enquêtés.

Dans le septième et dernier chapitre, l'auteure interroge les ricochets intergénérationnels de Mai 68 : « un évènement politique peut-il avoir, et sous quelles conditions, des répercussions sur la génération suivante, qui n'y a pas été exposée directement ? » Pour tenter de répondre à cette question (p.255), Julie Pagis mobilise les outils qui lui ont servi tout au long de son enquête, notamment les entretiens et les questionnaires fournis par les enfants scolarisés à Vitruve et à Ange-Guépin. La chercheuse montre, d'une part, que la mémoire des évènements et les préférences politiques semblent se transmettre assez bien au sein des familles soixante-huitardes, même si la « deuxième génération » apparaît nettement moins militante que la première. De l'autre, elle s'attaque à dessiner « un espace social [du devenir] des enfants des soixante-huitards » (p.271). Cette tâche est ardue à plus d'un titre : porteurs de dispositions contradictoires, la plupart de ces enfants, jadis élèves dans des écoles primaires expérimentales, se retrouvent rapidement propulsés dans des collèges, lycées (voire des universités) « traditionnels » avant d'intégrer – ou de réfuter – un monde du travail en évolution par rapport à celui de leurs parents. Ce conflit « entre une socialisation primaire contre-culturelle et la socialisation secondaire [...] [qu'ils connaissent] dès l'intégration du système scolaire classique » produit ce que l'auteure qualifie de « dyssocialisation »¹²² (p.262) : la confrontation avec des pairs éduqués, voire habillés de manière plus « normale », possédant une télévision, ne

¹¹⁷Ainsi, « quand « ils » déclarent avoir « fait 68 », « elles » déclarent « avoir été faites » par 1968 » (p.226) : les féministes, issues des classes moyennes de gauche, politisées avec la guerre du Viet-Nam et les enquêtées aujourd'hui seules, déclassées, dépressives constituent les deux premières micro-unités de génération (p.235).

¹¹⁸L'âge, le sexe, les schèmes de politisation, la trajectoire militante antérieure et postérieure à 1968, le registre de participation aux évènements, le statut occupé en Mai, l'incidence de la mobilisation sur la sphère professionnelle et privée, le comportement électoral en 2002.

¹¹⁹Constituant, ainsi, trois sous-ensembles distincts : le premier, formé par les enquêtés les plus âgés, politisés avec la guerre d'Algérie, regroupe quatre cohortes (intellectuels de première génération issus des familles catholiques de droite, enfants de juifs communistes en ascension sociale, ouvriers non-bacheliers syndicalistes en 68, étudiants d'origine aisée contestant les rapports éducatifs). Le deuxième, intermédiaire en termes d'âge, concerne les soixante-huitards politisés dans les luttes tiers-mondistes. Trois micro-unités sont mises en évidence : les étudiants issus des familles catholiques de droite, les étudiants bourgeois qui deviennent permanents politiques après Mai, les enseignants d'origine populaire qui n'ont jamais cessé de militer. Le troisième sous-ensemble, enfin, est constitué par les enquêtés les plus jeunes, politisés dans l'évènement lui-même. Trois cohortes sont isolées par l'auteure : les enquêtées féministes, d'origine moyenne-supérieure ayant connu un mode de vie communautaire, les trotskistes reconvertissant leurs ressources militantes dans la contre-culture et, enfin, les intellectuels de première génération qui militent par leur profession.

¹²⁰Les « néo-ruraux » évoqués *supra*.

¹²¹La date de naissance – aux nuances près évoquées précédemment – et le fait de prendre partie à une conjoncture spatio-temporelle particulière, Mai 68 en France.

¹²²En adaptant librement une notion élaborée par Louis Chauvel. Voir Louis CHAUVEL, *Le Destin des générations*.

manifestant pas depuis leur plus jeune âge, etc. façonne, sur un terme plus ou moins long, tantôt le rejet des stratégies éducatives singulières qu'ils ont connues, tantôt leur approbation, tantôt un regard critique. Si l'on ajoute à ces facteurs des éléments d'ordre conjoncturel – la précarisation du marché du travail, l'étiollement de la conflictualité sociale, etc. – propres aux années 1980-1990, il semble très difficile de pouvoir dégager des micro-unités de génération des « héritiers » de 1968 aux contours aussi nets que celles de leurs parents. Julie Pagis y parvient néanmoins en élaborant une typologie en fonction de deux facteurs principaux : le regard rétrospectif porté sur la (dys)socialisation vécue par les enfants et le rapport que ces derniers entretiennent actuellement avec la politique. Il en résulte, comme pour les protagonistes du Mai, une grande diversité de profils, allant des « héritiers du quotidien » à ceux qui réfutent l'héritage de 68, en passant par des enquêtés devenus aujourd'hui militants à l'extrême gauche ou qui se réclament de manière ambivalente de leur enfance contre-culturelle. Cette esquisse, mettant un terme à l'enquête, permet de comprendre une fois de plus comment un événement d'envergure, voyant la participation de protagonistes aussi hétérogènes que les soixante-huitards, ne peut « faire ricochet » sur la génération suivante qu'en produisant des micro-unités aux empreintes spécifiques. Elle corrobore par ailleurs les hypothèses les plus connues sur la transmission familiale des préférences politiques, tout en introduisant une double spécificité – conjoncturelle et (dys)socialisatrice – qui ouvre la voie au développement de recherches ultérieures sur les enfants des participants au mouvement de Mai. Cependant, il est quelque peu regrettable qu'elle se cantonne à un seul chapitre de l'ouvrage, eu égard du rôle spécifique joué par les écoles expérimentales en matière d'« entrée sur le terrain »¹²³ et de la vocation intergénérationnelle de l'enquête, exposée dès ses premières pages.

En conclusion, *Mai 68, un pavé dans leur histoire* constitue un apport indéniable à la recherche en « sciences historiques »¹²⁴, quelle qu'elle soit la branche prise en considération. D'un point de vue proprement historiographique, l'enquête permet de porter un regard sérieux, différent et différencié sur des cohortes réduites, la plupart du temps, à une seule et même unité générationnelle, tout en contribuant à l'écriture d'une histoire sociale des « années 68 » en général, de la mobilisation de Mai en particulier. D'un point de vue plus sociologique, l'ouvrage aborde une multitude de questions – les générations, les conséquences biographiques de l'engagement, les rapports entre les événements et la (re)socialisation politique, etc. – de manière novatrice, en proposant à chaque fois des pistes solidement étayées par l'obtention de résultats qualitatifs ou quantitatifs. Du point de vue qui intéresse le plus les lecteurs des *cahiers du GERME*, enfin, l'enquête participe à l'analyse des mobilisations étudiantes en France à deux titres principaux : si, d'un côté, elle remet en question les principales explications causales de Mai 68, elle invite, de l'autre, à saisir toute la diversité des motivations – et des profils – des participants à la lutte. Elle ouvre ainsi un vaste champ de recherche sur ces milliers d'anonymes qui ont croisé, d'une manière ou de l'autre, la question universitaire dans les années 1960-1970, au delà des figures de proue bien connues dans le champ médiatique et, avouons-le, trop souvent mises en avant par le champ scientifique.

Paolo Stuppia

Dominique Wallon, *Combats étudiants pour l'indépendance de l'Algérie, UNEF-UGEMA 1955-1962*. Casbah éditions, Alger 2015, édité pour la France par L'Harmattan, Paris, 2015.

« Bribes », ce fut le premier titre de cet écrit de Dominique Wallon, qui fut président de l'UNEF en 1961-1962, en pleine guerre d'Algérie. Plus que des bribes, c'est un récit, fondé sur des souvenirs personnels mais appuyé sur des vérifications aux archives, de l'engagement progressif de l'UNEF contre la guerre d'Algérie ; et par là de ses rapports, essentiels, avec l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens) indépendantiste et liée au FLN.

C'est donc à travers l'itinéraire d'un jeune jéciste de bonne bourgeoisie, entrant à Sciences Po

¹²³L'auteure précise néanmoins que des indications plus complètes peuvent être retrouvées dans le chapitre préliminaire de sa thèse, dont le présent ouvrage est une adaptation. Voir Julie PAGIS, *Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des « soixante-huitards » et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales*, Paris, ENS-EHESS, Thèse de Doctorat, 2009.

¹²⁴C'est-à-dire l'ensemble des disciplines enquêtant « sur des « faits » qu'on peut observer dans le monde historique », se distinguant de la position des sciences de la nature. Voir Jean Claude PASSERON, *Le raisonnement sociologique. Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2^e éd., 2006, (1991).

Paris à l'automne 1956, rapidement impliqué dans l'UNEF, qu'est présentée l'évolution du mouvement étudiant. Evolution qui n'avait rien de prédéterminé : Dominique Wallon donne les chiffres des votes à l'amicale de l'IEP (l'AGE UNEF de Sciences Po) ; ils montrent une forte participation électorale (plus de 80%) impensable aujourd'hui, sur la base d'un taux élevé d'adhésions à l'UNEF (là aussi improbable aujourd'hui : environ 80% des étudiants) ; mais ils montrent aussi que ces élections étaient âprement disputées, les listes engagées contre la guerre d'Algérie n'ayant qu'une très courte majorité. Dominique Wallon rappelle la prudence nécessaire de cet engagement (le mot « indépendance » de l'Algérie n'est prononcé que tardivement), mais pourtant sa précocité par rapport à celui des centrales syndicales. Il y voit l'effet d'une « stimulation externe », celle exercée par les étudiants de l'UGEMA avec qui les dirigeants de l'UNEF furent en relations étroites tout au long de la période.

Il expose les préparatifs qui menèrent en juin 1960 à la reprise ouverte de relations officielles, assorties d'un communiqué commun, entre l'UNEF et l'UGEMA dissoute depuis deux ans par le gouvernement français : un séisme qui valut les premières sanctions gouvernementales contre l'UNEF, et la hargne tenace du premier Ministre Michel Debré contre Dominique Wallon alors « vice-président Extérieur adjoint », puis président (1961-1962).

Deux inexactitudes répétées à l'envi agacent l'auteur, et avec raison. Premièrement le tribunal administratif n'a pas annulé l'interdiction, voulue par Michel Debré, qui lui fut faite de se présenter au concours de l'ENA. Bien au contraire. C'est le Premier ministre suivant, Georges Pompidou, qui ne renouvela pas l'interdit et permit à Dominique Wallon de concourir l'année d'après, et d'être reçu avant-dernier à un concours qu'il avait renoncé à préparer. D'autre part il n'est pas vrai qu'aux obsèques des victimes du métro Charonne, le 13 février 1962 seule la CFTC (actuelle CFDT) avait associé les morts algériens du 17 octobre 1961 et les morts du métro Charonne du 8 février : Dominique Wallon président de l'UNEF l'avait fait également. D'autant plus que l'auteur garde du 17 octobre 1961, « massacre d'Etat », le regret d'une réaction insuffisante des forces de gauche.

Alain Monchablon

Dans la collection Germe aux éditions Syllepse, dernières parutions

Valérie Becquet (coord), *Jeunesses engagées*, Paris, Syllepse, 2014

Introduction, Valérie Becquet « Jeunesses scolarisées, mobilisations et syndicalismes », **Robi Morder**. « Jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique », **Geoffrey Pleyers**. « De l'émeute à la mobilisation associative face à « l'injustice » chez les « jeunes de cité », **Eric Marlière**. « Homogénéité et hétérogénéité des membres du Mouvement de jeunes socialistes et des Jeunes populaires (UMP) », **Lucie Bargel**. « Au-delà des idées reçues : usages d'internet par les jeunes militants du PS et de l'UMP », **Anaïs Théviot**. « Jeunes adultes engagés dans les quartiers d'habitat social : contexte local et dynamiques de socialisation politique », **Elsa Lagier**. « Faire un service civique à Unis-Cité : les multiples facettes d'un engagement », **Valérie Becquet**. « De la prise d'initiative à l'institutionnalisation de l'Initiative Jeunesse », **Olivier Gratacap**. « Les objectifs annoncés des Conseils d'enfants et de jeunes à l'épreuve des faits », **Pierre-Yves Chiron**. « Faut-il désespérer de la participation des jeunes en Europe ? », **Patricia Loncle**.

Aurélien Casta et Emmanuel Porte (coord.), *Autonomie en mouvements: revendications syndicales et mobilisations étudiantes*. Paris, Syllepse, 2015

Avant propos de Francine Labadie, coordinatrice de la mission Observation/évaluation à l'INJEP, ministère de la Jeunesse et des Sports. **Présentation, Aurélien Casta et Emmanuel Porte**, « l'autonomie au prisme du mouvement étudiant ». **I/ L'autonomie comme revendication. Robi Morder**, « L'autonomie » : octroyée, conquise, mise en cause ». **Camillo Argibay**, « La MNEF et les étudiants : de la réalisation de l'autonomie à l'autonomie de l'organisation ». **Aurélien Casta**, « Le premier projet d'allocation d'études de l'UNEF ». **II/ L'autonomie comme mobilisation. Jean-Philippe Legois**, « Autonomie et mouvement étudiant dans les années 1968 ». **Vincent Enrico**, « Les mobilisations étudiantes : une autonomie instituante et instituée ». **Julie Le Mazier**, « Militantismes et assemblées générales étudiantes ». **III/ L'autonomie comme norme. Emmanuel Porte**, « La revendication de l'allocation d'autonomie comme construction d'un discours de l'autonomie ». **Romain Vila**, L'autonomie étudiante vue par la CGT et la CFDT ». **Vanessa Pinto**, « L'autonomie, une notion passe-partout : les organisations étudiantes et la question de l'emploi exercé en cours d'études ». **Florence Ihaddadene**. « Le service civique, négation du statut de travailleur ? ».

Du côté des archives, voir le numéro de la *Gazette des Archives*

« Archives des jeunesses, jeunesses des archives », *La Gazette des archives* n°235, 2014.

Introduction, par Jean-Philippe Legois, Éliane Lochot et Mathias Gardet. **Côté institutions** avant-propos, par Jean-Philippe Legois. « La construction du concept de « jeunesse » par l'État, à travers ses archives », par Emmanuelle Giry. « Action catholique, Mouvement rural de jeunesse chrétienne et Aumônerie de l'enseignement public », par Luc-André Biarnais, Pierre Fournier et Frédéric Jory. « À la recherche des étudiants dans les archives d'une université », par Charlotte MADAY et Magalie Moysan. « À la recherche des étudiants dans les archives des mouvements et des établissements », par Marina Marchal. **Côté mouvements.** Avant-propos, par Éliane Lochot. « Les jeunes communistes en cartons : les archives centrales des organisations de jeunesse communistes françaises », par Guillaume ROUBAUD-QUASHIE. « Les archives des scoutismes non confessionnels : les Éclaireuses et les Éclaireurs », par Nicolas Palluau. « À la fois jeunes et scolarisés : le puzzle de la mémoire des mouvements lycéens », par Robi Morder. « Les mémoires étudiantes dijonnaises : un exemple de coopération pour la conservation et la valorisation des archives », par Christophe Mesgny. **Champ d'expérimentations.** Avant-propos, par Mathias Gardet. « Les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire : le PAJEP a déjà quinze ans ! » par Marie-Andrée Corcuff. « Le CNAHES, quelques enjeux d'une collecte d'archives privées », par Sylvain Cid. « Histoire(s) en mouvement(s) », par Philippe Courtesseyre, Clarisse Herlemont-Vénuat et Alcine Salangros. « Jeunesses filmées », par Élodie Belkorchia. « Guides des sources : pour une étude comparative », par Jean-Philippe Legois et Gaëtan Sourice.

A signaler également

AAUNEF, *Logement étudiant, histoire et enjeux actuels*, Actes de la journée d'étude du 7 novembre 2015, édités par l'AAUNEF, Paris, juin 2016 avec des contributions de Cécile Hochard, Matthieu Gillibert, Jean-Philippe Legois, Robi Morder, Pierre Moulinier. – **Guy Berger, Maurice Courtois et Colette Perrigault**, *Folies et raisons d'une université : Paris 8. De Vincennes à Saint-Denis*. Paris, Petra, 2015. – **Florence Bourillon, Eléonore Marantz, Stéphanie Méchine et Loïc Vadelorge**, *De l'université de Paris aux universités d'Ile de France*, PU Rennes, 2016, des contributions de Marina Marchal, Robi Morder, Charles Soulié - **Christine Bouneau et Jean-pal Callède** (dir.), *Figures de l'engagement des jeunes. Continuités et ruptures dans les constructions générationnelles*. Bordeaux, MSH Aquitaine, 2015 - **Collectif ACIDES**, *Arrêtons les frais ! Pour un enseignement supérieur gratuit et émancipateur*, Paris, Raisons d'agir, 2015. - **CPU**, *Université et économie sociale et solidaire*, Conférence des présidents d'université, Paris, juin 2015. - **Christophe Granger**, *La destruction de l'Université française*, La Fabrique 2015 - **Jean-François Giret, Cécile Van de Velde et Elise Verley**, *Les vies étudiantes, tendances et inégalités*, OVE/La documentation française, 2016 - **IFRI**, RAMSES 2014, rapport annuel de l'IFRI, « Les jeunes vers l'explosion », Dunod 2013. - **Dzovinar Kervonian et Guillaume Tronchet** (dir.), *La Babel étudiante. La Cité internationale universitaire de Paris (1920-1950)*, PU Rennes, 2013, avec une contribution de Pierre Moulinier. - **Bernard Lacroix, Xavier Landrin, Anne-Marie Pailhès et C. Rolland-Diamond** (dir.), *Les contre-cultures : genèses, circulations, pratiques*, Paris, Syllepse, 2015. **Charles Mercier**, *René Rémond et Nanterre : les enfantements de 68 : contribution à l'histoire d'un universitaire et d'une université iconiques (1968-1976)*, Paris, Le Bord de L'Eau, DL 2016 - **Politix** 108, « Le gouvernement de la jeunesse », Bruxelles, de Boeck, 2014.

Quelques autres articles et contributions

Camilo Argibay, « De la transgression acceptée à la réprobation généralisée », *Terrains & travaux*, 2013/1 (N° 22)

Camilo Argibay, « Un parti en quête de relais », *Genèses* 2014/4 (n° 97)

Pierre Baudet, « Mouvement étudiant et luttes populaires au Québec », *Revue internationale et stratégique*, n° 93, 2014/1

Gabriel Blouin Genest, « Le (dé)goût d'un printemps : la construction sociale de la violence et de l'extrémisme politique lors du conflit étudiant québécois », *Cultures & Conflits* 2012/3 (n° 87)

Pierre W. Boufreault, « Mouvement étudiant québécois et mythe du pouvoir. L'énigme du Sphinx et l'entrée en société », *Sociétés* 2013/4 (n° 122)

Nicolas Carboni « Le mouvement contre la loi

Devaquet à Clermont-Ferrand », Colloque « 1984-1988 : Les années d'alternance vues des régions », Rennes 2 et IEP Rennes, 18-20 novembre 2016,

Aurélien Casta, « L'enseignement à but lucratif en France à l'aune des porosités public/privé : un état des lieux », *Formation emploi*, 2015/4 (n° 132)

Charle Christophe et Duca Benjamin, « 1. La métamorphose de l'enseignement supérieur au XX^e siècle : perspective historique », *Regards croisés sur l'économie* 2015/1 (n° 16)

Mathieu Dubois, « 68 et l'autonomie des organisations de jeunesse : une parenthèse dans l'histoire des partis français », *Revue historique*, 2015/3 (n° 675)

Antonin Dubois, « Les maisons des organisations étudiantes en France et en Allemagne », *Agora débats/jeunesses* 2016/2 (N° 73)

Odile Ferry « Le rapport à l'avenir des étudiants français » OVE Infos. N°32.

Julie Le Mazier, « Assemblées générales étudiantes et démocratie participative : un air de famille ? », *Participations* 2014/3 (N° 10)

Julie Le Mazier, « Lutttes étudiantes en France. À bas l'excellence ! », *Vacarme*, n° 61, 2012-4

Julie Le Mazier, Julie Testi et Romain Vila, « Les voies multiples de la représentation en situation de délégation ratée : agir au nom des étudiants », in Alice Mazaud (dir.), *Pratiques de la représentation politique*, PU Rennes, 2014.

Julie Le Mazier, Julie Testi et Romain Vila, « Les voies multiples de la représentation en situation de délégation ratée : agir au nom des étudiants », journée d'étude *Être porte-parole. Approches de la représentation non électorale* organisée par le GRePo dans le cadre du 12ème congrès de l'Association Française de Science Politique, salle du conseil d'administration de Sciences Po, Paris, 12 juillet 2013.

Frédéric Le Moigne « Les affrontements autour de l'école et de l'université », Colloque « 1984-1988 : Les années d'alternance vues des régions », Rennes 2 et IEP Rennes, 18-20 novembre 2016,

Benoît Marpeau, « Malaise étudiant et perplexités professorales : violence et affrontements symboliques à Caen en 1970-1971 », *Annales de Normandie* 2014/2

Hugo Melchior « Les JCR de Rennes et le mouvement Devaquet ou des révolutionnaires à l'épreuve d'un « mouvement apolitique », Colloque « 1984-1988 : Les années d'alternance vues des régions », Rennes 2 et IEP Rennes, 18-20 novembre 2016,

Hugo Melchior, « Banaliser » un objet socio-historique. Les gauches alternatives dans les années 1968, et leurs devenir », Congrès AFSP Aix 2015

Pierre Moulinier, « Les étudiants étrangers à Paris en 1900 », *Hommes & Migrations*, 2014/4 (n° 1308)

Pierre Moulinier « Les étudiants et les étudiantes en France dans la Grande Guerre », *Annali di storia delle Università italiane*, 2015.

Pierre Moulinier « La colonie russe étudiante des Gobelins à la Belle Epoque », *Bulletin de la société d'histoire et d'archéologie du 13^e*

Pierre Moulinier « Francophonie, francophilie et enseignement du français en France sous la III^e

République (1880-1940) », intervention 7 juillet 2016 à Montréal, Concordia

Bocar Niang et Pascal Scallon-Chouinatd, « Mai 68 » au Sénégal et les médias : une mémoire en questions », *Le Temps des médias* 2016/1 (n° 26)

Lorenz Plassmann Et Constantin Prévélakis, « 1973 et la Grèce : année des révoltes ou année des complots ? », *Revue internationale et stratégique*, 2013/3 (n° 91)

Marie Peyronnet, « Étudiants salariés et sécurité sociale, le paradis perdu de la subsidiarité », *droit social* N° 7/8 - Juillet-Août 2015

Irène Pereira, « Épreuves de légitimité et de force au sein des rapports sociaux de sexe en milieu militant. L'exemple d'une commission féministe dans une organisation politique libertaire entre 2006 et 2010 », *Cahiers du Genre* 2013/2 (n° 55)

Emmanuel Porte, « Reconnaître le travail étudiant par le salaire ? », *Mouvements* 2013/1 (n° 73)

Emmanuel Porte « Des pratiques d'engagement en transformation : enjeux pour l'avenir de l'éducation populaire », Éléments préparatoires aux rencontres 2013 de l'Injep, Rapport d'études INJEPR-2013/04.

Vincent Tiberj, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », *Revue française de sociologie* 2013/4 (Vol. 54)

Claire Thoury « Engagements étudiants et sentiment d'intégration » OVE Infos. N°33.

Jean-Baptiste Velu, « Infrapolitics and Consumer Action: Student Anti-Sweatshop Mobilization as Cultural Advocacy », *Revue française d'études américaines* 2012/1 (n° 131)

Cécile Van de Velde (entretien avec). « Repenser la jeunesse dans le système de protection sociale », *Informations sociales*, 2013/1 (n° 175)

Romain Vila, « Sécurité sociale professionnelle ou sécurisation des parcours professionnels. Quelle place pour les jeunes ? », *Les notes de l'Institut Européen du Salarial*, n°34, septembre 2014.

Romain Vila, « Statut social des étudiants et syndicalisme de salariés : vers une progressive prise en charge par la CGT et la CFDT ? », séminaire de l'Institut Européen du Salarial (IES), IDHE Nanterre, Université Paris Ouest Nanterre, 8 avril 2013.

Les cahiers du GERME

Édité par l'association GERME. 38, rue Petion 75011 PARIS www.germe.info

ISSN 1277-247X, Imprimerie spéciale

Directeur de Publication : Robi MORDER

Comité de rédaction :

David COLON, Didier FISCHER, Cécile HOCHARD, Ioanna KASAPI, Jean Philippe LEGOIS, Marina MARCHAL, Alain MONCHABLON, Robi MORDER, Pierre MOULINIER, Emmanuel PORTE, Caroline ROLLAND DIAMOND, Romain VILA.

Le Germe : un site www.germe-inform.fr



une revue *Les Cahiers du Germe*

La Cité des mémoires étudiantes : les expositions, les journées archives et mémoires étudiantes, sauvegarde, collecte, traitement...



Une collection aux éditions Syllepse : la collection Germe



Et aussi *La lettre électronique du GERME et de la Cité des mémoires étudiantes*

Avec cette lettre, complément de nos sites Internet, vous êtes tenus informés des activités de recherche du GERME ainsi que des activités, initiatives et projets de la Cité des mémoires étudiantes pour la sauvegarde et la valorisation des archives étudiantes.